

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LA
CONDITION DES PERSONNES
ET DES TERRES

D'APRÈS
LES COUTUMES DE REIMS
DU XII^e AU XVI^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR
ROBERT DEBUISSON

*L'acte public sur les matières ci-après
sera soutenu le Samedi 29 Novembre 1930, à 14 heures.*

Président : M. OLIVIER-MARTIN.

*Suffragants : { M. GÉNESTAL } professeurs.
 { M. LE BRAS }*

LIBRAIRIE L. MICHAUD

9, RUE DU CADRAN-SAINT-PIERRE
REIMS

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LA

CONDITION DES PERSONNES ET DES TERRES

D'APRÈS

LES COUTUMES DE REIMS
DU XII^e AU XVI^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ROBERT DEBUISSON

*L'acte public sur les matières ci-après
sera soutenu le Samedi 29 Novembre 1930, à 14 heures.*

Président : M. OLIVIER-MARTIN.

*Suffragants : { M. GÉNESTAL } professeurs.
 { M. LE BRAS }*

LIBRAIRIE L. MICHAUD

9 RUE DU CADRAN-SAINT-PIERRE
REIMS



AVANT-PROPOS

Au temps où nous préparions notre licence en droit, un des cours qui avait retenu tout particulièrement notre attention avait été le cours d'Histoire du droit français, non pas tant en raison d'un goût spécial pour les sciences historiques, qu'à cause de la personnalité du maître éminent qui occupait, à la Faculté de Paris, la chaire d'Histoire du droit.

Aussi, quand nous songeâmes à conquérir le grade de docteur en droit, tout naturellement, nous demandâmes à M. Chénon de bien vouloir être le président de notre thèse. Avec une grande bienveillance, M. Chénon accepta. Notre désir aurait été de lui exprimer toute notre gratitude en lui dédiant ce travail. Je ne puis malheureusement que m'incliner très respectueusement devant sa tombe trop tôt ouverte et adresser à sa mémoire l'hommage de ma profonde reconnaissance.

M. Chénon nous avait tout d'abord suggéré de faire pour la Champagne, province à laquelle de nombreux liens nous rattachaient, ce que lui-même avait accompli si magistralement pour le Berry ⁽¹⁾ : reconstituer, à l'aide des arrêts du Parlement de Paris, conservés aux Olim, les coutumes de cette province dans la seconde moitié du XIII^e siècle et dans la première moitié du XIV^e.

Mais le dépouillement des quatre volumes de ce recueil nous convainquit bientôt qu'il nous faudrait abandonner cette voie : les arrêts relatifs à la Champagne insérés aux Olim sont, en effet, pour ainsi dire inexistant.

(1) Emile CHÉNON, *Les jours de Berry au Parlement de Paris*, 1 vol. in-8°, Paris, 1921.

Ce que les Olim nous avaient refusé, les Archives administratives et législatives de Reims, de Varin, devaient nous le fournir. Nous trouvâmes, dans cet admirable ouvrage, une ample moisson de documents, intéressant Reims, notre ville natale, et également l'ensemble de la région rémoise, documents embrassant toute l'histoire de Reims, depuis saint Remi jusqu'à la Révolution, mais particulièrement abondants à partir du XII^e siècle.

Dès lors, notre sujet de thèse était tout indiqué. Nous essayerions, principalement à l'aide de ce recueil, de dégager les règles du droit coutumier rémois au moyen âge et même postérieurement, car nous nous étions vite aperçus qu'une étude limitée au moyen âge serait forcément un travail tronqué et incomplet.

Mais notre sujet, s'étendant dans le temps, avait pris une ampleur trop considérable. Aussi, sur les conseils de M. Olivier-Marlin, successeur de M. Chénon dans la chaire d'Histoire du droit, et qui, très aimablement, avait accepté de le remplacer à la présidence de notre thèse, nous limitâmes notre travail à l'étude de la condition des personnes et des terres dans la région rémoise, depuis le XII^e jusqu'au XVI^e siècle, c'est-à-dire jusqu'à la dernière rédaction officielle de la Coutume de Reims. Telle est l'origine du modeste travail que nous présentons aujourd'hui comme thèse de doctorat.

Pour notre documentation, nous nous sommes servis uniquement des textes publiés, à l'exclusion des documents manuscrits. Nos études antérieures ne nous disposaient guère au travail du dépouillement d'archives. Peut-être, malgré tout, aurions-nous jeté quelques regards sur les chartes ou autres textes inédits, si des circonstances indépendantes de notre volonté ne nous avaient fait renoncer à notre projet. D'ailleurs, les documents publiés relatifs à la région rémoise, sans être aussi nombreux que dans d'autres contrées, sont cependant considérables. Parmi les ouvrages qui m'ont servi le plus dans cet ordre d'idées, je dois mettre au premier plan l'admirable collection de Varin, ainsi que les nombreuses monographies, œuvres de M. Gaston Robert, archiviste de la Ville de Reims, et dont l'ensemble a, à peu près complètement, épuisé le fonds d'archives de la puissante abbaye de Saint-Remi de Reims. J'avoue, en toute simplicité, que, sans ces ouvrages, notre travail n'aurait pu être mené à bien. M'ont été aussi très utiles l'étude de M. Humbert, Institutions municipales et administratives de la Ville de Reims sous l'ancien régime,

pour ce qui a trait à la condition des bourgeois de l'Echevinage de Reims ; l'ouvrage de Bonvalot, Le Tiers État d'après la charte de Beaumont et ses filiales, pour les matières se rapportant à la condition des bourgeois et des roturiers demeurant dans les bourgades de la région rémoise ; enfin le magistral travail de M. Olivier-Martin, Histoire de la Coutume de la prévôté et vicomté de Paris, en ce qui concerne la condition des serfs et celle des terres. Pour la rédaction de ces dernières questions, nous avons notamment suivi le plan adopté par notre éminent président de thèse dans l'exposé des matières correspondantes de son Histoire de la Coutume parisienne.

En terminant, je me fais un agréable devoir d'exprimer toute ma reconnaissance à M. Olivier-Martin, notre président de thèse, pour les conseils judicieux qu'il nous a prodigués, à M. Gaston Robert, archiviste de la Ville de Reims, dont les renseignements éclairés nous ont été précieux, ainsi qu'à Mlle Réville, conservateur de la Bibliothèque de Reims, qui a bien voulu nous autoriser à reproduire dans notre thèse la carte du Gouvernement de Champagne dressée en 1788 par Bazin, propriété de la Bibliothèque de Reims.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

§ 1^{er}. — Recueils de chartes et textes divers.

E. BONVALOT. *Le Tiers État d'après la charte de Beaumont et ses filiales*, 1 v. in-8°, Paris, 1884 [= Bonvalot].

Abbé DEFOURNY. *Beaumont-en-Argonne et la loi de Beaumont, Travaux de l'Académie nationale de Reims* [= *Trav. Acad. Reims*], 37^e v., an. 1862-1863, pp. 63 et s. [= Defourny].

L. DEMAISON. *Les archives de la commune d'Hermonville*, dans *Trav. Acad. Reims*, 84^e v. an. 1887-1888, pp. 393 et s. [= Demaison, *Hermonville*].

L. DEMAISON et H. LACAILLE. *Les fiefs de portage du comté de Rethel, à Reims au XIV^e siècle*, dans *Revue historique ardennaise* [= *Rev. hist. arden.*], t. IV, an. 1897, pp. 176 et s. [= Demaison et Lacaille, *Comté de Rethel*].

L. DEMAISON. *L'instruction dans les campagnes des environs de Reims au XV^e siècle, d'après un document inédit*, dans *Trav. Acad. Reims*, 115^e v., an. 1903-1904, pp. 235 et s. [= Demaison, *Instruction au XV^e siècle*].

N. HUBIGNON. *Charte d'affranchissement de Nouvion-sur-Meuse, 1290*, dans *Rev. hist. arden.*, t. III, an. 1896, pp. 74 et s. [= Hubignon].

H. LACAILLE. *Les droits seigneuriaux des Petites-Armoises en 1301*, dans *Rev. hist. arden.*, t. VIII, an. 1901, pp. 108 et s. [= Lacaille].

A. LONGNON. *Documents relatifs au Comté de Champagne et de Brie, 1172-1361*, dans *Collection des documents inédits sur l'histoire de France* [= *Docu. France*], 3 v. in-4°, t. I, *Les Fiefs*, Paris, 1901; t. II, *le Domaine comtal*, Paris, 1904; t. III, *les comptes administratifs*, Paris, 1914 [= Longnon, *Comté de Champagne*].

Abbé MANCEAUX. *Histoire de l'abbaye et du village d'Hautvillers*, 3 v. in-8°, Épernay, 1880 [= Manceaux, *Hautvillers*].

Gaston ROBERT. *L'organisation seigneuriale à Givry et à Alland'huy au moyen âge*, dans *Rev. hist. arden.*, t. XV, an. 1908, pp. 277 et s. [= Robert, *Alland'huy*].

Du même. *Herpy au moyen âge*, dans *Rev. hist. arden.*, t. XVI, an. 1909, pp. 229 et s. [= Robert, *Herpy*].

Du même. *Les Seigneurs d'Hermonville au moyen âge*, Reims, 1909 [= Robert, *Hermonville*].

Du même. *Isles-sur-Suippe, au moyen âge*, dans *Revue de Champagne* (an. 1910) et tirage à part, Reims, 1910 ⁽¹⁾ [= Robert, *Isles*].

Du même. *Juniville sous l'ancien régime*, dans *Rev. hist. arden.*, t. XVII, an. 1910, pp. 209 et s. [= Robert, *Juniville*].

Du même. *Documents sur Beine*, dans *Trav. Acad. Reims*, v. 129 et tirage à part, Reims, 1911 (1) [= Robert, *Beine*].

Du même. *La seigneurie de Sacy au moyen âge*, dans *Revue de Champagne*, (janv.-fév. 1912) et tirage à part, Reims, 1912 ⁽¹⁾ [= Robert, *Sacy*].

Du même. *Rilly et Chigny au moyen âge*, dans *Trav. Acad. Reims*, 131^e v., t. I, an. 1912-1913, pp. 171 et s. [= Robert, *Chigny*].

Du même. *Gomont au moyen âge*, dans *Rev. hist. arden.*, t. XIX, an. 1912, pp. 41 et s. [= Robert, *Gomont*].

Du même. *Documents sur Villers-Allerand*, dans *Trav. Acad. Reims*, 132^e v. et tirage à part, Reims, 1913 ⁽¹⁾ [= Robert, *Villers-Allerand*].

Du même. *Les fiefs de Saint-Remi de Reims aux XIII^e et XIV^e siècles*, 1 v. Reims et Paris, 1913 [= Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*].

Du même. *Les fiefs de Saint-Remi de Reims depuis le XV^e siècle jusqu'en 1550*, 1 v., Reims et Paris, 1913 [= Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*].

Du même. *La loi de Beaumont dans les domaines de Saint-Remi de Reims*, dans *Trav. Acad. Reims*, 134^e v., an. 1913-1914, pp. 79 et s. [= Robert, *Beaumont*].

Du même. *La charte communale de Justine*, dans *Nouvelle Revue de Champagne et de Brie* [= *Nouv. Rev. Champ.*], 1^{re} année, sept. et décemb. 1914, pp. 181 et s. [= Robert, *Justine*].

Du même. *Les origines de la communauté de Serriers*, dans *Trav. Acad. Reims*, 136^e v., an. 1921-1922, pp. 173 et s. [= Robert, *Serriers*].

Du même. *Les archives anciennes de Rilly-la-Montagne*, dans *Trav. Acad. Reims*, 135^e v. et tirage à part, Reims, 1922 (1) [= Robert, *Rilly*].

Du même. *Bouvancourt au moyen âge*, dans *Trav. Acad. Reims*, 138^e v., an. 1923-1924, pp. 167 et s. [= Robert, *Bouvancourt*].

(1) Les références se rapportent au tirage à part.

Du même. *Prosnès au moyen âge*, dans *Trav. Acad. Reims*, 138^e v., an. 1923-1924, pp. 213 et s. [= Robert, *Prosnès*].

Du même. *Les Serfs de Saint-Remi de Reims*, dans *Trav. Acad. Reims*, 140^e v., an. 1925-1926, pp. 83 et s. [= Robert, *Serfs*].

Du même. *Concession de terres à complant en 1247, à Béthancourt*, dans *Nouv. Rev. Champ.*, janv.-fév.-mars 1926, pp. 55 et s. [= Robert, *Béthancourt*].

Du même. *Le temporel du clergé régulier du diocèse de Reims en 1384* (en partie dans *Nouv. Rev. Champ.*, an. 1925), 1 v. in-8°, Reims, 1926 [= Robert, *Temporel*].

Du même. *La charte communale de Sommepey*, dans *Nouv. Rev. Champ.*, juillet 1928, pp. 175 et s. [= Robert, *Sommepey*].

Pierre VARIN. *Archives administratives de la ville de Reims*, 3 v. in-4°, Paris, 1839-1848, dans *Docu. France* [= Varin, *Arch. adm.*].

Du même. *Archives législatives de la ville de Reims, Première partie, Coutumes*, 1 v. in-4°, Paris, 1840, dans *Docu. France* [= Varin, *Coutumes*].

Du même. *Archives législatives de la ville de Reims, Seconde partie, Statuts*, 3 v. in-4°, Paris, 1844-1852, dans *Docu. France* [= Varin, *Statuts*].

H. VINCENT. *Les chartes des Mares et de Lametz*, dans *Rev. hist. arden.*, t. V., an. 1898, pp. 160 et s. [= Vincent, *Lametz*].

§ 2. — Cartulaires.

a) CARTULAIRES DE L'ÉCHEVINAGE ET DU CONSEIL DE VILLE DE REIMS ⁽¹⁾.

Cartulaire A ou Livre rouge de l'Echevinage, ms., Arch. muni. Reims.

Cartulaire B ou Livre blanc de l'Echevinage, ms., Arch. muni. Reims.

Cartulaire D de l'Echevinage, ms., Arch. muni. Reims.

Cartulaire du Conseil de Ville, ms.

b) CARTULAIRES DE L'ARCHEVÊCHÉ DE REIMS ⁽²⁾.

Cartulaire +, ms., Arch. muni. Reims.

Cartulaire A, ms., Arch. muni. Reims.

Cartulaire B, ms., Arch. muni. Reims.

Cartulaire C, ms., Arch. muni. Reims.

Extraits publiés dans Varin, *Arch. adm.*, et *Statuts*, passim.

(¹) Varin, *Arch. adm.*, t. I, not. biblio. ps., XLII et XLIII et LXIX, et Stein, *Bibliographie générale des cartulaires français*, p. 435.

(²) Varin, *op. cit.*, pp. CLVIII et s.; Stein, *op. cit.*, pp. 433 et 434.

c) CARTULAIRES DU CHAPITRE NOTRE-DAME DE REIMS ⁽¹⁾.*Cartulaire A ou livre rouge*, ms., Arch. départ. Reims.*Cartulaire B ou livre blanc*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire A B*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire C*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire D ou livre noir*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire E ou gros registre*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire F ou G ou livre vert* ⁽²⁾, ms., Arch. muni. Reims.d) CARTULAIRES DE L'ABBAYE DE SAINT-REMI DE REIMS ⁽³⁾.*Cartulaire A*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire B*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire C*, ms., Arch. muni. Reims.*Cartulaire D*, ms., Arch. muni. Reims.

e) CARTULAIRES DIVERS.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Denis de Reims, ms., Bibliothèque Sainte-Geneviève, copie Arch. départ. Reims ⁽⁴⁾.*Cartulaire de l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims (dit grand cartulaire)* ⁽⁵⁾, ms., Bibliothèque de Reims.*Cartulaire de l'abbaye de Saint-Thierry-lès-Reims*, ms., Bibliothèque de Reims ⁽⁶⁾.*Cartulaires de l'abbaye de Signy et du prieuré de Seyne*, publiés par Edouard de Barthélémy, dans *Trav. Acad. Reims*, 59^e v., an. 1875-1876, pp. 261 et s. [= *Cart. Signy*].*Cartulaires de l'évêché et du chapitre Saint-Etienne de Châlons-sur-Marne, histoire et documents*, par Edouard de Barthélémy, 1 v., Châlons et Paris, 1853 [= *Carts. châlonnais*].⁽¹⁾ Varin, *op. cit.*, pp. CLXXI et s.; Stein, *op. cit.*, p. 434.⁽²⁾ D'après Stein, les cartulaires F et G sont distincts : *cart. F.*, ms., Bibliothèque Cheltenham; *cart. G. ou livre vert*, ms., Arch. muni. Reims.⁽³⁾ Varin, *op. cit.*, pp. CCXVIII et s.; Stein, *op. cit.*, ps. 432 et 433.⁽⁴⁾ Varin, *op. cit.*, pp. CCLXXIII et s.; Stein, *op. cit.*, p. 432.⁽⁵⁾ Varin, *op. cit.*, p. CCXXXV; Stein, *op. cit.*, pp. 432 et 433.⁽⁶⁾ Varin, *op. cit.*, p. CCXLI; Stein, *op. cit.*, p. 433.

§ 3. — Recueils d'arrêts et de sentences.
 Coutumes rédigées.

Jugements de l'Echevinage de Reims de 1248 à 1326, publiés par Varin, *Arch. adm.*, I et II, *passim*. [= *Juge. Echev.*].

Les Olim, édit. Beugnot, dans *Docu. France*, 4 v. in-4^o, Paris, 1839-1848 [= *Olim*].

Coutume de Reims rédigée en 1481, et réformée une première fois en 1507, publiée par Varin, *Coutumes*, pp. 649 et s. et *Statuts*, appendice, I, pp. VII et s. [= A. C. Reims].

Coutume de Reims, réformée une deuxième fois en 1556, publiée par Varin, *Coutumes*, pp. 868 et s. [= N. C. Reims].

II. — TRAVAUX DE SECONDE MAIN

§ 1^{er}. — Coutumiers et commentateurs.

Liber practicus de consuetudine remensi, publié par Varin, *Coutumes*, pp. 35 à 344. [= *Liber practicus*].

Li jugement des us et coutumes de ceste ville, Coutumier rémois du XIII^e siècle, d'après Varin, en langue vulgaire, publié par Varin, *Statuts* I, appendice, p. IV et par Giraud, *Droit français au moyen âge*, II, p. 418. [= *Coutumier rémois XIII^e siècle*].

C'est la déclaration des coustumes et usaiges de Reins et la glose sur ce compilée par maistre Gérard de Montfaulcon, licencié en loiz, publiée par Varin, *Coutumes*, pp. 609 à 638 ⁽¹⁾ [= *Coutumier, G. de Montfaulcon*].

(1) M. Olivier-Martin a découvert à la Bibliothèque nationale un ms. de ce coutumier différent de celui dont Varin s'est servi. Ce ms. ne contient pas la glose de Gérard de Montfaulcon; le texte ne diffère de celui de l'édition Varin que par des nuances de rédaction. (Olivier-Martin, *Textes inédits de droit champenois*, dans *Travaux juridiques et économiques de la Faculté de droit de l'Université de Rennes*, 1913, p. 227).

- *Fragment d'un second commentaire sur la Coutume de Reims par Gérard de Montfaucon*, publié par Varin, *Coutumes*, pp. 638 à 648 [= *Comment. G. de Montfaucon*].

J.-B. BURIDAN. *Commentaires sur la Coutume de Reims*, 1 v. in-folio, Paris, 1665 [= Buridan].

J.-B. BURIDAN. *Commentaires sur les Coutumes du bailliage de Vermandois*, 1 v., Reims, 1630 [= Buridan, *Vermandois*].

Le Conseil de Pierre de Fontaines à un ami, publié par Marnier, 1 v. in-8°, Paris, 1846 [= *Cons. à un ami*].

Coutumes des pays de Vermendois et ceulx de envyron, publiées par Beaupré, 1 v. in-8°, Paris, 1858 [= *Coutumier de Vermendois*].

Li droict et lis coustumes de Champaigne et Brie, publié par Pithou, *Commentaires sur la Coutume de Troyes*, et par Bourdot de Richebourg, *Nouveau coutumier général ou corps des coutumes générales et particulières de France*, III, pp. 209 à 220 [= *Anc. Cout. de Champagne*].

Abrégé champenois des Etablissements de Saint-Louis, publié par Viollet, *Les Etablissements de Saint-Louis*, III, pp. 141 à 187 [= *Abrégé champenois*].

Usage des fiefs du bailliage de Vitry, publié par M. Olivier-Martin, dans *Travaux juridiques et économiques de la Faculté de droit de l'Université de Rennes*, 1913, pp. 189 et s. [= *Fiefs de Vitry*].

Les questions de Jean Jager, publiées par M. Olivier-Martin, dans *Trav. jurid. et écono. de la Faculté de droit de l'Université de Rennes*, 1913, pp. 206 et s. [= Jager].

§ 2. — Ouvrages divers.

a) Ouvrages anciens :

ANQUETIL. *Histoire civile et politique de la ville de Reims*, 3 v. in-12, Reims, 1756-1757 [= Anquetil].

BIDET. *Traité de l'Echevinage*, ms., bibliothèque de Reims (1), extraits publiés par Varin, *Arch. adm., Coutumes et Statuts*, passim.

BIDET. *Mémoires*, 5 v. in-4°, 1758-1759-1760, ms., bibliothèque de Reims (1), extraits publiés par Varin, *Arch. adm., Coutumes et Statuts*, passim.

(1) Voir Varin, *Arch. adm.*, I, noti. biblio., p. CXXXIV.

BRUSSEL. *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France, pendant les XI^e, XII^e, XIII^e et XIV^e siècles*, 2 v. in-4^o, Paris, 1739 [= Brussel, *Usage des fiefs*].

P. COCQUAULT. *Histoire de l'église, ville et province de Reims*, 5 v. in-folio, ms., Bibliothèque de Reims, qq. extraits dans Varin, *Arch. adm. et Statuts*, passim ⁽¹⁾ [= Cocquault].

J. LACOURT. *Histoire de Reims*, 5 v. in-folio, ms., bibliothèque de Reims, qq. extraits dans Varin, *Arch. adm., Statuts*, passim ⁽²⁾ [= Lacourt].

Dom MARLOT. *Histoire de la Ville, Cité et Université de Reims*, édition française, publiée par l'Académie nationale de Reims, Reims, 1843-1846, 4 v. in-4^o ⁽³⁾ [= Marlot].

Jehan ROGIER. *Mémoires sur l'histoire de Reims*, ms., Bibliothèque de Reims, extraits dans Varin, *Arch. adm. et Statuts*, passim ⁽⁴⁾ [= Rogier].

b) Ouvrages modernes :

Émile CHÉNON. *Histoire générale du droit français public et privé, des origines à 1815*, I, Paris, 1926, II, 1^{er} fascicule, Paris, 1929 (publié par les soins de M. Olivier-Martin) [= E. Chénon].

GANSHOF. *Étude sur les Ministérielles en Flandre et en Lotharingie*, I vol. in-8^o, Bruxelles, 1926 [= Ganshof].

Gaston HUMBERT. *Institutions municipales et administratives de la ville de Reims sous l'ancien régime*, thèse de droit, Paris, 1910 [= Humbert].

OLIVIER-MARTIN. *Histoire de la Coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, 3 v. in-8^o, les deux premiers seuls parus, I, Paris, 1922, II, Paris, 1926 [= Olivier-Martin].

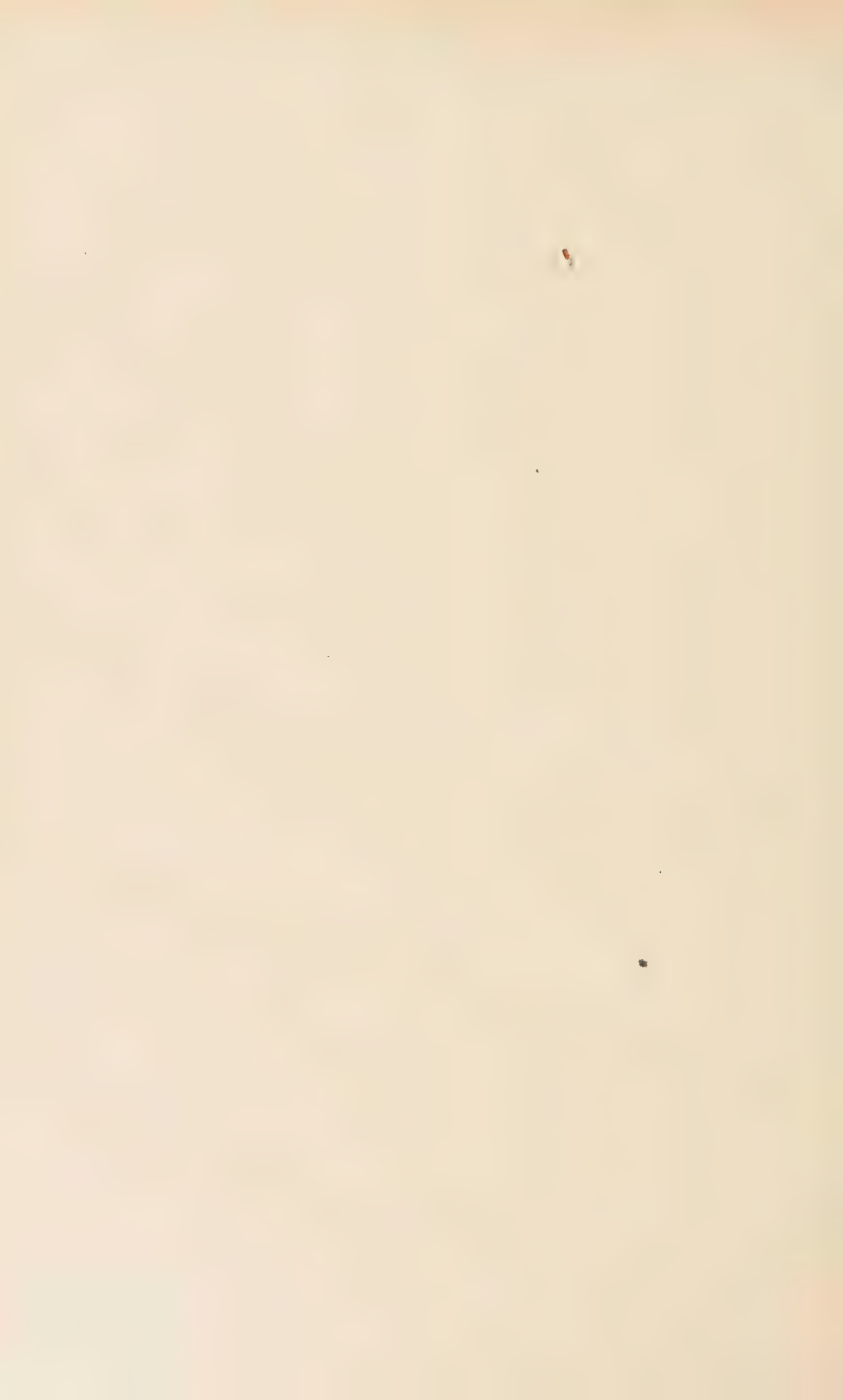
Pierre PETOT. *L'hommage servile. Essai sur la nature juridique de l'hommage*, dans *Revue historique de droit français et étranger*, an. 1927, N^o 1, pp. 685 et s. [= Petot].

⁽¹⁾ Voir Varin, *Arch. adm.*, I, not. biblio., pp. CXXVI et s.

⁽²⁾ Voir Varin, *Ibid.*, pp. CXXXII et s.

⁽³⁾ Voir Varin, *Ibid.*, pp. CXXVII et s.

⁽⁴⁾ Voir Varin, *Ibid.*, pp. CXXI et s.



INTRODUCTION

APERÇU SUR LE DÉTROIT DES COUTUMES DE REIMS ET L'ORGANISATION SEIGNEURIALE DE LA RÉGION RÉMOISE AUX XIV^e, XV^e ET XVI^e SIÈCLES

Avant d'aborder l'étude de la condition des personnes et des terres dans les régions soumises aux coutumes de Reims, entre les XII^e et XVI^e siècles, et afin d'en faire mieux comprendre la réglementation, il convient de déterminer, tout au moins sommairement, la sphère d'application de ces coutumes et d'esquisser dans ses grandes lignes le tableau de l'organisation seigneuriale sur le territoire régi par ces mêmes coutumes.

Pour les XII^e et XIII^e siècles, les documents sont peu nombreux et ne donnent que des solutions fragmentaires : ils précisent seulement que les usages rémois s'appliquent à telle localité nommément désignée. Telle la charte de Fraillicourt décidant qu'en cas de difficultés les échevins du lieu s'en rapporteront aux coutumes et à l'autorité du Chapitre et de la cité de Reims ⁽¹⁾. Une charte de 1191, concédée par l'archevêque de Reims à ses sujets de Thuisy, dispose également que les échevins, qui auraient doute sur une affaire, devront en référer à Reims ⁽²⁾. Il en fut de même pour Justine, au début du XIII^e siècle ⁽³⁾, pour Maubert-Fontaine, en 1208 ⁽⁴⁾, villages appartenant au chapitre de Reims, pour Béthan-

⁽¹⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 386 (an. 1181).

⁽²⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 419.

⁽³⁾ *Charte de Justine* : « Si vero in judiciis faciendis scabini dubitaverint, ad ecclesiam Remensem consulent et secundum eam judicabunt ». (Robert, *Justine*, p. 186).

⁽⁴⁾ *Charte de Maubert-Fontaine* : les manants seront jugés « ad usum et consuetudinem ecclesie nostre ». (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473).

court, en 1247, dans la seigneurie de l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims ⁽¹⁾.

Plus précis encore furent l'abbé de Saint-Remi de Reims, et le comte de Grandpré. Le premier, fondant un nouveau village aux environs d'Hermonville, en un lieudit « Follepaine », déclare que ses habitants seront jugés d'après la coutume de la ville de Reims ⁽²⁾. Le second, terminant un différend avec ses bourgeois de Manre, en Champagne, décide, par une charte de 1273, que ceux-ci seront jugés d'après les coutumes de Reims, « dont les échevins du lieu seroient crus; et que s'ils n'étoient sûrs desdicts uz et coutumes, ils prendroient le jugement de celui que l'official de Reims ou l'archidiacre nommeroient pour conseil ⁽³⁾ ».

Il faut attendre le xiv^e siècle pour trouver un document donnant une vue d'ensemble sur le détroit de la Coutume de Reims. Relatant, en effet, un usage en vigueur à Reims, sur la mainmorte servile, un texte du Livre Rouge de l'Échevinage de Reims ⁽⁴⁾ nous dit que « tele est la coustume au lez par devers la Champaingne à Reinz, et jusques assez près de Sainte Manehout, et au lez par devers Tardenois jusques à Lagery, à Aougny, à Olisy, et à Villers-Hagusnon, qui sont VI lieues arière de Reins ou environ, esquelles il court mortemain, et non mie plus près » ⁽⁵⁾. Cette région ainsi délimitée correspond assez exactement à l'ancien *pagus remensis* qui, au dire de Longnon, avait pour limites : « ... au Nord, vers le Porcien, ... à peu près... le cours de la Retourne...; à l'est, les coteaux qui séparent les bassins de la Retourne et de la Suippe d'une part, celui de l'Aisne de l'autre; au midi la limite même du diocèse de Reims jusque vers Fleury-la-Rivière...; au sud-ouest, le cours de l'Arde qui, ... séparait le Rémois du Tardenois. L'Arde se jetait dans la Vesle près de Fismes, et le Rémois n'avait ensuite ... d'autre ligne de démarcation que celle du diocèse » ⁽⁶⁾.

(1) «..... qui scabini de hiis que nescient vel dubitabunt scabinos Remenses si necesse fuerit consulunt ». (Robert, *Béthancourt*, p. 58.)

(2) *Charte de Follepaine*, mars 1270 : « Et judicabuntur dictus locus et mansionarii supradicti ad usum ville de Hermondivilla, et secundum legem, jus, seu consuetudinem civitatis remensis.... » (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 909).

(3) Bidet, *Mémoires*, pièce justif., n° 177, publié par Varin, *op. cit.*, I, p. 926.

(4) Varin, *Coutumes*, pp. 606 et s. (Sur la date de ce document, voir Varin, *op. cit.*, p. 608, note 1).

(5) Varin, *op. cit.*, p. 607.

(6) A. Longnon, *Les pagi du diocèse de Reims*, *Biblioth. de l'Ecole des Hautes-Etudes, sciences philosophiques et historiques*, 11^e fascicule, Paris, 1872, p. 33.

Le *pagus remensis* n'était pas, d'ailleurs, la seule région à l'intérieur de laquelle la mainmorte, conformément à l'usage suivi dans la ville de Reims, était supprimée. Le texte ajoute, en effet, englobant à la fois des agglomérations situées dans le Rémois et en dehors, que cette coutume est suivie dans toutes les châtellenies appartenant à l'archevêque de Reims ⁽¹⁾, ainsi que dans les fiefs du « païs » dans sa mouvance ⁽²⁾, dans toutes les possessions du chapitre métropolitain de Reims ⁽³⁾, dans les seigneuries des dignitaires du chapitre : prévôt, trésorier et chantre, ainsi que dans celles de « l'ostel Nostre Dame de Reims » ⁽⁴⁾, dans « pluseurs priourtelz et prévostées » de l'abbaye de Saint-Remi de Reims ⁽⁵⁾. Cette coutume était encore appliquée dans les « villes » appartenant aux abbayes de Saint-Nicaise de Reims, de Saint-Denis de Reims, de Saint-Thierry-lès-Reims et plus généralement « en toutes les autres villes du pays appartenant tant à nobles comme à églises » ⁽⁶⁾.

Par ailleurs, nous savons, par les déclarations de temporel présentées par les principaux seigneurs ecclésiastiques de la région rémoise à la fin du xiv^e siècle, quelles étaient les localités possédées par ces mêmes seigneurs, à l'époque de la rédaction du texte du Livre Rouge ⁽⁷⁾. Connaissant, d'autre part, les villes et villages soumis à la Coutume de Reims en 1556, d'après la liste officielle annexée au procès-verbal de rédaction ⁽⁸⁾, on peut dire que, sauf quelques exceptions, le ressort de la Coutume de Reims était le même à la fin du xiv^e siècle qu'au milieu du xvi^e siècle.

En 1556, environ 325 villes et villages se réglaient à la Coutume

⁽¹⁾ «.... Si comme à Mouson, à Bettegnville, à Sept-Saulz, à Actigny, à Courmissi, à Courville, à Chaumisi, à Nogent, et autres; » (Varin, *op. cit.*, p. 607).

⁽²⁾ Varin, *op. cit.*, p. 607.

⁽³⁾ «.... en toutes leurs villes que il ont en potelz, si comme à Wasignis, Maubert-Fontainne, Aubigny et autres villes, qui durent assez près du Chasteler en Ardanne, et aussi ès autres villes de Chapitre, si comme Trameri, Pont-Favergier, Boul-sur-Suippe, Joncheri-sur-Veille, et en toute leur jurisdiction. » (Varin, *op. cit.*, p. 607.)

⁽⁴⁾ Varin, *op. cit.*, p. 607.

⁽⁵⁾ «.... si comme Courtisot, C(h)enay, Braus, Tanay, Pombar, Chaingny-sous-Omont, la prévostée de Basencourt, la prévostée de la Montaigne de Reims, et en la ville de Cruny.... » (Varin, *op. cit.*, p. 607.)

⁽⁶⁾ Varin, *op. cit.*, p. 607. Il y avait des seigneuries laïques, d'après ce document, à Montigny, Villers-aux-Nœuds, Gueux et Muizon. (Varin, *op. cit.*, p. 607.)

⁽⁷⁾ Voir *Infra*, ps. 19 et s.

⁽⁸⁾ Varin, *op. cit.*, pp. 904 et s., en note.

de Reims, situés pour la plupart à l'intérieur des limites suivantes : au nord-ouest, la limite actuelle du département de l'Aisne avec ceux des Ardennes et de la Marne, depuis Hannappes, près d'Aubenton, jusque Courville, au sud de Fismes; à l'ouest, le cours de l'Ardre ⁽¹⁾; au sud, les lisières méridionales de la forêt de la Montagne de Reims, de Cormoyeux à Trépail; à l'est, la ligne de démarcation passait par les deux Mourmelon, Auberive, sur la Suippe, Manre et Vieux-les-Manre, prenait ensuite une direction perpendiculaire, jalonnée par Aure, Saint-Étienne-à-Arnes, Juniville, sur la Retourne, reprenait son orientation primitive, de Juniville à Tannay, en passant par Pauvres, Coulommès-les-Attigny, Écharson, les Alleux et les Petites-Armoises ⁽²⁾ et suivait enfin le cours de la Bar, de Tannay jusqu'à son confluent avec la Meuse ⁽³⁾; le cours de la Meuse, de Pont-à-Bar à Flize ⁽⁴⁾, puis une ligne, jalonnée par les villages de Flize, Boulzicourt, la forêt de Froidmont, le village de Ham-les-Moines, la rivière de la Sormonne jusque et y compris Maubert-Fontaine, enfin une ligne allant de Maubert-Fontaine à Hannappes, en passant par Estrebay, formaient la limite nord des pays soumis à la Coutume de Reims.

Ce vaste territoire était formé de deux régions bien distinctes : au sud, la région rémoise proprement dite, l'ancien *pagus remensis*, dont les limites ont déjà été indiquées ⁽⁵⁾; au nord, une contrée, que nous appellerons région ardennaise, comprenant l'ancien *pagus porcensis*, d'étendue presque égale au pays rémois, diminué de la zone comprise dans la mouvance des Comtes de Rethel et de Porcien ⁽⁶⁾, la partie méridionale du pays de Mézières ⁽⁷⁾, ainsi qu'une partie des *pagi* de Mouzon et de Vioncq ⁽⁸⁾. Les comtés de Rethel et de Porcien, dont la plupart des « villae » suivaient la Coutume de Champagne et plus tard celle de Vitry, formaient

(1) Mont-sur-Courville, Cohan, Brouillet, Berthenay, au sud de l'Ardre, suivaient aussi la coutume de Reims.

(2) A l'est de ces limites, Tahure, Senuc, Boulton-aux-Bois, Landèves étaient également compris dans le détroit de la coutume de Reims.

(3) A l'est de la Bar, idem pour La Besace, Joncq, Artaise, Maisonneville, Villers-devant-Raucourt.

(4) Au nord de la Meuse, idem pour Glaire, Frénois, Vigne-aux-Bois.

(5) Voir *Supra*, p. 14.

(6) Longnon, *op. cit.*, pp. 81 à 86.

(7) Longnon, *op. cit.*, pp. 39 à 41.

(8) Longnon, *op. cit.*, pp. 60 et 108.

solution de continuité, entre la région ardennaise et le pays de Reims ⁽¹⁾.

Aux XIII^e et XIV^e siècles, les coutumes en usage dans ces régions étaient, semble-t-il, incertaines et variables. Si nous en croyons le texte cité plus haut, les échevins de Reims, eux-mêmes, n'en étaient pas toujours « sûrs » ⁽²⁾. De nombreux usages locaux étaient appliqués, et ce n'était qu'à leur défaut qu'on se réglait aux coutumes de Reims. Le nouveau village, que l'abbaye de Saint-Remi fonde à Follepaine, en 1270, est mis à l'usage d'Hermonville et à la coutume de Reims ⁽³⁾. Courcy avait ses coutumes particulières ⁽⁴⁾. Fraillicourt, Justine, Thuisy, Béthancourt, semblent bien avoir eu aussi des usages particuliers ⁽⁵⁾. A Reims même, à la fin du XIII^e siècle, les coutumes suivies au ban Saint-Remi n'étaient pas, en toutes matières, celles qui s'appliquaient à l'intérieur de la « cité », dans la seigneurie de l'archevêque ⁽⁶⁾. La plus grande variété régnait dans la constitution juridique des censives : les moyens de coercition, en cas de défaut de paiement du cens seigneurial, étaient variables suivant les localités ; les droits dus au seigneur en cas de mutation étaient différents, non seulement quant à leur quotité, mais encore quant à leur nature ⁽⁷⁾. Le droit de saisie sur débiteur forain n'existait pas partout. Cet état de choses durait encore en 1481, lors de la première rédaction de la Coutume de Reims. Aussi, ses rédacteurs insistaient-ils pour que l'on ramenât à un type unique tous ces usages qui, engendrant l'incertitude et la confusion, étaient la source de nombreux procès ⁽⁸⁾.

(1) Cf. E. Chénon, II, 1^{er} fascicule, p. 323. Par la suite et sauf exception, nous comprendrons sous la dénomination de région rémoise tout le territoire régi par les coutumes de Reims : région rémoise proprement dite et région ardennaise.

(2) Voir, *Supra*, p. 14.

(3) Voir, *Supra*, p. 14.

(4) *Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie super homines suos mansionarios de Courcy, et ad quid ei tenentur*, juillet 1248 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 706).

(5) Voir, *Supra*, p. 13.

(6) Cf. *Testes regis producli contra archiepiscopum remensen super gardia S. Remigii*, vers 1263, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 831).

(7) Voir, *Infra*, seconde partie, chapitre II.

(8) « Pour eschuer telle incertitude et confusion, semble qu'il serait bon et convenable de ordonner une seule forme et manière de procéder à la contraincte et exécution du cens non payé, en cassant et abolissant toutes les autres.... » (Varin, *Coutumes*, pp. 715 et 716, à la suite de l'article 234 de l'A. C. de Reims). « c'est une confusion et incertitude si grande (*en matière de droit d'essoigne*) que pluseurs grans et somptueux procès en sourdent et meuvent très souvent, par quoy semble estre nécessaire,

En dehors de cette diversité d'usages locaux, les coutumes de Champagne et de Vermandois poussaient des ramifications jusque dans la région soumise aux coutumes de Reims. A la fin du ^{xv}^e siècle, et sans doute bien avant, la coutume de Champagne s'appliquait dans l'étendue du fief de la Fortelle, à Rilly-la-Montagne ⁽¹⁾. Les parties des villages de Prosnes et de Beine, comprises dans les seigneuries dites des « écuyers », devaient également, à mon avis, suivre au moyen âge les coutumes de Champagne ⁽²⁾. Il devait en être de même à Hermonville, pour la seigneurie du comte de Roucy ⁽³⁾. Pour la Coutume de Vermandois, nous n'avons pas, pour le moyen âge, de documents y faisant allusion; mais, au ^{xvi}^e siècle, lors de la réformation de la Coutume de Reims, 88 villages, compris dans le ressort des prévôté et présidial de Reims, se réglaient à la Coutume de Laon, qui était alors la coutume générale du bailliage de Vermandois ⁽⁴⁾.

Sur l'étendue du territoire, où étaient appliquées les coutumes de Reims, le morcellement seigneurial allait de pair avec la diversité des usages. Une foule de seigneurs, surtout gens d'église ou abbayes, s'en partageait la suzeraineté, sous l'autorité royale. Dans la seule ville de Reims, il y avait, en 1454, environ « quatre vingtz haultz

au moins bien convenable, d'y ordonner une règle certaine dont l'en usera généralement es lieux esquelz l'en a acoustumé d'ancienneté essoigner.... » (Varin, *op. cit.*, pp. 720 et 721). L'ancienne coutume de Reims fut rédigée en 1481, puis remaniée en 1507. Les mss., d'après lesquels Varin a publié, ne nous donnent ni la rédaction de 1481, ni celle de 1507, exclusivement. Ce sont des mélanges des deux rédactions. Pour faire le départ entre elles, Varin propose les criteria suivants : en général, tout article non suivi d'observations est commun aux deux rédactions; tout article à la suite duquel les rédacteurs proposent une modification appartient exclusivement à la coutume rédigée en 1481. Enfin, la partie concernant les édifices est exclusivement de 1507 (Varin, *Statuts*, I, p. 2, en note).

⁽¹⁾ Robert, *Rilly*, pièce justif. V., pp. 17 et s. *Sentence des Elus de Reims du 6 fév.* 1468. Il est déjà fait mention de ce fief en 1353 et 1367 (*op. cit.*, pp. 7 et 8).

⁽²⁾ En 1556, ces deux villages sont encore mentionnés comme suivant la coutume de Reims « en partie » seulement. Ne figurant pas, d'autre part, parmi les localités de la prévôté de Reims régies par la Coutume générale de Vermandois, les « parties » non soumises à la Coutume de Reims devaient se régler à celle de Champagne ou, plutôt à cette époque, à celle de Vitry (Varin, *Coutumes*, pp. 904 et s., en note). Sur ces seigneuries au moyen âge, voir Robert, *Prosnes*, p. 216 et Robert, *Beine*, p. 3 et pièce justif. III, p. 21.

⁽³⁾ Robert, *Hermonville*, pp. 2 et 3; Varin, *Coutumes*, pp. 904 et s., en note. Ce qui est dit à la note précédente s'applique aussi ici.

⁽⁴⁾ Varin, *Coutumes*, pp. 904 et s., en note.

justiciers » ⁽¹⁾ ; à la fin du xvii^e siècle, ce nombre était un peu réduit, mais quatorze seigneurs, non compris l'archevêque, tous ecclésiastiques, se partageaient encore la seigneurie de la ville ⁽²⁾. A la même époque, il y avait « dans l'enclave du siège royal de Reims » cinq cents seigneurs ayant haute justice ⁽³⁾. Il n'était pas rare de voir un même village possédé par plusieurs seigneurs : tel Hermonville, dont le terroir appartenait, au moyen âge, à huit ou neuf seigneuries distinctes ⁽⁴⁾. En 1311, un certain Jean de Tugny était seigneur de Champigny pour la trente-deuxième partie ⁽⁵⁾.

A la fin du xiv^e siècle, d'après les déclarations de temporel des clergés séculier et régulier du diocèse de Reims, publiées par Varin et par M. Gaston Robert ⁽⁶⁾, la répartition des seigneuries, dans l'étendue des pays soumis à la Coutume de Reims, était la suivante : à Reims, l'archevêque était seigneur de la « Cité », qui formait primitivement à elle seule la ville de Reims ⁽⁷⁾, et des bourgs de la Couture et de Venise ⁽⁸⁾ ; il possédait également dans sa seigneurie toute la banlieue de Reims ⁽⁹⁾. « Une autorité, émanée de l'archevêque et devenue sa rivale » ⁽¹⁰⁾, à savoir le Chapitre de la Cathédrale, avait juridiction sur de nombreuses enclaves à

(1) Humbert, p. 146.

(2) *Mémoire pour les officiers du bailliage de Vermandois à Reims, à l'effet d'obtenir la réunion à leur corps de l'office de lieutenant général de police*, 1699 (Bidet, *Histoire de l'Echevinage*, Varin, *Statuts*, III, p. 4, en note).

(3) *Mémoire présenté au parlement par les officiers du siège royal et présidial de Reims contre les épiciers, droguistes et confiseurs de Reims, et Messire Le Tellier, archevêque de Reims*, 1696 (Varin, *Statuts*, III, pp. 4 et s., en sous-note).

(4) Robert, *Hermonville*, p. 1. Ces seigneuries appartenaient, en 1408, à l'abbaye de Saint-Remi, la plus importante (1/3 du village en 1408), à l'abbaye de Saint-Pierres-Dames de Reims, au chapitre cathédral de Reims, à l'abbaye de Saint-Thierry-lès-Reims et au comte de Roucy (*Op. cit.*, pp. 1 à 3 et pièce justif. VI, pp. 15 à 19).

(5) Varin, *Arch. adm.*, II, p. 106, note).

(6) Varin, *Arch. adm.*, III, *passim* et Robert, *Temporel*.

(7) Humbert, p. 3.

(8) A la fin du XIII^e siècle, la « cité » était limitée par les portes Bazé, de Mars, Cérès et Vénus (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 853) ; en 1552, les portes de Mars, Chacre, Bazé, Saint-Denis, des Ferrons et Saint-Pierre en formaient les limites (Varin, *Coutumes*, p. 714, note 2). La « Cité », d'après Varin, devait embrasser la même étendue aux deux époques. Le bourg de la Couture fut fondé en 1183 par l'archevêque Guillaume de Champagne (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 403), celui de Venise par Guy Paré en 1205 (Varin, *op. cit.* I, p. 458).

(9) *Dénombrement du temporel de l'archevêque de Reims*, juin 1385 (Varin, *op. cit.*, III, pp. 649 et 650). Sur les limites de la banlieue de Reims, possédée par l'archevêque, en 1322, voir Varin, *op. cit.*, II, p. 319, en note.

(10) Humbert, p. 3.

l'intérieur même de la « Cité » : la cathédrale et le parvis, jusqu'aux « lisses » ⁽¹⁾, le cloître des chanoines, avec la cour du chapitre et ses dépendances, le quartier de Saint-Martin, les cantons de la Tire-Lire et de la Cour-Salin lui appartenaient en toute justice ⁽²⁾. Hors la cité, le Chapitre était également seigneur, à Reims, du bourg de Vesle ou « Terre Commune » ⁽³⁾. Enfin, à l'est de la ville, les abbayes de Saint-Remi et de Saint-Nicaise étaient seigneurs haut-justiciers, l'une du ban Saint-Remi, l'autre du ban Saint-Nicaise ou de Saint-Sixte ⁽⁴⁾.

En dehors de Reims, dans les limites de l'ancien *pagus remensis*, formant la région rémoise proprement dite, le premier pair de France possédait les châtelainies de Sept-Saulx, de Bétheniville, de Cormicy, de Courville, et les prévôtés de Chaumuzy et de Nogent-en-la-Montagne ⁽⁵⁾. Chacune de ces châtelainies ou prévôtés englobait un certain nombre de villages dont l'archevêque était seigneur ⁽⁶⁾. Judicieusement répartis tout autour de Reims, dans un rayon de 10 à 20 kilomètres de la ville, commandant les principales voies faisant communiquer Reims avec le reste du pays, les chefs-lieux de chacune de ces circonscriptions du domaine des archevêques, fortifiés par eux, protégeaient le cœur du duché contre toute menace extérieure ou même intérieure ⁽⁷⁾. Dans la région ardennaise soumise aux coutumes de Reims,

(1) *Déclaration du temporel du chapitre de Reims, dans le bailliage de Vermandois*, 8 août 1384 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 577).

(2) Bidet, *Mémoires*, dans Varin, *Statuts*, I, p. 567, en note.

(3) *Ibid.*

(4) *Dénombrement du temporel de l'abbaye de Saint-Remi de Reims*, 16 octobre 1384 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 600). *Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims*, 1384 (Robert, *Temporel*, p. 69). M. Robert a publié une déclaration du temporel de la mense abbatiale de Saint-Remi du 16 oct. 1384 (*op. cit.*, pp. 53 et s.) et une déclaration du temporel de la mense conventuelle de Saint-Remi, du 6 oct. 1384 (*op. cit.*, pp. 35 et s.).

(5) *Dénombrement du temporel de l'archevêque de Reims* (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 649 et s.).

(6) Ainsi, de la châtelainie de Bétheniville dépendaient Dontrien, Saint-Martin-l'Heureux, Saint-Clément (Varin, *Ibid.*, p. 652). A la châtelainie de Courville, étaient rattachés les villages de Mont-sur-Couville, Arcis-le-Ponsart et Cohan, ces deux derniers en partie seulement (Varin, *Ibid.*, p. 653). La prévôté de Nogent comprenait les agglomérations de Serriers, Nogent, Courtaumont en partie, ainsi que les seigneuries de l'archevêque à Chamery et à Villers-aux-Neuds (Robert, *Serriers*, pp. 173 et 174).

(7) D'après Anquetil, Sept-Saulx, forteresse bâtie par Henri de France sur le chemin de Reims à Châlons, n'aurait pas d'autre origine (Anquetil, I, p. 306).

les possessions de l'archevêque étaient groupées dans la châtelainie d'Attigny, dont dépendait, entre autres, le village de Coulommès-lès-Attigny ⁽¹⁾. Jusqu'en 1379, l'archevêque détenait également la châtelainie de Mouzon-sur-Meuse, dans le ressort de laquelle se trouvait Beaumont-en-Argonne, rendu célèbre par la charte que lui octroya en 1182 Guillaume de Champagne; Richard Picque l'échangea, le 16 juillet 1379, contre la seigneurie de Vailly et dépendances, appartenant au roi de France, Charles V ayant invoqué la nécessité pour la royauté de posséder Mouzon et Beaumont situés sur les frontières du royaume ⁽²⁾.

Comme l'archevêque, le Chapitre métropolitain de Reims avait des seigneuries dans toute l'étendue de la région rémoise. Mais, alors que dans la région ardennaise, les possessions du Chapitre formaient un groupement homogène, géographiquement et administrativement, « la terre des Potez », située « vers Thiérache, et en la fin du royaume, vers Haynnault », comprenant une vingtaine d'agglomérations tant « villes que hamiaux » et constituant le bailliage des Potés ⁽³⁾; au contraire, dans le Rémois, ses seigneuries étaient réparties sur toute la superficie de l'ancien *pagus*, sans aucune délimitation administrative, tout au moins d'après la déclaration de temporel présentée en 1384 ⁽⁴⁾.

(1) *Dénombrement du temporel de l'archevêque de Reims* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 652).

(2) Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 479 et s.

(3) *Déclaration du temporel du chapitre de Reims dans le bailliage de Vermandois*, 8 août 1384 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 589 à 592). Également, dans la même région, mais « en dehors des Potés », le chapitre était seigneur de Justine (Varin, *Ibid.*, p. 589) et de Fraillécourt (Varin, *Ibid.*, p. 592).

(4) Aux portes de Reims, le chapitre avait les seigneuries de Saint-Brice, de Courcelles, de la Neuville-en-Monracien, de Cernay-les-Reims, de Tinquieux, de Mont-Saint-Pierre, de Thillois et d'Ormes. Entre la Vesle et la Suippe, il avait toute justice, en tout ou en partie, sur Pévy, Hermonville, Villers-Franqueux, Brimont, Brimontel, Loivre, Bourgogne, La Neuville-lès-Pomacle, Lavannes, Caurel, Berru, Epoye, Mourmelon-le-Grand et Mourmelon-le-Petit. Sur la Suippe, il possédait Auménancourt-le-Grand, une partie de Saint-Etienne, Boul't, Warmériville et Pontfaverger, ce dernier pour une partie seulement. Entre Vesle et Ardre, les villages des Mesneux, de Rosnay, de Trois-Puits, de Vigny, de Pargny, de Clairizet, de Sainte-Euphraise, de Germiny et de Jonchery-sur-Vesle étaient, complètement ou partiellement, sous son autorité. Sur l'Ardre, le chapitre de Notre-Dame avait juridiction sur Tramery et Marfaux et, sur le versant nord de la Montagne de Reims, il avait dans sa seigneurie une partie de Nogent-en-la-Montagne, le village voisin de Fleury mentionné en 1384 comme nouvelle acquisition, ainsi que celui de Mailly (*Même déclaration de temporel*, Varin, *Ibid.*, pp. 575 à 596).

Plusieurs abbayes possédaient également des seigneuries importantes dans l'étendue du ressort de la Coutume de Reims. La célèbre abbaye de Saint-Remi de Reims rivalisait avec l'archevêque et le Chapitre par le nombre de villages soumis à son autorité ⁽¹⁾. Les prévôtés de la Montagne, dont le chef-lieu, d'après M. Robert, aurait été à Villers-Allerand, de Chenay et de Bazancourt, dans la région rémoise, celles d'Écharson, de Vieil-Saint-Remy et de Pont-Bar, dans les Ardennes, lui appartenaient ⁽²⁾. Au contraire, les abbayes bénédictines de Saint-Thierry, d'Hautvillers et de Saint-Basle, dans la région de Reims, l'abbaye cistercienne de Signy, dans les Ardennes, étaient seigneurs exclusivement des agglomérations situées dans un rayon de deux ou trois lieues autour de leurs monastères ⁽³⁾. Mentionnons également, à l'extrême limite de la région ardennaise soumise à la Coutume de Reims, les seigneuries de l'abbaye de Notre-Dame de Mouzon, qui détenait une rue de Mouzon, les villages de Yoncq, de Thimle-Moùtier, de Dommery, pour la moitié, et de Vaux, par indivis avec le comte de Chiny ⁽⁴⁾, et du prieuré de Donchery, dépendant de l'abbaye Saint-Médard de Soissons, seigneur de Donchery, de Vrigne-Meuse, de Nouvion en partie, de Flize, de Dom. du Mesnil, de Hannogne, de Saint-Martin, de Boulzicourt, de Villers-sur-

(1) Dans le Rémois, l'abbé de Saint-Remi était seigneur de Chenay, de Pomacle, d'une partie de Beine, de Bazancourt, d'Isles-sur-Suippe, de Warmeriville, de Sault-Saint-Remi, de Juniville et de Pauvres, de Sacy, de Sapicourt et de Crugny. Dans la région ardennaise, Alland'huy, « Erpy-les-Chastel-en-Porcien », Le Chesne, Sauville, Relicourt, Faissaut et Bairon étaient dans sa juridiction [*Dénombrement du temporel, de l'abbaye de Saint-Remi de Reims*, 16 octobre 1384 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 598 à 611)]. Une partie d'Hermonville appartenait en outre à la mense conventuelle [*Déclaration du temporel de la mense conventuelle de Saint-Remi de Reims*, 6 octobre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 39)].

(2) Robert, *Temporel*, p. VI.

(3) Saint-Thierry avait dans sa juridiction [Saint-Thierry, Thil, Pouillon, Merfy, Villers-Sainte-Anne, Toussicourt, Trigny et une partie d'Hermonville (Robert, *Temporel*, pp. 2 et 4). Hautvillers était seigneur d'Hautvillers, d'une partie de Cumières-de-Romery, de Cormoyeux, de Dizy, de Champillon, d'une partie de Thillois et d'Époye, d'Ardenay et de Mont-Saint-Remi, ces quatre derniers villages situés assez loin de l'abbaye dont ils dépendaient (Robert, *Temporel*, pp. 18 et s.). Verzy, Villers-Marmery, Courmelois, Beaumont-sur-Vesle, Wez, Prunay, Les Petites-Loges, Le Petit-Mourmelon étaient, en tout ou en partie, sous la juridiction de l'abbé de Saint-Basle (Robert, *Temporel*, pp. 26 et s.). Enfin, l'abbaye de Signy avait dans sa seigneurie les villages de Signy l'Abbaye, de Maranwez, de Dommery pour la moitié, de Draize, de Chappes, de Rousseloy, de Chaudion et de Bray (Robert, *Temporel*, p. XIX).

(4) Robert, *Temporel*, p. X.

Bar, de Frénois, de Torcy, et d'une partie de Glaire ⁽¹⁾. Enfin, les deux abbayes rémoises de Saint-Nicaise et de Saint-Pierre-les-Dames détenaient également les seigneuries de plusieurs villages dans le Rémois et dans les Ardennes ⁽²⁾.

En 1556, lors de la réformation des coutumes de Vermandois, l'archevêque, le Chapitre, les abbayes de Saint-Remi et de Saint-Pierre-les-Dames avaient exactement les mêmes domaines qu'à la fin du xiv^e siècle ⁽³⁾. Le procès-verbal de réformation n'énumérant pas les seigneuries dans la mouvance des autres établissements ecclésiastiques, on ne peut dire s'il en était de même pour eux, ou si, au contraire, il s'était produit des modifications dans leurs possessions, durant ce laps de temps.

Les seigneuries laïques étaient également nombreuses dans l'étendue des pays qui suivaient les coutumes de Reims; mais, dans l'ensemble, elles étaient loin d'égaliser en importance les seigneuries des établissements ecclésiastiques. Elles se divisaient en deux catégories : l'une comprenait les seigneuries appartenant aux vassaux laïques des grands seigneurs ecclésiastiques, l'autre était formée des « avoueries » possédées par les seigneurs auxquels l'archevêque, le Chapitre ou les abbayes avaient confié la garde de leurs domaines; les droits des avoués étaient d'ailleurs variables et allaient des simples redevances, dues par les manants des « villae » placées sous la protection de l'avoué, à la souveraineté complète sur les villages « en garde », que l'avoué laïque tenait alors en « pariage » avec le seigneur ecclésiastique, dont il était le protecteur. Ces avoués semblent avoir joué un rôle considérable dans nos régions, principalement dans celles qui se trouvaient limitrophes du comté de Rethel. Le puissant comte de Rethelois avait réussi à englober dans son avouerie la plupart des villages d'église de la région ardennaise; il était notamment avoué de presque toutes les possessions ardennaises de l'abbaye de Saint-Remi ⁽⁴⁾, ainsi

(1) *Ibid.*, p. XII.

(2) *Ibid.*, pp. 69 et s., pour l'abbaye Saint-Nicaise; pp. 11 et s., pour l'abbaye de Saint-Pierre-les-Dames. Je laisse de côté tous les établissements ecclésiastiques dont la suzeraineté ne s'étendait que sur un ou deux villages.

(3) *Procès-verbal de la réformation des Coutumes de Vermandois* (Varin, *Coutumes*, pp. 875 et 876, p. 881). Reims et sa prévôté faisaient partie du bailliage de Vermandois.

(4) Le comte de Rethel était, notamment, avoué de Saint-Remi, pour Alland'huy (Robert, *Alland'huy*, pp. 248 et s.), Juniville (Robert, *Juniville*, p. 214), Le Chesne,

que des villages dans la seigneurie du prieuré de Donchery ⁽¹⁾. Les avoués comprenaient parfois leur rôle d'une singulière façon; ils rançonnaient les manants des villages protégés, les grevaient de « coutumes injustes », au besoin s'emparaient de force de leurs personnes et de leurs biens, et ne venaient à résipiscence que lorsque l'archevêque de Reims, intervenant à la prière des abbayes lésées, portait contre ces protecteurs peu scrupuleux une sentence d'excommunication ⁽²⁾.

À côté des avoués figuraient les vassaux des grands seigneurs ecclésiastiques. Les seigneuries laïques tenues en fief ou en arrière-fief, principalement de l'archevêque de Reims, du Chapitre cathédral ou de l'abbé de Saint-Remi, paraissent avoir été nombreuses aux XII^e et XIII^e siècles ⁽³⁾. Elles diminuèrent, semble-t-il, dans le cours du siècle suivant, les « gens d'église » ayant réuni à leurs domaines un grand nombre de leurs fiefs par commise, deshérence, achats, dons ou retraits, ou encore ayant étendu leurs possessions par acquisition à titre gratuit ou à titre onéreux de fiefs non situés

Sauville et Terron-sur-Aisne (Robert, *Beaumont*, pp. 80 et s.), Isles-sur-Suippe (Robert *Isles*, pp. 8 et s.), Pauvres, Bairon, Tannay, Pont-à-Bar et Bourg-Saint-Remi (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 650).

⁽¹⁾ Robert, *Temporel*, p. 12.

⁽²⁾ A Isles-sur-Suippe, Jean de Rethel, frère du comte de Rethel, Hugues III, qui possédait le sauvement vers 1225, s'empare du troupeau du village, enlève un habitant et son attelage de quatre chevaux; l'abbaye de Saint-Remi, seigneur du village, doit faire appel à un sergent royal pour défendre ses manants (Robert, *Isles*, pp. 7 et 8). Voir également sur les conflits qui s'élevèrent entre le comte de Rethel et l'abbaye de Saint-Remi, dans d'autres villages, sur le même sujet, Brussel, *Usage des fiefs*, II, pp. 801, 805 et s., en note; Robert, *Alland'huy*, pp. 284 et s. et Robert, *Juniville*, pp. 214 et s.

⁽³⁾ J'ai relevé des seigneuries laïques à Sommepey, en 1186 (Robert, *Sommepey*, pp. 175 et 178), à Ormes en 1189 (Bonvalot, appendice, p. 1), à Thuisy, en 1191 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 418), dans la première moitié du XIII^e siècle, à Courlancy (Varin *Arch. adm.*, I, p. 567), à Champigny (Varin, *op. cit.*, II, p. 100 en note), à Châlons-sur-Vesle (Varin, *op. cit.*, I, p. 721), à Bouvancourt (Robert, *Bouvancourt*, pièce justif. n° 1, pp. 180 et s.), également à Ludes, à la fin du XIII^e siècle (Varin, *op. cit.*, I, p. 855), à Hermonville, en 1272 (Varin, *op. cit.*, I, p. 924), à Manre, en 1273 (Bidet, *Mémoires*, dans Varin, *op. cit.*, I, p. 926), à Beine, en 1271 (Robert, *Beine*, pièce justif. III, pp. 17 et s.), à Prosnes (Robert, *Prosnes*, p. 216), au Petit-Fleury et à Montaneuf, agglomérations dépendant aujourd'hui de la commune de Sermiers (Robert, *Sermiers*, pp. 175 à 178) ainsi qu'à Gueux, en 1324 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 375), tous villages situés dans les limites du *pagus remensis*. Dans la région ardennaise, Fraillécourt, en 1182 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 388), Justine, en 1201 (Robert, *Justine*, pp. 185 et 186), Terron-sur-Aisne (Robert, *Beaumont*, p. 82), Saint-Oricle (Bonvalot, appendice, p. 43), Maisoncelles (Bonvalot, id., p. 44), La Besace (Bonvalot, id., p. 56) et Semuy (Bonvalot, id. p. 45), dans la première moitié du XIII^e siècle, appartenaient en tout ou en partie à des seigneurs laïques.

dans leur mouvance ⁽¹⁾. Quoi qu'il en soit, à la fin du ^{xiv}^e siècle, dans les régions soumises aux coutumes de Reims, il y avait des seigneuries laïques tenues en fief de l'archevêque, à Montbré, à Thuisy et à Taissy, dans la châtellenie de Sept-Saulx, à Warigny, Manre, Vieux-les-Manre, Ardenay, Aure, Marvaux et Tahure, dans la châtellenie de Bétheniville, à Chuffily, dans la prévôté d'Attigny, à Wariscourt, dans la châtellenie de Cormicy, ainsi qu'à Saint-Aignan ⁽²⁾. A la même époque, sous la suzeraineté de l'abbé de Saint-Remi, Neuvisy, le Plain et Terrier appartenaient à des seigneurs laïques ⁽³⁾. Enfin, dans le même temps, Pierre de Craon, seigneur de Rozoy, tenait en fief du Chapitre de Reims une partie de Fraillicourt ⁽⁴⁾, tandis que, dans la mouvance de l'abbé de Saint-Basle, Jean de Sept-Saulx avait la basse justice sur Verzy, Villers-Marmery et Courmelois ⁽⁵⁾. Lorsque furent revisées les coutumes du bailliage de Vermandois, dont la prévôté de Reims était « membre », en 1556, la plupart de ces seigneuries laïques subsistaient encore. Le procès-verbal de réformation fait, de plus, mention de seigneurs laïques détenteurs de plusieurs

⁽¹⁾ Ainsi, à Prosnes, l'Hôtel-Dieu de Reims était, au commencement du ^{xiii}^e siècle, par suite d'acquisitions successives, à peu près seul seigneur du village, possédé jusqu'à la fin du ^{xii}^e siècle par des seigneurs laïques (Robert, *Prosnes*, pp. 213 et 216). En janvier 1226, Jean II, comte de Roucy, vend au même Hôtel-Dieu tous ses droits à Bouvancourt, sauf le winage (Robert, *Bouvancourt*, pièce justif. I, pp. 180 et s.). Le chapitre de l'église de Braus achète au sire de Sauce-la-Sèche, Manassés de Rethel, en 1262, la seigneurie de Maisoncelles (Bonvalot, appendice, p. 44). En avril 1270, l'abbaye de Saint-Thierry achète au comte de Roucy tous ses droits à Châlons-sur-Vesle et devient ainsi seigneur du village (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 910 et 911). Le comte de Grandpré donne à l'archevêque de Reims, Pierre Barbet, par acte de juillet 1278, la seigneurie de Courlancy, qu'il tenait en fief de lui (Varin, *op. cit.*, II, p. 954). Le chapitre de Reims acquiert, en 1380, la seigneurie du Petit-Fleury, par donation du roi Charles V (Robert, *Sermiers*, pp. 175 et 176). Voir également la série d'acquisitions des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, qui rendirent l'abbaye de Saint-Denis de Reims unique seigneur de Champigny dans Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 98 à 108, en note.

⁽²⁾ *Dénombrement du temporel de l'archevêque de Reims*, juin 1385 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 648 et s.). Cette énumération est d'ailleurs incomplète, n'y figurant pas les fiefs mouvant de la châtellenie de Mouzon, que l'archevêque avait cédée, quelques années auparavant, à Charles V, en échange de la prévôté de Vailly (Voir *Supra*, p. 21).

⁽³⁾ *Dénombrement du temporel de l'abbaye de Saint-Remi, de Reims*, 16 octobre 1384 (Varin, *op. cit.*, III, pp. 598 et s.).

⁽⁴⁾ *Déclaration du temporel du chapitre de Reims, dans le baillage de Vermandois*, 8 août 1384 (Varin, *op. cit.*, III, pp. 592 et 593).

⁽⁵⁾ *Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Basle de Verzy*, 15 septembre 1384 (Robert, *Temporel*, pp. 27 et 29).

villages de la région ardennaise ⁽¹⁾. Il n'est sans doute pas téméraire de penser qu'un certain nombre d'entre eux devaient être des anciens vassaux de l'archevêque de Reims, dont les fiefs mouvaient de la châtelainie de Mouzon, devenue propriété du roi de France, à la suite de l'échange intervenu entre Charles V et Richard Picque, en juillet 1379.

(1) Notamment à Omicourt, à La Horgne dite La Folie, à Artaise, au Vivier, à Marquigny, aux Petites-Armoises, aux Alleux, à Dom, à Mainbresson, à La Grangette, à Vaulx, à Ambly et à Mondejeux (*Procès-verbal de la réformation des coutumes de Vermandois* (Varin, *Coutumes*, pp. 881 et s.).

PREMIÈRE PARTIE

CONDITION DES PERSONNES

L'ancien droit n'a pas connu le principe de l'égalité des individus devant la loi : dans l'ancienne société française, les personnes se répartissent en classes nettement séparées dont « les prérogatives sont diverses comme les fonctions » ⁽¹⁾. Selon la nouvelle coutume de Reims, « toutes personnes sont franches, et n'y en a aucune de serville condition, et sont icelles personnes nobles et roturiers » ⁽²⁾. Cette classification, exacte au xvi^e siècle et peut-être même au xv^e siècle, ne l'est pas pour le moyen âge. A cette époque, on distingue, à Reims comme partout ailleurs, à côté des hommes libres, des individus de condition inférieure, des non-libres ou serfs. Au moyen âge, comme aux xv^e et xvi^e siècles, les personnes libres se subdivisent elles-mêmes en plusieurs catégories. Au sommet de l'échelle sociale, on trouve les nobles, puis, à un échelon inférieur, les bourgeois, possesseurs d'une charte de franchise ou de commune et, au dernier échelon, les roturiers ⁽³⁾. De plus, les clercs forment une classe à part dans la société, classe composée elle-même d'individus de conditions diverses.

A tout seigneur, tout honneur, comme dit le proverbe : notre premier chapitre sera consacré aux nobles ; nous y joindrons un aperçu de la condition des clercs. Puis, modifiant quelque peu la distinction traditionnelle, nous étudierons dans un chapitre spécial, le deuxième, la condition des bourgeois demeurant à Reims et dans ses faubourgs, en raison du rôle prépondérant qu'ils ont joué, durant tout l'Ancien Régime, dans la région rémoise, tandis que, dans le chapitre suivant, nous esquisserons la situation juridique des bourgeois et roturiers demeurant dans les villes et villages de la région rémoise, en dehors de Reims. Enfin, nous terminerons notre première partie par l'étude de la condition juridique des individus non-libres ou serfs.

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, p. 119.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 1.

⁽³⁾ E. Chénon, II, 1^{er} fascicule, p. 33.

CHÂPITRE PREMIER

CONDITION DES NOBLES ET DES CLERCS

D'après un témoin oculaire, Anselme, évêque de Havelberg, qui, dans sa jeunesse, avait suivi les cours de l'écolâtrie de Reims, les nobles tenaient une place importante, au xii^e siècle, dans la cité de saint Remi. Nombreuse et puissante, la noblesse rémoise de cette époque semble avoir fait grande impression sur Anselme, et c'est avec complaisance que l'évêque de Havelberg nous décrit les usages des « valeureux chevaliers rémois » ⁽¹⁾.

Il ne paraît pas que cette situation se soit maintenue dans les siècles suivants. Dans les cahiers de la taille, levée sur les Rémois, à l'occasion du couronnement de Philippe le Bel, cahiers qui ne nous sont parvenus qu'en partie, figurent, parmi les « laïcs forains... demourans à Reims », deux chevaliers seulement ⁽²⁾. Au moment du sacre de Philippe de Valois, en 1328, deux chevaliers, quatre écuyers et trois femmes nobles, en tout et pour tout, étaient propriétaires, à Reims, d'héritages astreints à l'impôt des frais du couronnement ⁽³⁾. Enfin, à la fin du xv^e siècle, le procureur du Conseil de Ville, ayant, à la suite de réclamations, dressé une liste des individus exempts des tailles de la ville, dénombrait parmi eux vingt-sept nobles et dix veuves nobles demeurant alors à Reims ⁽⁴⁾.

Des causes diverses contribuèrent sans doute à cette diminution de la population noble de la ville de Reims ; mais, à notre avis, l'une des principales fut le passage d'un certain nombre de nobles dans la bourgeoisie rémoise ; la politique de l'Échevinage et du Conseil de Ville tendant à l'assimilation des deux classes

(1) L. Demaison, *Reims à la fin du XII^e siècle, d'après la vie de saint Albert, évêque de Liège* (Trav. Acad. Reims, 139^e v., an. 1924-1925, pp. 131 et 132).

(2) Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 1012 à 1016.

(3) *C'est li livres en quel sont contenus tous les héritages de la ville de Reims qui sont tenus à paier des couronnemens, ... et les noms de ceulz qui les tenoient au temps que li roy Phelippe, jadiz conte de Valoiz, fut sacrés, liquelz fut sacrés le jour de la Trinité, l'an mil CCCXXVIII* (Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 491 et s.).

(4) *Conclusions du Conseil de Ville du 19 février 1470* (Varin, *Statuts*, I, p. 769, en note).

en matière d'impôts, l'exercice par la noblesse, sous l'influence de nécessités économiques, de métiers, en particulier du commerce, « de la marchandise », comme on disait alors, incompatibles avec l'état de noble, favorisèrent particulièrement cette transformation ⁽¹⁾.

Par contre, au témoignage de l'historien rémois Anquetil, les gentilshommes étaient relativement plus nombreux dans les campagnes ⁽²⁾. C'étaient, pour la plupart, de petits nobles dont la situation était souvent loin d'être brillante. Astreints à suivre leur suzerain dans ses guerres, et, au moyen âge, les conflits entre seigneurs étaient fréquents, obligés également de participer à l'ost royal, n'ayant pour vivre que les maigres revenus de leur fief, beaucoup d'entre eux devaient, comme ce Jean du Bois dont nous parlent les anciennes archives de la commune de Rilly, « s'entremettre du fait de labourage et d'un peu de marchandise », pour ne pas tomber dans le dénuement et « mandier » leur vie ⁽³⁾. Ils perdaient alors leur noblesse. A la vérité, ils pouvaient, après s'être « remis suz », obtenir de l'autorité royale des lettres-patentes, les relevant de leur dérogeance; mais l'octroi de ces lettres était subordonné à des conditions rigoureuses et plus d'un noble, ne pouvant rapporter les preuves nécessaires, dut ainsi perdre définitivement sa qualité et grossir la classe des bourgeois ou des roturiers ⁽⁴⁾.

A côté des nobles, les clercs formaient également une aristocratie distincte parmi les hommes de condition libre. Les individus désignés sous le nom de clercs n'avaient pas tous, d'ailleurs, une situation juridique identique; on distinguait parmi eux le clergé proprement dit, « les gens d'église », comme disent les textes, clergé séculier et clergé régulier, chargés du « divin service » et les « bourgeois-clercs » ou « bourgeois d'église », simples particuliers devenus par l'imposition de la tonsure sujets de l'Église, et jouissant à ce titre de nombreux privilèges ⁽⁵⁾. Ces bourgeois-clercs,

⁽¹⁾ Dans un acte de mars 1245, figurent : « Erardus de Valeterris, et Ada ejus uxor, cives remenses » (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 99, en note). Parmi les vassaux de l'archevêque, en 1385, on trouve un nommé « Pierre de Thuisi, bourgeois de Reims » [*Dénombrement du temporel de l'archevêque de Reims*, juin 1385 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 655)].

⁽²⁾ La campagne rémoise est « toute occupée par des nobles » (Anquetil, I, p. 120).

⁽³⁾ *Lettres-patentes du roi Louis, du 12 mai 1466, relevant Jean du Bois de sa dérogeance à l'état de noble, sous certaines conditions* (Robert, *Rilly*, pièce justif. V, pp. 19 et 20).

⁽⁴⁾ Voir sur ce sujet : *Sentence des élus de Reims, condamnant Jehan du Bois à payer la taille dont il se prétendait exempt à cause de sa noblesse maternelle et bien qu'il n'eût pas toujours vécu noblement*, 6 février 1468 (Robert, *Rilly*, pièce justif. V, pp. 17 à 36).

⁽⁵⁾ Demaison, *Instruction au XV^e siècle*, p. 241, note 3.

à l'instar des autres bourgeois, étaient, pour le plus grand nombre, mariés; ils se livraient au commerce, exerçaient un métier manuel ou encore beaucoup, sachant lire et écrire, remplissaient les fonctions de secrétaires auprès des tribunaux ou corps municipaux rémois ⁽¹⁾.

Les bourgeois d'église formaient des groupes nombreux au milieu des populations libres de Reims et des villages de la région rémoise. A la fin du XIII^e siècle, à Reims, sur la paroisse Saint-Hilaire, vingt et un clercs, sur la paroisse Saint-Denis, trente-quatre et sur les paroisses de Saint-Jacques et de la Madeleine, dix bourgeois-clercs étaient inscrits sur les registres des tailles levées pour les frais du couronnement de Philippe le Bel; les laïques contribuables étaient au nombre de 246 pour la première paroisse, de 180 pour la deuxième et de 258 pour les deux dernières ⁽²⁾. D'après Rogier, les bourgeois-clercs formaient, au milieu du XIV^e siècle, plus du tiers des habitants de Reims ⁽³⁾; sur la seule paroisse Saint-Pierre-le-Vieil, il y avait, en 1351, 70 clercs, sur un total de « quatre cens feuz » ⁽⁴⁾. Les bourgeois d'église étaient également nombreux dans les campagnes. Une enquête faite, en 1474, par le bailli du Chapitre de Reims, dans plusieurs villages de la région rémoise, nous montre qu'il y avait alors 143 clercs à Pontfaverger, 27 à Saint-Masmes, 36 à Heutrégiville, 6 à Époye, 65 ou 66 à Lavannes, 32 à Caurel et 89 à Berru ⁽⁵⁾. Au dire de M. Demaison, le pourcentage des clercs, par rapport au chiffre total de la population de ces villages, devait être assez élevé; on ne peut malheureusement l'évaluer, faute de documents ⁽⁶⁾. En droit, la qualité de bourgeois-clerc restait personnelle à celui qui l'avait obtenue et ne passait pas à ses enfants; mais, en fait, elle se perpétuait de père en fils dans les mêmes familles, beaucoup de bourgeois d'église faisant tonsurer leurs enfants dès l'âge le plus tendre, afin de

(1) Cf. Demaison, *Ibid*, p. 241, note 3.

(2) *Cahiers de la taille du couronnement de Philippe le Bel*, 6 janvier 1286 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 1012 à 1016). Les paroisses citées sont les seules dont les listes des contribuables aient été conservées en entier. Dans l'ensemble des paroisses rémoises du ban de l'archevêque, figurent 175 clercs et 1.121 laïques, assujettis à la taille du sacre, sans compter les « forains ».

(3) Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, III, p. 116, en note.

(4) Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, III, p. 14, en note.

(5) Demaison, *Instruction au XV^e siècle*, pp. 240 et s.

(6) Demaison, *op. cit.*, pp. 240 et 241. En 1629, Pontfaverger comptait 211 feux, Saint-Masmes 57, Heutrégiville 74, Époye 72, Lavannes 134, Caurel 95, et Berru, 189 (d'après Jadart, *La population de Reims et de son arrondissement*, cité par M. Demaison, *op. cit.*, pp. 240 et 241). M. Demaison fait remarquer que ces villages devaient être beaucoup moins peuplés en 1474.

les faire bénéficier des privilèges attachés à cet état ⁽¹⁾. Les bourgeois-clercs, en effet, jouissaient d'avantages importants; à Reims notamment, le clerc payait, dans les mêmes conditions de fortune, cinq fois moins d'impôts que le bourgeois laïque ⁽²⁾. Aussi, beaucoup de bourgeois de Reims se faisaient clercs « les uns à l'âge de quarante ans, les autres à trente et à vingt ans » ⁽³⁾. A Reims et dans les pays qui en suivaient les coutumes, comme dans les autres régions coutumières, « il faisait bon vivre sous la crosse » !

⁽¹⁾ Dans l'enquête publiée par M. Demaison, il est fait mention de l'enfant d'un Guillaume Robaille, qui avait été tonsuré à 8 ans : « ... jaoit qu'il ait IX ans et fut tonsuré de VIIJ ans, ... » (Demaison, *op. cit.* : *Information faite par Nicolas Jacquemin, bailli du chapitre de Reims, au sujet de la réforme des clercs du diocèse*, p. 255). Parmi les clercs, figurent : « Colesson de France, aagié de XIIIJ ou XV ans, marlier de Berru, ... l'un des enfants de Adam Guiot, aagié de X à XIJ ans, ... » (Demaison, *Ibid.*, p. 262). Plusieurs autres vont à l'école. (Demaison, *Ibid.*, pp. 255 et s.). La mention « un tel, clerc, et son fils, ou ses fils », revient souvent dans l'enquête.

⁽²⁾ Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, III, p. 116, note.

⁽³⁾ Rogier, *Ibid.*, dans Varin, *Ibid.*, p. 116, en note.

PREMIÈRE SECTION

CONDITION DES NOBLES

§ 1^{er}. — Acquisition et perte de la noblesse.

D'après les coutumes de Reims, la noblesse s'acquerrait, en premier lieu, par la naissance. Était noble tout enfant né en « léal mariage » de père et mère nobles ⁽¹⁾. En cas de mariage mixte, l'enfant issu d'un père noble était noble, quelle que fût la condition de sa mère ⁽²⁾; l'ancienne coutume de Reims ne faisait exception que pour l'enfant d'une serve : ce dernier n'était noble qu'à la condition de renoncer à la succession de sa mère ⁽³⁾. Au contraire, l'enfant né de mère noble et de père « non noble » suivait la condition de son père, « car audict pays la noblesse vient et procède du costé du père, et non de la mère » ⁽⁴⁾. Les coutumes de Reims, conformes en cela à celles de Laon ⁽⁵⁾, n'admettaient donc pas le système de la noblesse utérine, appliqué en Champagne et notamment dans le bailliage de Vitry, limitrophe de la prévôté de Reims ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 309 ; N. C. Reims, art. 2.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 310 ; N. C. Reims, art. 2.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 311.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 310 ; N. C. Reims, art. 2.

⁽⁵⁾ A. C. Laon, 3^e partié, art. 1 et 2 ; N. C. Laon, titre II, art. 14. L'A. C. de Laon serait, d'après Beautemps-Beaupré, d'une époque un peu postérieure au coutumier de Vermandois, rédigé en 1448, et publié par lui.

⁽⁶⁾ L'existence de la noblesse maternelle en Champagne a été fort discutée. Cependant, il me semble que cette noblesse était admise dès le xiv^e siècle et persistait encore à la fin du xv^e siècle, tout au moins dans la partie de la Champagne avoisinant la région rémoise. Je citerai, à l'appui, deux textes intéressant tous deux la prévôté d'Épernay, au bailliage de Vitry. Un certain Thibaud le Séjourné, seigneur en partie de la « ville » serve d'Aulnay-sur-Marne, s'était vu contester sa noblesse par l'abbé de Saint-Remi de Reims, seigneur également du même village. Ce dernier le prétendait son « homme de corps d'orine et de poursuite, de condicion serve, taillables en formariage et morte-main, ... » [*Confirmation par le roi Philippe VI de la noblesse de Thibaud le Séjourné, seigneur en partie d'Aulnay-sur-Marne, conformément à deux sentences ici insérées, des baillis de la reine Jeanne d'Evreux, rendues contre l'abbaye de Saint-Remi, et les habitants d'Aulnay qui le prétendaient serf*, janvier 1346. (Robert, *Serfs*, pièce just. XXXVII, p. 146)]. Le conflit fut tranché, après enquête, aux assises d'Épernay de février 1335, par une sentence du bailli de Vitry, déclarant Thibaud

Le mariage faisait aussi acquérir la noblesse à la femme « non noble » qui épousait un noble. Admis déjà implicitement par le coutumier connu sous le nom de « loix de Beaulmont » ⁽¹⁾, cet usage est reconnu, tant par l'ancienne que par la nouvelle coutume de Reims; toutefois, la femme devenue noble par son mariage perdait sa noblesse, si, au décès de son mari, elle se remariait avec un roturier ⁽²⁾. D'après l'ancien coutumier de Champagne, la femme non noble n'acquerrait la noblesse par mariage avec un noble que si elle était « bourgeoise » ⁽³⁾; l'ancienne coutume de Reims semble, au contraire, n'avoir fait aucune distinction entre la bourgeoise, la vilaine ou la serve ⁽⁴⁾. Enfin, la noblesse pouvait

« nobles et issuz de franche lignée,... ». [*Ibid.*, p. 147]. A l'appui de sa prétention, le seigneur d'Aulnay invoquait sa filiation : son père Thomas était noble, comme fils de « damoiselle Agnès, ... la quelle damoiselle estoit fille de damoiselle Nielle, si avoit esté fille d'un chevalier que l'e(n) clamoit messire Jaque de Champignolles ». [*Ibid.*, pp. 146 et 147]. Pour Thibaud, rien de particulier : il était noble comme fils d'un père noble. Au contraire, Thomas le Séjourné n'était noble que par sa mère, laquelle était également noble comme née de mère noble. Du moins, cela semble résulter du texte cité qui ne fait aucune allusion aux maris des aïeule et bisaïeule de Thibaud, qui devaient être serfs et qui en tout cas n'étaient, à mon avis, certainement pas de condition noble; sans cela, pourquoi Thibaud n'en aurait-il pas parlé? Quant à l'aïeule de Thomas, sa noblesse était évidente, n'était-elle pas fille de « chevalier »? Aussi Thibaud s'arrêtait-il là dans sa démonstration. A mon sens, ce texte paraît bien prouver l'existence, en Champagne, au xiv^e siècle, de la noblesse de mère, admise dans cette région au même titre que la noblesse paternelle. Le second document, peut-être moins intéressant, en raison de sa date plus récente, ne souffre par contre aucune critique : [*Sentence des élus de Reims condamnant Jehan du Bois à payer la taille, dont il se prétendait exempt à cause de sa noblesse maternelle et bien qu'il n'eût pas toujours vécu noblement*, 6 février 1468 (Robert, *Rilly*, pièce justif. V, pp. 19 et s.)]. Dans un procès, intenté à la fin du xv^e siècle devant l'Élection de Reims, par la communauté de Rilly à un habitant qui refusait de payer les tailles en raison de sa noblesse, ce dernier se prétend noble comme issu de mère noble, suivant l'usage du pays de Champagne dont il est originaire, étant né à Rilly dans une maison tenue en fief du seigneur de Louvois, arrière-vassal du comte de Champagne. [*Ibid.*, pp. 26, 27 et 28]. Les juges, tout en condamnant le défendeur pour d'autres motifs, reconnaissent néanmoins formellement l'existence de la noblesse utérine en Champagne : « ... jassoit ce que ledit feu Jehan du Bois (le défendeur décédé au cours de l'instance) ait souffisamment prouvé qu'il feust yssu de mère noble, nez ou conté de Champaigne et que par la coustume dudict conté, gens illecq natifz et yssus de mère noble soient et doivent estre tenuz et reputez pour nobles personnes,... ». [*Ibid.*, p. 35]. Toutefois, au dire de ce Jean du Bois, pour que cette coutume s'appliquât, le père devait être « franc homme non maculé de servitude ». [*Ibid.*, p. 26]. Ce n'était pas le droit commun en Champagne où l'enfant issu d'une noble et d'un serf devenait également noble sous condition de renoncer à la succession de son père (Robert, *Rilly*, p. 11).

(1) Bonvalot, appendice, pièce justif. n° 3, art. 23, p. 8.

(2) A. C. Reims, art. 313; N. C. Reims, art. 3. En Laonnois, la même règle était suivie avec la même restriction (A. C. Laon, 3^e partie, ch. 1^{er}, art. 4; N. C. Laon, art. 15).

(3) *Anc. Cout^r de Champagne*, art. VII.

(4) « Femmes non nobles, qui se marient à hommes nobles, sont par ce moyen censées et réputées nobles » (A. C. Reims, art. 313).

encore s'obtenir par privilège du roi ⁽¹⁾; cet anoblissement ne profitait qu'au bénéficiaire et à ses descendants en ligne directe ⁽²⁾.

Les coutumes rémoises, comme celles de Vermandois, d'ailleurs, laissent de côté la question de la dérogeance, qui devait cependant avoir une importance pratique considérable. En dehors de cette cause de déchéance, la femme perdait sa noblesse, d'après la Coutume de Reims, mais seulement jusqu'à la fin du xve siècle, si, à la mort de son mari, elle préférait s'en tenir au droit commun, plutôt que d'opter pour le droit des nobles ⁽³⁾. Le mariage d'une noble avec un roturier entraînait également pour celle-ci la perte de ses privilèges, mais seulement « constant le mariage »; au décès de son mari, elle les recouvrait, à charge, d'après l'A. C., d'obtenir « relief du Roy » ⁽⁴⁾, et, d'après la dernière rédaction, de faire seulement une « déclaration par devant juge compectant » qu'elle entendait « de là en avant vivre noblement » ⁽⁵⁾. Elle les perdait de nouveau en cas de remariage avec un roturier ⁽⁶⁾.

§ 2. — Privilèges des nobles.

Les privilèges des nobles se rapportaient surtout au droit privé et aux exemptions d'impôts, de redevances ou de corvées, réservées en principe aux bourgeois, aux roturiers et aux serfs.

Le droit coutumier rémois édictait quelques dispositions spéciales aux gens de la noblesse. C'était, tout d'abord, le droit, pour le survivant de deux époux nobles, de prendre, au décès de son conjoint, toutes les « choses mobilières », à charge de payer les dettes également mobilières. Ce privilège présentait, d'ailleurs, des modalités différentes, suivant qu'il était exercé par le mari ou par la femme. Le mari survivant était « tenu » de prendre les meubles existant au décès de sa femme; il ne pouvait y renoncer pour

(1) A. C. Reims, art. 312; N. C. Reims, art. premier. Cf. A. C. Laon, 3^e partie, ch. I, art. 3.

(2) A. C. Laon, 3^e partie, ch. I^{er}, art. 3.

(3) L'A. C. de Reims déclare expressément que la femme noble, ne prenant pas « les choses mobilières », ne perd pas pour cela sa qualité (art. 315); c'est donc qu'elle la perdait auparavant.

(4) *Procès-verbal de la réformation de la coutume de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 924, note 4).

(5) N. C. Reims, art. 4.

(6) *Ibid.* art. 4.

s'affranchir des dettes ⁽¹⁾. Aussi, ce privilège, dit Buridan, était-il « le plus souvent plus onéreux que profitable » ⁽²⁾. La veuve, au contraire, n'était pas obligée de prendre le droit des nobles ⁽³⁾; la coutume de Reims lui laissait la faculté de s'en tenir au droit commun, particulièrement favorable à la femme survivante ⁽⁴⁾. Au moyen âge, cette renonciation était vue avec défaveur et la femme survivante qui prenait ce parti perdait sa qualité de noble; cette disposition fut écartée expressément par l'A. C. de Reims : la veuve conserva dorénavant sa noblesse, quel que fût son choix ⁽⁵⁾.

Autre avantage accordé par la coutume de 1481 aux époux nobles, dans l'hypothèse où la femme survivante choisissait de « partir par moitié » avec les héritiers de son défunt mari : de droit commun, quand la veuve optait pour ce parti, tous les biens, meubles et immeubles, possédés par les époux au décès du mari, étaient répartis en une masse unique; la femme survivante en prenait la moitié et les héritiers du mari l'autre moitié ⁽⁶⁾. En particulier, pour les « héritages », on ne s'occupait pas de leur origine; les immeubles « propres », c'est-à-dire ceux dont chacun des conjoints était propriétaire au moment du mariage ou ceux échus à l'un d'eux par succession « constant le mariage », étaient également compris dans cette masse commune, au même titre que les « acquestz », comprenant tous les autres héritages acquis par les

⁽¹⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, note sous art. 18, note sous art. 49; A. C. Reims, art. 314; N. C. Reims, art. 279. La coutume de Laon permettait au mari de renoncer aux meubles, du consentement des héritiers de sa femme (A. C. Laon, 1^{re} partie, ch. 5, art. 8; N. C. Laon, art. 20); plus libérale, celle de Saint-Quentin ne mettait aucune réserve à la renonciation du mari (art. 3).

⁽²⁾ Buridan, Commentaire art. 279, p. 543.

⁽³⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, note sous art. 18; A. C. Reims, art. 319, 320, 321; N. C. Reims, art. 281. En Vermandois et en Laonnois, la même faculté était accordée à la femme noble survivante (*Coutumier de Vermandois*, § 251, p. 131; A. C. Laon, 1^{re} partie, ch. V, art. 8, et 4^e partie, ch. III, art. 17; N. C. Laon, art. 21). Il en était de même en Champagne (*Anc. Coul. de Champagne*, art. VII; Jager, § 26).

⁽⁴⁾ A Reims, et dans les pays soumis à ses coutumes, la femme survivante avait le choix, soit de « prendre et avoir doaire et apport », soit de « partir moitié par moitié contre les hoirs de son mari ou autres », soit enfin de s'en tenir à l'ordonnance testamentaire de son mari l'instituant sa légataire universelle, si elle l'estimait plus avantageuse (*Coutumier G. de Montfaucon*, art. 29; A. C. Reims, art. 130; N. C. Reims, art. 240). Ce droit d'option était personnel à la femme (*Coutumier G. de Montfaucon*, note sous art. 30; A. C. Reims, art. 136; N. C. Reims, art. 272); la femme survivante devait se prononcer dans un délai déterminé; sinon, elle perdait son droit et devait s'en tenir à ses douaire et apport, que la coutume de Reims considérait comme l'expression du droit commun (*Coutumier G. de Montfaucon*, art. 30 et note sous cet article; A. C. Reims, art. 131 et 135; N. C. Reims, art. 241 et 271).

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 315.

⁽⁶⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 31; A. C. Reims, art. 160.

époux, ensemble ou séparément, pendant le mariage. Entre époux nobles, cette règle s'appliquait bien aux censives « propres » de chacun d'eux; par contre, les fiefs propres étaient exclus de la masse partageable : la femme survivante reprenait les siens; quant à ceux du mari, ils retournaient à ses héritiers ⁽¹⁾.

Enfin, la Coutume de Reims donnait encore à la veuve d'un noble le droit de faire sa « demourance » dans le « chastel, forteresse ou maison noble » de son mari, « sa vie durant », d'après l'A. C. ⁽²⁾, « tant et si longuement qu'elle demeurera en viduité », suivant la coutume rédigée en 1556 ⁽³⁾. Ces avantages compétaient également à la veuve d'un noble, qu'elle ait été noble de naissance ou simplement anoblie par son mariage; mais la coutume de Reims ne tranchait pas la question pour la femme noble épouse d'un roturier ⁽⁴⁾.

Le droit coutumier rémois avait aussi créé des institutions spéciales, pour assurer la protection des mineurs nobles orphelins, ainsi que pour administrer leurs biens. D'après l'A. C., le mineur noble était dans la « garde » de son père ou de sa mère survivant, ou, à leur défaut, de ses ascendants ⁽⁵⁾; si l'enfant n'avait pas d'ascendants, il était placé sous le bail de son « plus prochain lignagier en ligne collatérale » ⁽⁶⁾. Il y avait, d'ailleurs, une différence fondamentale entre le bail et la garde : alors que le gardien, comme un tuteur ordinaire, devait faire inventaire et « rendre compte au mineur venu en aage » ⁽⁷⁾, le baillistre, lui, était dispensé

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 316, 321. La coutume de 1556 modifia profondément les règles antérieures : désormais, en cas de « partage par moitié », tous les héritages propres des conjoints furent exclus de la masse commune, et cela, quelle que fût la qualité des époux (N. C. Reims, art. 242).

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 316. Voir aussi Varin, *Statuts*, I, p. xix.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 282. Dans le pays de Laon, la femme noble choisissait parmi « les maisons seigneuriales » de son mari, celle qu'elle préférerait; s'il n'y en avait qu'une elle n'en prenait que « la moitié et portion » (A. C. Laon, 4^e partie, ch. 3, art. 22; N. C. Laon, art. 24); la veuve perdait ce privilège en cas de remariage (N. C. Laon, art. 24). En Vermandois, au contraire, elle l'exerçait sa vie durant, qu'elle se remarie ou non (*Coutumier de Vermandois*, § 247, pp. 130 et 131; coutume de Saint-Quentin, art. 95). Ce préciput de la femme noble survivante existait également en Champagne (*Anc. Coul. de Champagne*, art. XII).

⁽⁴⁾ L'auteur du *Coutumier de Vermandois* nous dit qu'en ce cas la veuve n'aura pas le droit de « prendre meubles et debtes », ni d'avoir maison hors part, pour sa demeure, car ce sont des privilèges que la femme exerce en raison de la qualité de son mari, « de par icelluy son mary, et non point de par elle »; par contre, pour tout ce qui regarde « le fait de sa personne », elle jouira, dit le coutumier, des prérogatives des nobles : ainsi elle sera exempte des tailles; si elle vend du vin « venant de son cru », elle ne paiera ni aide, ni vingtième, ni autres impôts (*Coutumier de Vermandois*, § 234, pp. 128, 244 pp. 128 et 129, 291 et 292, p. 152).

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 338.

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 339.

⁽⁷⁾ A. C. Reims, art. 341.

de ces obligations; il devenait, en effet, propriétaire des meubles du mineur et faisait « siens » tous les fruits de ses fiefs. En contrepartie, il devait « entretenir » le mineur suivant son rang, payer « tous les debtes », « retenir » ses héritages et à sa majorité lui rendre ses fiefs et le « monter d'un cheval ou deux selon son estat » ⁽¹⁾. La charge du bail n'était pas obligatoire pour les lignagers qui pouvaient la récuser ⁽²⁾; quant à la garde, l'A. C. ne disait pas si elle était facultative comme le bail. En tout cas, l'A. C., à l'inverse de la première coutume de Laon, ne permettait pas aux père ou mère survivant ou aux ascendants, de prendre, à leur choix, la garde ou le bail de leur enfant ou descendant ⁽³⁾. Le gardien, comme le baillistre, pouvait administrer les censives du mineur noble, mais la coutume ne lui en faisait pas une obligation ⁽⁴⁾.

Ces deux institutions, spéciales aux mineurs nobles, furent profondément remaniées lors de la nouvelle rédaction de la coutume de Reims. Le bail surtout était vivement critiqué; déjà, à la fin du xv^e siècle, on trouvait bien « desraisonnable » que le baillistre acquit les meubles du mineur, valant « aucuns foys autant que les heritages »; aussi, les praticiens rémois demandaient-ils que les baillistres n'aient plus que la jouissance des héritages sans avoir la propriété des meubles ⁽⁵⁾. Les rédacteurs de la nouvelle coutume mirent fin à toutes ces critiques en supprimant purement et simplement le bail ⁽⁶⁾. Ils conservèrent seulement la garde noble, déferée comme auparavant; mais, chose curieuse, ils donnèrent au gardien noble les avantages réservés par l'A. C. au baillistre: le gardien devint « seigneur » des meubles, il eut dorénavant la jouissance des fiefs du mineur et, de plus, celle de ses héritages roturiers; la nouvelle coutume lui imposait, en échange, les mêmes charges, augmentées toutefois de l'obligation d'« accomplir le testament du deffunct » ⁽⁷⁾. La N. C. décidait expressément que la garde noble ainsi modifiée n'était pas obligatoire ⁽⁸⁾.

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 342.

⁽²⁾ *Ibid.*, art. 339.

⁽³⁾ Cependant, avant la rédaction de la première coutume de Reims, la mère survivante pouvait, semble-t-il, prendre le bail de ses enfants mineurs [Voir deux exemples dans *Déclaration du Temporel présentée par l'archevêque de Reims, en 1384* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 660)]. Cf. A. C. Laon, 4^e partie, ch. 4, art. 28 à 30 et art. 32.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 344.

⁽⁵⁾ Varin, *Statuts*, I, p. xx.

⁽⁶⁾ N. C. Reims, art. 328.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, art. 330 et 331.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, art. 334. La coutume de Laon de 1556 supprima également le bail, sauf

En matière successorale, si nous en croyons l'ancien coutumier de Vermandois, les nobles de la région rémoise auraient joui, anciennement, d'un privilège important : alors que la Coutume de Reims excluait la représentation « entre non nobles » dans la succession aux censives, elle l'admettait au contraire « entre nobles » tant « en ligne collatérale qu'en ligne directe » ⁽¹⁾. Cette prérogative disparut à la fin du ^{xv}^e siècle, l'A. C. ayant admis la représentation, sauf pour les successions féodales, en ligne directe, comme en ligne collatérale, à l'infini, entre toutes personnes ⁽²⁾.

Il est vraisemblable que, primitivement, dans nos régions, comme dans le reste de la France coutumière, les nobles pouvaient seuls posséder des fiefs; c'était pour eux un autre privilège. En tout cas, cette prérogative disparut de bonne heure dans le pays de Reims. Dès la première moitié du ^{xiii}^e siècle, on rencontre un bourgeois de Reims, possesseur d'un fief à Champigny ⁽³⁾; plus tard, à la fin du ^{xiv}^e siècle, plusieurs d'entre eux tiennent des fiefs de l'archevêque et cela, semble-t-il, sans être anoblis par cette possession ⁽⁴⁾. Toutefois, les biens tenus en fiefs par ces bourgeois ne comprennent, ni droits de souveraineté, ni droits de justice, réservés, en fait, sinon en droit, aux nobles ⁽⁵⁾. La coutume de 1481 reconnut, d'ailleurs, implicitement, aux roturiers, le droit de posséder des fiefs, en décidant que les règles de dévolution des fiefs seraient applicables, quelle que fût la qualité des successibles, nobles ou roturiers ⁽⁶⁾.

pour les père ou mère survivant, qui conservèrent leur droit d'option antérieur. Garde et bail gardèrent dans la N. C. leurs anciennes caractéristiques (N. C. Laon, art. 261 à 264).

⁽¹⁾ *Coutumier de Vermandois*, § 191, pp. 100 et 101.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 28, art. 329.

⁽³⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 99, en note (acte de mars 1245).

⁽⁴⁾ *Dénombrement du Temporel de l'archevêque de Reims*, juin 1385 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 654 et s.).

⁽⁵⁾ *Dénombrement du Temporel de l'archevêque de Reims*, juin 1385 (Varin, *Arch. adm.*, p. 654 et s.).

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 332 et 336. Par contre, en Champagne, le droit de tenir des fiefs aurait encore appartenu exclusivement aux nobles, à la fin du ^{xv}^e siècle [Cf. *Sentence des élus de Reims condamnant Jehan du Bois à payer la taille, dont il se prétendait exempt à cause de sa noblesse maternelle et bien qu'il n'eût pas toujours vécu noblement*, 6 février 1468 (Robert, *Rilly*, pièce justif. V, pp. 27 et 28). La coutume de Saint-Quentin, tout en autorisant les roturiers à posséder des fiefs, créait un véritable privilège en faveur des nobles, en matière de droit d'aînesse : le fils aîné noble, et, entre filles, la fille aînée succédaient à la totalité des fiefs délaissés par leurs père et mère, les puînés n'ayant ensemble qu'un cinquième de chacun des fiefs, en usufruit seulement; entre roturiers, le fils aîné prenait seulement, en principe, « le principal manoir », avec l'enclos, et en plus, la moitié des autres fiefs, l'autre moitié étant répartie

En matière de procédure, les nobles de la région rémoise avaient aussi quelques privilèges. D'après la coutume de 1481, en « actions personnelles », le défendeur noble devait être ajourné devant le bailli et non devant le prévôt ou le maire de son domicile ⁽¹⁾. Sauf quelques cas où l'urgence était évidente ⁽²⁾, les personnes nobles « en toutes causes, actions et poursuites » devaient être « convenuz et adjournez » à huitaine franche au plus tôt ⁽³⁾. A Reims, et dans tous les lieux du ressort de sa coutume qui admettaient les « arretz coutumiers », le créancier n'avait pas le droit de procéder par prise de corps contre son débiteur forain de condition noble, il pouvait seulement faire « arrester ses biens meubles... trouvé audict Reims » ⁽⁴⁾.

En plus des avantages que leur reconnaissait le droit coutumier, les nobles de la région rémoise étaient affranchis des nombreuses charges, redevances et corvées qui pesaient sur les bourgeois et les roturiers. Les textes ne leur accordent, d'ailleurs, ces exemptions qu'à condition de « vivre noblement », ceux qui s'occupent de « marchandise » en sont privés. N'en étant pas « membres », les nobles demeurant dans les « villae » où existent des échevinages, ne sont pas imposés aux tailles levées pour leurs besoins; en particulier ceux qui habitent à Reims ne sont pas astreints aux tailles de la ville ⁽⁵⁾. Ils ne payent pas de droit de bourgeoisie au seigneur sous qui ils sont « couchans et levans » ⁽⁶⁾; ils sont également exempts des redevances et corvées seigneuriales dues par les autres habitants de la seigneurie ⁽⁷⁾. Ils sont affranchis des impôts de

entre les frères et sœurs. Le fils aîné roturier avait, il est vrai, la faculté de prendre la part des fiefs revenant à ses puînés, mais il devait alors les récompenser entre autres terres, ou, à défaut, en argent (Coutume de Saint-Quentin, art. 32 et 33). La coutume de Saint-Quentin réalisait ainsi un compromis entre les vieilles règles féodales du Vermandois qu'elle conservait pour les nobles et celles, plus rapprochées du droit commun, du pays de Laon, qu'elle appliquait aux roturiers, possesseurs de fiefs.

(1) A. C. Reims, art. 471.

(2) A. C. Reims, art. 470.

(3) *Ibid.*, art. 469.

(4) *Ibid.*, art. 298.

(5) *Conclusion du Conseil de ville de Reims, du 19 février 1470* (Varin, *Statuts*, I, p. 769, en note). Voir également une autre conclusion du même Conseil, en date du 25 avril suivant, dans Varin, *Ibid.*, p. 770, en note.

(6) Au ban Saint-Remi, à Reims, « est le droit de bourgeoisie, ..., tel que ung chacun chief d'ostel des demourans..., non clers et non nobles, sont tenus de paier... » [Déclaration d'un témoin, *Enquête A future fort ample et notable pour la recognoissance des droictz de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reims, 1431* (Varin, *Coutumes*, p. 554)].

(7) A Tourizet et à Maugré, les nobles sont affranchis de la corvée annuelle due à la dame de ces deux villages par tout possesseur de chevaux [*Déclaration du tempore*

toute nature que les seigneurs haut-justiciers perçoivent dans les limites de leur haute justice, à titre de véritables souverains. Notamment, tous les nobles, « en quelque lieu qu'ils soient demeurans », ne payent pas à l'archevêque de Reims l'impôt du « tonnieu », à condition qu'ils ne fassent pas acte de commerce ⁽¹⁾. Ils sont également exonérés du droit de portage perçu sur les marchandises passant aux portes de la « Cité » de Reims ⁽²⁾. Enfin, les nobles ne sont pas soumis aux « monopoles économiques » ⁽³⁾ que constituent les banalités ⁽⁴⁾.

Il ne faudrait pas toutefois conclure, en présence de ces nombreux privilèges financiers accordés à la noblesse, que les gentilshommes étaient affranchis de toutes redevances et impositions. A Reims, tout au moins, les nobles participaient, avec les autres habitants, aux charges extraordinaires qui, à des intervalles plus ou moins rapprochés, pesaient sur la ville, je veux dire par là

de l'abbaye de Saint-Pierre-les-Dames de Reims, 14 août 1384 (Robert, Temporel, p. 11)]. A. Nogent-l'Abbesse, ils sont exempts du droit d'une « géline », due par chaque « chef d'ostel ». [Même déclaration (Robert, Temporel, p. 12)]. Les « gentilshommes » demeurant à Hermonville dans les limites de la petite vicomté ne payent pas au petit vicomte la redevance de 8 setiers de vin que lui doivent tous les ans, à la Saint-Martin d'hiver, les autres chefs de ménage [Sentence du prévôt de Châtillon-sur-Marne, ordonnant la vente de la petite vicomté d'Hermonville et autres biens hypothéqués, 25 mai 1446 (Robert, Hermonville, pièce justif. VIII, p. 22)].

⁽¹⁾ « Tous nobles, ..., les vefves desdits nobles, ..., en quelque lieu qu'ils soient demeurans, sont francs, quittes et exempts dudit droit de tounyeu, des denrées qu'ils vendent venans de leur creu, et aussi des denrées qu'ils acheptent pour leur user, et non pour revendre » [*Ordonnances des droicts de la vicomté de Reims, accordez entre très révérend père en Dieu monsieur l'archevesque, duc de Reims, premier pair de France, abbé de Saint-Remi dudit Reims, et les habitans d'icelle ville; et émolouées par la cour de parlement à Paris. L'ordonnance est du 24 octobre 1522, l'homologation du 28 mars 1523 (Varin, Coutumes, p. 747, § 1)]. Le tonnieu était un impôt dû sur diverses denrées ou marchandises vendues ou achetées à Reims pour un prix supérieur à 6 deniers parisis (*Ibid.*, p. 747). Voir la liste des différents objets imposés, *Ibid.*, p. 748, § 6. Ce droit de tonnieu existait déjà à la fin du xiv^e siècle, d'après Varin (*Ibid.*, pp. 741 et s. en note). Les nobles auraient été exempts du « tonnieu » en 1431, si les 3 deniers parisis, payés annuellement par les bourgeois du ban de Saint-Remi à Reims au Vicomte de l'archevêque, comme il me paraît vraisemblable, étaient dus en échange de l'exemption de ce droit; ç'aurait été, en quelque sorte, un abonnement forfaitaire à cet impôt [*Enquête A future fort ample et notable pour la recognoissance des droictz de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reims, 1431 (Varin, Coutumes, pp. 542 et 543, pp. 548 et 555)].**

⁽²⁾ « exceptez gens nobles...; lesquels nobles, s'ilz ne sont marchans ou bourgeois de Reims, ne doivent riens des trehuaiges dessus nommés à ladicte porte » [*Aveu de Paulel de Condé, écuyer, au comte de Rethel, pour les droits de portage perçus à la porte Châtre, de Reims, 27 avril 1400 (Demaison et Lacaille, Comté de Rethel, p. 119)].*

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, p. 360.

⁽⁴⁾ Contrairement aux autres habitants, les nobles demeurant au ban de Saint-Remi peuvent vendre le vin « de leur creu » plus de 6 deniers, sans demander congé au châtelain [*Enquête de Saint-Remi de 1431, déjà citée (Varin, Coutumes, p. 488)].*

les tailles levées à l'occasion des sacres des rois de France et les dépenses de guerre, notamment celles nécessitées par les fortifications de la ville; ces dépenses faites « en commun profit de tous » ⁽¹⁾ devaient être supportées, en toute justice, par tous les habitants, quelle que soit leur condition. Tous les nobles, même forains, possesseurs d'héritages au ban de l'archevêque, doivent contribuer aux tailles des couronnements, en proportion de la valeur de ces héritages ⁽²⁾. Déjà imposés pour la taille du sacre de Philippe le Bel, la première qui nous ait été conservée, les nobles, soit à cause du petit nombre des assujettis, soit pour toute autre raison, semblent n'avoir élevé aucune protestation contre cette imposition; les documents, tout au moins, n'en font pas mention. Chaque noble, demeurant au ban de Saint-Remi, devait aussi à l'abbé, à l'exemple des autres habitants, douze deniers parisis, toutes les fois qu'il y avait un sacre; cette redevance servait à payer les frais du « disner » que l'abbé de Saint-Remi devait au roi de France, le lendemain de son couronnement ⁽³⁾.

Les nobles rémois doivent également contribuer aux dépenses faites pour la construction et l'entretien des fortifications de la ville ⁽⁴⁾. Ils participent aussi aux autres « dépenses » de guerre : en 1472, pour la levée des hommes de Reims et leur conduite à l'armée royale ⁽⁵⁾, en 1478, pour le charroi de l'artillerie ⁽⁶⁾, en

⁽¹⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 786.

⁽²⁾ *Tailles pour le couronnement de Philippe le Bel*, 1287 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 1012 à 1016). *Tailles pour le sacre de Philippe de Valois*, 29 mai 1328 (Varin, *Ibid.*, pp. 491 à 550).

⁽³⁾ « ... et sy dit que toutes et quantes fois qu'il y a roy sacré à Reins, ung chacun habitant dudit ban (*Saint-Remi*)... est tenu et doit à monseigneur l'abbé de Saint-Remy douze deniers parisis, de quelque condicion que soient les demourans au dit ban;... et est ce à cause du disner que fait le dict monseigneur l'abbé, au roy nostre Sire, le lendemain de son sacre » [*Enquête de Saint-Remi, déjà citée*, 1341 (Varin, *Coutumes*, pp. 596 et 597)].

⁽⁴⁾ *Commission du roi aux députés chargés de visiter les frontières pour contraindre tous les habitants de Reims, clercs et laïques, à contribuer aux frais de clôture de la dite ville*, 11 juillet 1337 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 786). *Conclusion du Conseil de ville des 21 août 1472 et 25 septembre suivant* (Varin, *Statuts*, I, p. 793, en note). Anciennement, « la cité » était seule close de murailles; par suite de l'accroissement de la population, de nombreux bourgs se formèrent tout autour des remparts. La nécessité de les protéger se fit bientôt sentir et, à la fin du XIII^e siècle, « on entreprit la construction d'une enceinte enfermant, outre la cité, le ban de Saint-Remi, les abbayes de Saint-Nicaise et de Saint-Denis et les mairies de la Couture et de Venise ». Ces fortifications furent achevées dans le courant du XIV^e siècle (Humbert, p. 2 et p. 7).

⁽⁵⁾ *Conclusion du Conseil de ville du 21 août 1472* (Varin, *Statuts*, I, p. 793, en note). La part imposée aux nobles dans la taille levée à cette occasion, en y comprenant les frais des fortifications, se monte à la somme de 100 livres tournois; la part des gens d'église est de 336 livres et celle des bourgeois de 764 livres [*Conclusion du Conseil de Ville du 25 septembre 1472* (Varin, *Ibid.*, p. 793, en note)].

⁽⁶⁾ *Conclusion du Conseil de Ville du 27 février 1478* (Varin, *Ibid.*, pp. 810 et 811 en note).

1543, pour l'entretien des troupes royales ⁽¹⁾. Les nobles ne se laissèrent pas ici imposer sans protestation. Les élus de Reims, les ayant « assis » à une taille, levée en 1478 pour le charroi de l'artillerie, la noblesse décida de leur demander « l'interprétation de leur mandement »; si la réponse n'arrive pas en temps utile, elle paiera, mais à titre de prêt et non de taille ⁽²⁾. En 1543, les nobles ne consentent à contribuer à une taxe de 14.600 livres tournois, part de la ville de Reims pour l'entretien de 50.000 hommes de pied, que pour leurs biens ruraux situés dans la ville ⁽³⁾. Lorsque, à la prière des habitants, Henri II appliqua, par lettres-patentes du 20 mai 1549, la taxe payée pour les travaux des fortifications, tombée, semble-t-il, en désuétude, à l'entretien des pauvres de Reims, les valides étant employés à la réfection des remparts, les nobles demeurant à Reims y furent astreints comme les bourgeois ⁽⁴⁾; trois ans plus tard, de nouvelles lettres-patentes obligèrent au paiement de la taxe des pauvres même les nobles forains possesseurs d'héritages à Reims ⁽⁵⁾. Enfin, les nobles rémois devaient également faire le guet, la nuit, sur les remparts et garder, le jour, les portes de la ville, toutes les fois qu'il en était besoin ⁽⁶⁾.

En dehors de Reims, mentionnons également la charge imposée aux nobles, demeurant dans les « villae », mises à la loi de Beaumont, d'« aider et défendre les aisances de la ville » : église, cimetière, ponts, passages, issues et chemins de la « villa », ainsi que les fontaines, « sur peine d'être privés diceulx aisements et privilèges » ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ *Conclusion du même*, 26 mars 1543 (Varin, *Ibid.*, pp. 891 et 892, en note).

⁽²⁾ *Conclusion du même*, du 27 février 1478 (Varin, *Ibid.*, pp. 810 et 811, en note).

⁽³⁾ *Conclusion du même*, du 26 mars 1543 (Varin, *Ibid.*, pp. 891 et 892, en note).

⁽⁴⁾ *Lettres-patentes portant établissement de la taxe des pauvres*, 20 mai 1549 (Varin, *Statuts*, II, pp. 87 et s.). Voir également une conclusion du Conseil de ville du 13 juin 1549 (Varin, *Ibid.*, I, p. 896, en note).

⁽⁵⁾ *Lettres-patentes du 14 octobre 1552* (Varin, *Ibid.*, II, pp. 98 et s., en note). Pour les nobles ayant leur domicile à Reims, comme pour les bourgeois, la taxe variait entre 4 deniers parisis pour les moins aisés et 2 sous 8 deniers pour les plus fortunés, par semaine, correspondant à une journée de travail; les forains étaient imposés suivant la valeur de leurs héritages. Cette taxe existait encore en 1660, mais le montant en était différent (Varin, *Ibid.*, II, p. 95, en note).

⁽⁶⁾ *Lettres-patentes d'Henri II au capitaine de Reims*, du 14 octobre 1552 (Varin, *Statuts*, I, pp. 899 et 900, en note).

⁽⁷⁾ Bonvalot, appendice, pièce justif. n° 3, *La loi de Beaumont*, art. 136, p. 19. Defourny, *Ibid.*, art. 122, p. 298.

DEUXIÈME SECTION

CONDITION DES CLERCS

Sauf sous le rapport du droit privé, la condition des clercs, dans la région rémoise, est à peu près identique à celle des nobles; en matière financière notamment, ils jouissent des mêmes avantages et participent aux mêmes charges. Ceci, d'ailleurs, ne s'applique qu'aux clercs vivant « cléricalement »; les clercs mariés ou se livrant au commerce sont, en général, moins favorisés et leur condition se rapproche beaucoup de celle des bourgeois ou des roturiers, parfois même il y a assimilation complète ⁽¹⁾.

Le droit coutumier rémois n'édicte, à peu de chose près, aucune disposition particulière en faveur des clercs. Cependant, d'après l'A. C. de Reims, les « arrestz coustumiers » sont interdits sur les clercs forains « solutz » aussi bien par prise de corps que par prise de biens; sur les clercs mariés, « l'arrest » de biens est seul permis ⁽²⁾.

Sujets de l'Église, les clercs sont sous l'autorité temporelle de ses représentants, officiaux et curés des paroisses respectives de chacun d'eux. C'est par leur intermédiaire, notamment, qu'ils doivent être convoqués à la garde des portes de Reims et au guet sur les remparts ⁽³⁾; les baillis et autres officiers de l'archevêque, considéré comme seigneur temporel du duché de Reims, ne peuvent également « asseoir et lever » des tailles sur les clercs sans l'autorisation de l'official ⁽⁴⁾. Surtout, les clercs sont justiciables en principe des tribunaux ecclésiastiques.

(¹) A Herpy, les clercs marchands paient toutes les redevances seigneuriales comme les autres manants [*Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy le 10 mai 1462* (Robert, Herpy, pièce justif. XVIII, p. 271)].

(²) A. C. Reims, art. 298.

(³) Mandement du roi au bailli de Vermandois lui enjoignant d'empêcher les clercs séculiers « non bénéficiés » d'être contraints par les habitants laïques de Reims de monter la garde et de faire le guet sur les remparts sans le consentement de l'ordinaire, 23 nov. 1346 (Varin, Arch. adm., II, p. 1142). Règlement provisoire [devenu définitif] des difficultés qui existoient entre les laïques et les clercs sur le fait des fortifications, 23 mars 1347 (Varin, Ibid., p. 1148).

(⁴) Mandement de l'official de la cour de l'archevêque et rescrit des prêtres de Saint-Hilaire Saint-Denis, Saint-Pierre-le-Vieil, Saint-Jacques, Saint-Etienne et Saint-Symphorien de Reims, exécuteurs du mandement contre les bailli... et autres officiers de l'archevêque aux-

En matière civile, les clercs vivant cléricalement seulement sont « responsables », en action personnelle, devant le juge d'Église; ils peuvent, semble-t-il, décliner sa compétence ⁽¹⁾, mais, en aucun cas, on ne peut les contraindre à plaider devant le juge laïque, en particulier le juge royal, même si l'obligation a été contractée sous scel royal ⁽²⁾. Par contre, d'après Jean Jager, les clercs mariés « en toutes causes civiles sont responsables devant juge lay ⁽³⁾ ». En matière pénale, d'après l'auteur du *Liber practicus*, l'évêque est seul compétent pour intenter le procès contre un clerc accusé de crime; cependant, au cas où le clerc ne répondant pas à la sommation, l'ordinaire tenterait de surseoir, le seigneur temporel pourrait alors lui dénoncer le crime et le requérir d'agir; si l'ordinaire refusait, le seigneur aurait le droit d'en appeler au supérieur de l'ordinaire ⁽⁴⁾. D'après l'ordonnance de Philippe le Bel du 18 juin 1302, le clerc appréhendé pour faits délictueux par les officiers royaux doit être rendu à l'archevêque de Reims ou à ses officiaux; sur leur réquisition seulement ⁽⁵⁾; donc, semble-t-il, le juge royal jugera l'affaire valablement en cas d'abstention des autorités ecclésiastiques; il y a, on le voit, une nuance marquée entre cette ordonnance et le *Liber practicus*. Sont considérés comme clercs, d'après cette ordonnance, non seulement les individus « in possessione clericatus » au moment de l'arrestation, mais encore tous ceux qui ont la possession d'état de clercs à cette même époque ⁽⁶⁾. Par contre, au dire de Jean Jager, le clerc, « appréhendé » sans porter la tonsure et l'habit clérical, perd son privilège et devient justiciable du juge laïque ⁽⁷⁾.

Sous le rapport des impôts, des redevances et corvées seigneuriales, les clercs « vivant cléricalement » jouissent des mêmes avan-

quels en vertu du dit mandement était faite défense d'asseoir et d'imposer sur les clercs demeurant à Reims aucune taille, ni de les exécuter à défaut de paiement, 14 déc. 1322. (Il s'agit d'une taille du sacre). (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 317). Voir également Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch., adm.*, III, p. 116, en note.

⁽¹⁾ *Liber practicus*, n° CCXXII.

⁽²⁾ *Statutum regium pro ecclesiis remensis provinciae*, 18 juin 1302 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 20). D'après le *Liber practicus*, le seigneur féodal est seul compétent en matière de fief, même à l'égard des clercs (*Liber practicus*, n° CCXXII).

⁽³⁾ Jager, *De privilegiis clericorum*, § 37.

⁽⁴⁾ *Liber practicus*, n° XXXVII. Le seigneur laïque a dans cette hypothèse intérêt à agir, car le clerc accusé de crime qui fait défaut « confisque » ses biens et le seigneur temporel prend pour lui les biens immobiliers du clerc par droit de confiscation (*Ibid.*, n° XXXVII).

⁽⁵⁾ *Statutum regium pro ecclesiis remensis provinciae*, 18 juin 1302 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 19).

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 19.

⁽⁷⁾ Jager, *De privilegiis clericorum*, § 37.

tages que les nobles. Les clercs mariés et marchands sont moins favorisés en général, leur condition se rapproche de celle des bourgeois, tout en étant en certains cas supérieure : ce sont des bourgeois privilégiés. Comme les nobles, les clercs sont exempts du droit de bourgeoisie ⁽¹⁾; si parfois les bourgeois-clercs le doivent, le taux en est moins élevé que pour les bourgeois laïques ⁽²⁾. Les clercs non mariés, vivant cléricalement, ne doivent pas contribuer aux tailles personnelles ou portant sur les meubles ⁽³⁾; ceux, remplissant ces conditions, demeurant au ban de l'archevêque de Reims, sont exonérés des tailles levées pour les besoins de l'échevinage ⁽⁴⁾. Les clercs sont également exempts des redevances et corvées seigneuriales, à l'instar des nobles ⁽⁵⁾; cependant, dans certaines « villae », les clercs marchands ne bénéficient pas de ce privilège ⁽⁶⁾. Les clercs sont encore exempts des impôts seigneuriaux

⁽¹⁾ Notamment, ceux demeurant au ban Saint-Remi à Reims [*Enquête de Saint-Remi de 1431, déjà citée* (Varin, *Coutumes*, pp. 542 et 543 et p. 554)], ainsi que ceux demeurant à Isles-sur-Suippe [*Déclaration des droits appartenant à la mense abbatiale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Isles*, pièce justif. XI, p. 21)].

⁽²⁾ A Justine, les bourgeois-clercs doivent 12 deniers et deux poules de droit de bourgeoisie, les laïques, 14 deniers et 2 poules [*Cueillerets du chapitre de Reims de 1373 et 1426* (Robert, *Justine*, pp. 183 et 184)].

⁽³⁾ « Item, clericos non conjugatos, viventes clericaliter, ad contribuendum cum laïcis in talliis vel collectis personalibus, vel ratione mobilium suorum, non compellas... nec ob hoc eorum bona capi seu domos claudi permittas; cavens no in fraudem, super eorum immobilia, imponantur collecte, vel tallie, in casibus in quibus non fuerint imponendi » [*Statutum regium pro ecclesiis remensis provinciae*, 18 juin 1302 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 19). Philippe le Bel doit faire allusion aux tailles des sacres qui se levaient uniquement sur les possesseurs d'héritages situés dans la seigneurie de l'archevêque de Reims, quelle que soit la condition de ces possesseurs].

⁽⁴⁾ Arrêt du parlement du 17 septembre 1404, déclarant que les clercs mariés demeurant sur l'échevinage paieraient, concurremment avec les bourgeois, leur part d'une taille levée par les échevins, du consentement de l'archevêque, pour les besoins de l'échevinage (Varin, *Statuts*, I, p. 382).

⁽⁵⁾ A Tourizet et à Maugré, les clercs sont exempts de la corvée annuelle due par tout possesseur de cheval [*Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Pierre-les-Dames de Reims*, 14 août 1384 (Robert, *Temporel*, p. 11). Les clercs « chefs d'hôtel » demeurant dans l'étendue de la petite vicomté à Hermonville sont affranchis de la redevance annuelle de 8 setiers de vin due au petit vicomte par les autres manants [*Sentence du prévôt de Châtillon-sur-Marne ordonnant la vente de la petite vicomté d'Hermonville et autres biens hypothéqués*, 25 mai 1446 (Robert, *Hermonville*, pièce justif. VIII, p. 22)]. Ceux demeurant sur la grande mairie d'Isles-sur-Suippe sont exempts des « soignies » de Noël (une poule, deux quartels d'avoine et un denier parisis) [*Déclaration des droits appartenant à la mense abbatiale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Isles*, pièce justif. XI, p. 21)]. Voir également *Aveu de Gaucher de Châtillon, pour l'avouerie de Germigny-les-Machault*, 7 juillet 1402, dans Robert, *Fiefs de Saint-Remi*, document I, p. 5.

⁽⁶⁾ A Herpy, les clercs marchands doivent, comme les autres habitants, à titre de « cens de corvées de chevaux », treize deniers parisis par cheval, tous les ans à la Saint-

qui pèsent sur les roturiers, les clercs marchands seuls y sont soumis : Ainsi les clercs « mariéz, ou non mariéz », leurs veuves même, sont affranchis du droit de tonnieu dû à l'archevêque de Reims ⁽¹⁾; les clercs non marchands ne doivent aucun droit de portage pour les marchandises traversant les portes de la cité de Reims ⁽²⁾. Enfin, les clercs, comme les nobles, ne sont pas astreints, semble-t-il, aux banalités ⁽³⁾.

Les documents publiés ne nous renseignent pas sur les charges qui pesaient sur les clercs résidant dans les villages de nos régions ⁽⁴⁾. Par contre, ils permettent d'esquisser le tableau de celles qui grevaient les clercs demeurant à Reims. Ici encore, la condition des clercs est à peu près semblable à celle de la noblesse : comme les nobles rémois, les clercs habitants de Reims ne sont assujettis qu'aux redevances extraordinaires mises exceptionnellement sur la ville ⁽⁵⁾, taille des sacres et tailles pour les dépenses de guerre, en particulier pour les fortifications de Reims.

Primitivement, les clercs ne contribuaient pas aux dépenses du couronnement, c'est du moins ce que décidait un arrêt du Parlement de Paris de 1291, rendue à la suite d'une réclamation des clercs demeurant au ban de l'échevinage à Reims, indûment portés sur les listes des assujettis à la taille levée pour le sacre de Philippe le Bel ⁽⁶⁾. Les clercs ne jouirent pas longtemps de ce privi-

Jean et une poule à la Saint-Remi aux vingt jours (13 janvier?) « à cause des aisemens » [*Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justific. XVIII, p. 271)].

⁽¹⁾ tous... clercs, soient mariéz ou non mariéz, les vefves desdits... clercs, en quelque lieu qu'ils soient demeurans, sont francs, quittes et exempts dudit droit de tonnyeu, des denrées qu'ils vendent venans de leur creu, et aussi des denrées qu'ils achèpent pour leur user, et non pour revendre ». [*Ordonnances des droictz de la vicomté de Reims, accordez entre reverend Père en Dieu monsieur l'archevesque duc de Reims, premier pair de France, abbé de Saint-Remy dudit Reims, et les habitans d'icelle ville; et émolougées par la cour de parlement à Paris*, l'accord est du 24 octobre 1522, l'homologation du 28 mars de l'année suivante (Varin, *Coutumes*, p. 747, § 1). Voir *Supra*, p. 41, note 1].

⁽²⁾ *Aveu de Paulet de Condé, écuyer, au comte de Rethel, pour les droits de portage perçus à la porte Châtre, de Reims*, 27 avril 1400 (Demaison et Lacaille, *Comté de Rethel*, p. 119).

⁽³⁾ Voir *Enquête de Saint-Remi*, déjà citée, année 1431 (Varin, *Coutumes*, p. 488).

⁽⁴⁾ Mentionnons cependant l'obligation pour les gens d'Eglise, demeurant dans les agglomérations mises à la loi de Beaumont, « d'aider et défendre les aisances de la ville,... sur peine d'être privés diceulx aisements et privilèges (*Loix de Beaumont*, Bonvalot, appendice, pièce justific. n° 3, art. 136, p. 19 et Defourny, art. 122, p. 298).

⁽⁵⁾ Les clercs mariés, demeurant au ban de l'échevinage, sont cependant imposés aux tailles ordinaires levées pour les besoins de l'échevinage [*Arrêt du parlement du 17 sept. 1404* (Varin, *Statuts*, I, p. 382)].

⁽⁶⁾ « pronunciatum fuit per curie nostre judicium, nos (*le roi de France*) et archiepiscopum, non esse nec fuisse, occasione dicte tallie... in saisina imponendi talliam super immobilibus clericorum et religiosorum Remis situatis, nec levandi eam ab eisdem pro expensis coronationis » [*Arrêt de mars 1291* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1053)].

lège. Déjà condamné par plusieurs arrêts « provisionnels », l'Échevinage de Reims, malgré une défense opiniâtre, venait d'être définitivement astreint, en 1320, au paiement des dépenses des sacres ⁽¹⁾. Pour atténuer la charge de cet impôt, les échevins cherchèrent à « entraîner dans leur mauvaise fortune ⁽²⁾ » le plus grand nombre d'individus possible et notamment les clercs demeurant au ban de l'archevêque. L'official dut prendre leur protection et défendre aux officiers de l'archevêque de les imposer aux tailles et de les exécuter à défaut de paiement ⁽³⁾. L'affaire fut sans doute évoquée devant le Parlement, toujours est-il que, par lettres royales du 29 août 1324, les clercs furent cette fois condamnés à contribuer aux frais des couronnements ⁽⁴⁾. Le principe posé, restait à régler le mode de participation des clercs à cet impôt. Un accord intervint quelque temps après sur ce sujet entre les échevins et les clercs : seuls furent astreints aux tailles des sacres les clercs possesseurs d'héritages à Reims et dans sa banlieue, au ban de l'archevêque, et en proportion de la valeur de ces héritages. Ne furent pas imposés les immeubles possédés par des clercs avant l'arrêt de mars 1291 ou qui auraient été achetés, même postérieurement, à des clercs qui en étaient possesseurs avant cet arrêt. Toutefois, au cas d'acquisition par des laïques, ces héritages devenaient *ipso facto* « tailable, et de la condition des autres héritages chargiez des despens » ⁽⁵⁾. L'accord stipulait en outre que la condamnation du 29 août 1324 n'aurait pas d'effet rétroactif, les clercs étant tenus seulement des frais des sacres, à partir de celui du « roi Charles qui ores est » ⁽⁶⁾. Enfin, il était convenu que, désormais, deux clercs nommés par l'ensemble des clercs assisteraient les échevins dans la répartition des tailles ⁽⁷⁾. Toujours à l'occasion des couronnements des rois de France, chaque clerc, demeurant au ban Saint-Remi, doit à l'abbé douze deniers parisis « à cause du disner que fait ledit monseigneur l'abbé, au roy notre Sire, le lendemain de son sacre ⁽⁸⁾ ».

Dans le même temps que le conflit des frais des couronnements,

⁽¹⁾ Voir *Infra*, pp. 67 et 68.

⁽²⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 173, note.

⁽³⁾ 14 décembre 1322, Varin, *Arch., adm.*, II, p. 317.

⁽⁴⁾ Varin, *Ibid.*, p. 390, en note.

⁽⁵⁾ *Accord passé en parlement, en janvier 1325, entre les échevins et habitants de Reims, et quelques particuliers clercs sur les frais du sacre* (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 389).

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 390.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 389. Une série d'accords intervenus en avril, mai, juin et juillet 1325 confirmèrent celui de janvier 1325 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 390, en note).

⁽⁸⁾ *Enquête de Saint-Remi de 1431* (Varin, *Coutumes*, pp. 596 et 597),

un autre différend s'était élevé entre clercs et laïques rémois à propos des dépenses des fortifications. Les clercs de Reims devaient-ils en payer leur portion? Une commission royale du 25 avril 1317 contraignit tout d'abord les clercs marchands et mariés à participer aux « frais de cloture » de la ville ⁽¹⁾. Vingt ans plus tard, une nouvelle commission royale « aux députés chargés de visiter les frontières » leur ordonna d'obliger tous les habitants de Reims, clercs et laïques, à contribuer aux dépenses des fortifications ⁽²⁾. Les habitants laïques de Reims n'avaient en effet accepté l'imposition qu'à la condition que « les clercs et les églises de Reims y meissent ». Les clercs, tout en protestant qu'ils n'en étaient pas tenus et en faisant toutes réserves pour l'avenir, s'inclinèrent, mais ils exigèrent que « cils des églises » y soient également astreints. Ces derniers refusèrent ⁽³⁾. Le litige fut porté devant le Parlement. Durant l'instance, intervint un règlement provisoire, devenu définitif quelque temps après ⁽⁴⁾. D'après ce règlement, tous les clercs de Reims, gens d'église et bourgeois-clercs, devaient participer aux dépenses pour l'« entretien des fortifications de la ville », les clercs d'église, dans la proportion de « vint huit livres » pour cent, les autres, à raison de « dis livres seze sols parisis » pour cent ⁽⁵⁾. La taxe des fortifications ayant été transformée par la suite en une imposition pour l'entretien des pauvres de la ville, les clercs continuèrent à payer leur part, bien que, sous cette nouvelle forme, elle ait perdu, en partie tout au moins, son caractère primitif ⁽⁶⁾. La taxe des pauvres fut même étendue aux clercs non résidant à Reims, mais qui y possédaient des héritages ⁽⁷⁾. Les clercs devaient également contribuer, comme les nobles, aux autres dépenses militaires qui pesaient sur la ville de Reims ⁽⁸⁾.

En dehors des charges pécuniaires, les clercs devaient encore le

⁽¹⁾ Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, II, p. 200.

⁽²⁾ *Commission du 11 juillet 1337* (Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 786 et s.).

⁽³⁾ *Ibid.*, pp. 788 à 790.

⁽⁴⁾ *Règlement provisoire [devenu définitif] des difficultés qui existoient entre les laïques et les clercs sur le fait des fortifications*, 23 mars 1347 (Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 1148 et s.).

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 1148. Voir la répartition des 28 % entre les différents membres du clergé de Reims, *Ibid.*, p. 1149, en note.

⁽⁶⁾ Les pauvres valides devaient être en effet employés aux travaux des fortifications [*Lettres-patentes portant établissement de la taxe des pauvres*, 20 mai 1549 (Varin, *Statuts*, II, pp. 87 et s.)]. Voir *Supra* p. 43.

⁽⁷⁾ *Lettres-patentes du 14 octobre 1552* (Varin, *Statuts*, II, pp. 98 et s., en note).

⁽⁸⁾ En 1478, pour le charroi de l'artillerie (Varin, *Statuts*, I, pp. 810 et 811, en note), en 1543, pour l'entretien de 50 000 fantassins (Varin, *Ibid.*, pp. 891 et 892, en note).

service militaire personnel, service plus ou moins lourd suivant qu'il s'agissait des clercs d'église ou des bourgeois-clercs. Les clercs mariés, non « bénéficiez », demeurant à Reims, sont astreints à servir dans la milice rémoise, comme les laïques; ils forment seulement des « disènes » ou compagnies séparées, commandées par les officiaux; ils sont convoqués par le capitaine de Reims, comme les autres bourgeois, mais, en cas de non comparution, c'est leur ordinaire qui a la contrainte ⁽¹⁾. Les clercs séculiers « non bénéficiez » doivent encore faire le guet sur les remparts et garder les portes de la ville, mais seulement si leur ordinaire y consent ⁽²⁾. Les gens d'église ecclésiastiques, eux-mêmes, sont tenus à l'arrière-guet; de plus, ils doivent fournir deux hommes pour la garde de chacune des portes de Reims ⁽³⁾, mais ils ne sont astreints à ces services qu'au cas de « péril éminent ⁽⁴⁾ »; ils ont d'ailleurs la faculté de se faire remplacer par leurs serviteurs pour l'arrière-guet, tout au moins dans les circonstances ordinaires ⁽⁵⁾. Le clergé n'avait pas accepté ces charges, peu compatibles avec ses fonctions, sans protestations; il avait, en remplacement, proposé de lever un impôt, dont le produit aurait servi à payer des mercenaires, chargés du guet et de la garde, et auquel lui-même aurait contribué; mais le lieutenant du capitaine de Reims refusa disant « qu'ilz ne vouloient nulz soudoiers » ⁽⁶⁾. Sommé d'envoyer des gardes, le clergé n'obtempérait que « ad majus scandalum evitandum... et plus timore quam ex debito et ad rumores evitandas et furorem populi » ⁽⁷⁾:

⁽¹⁾ *Règlement provisoire [devenu définitif] des difficultés qui existoient entre les laïques et les clercs sur le fait des fortifications*, 23 mars 1347 (Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 1148 et s.). Voir également Anquetil, II, pp. 282 et 283.

⁽²⁾ *Mandement du roi Philippe de Valois au bailli de Vermandois*, 23 novembre 1346 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 1142).

⁽³⁾ *Arrêts provisionnels du parlement de Paris du 27 juin 1416* (Varin, *Statuts*, I, pp. 559 et s., en note) et 9 mai 1421 (Varin, *Ibid.*, pp. 547 et s.). *Lettres-patentes d'Henri II au capitaine de Reims du 14 octobre 1552* (Varin, *Ibid.*, pp. 899 et 900, en note).

⁽⁴⁾ Voir note précédente. Les gens d'église et l'autorité royale entendaient différemment le cas de « péril éminent » : pour le roi, c'était « tout temps de guerre ouverte, et que l'ennemi est esmu à nous endommager et surprendre »; le clergé, lui, admettait un sens plus restrictif, c'était « quand l'ennemi entre au pays (*de Reims*) en armes [*Lettres-patentes d'Henri II au capitaine de Reims du 14 octobre 1552* (Varin, *Statuts*, I, pp. 889 et 900, en note)] ».

⁽⁵⁾ *Conclusion du Conseil de ville du 28 novembre 1492* (Varin, *Statuts*, I, p. 845, en note).

⁽⁶⁾ *Factum du clergé*, sans date (Varin, *Ibid.*, p. 554, en note). Voir également, un autre factum du clergé (*Ibid.*, p. 558, en note) ainsi que les textes cités note ⁽³⁾ p. 95.

⁽⁷⁾ *Accord entre les différents membres du clergé sur le guet et la garde*, 27 avril 1420 (v. s.) (Varin, *Ibid.*, p. 563, en note).

CHAPITRE DEUXIÈME

CONDITION DES BOURGEOIS DE REIMS

Bien que, à de nombreux points de vue et notamment en droit coutumier, le statut des habitants de Reims soit le même que celui des autres bourgeois et roturiers demeurant dans la région rémoise, la condition des bourgeois de Reims nécessite cependant une étude spéciale : d'une part, la population de la ville était considérable pour l'époque ⁽¹⁾ et, si l'on en excepte les clercs, elle se composait entièrement de bourgeois ⁽²⁾; d'autre part, les habitants de Reims, ou tout au moins certains d'entre eux, avaient obtenu de précieux privilèges qui avaient relâché singulièrement les liens les unissant à leur seigneur. On distinguait d'ailleurs plusieurs catégories de bourgeois dans la ville des sacres. L'archevêque avait les siens appelés encore bourgeois de l'échevinage; le chapitre et l'abbé de Saint-Remi avaient également leurs bourgeois dans leurs bancs respectifs. Au banc de l'échevinage, en dehors des bourgeois de l'archevêque, deux dignitaires de l'Église de Reims, le doyen et le vidame, avaient juridiction sur un certain nombre d'habitants; le chapitre lui-même possédait au même ban une centaine d'individus, serviteurs communs ou particuliers des chanoines, « francs-sergents du chapitre » ou « bourgeois-chanoines », originaires de condition inférieure et, en considération de la qualité de leurs maîtres, détenteurs de nombreux privilèges.

Sous le rapport de la condition sociale, tous ces bourgeois se répartissaient en plusieurs classes : au dernier échelon, on rencontrait les artisans et « gens de mestiers » ⁽³⁾, un peu au-dessus, se

(1) Au début du xve siècle, la ville de Reims comptait « xxv^{re} feux ou mesnages de gens » [*Factum du clergé*, (rédigé probablement entre le 16 octobre 1414 et le 27 juin 1416) (Varin, *Statuts*, I, p. 558, en note)]; à la fin du même siècle, l'agglomération rémoise groupait douze mille habitants [d'après un recueil d'ordonnances non datées (Varin, *Ibid.*, p. 847; en sous-note, Varin le date de 1495)].

(2) Les bourgeois laïques formaient environ les deux tiers de la population totale de Reims (Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Arch. adm.*, III, p. 116, en note).

(3) « ... il y a massons, charpentiers, parementiers, pannetiers, houeours et autres gens

placèrent les petits commerçants « marchands de cuirs, de draps, d'épices, de péleterie et autres denrées, taverniers et autres gens », dont le commerce rapportait bon an mal an, « en rentes de II^e ou III^e fr., plus et moins »; enfin, les « chevaliers de la nation de Reims, grans riches bourgeois », possédant jusqu'à « mille et cinq cens fr. » de rentes, « tant de leurs revenues comme de leur pratique et industrie », occupèrent le sommet de l'échelle sociale ⁽¹⁾. Ces derniers, sans bénéficier en droit des privilèges réservés aux gentilshommes, avaient peu à peu acquis une situation de fait égal à celle des nobles; de « grans signeurs chevaliers et escuiers » ne craignaient pas de s'unir aux filles de ces riches bourgeois ⁽²⁾. D'autre part, ceux-ci pouvaient posséder des fiefs, et cela dès le xiii^e siècle ⁽³⁾; à la fin du xiv^e siècle, beaucoup de bourgeois étaient vassaux de l'archevêque pour des fiefs dans sa mouvance et à Reims, tous les fiefs de l'archevêque étaient tenus à cette époque par des bourgeois de la ville ⁽⁴⁾; l'un d'eux était même suzerain de deux « escuiers », pour deux fiefs sis respectivement à Sillery et à Baconne, dans la seigneurie du premier pair de France ⁽⁵⁾. Chose assez curieuse, les fiefs possédés par des bourgeois ne comportent pas en général de droits de justice, les fiefs de juridiction semblent avoir été réservés en fait, sinon en droit, aux nobles. Toutes proportions gardées, les petits bourgeois, « marchans et gens de mestiers », ne paraissent pas non plus avoir eu à se plaindre de leur sort, tout au moins au xv^e siècle ⁽⁶⁾.

de mestiers;... ung ouvrier masson, charpentier, couvreur en toutes saisons, et ung houeuer en mars, gaigne trois ou quatre soulz, en autre temps XX deniers ou 11 s., tant soit petit ouvrier,... veu que le ouvrier a son vivre avec sa guangne. » [*Factum du clergé*, sans date, probablement du début du xv^e siècle (Varin, *Statuts*, I, p. 553, en note)].

⁽¹⁾ *Même factum* (Varin, *Ibid.*, p. 553, en note).

⁽²⁾ *Factum du clergé*, rédigé sans doute entre le 16 octobre 1414 et le 27 juin 1416 (Varin, *Statuts*, I, p. 558, en note).

⁽³⁾ Le plus ancien document faisant mention d'un bourgeois de Reims possesseur de fief est, à ma connaissance, un acte de vente de mars 1245, dans Varin, *Arch. adm.*, II, p. 99, en note. Des bourgeois de Reims tenaient également des fiefs à Sacy, en 1346 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi* I, document 173, p. 92) et à Villedommange, en 1384 (Robert, *Temporel : Déclaration du Temporel de la prévôté de Villedommange*, 2 décembre 1384, p. 67).

⁽⁴⁾ *Dénombrement du temporel de l'archevêque de Reims*, juin 1385 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 654, 655 et 656).

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 665.

⁽⁶⁾ Voir les deux factums déjà cités (Varin, *Statuts*, I, pp. 553, 558 et 559, en note).

PREMIÈRE SECTION

LES BOURGEOIS DE L'ÉCHEVINAGE

§ 1^{er}. — Sources de la bourgeoisie de l'Echevinage.

Au moyen âge, la naissance, le mariage et l'admission au nombre des bourgeois sont les principales causes d'acquisition de la bourgeoisie de l'Echevinage. L'enfant issu de père et mère bourgeois de l'archevêque est lui-même bourgeois de l'échevinage ⁽¹⁾; d'après M. Humbert, il faut de plus qu'il soit né à Reims ⁽²⁾. Au cas où l'un des parents seulement est bourgeois de l'archevêque, les textes ne précisent pas la condition de l'enfant. Cependant, l'enfant, né d'un bourgeois de l'archevêque et d'une « foraine », devait vraisemblablement suivre la condition de son père, par raison d'analogie, les coutumes de Reims admettant cette règle pour l'enfant né de père noble et de mère roturière ⁽³⁾. Dans le cas où la mère est bourgeoise et le père « forain », il n'y a pas de difficultés : l'enfant est lui-même bourgeois. En effet, et nous arrivons ainsi à une autre cause d'acquisition de la bourgeoisie de l'échevinage, le « forain », qui épouse une bourgeoise de l'archevêque, devient par le seul fait du mariage « bourgeois du corps de l'eschevinage », sous condition toutefois de « demourer » à Reims au ban de l'archevêque ⁽⁴⁾. Sans

(¹) « *Item*, se il se veult dire bourgeois,...il convient que il soit nez de la ville de Reins, de bourgeois, ou de bourgoise dudit arcevesque, et de l'eschevinage » [*Articuli archiepiscopi remensis, contra Scabinos remenses, supra facto majoris de Cultura. Per curiam concordati* (Varin, *Arch. adm.* II, p. 220, en note). Varin date cette pièce de novembre 1318 (*Ibid.*, p. 219, note 4). Voir également un *cahier* « rédigé en l'an commansant le jour des cendres, l'an M. CCCIIIP^x », 27 février 1381 (Varin, *Arch. adm.* III, p. 15, note).

(²) Humbert, p. 70.

(³) Voir *Supra*, p. 33.

(⁴) « *Item*,... par la coustume et usage de Reins, supposé que aucun ne soit mie de Reins, ne nez à Reins, et il viengne demourer à Reins par mariage [avec] une bourgoise de Reins, ou fille de bourgeois ou de bourgoise, tantost que le mariage est fait, il est bourgeois du corps de l'eschevinage de Reins, et a acquis par ce tel droit, franchise et liberté, comme à ung des bourgeois dudit eschevinage et nez d'icelle ville de Reins ». [*Raisons pour le procureur de l'eschevinage de Reins, et Symonnet Balli, collecteur des tailles dudit eschevinage, demandeur, contre Pierre le Bénéoit, varlet et mesureur des blez du sextaille de Reins, deffendeur et opposant*, année 1392 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 790, en note)].

doute, faut-il voir dans cette coutume une mesure destinée à favoriser le peuplement de Reims, à une époque où la population de la ville était encore peu nombreuse.

On pouvait encore acquérir la bourgeoisie de l'échevinage en obtenant des échevins des lettres de bourgeoisie, dont l'octroi était subordonné à certaines formalités et obligations, que devait remplir le forain qui voulait bénéficier des privilèges des bourgeois de l'archevêque. Il devait en premier lieu avoir domicile réel dans le ban, domicile caractérisé par la possession d'une maison, soit à titre de propriétaire, soit simplement comme locataire ⁽¹⁾. Aucune condition de temps de résidence ne semble avoir été exigée, tout au moins, les textes n'en font pas mention. Une fois nanti d'un domicile à Reims, le candidat à la bourgeoisie devait se faire « avanner », c'est-à-dire admettre au nombre des bourgeois par l'archevêque ou plutôt par son vicomte qui avait l'« avenation » dans ses attributions ⁽²⁾. Le vicomte recevait le forain et le présentait aux échevins « comme bourgeois ». Ceux-ci désignaient deux d'entre eux pour « s'informer de la vie et bonnes mœurs » de l'étranger ⁽³⁾.

« Presson le Cordier de Neuf-Chastel, demourant asson la Grant Marché, louy disant estre bourgoy de Reins à cause de sa fame qui fut fille M^e P. de Saint-Fiacre, masson, vint sénéfuer le vendredi après mi-quaresme, l'an M. CCC.LXXXI, qu'il estoit venus demourer à Reins, et que il se tenoit bourgoy de la terre Mgr. et du cors de l'eschevinage » (Varin, *Ibid.*, p. 15, note 1). Voir également un extrait des comptes de l'échevinage du 6 février 1353 au 26 février 1354 (Varin, *Ibid.*, p. 40, en note). Le même usage existait dans l'évêché de Verdun et dans le Luxembourg, pour les hommes de l'évêque ou du prince qui se mariaient à des bourgeoises des villes neuves, mais ils n'acquéraient la bourgeoisie qu'après une résidence d'un an et d'un jour dans « la villa » (Bonvalot, pp. 319 et 320).

⁽¹⁾ « Item, il convient, se il se veult dire bourgeois dudit eschevinage, et il ne l'est par la voie des susdite, que il soit demourans, couchans et levans, en la justice dudit arcevesque, pour mannage d'avoir maison qui seue soit, ou à louer qu'il tienne, où sa demourance soit » [*Articuli archiepiscopi remensis, contra scabinos remenses, supra facto majoris de Cultura. Per curiam concordati* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 220, en note)]. Les *Articuli* font de la « demourance » au ban de l'échevinage une cause spéciale d'acquisition de la bourgeoisie, au même titre que la naissance et l'avenation; avec M. Humbert, nous pensons que ce n'est qu'une des conditions, peut-être la plus importante, en tout cas une simple condition, nécessaires pour l'admission du forain au nombre des bourgeois (Humbert, p. 70, note 4).

⁽²⁾ « ... Quar il convient qu'il soit receuz, se il est personne foraine, par le viconte dudit arcevesque, laquelle recepte ou appelle avanner, et que li vicons le sénefe et fait savoir aus eschevins, que telle personne est avancée, et receue de par li à bourgeois » [*Articuli...* (Varin, *Ibid.*, p. 220, note)]. « Item, mondit seigneur, à cause de sadite vicomté, a droict de composer ou avancer (*sic, advenen?*) les habitans dudit Reins non bourgeois, qui veulent estre du nombre et corps de l'Eschevinage de Reims; et moyennant ce ils sont bourgeois, et jouissent des privileges dont les autres habitans bourgeois dudit Reims ont accoustumé de jouyr de toute ancienneté » [*Ordonnance des droits de la Vicomté de Reims de 1522*, déjà citée (Varin, *Coutumes*, p. 757, § 7)].

⁽³⁾ *Mémoire sur les droits de l'Échevinage, dressé par ordre des échevins en 1564* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 487, en note).

Si l'enquête était favorable, le forain était admis définitivement à la bourgeoisie par les échevins et « tenu et réputé bourgeois,... pareillement comme ceulx qui en sont de nativité » (1). « L'avenation » était obligatoire pour tout étranger qui voulait devenir bourgeois de l'archevêque, les échevins ne pouvaient recevoir comme bourgeois un individu qui ne leur aurait pas été présenté par le vicomte de l'archevêque (2). Par contre, ce dernier devait obligatoirement « recevoir » tous ceux qui désiraient se faire « avenner » et « les présenter aux-dis eschevins, comme leurs bourgeois » (3). Au xvi^e siècle, le forain « avenné » était présenté aux échevins par un « présentateur » des bourgeois, qui tenait registre de toutes les admissions à bourgeoisie accordées par les échevins (4). L'étranger qui voulait devenir bourgeois de l'échevinage devait payer à l'archevêque et à son vicomte un droit d'« avenation », dont le montant était, semble-t-il, laissé à l'arbitraire vicomtal (5); il devait également un droit de présentation au « présentateur » et un droit de réception aux échevins; en 1564, ces droits s'élevaient respectivement à 6 sous parisis, pour le « présentateur », et à 32 s. p., pour le corps de l'échevinage (6).

Le nombre des forains reçus annuellement bourgeois était assez élevé, tout au moins au milieu du xiv^e siècle. La plupart étaient

(1) *Commission au premier huissier en parlement pour maintenir les échevins dans leur droit de conférer la bourgeoisie*, 28 juin 1394 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 824).

(2) *Commission...*, 28 juin 1394 (Varin, *Ibid.*, pp. 824 et 825). Voir également la note p. 824, *Ibid.*

(3) « ... Après ce que yceulx estrangiez ou forains ont ainsy requis, ou requièrent, ladite bourgeoisie audit arcevesque..., ses gens... ne les puent ou doivent reffuser, ainçois les doivent bénignement et courtoisement recevoir; et les présenter aux-dis eschevins, comme leurs bourgeois » [*Commission...*, 28 juin 1394 (Varin, *Ibid.*, p. 824)].

(4) *Mémoire...* 1564 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 487, en note).

(5) *Ordonnance des droits de la Vicomté de Reims de 1522* (Varin, *Coutumes*, p. 757, § 7). *Mémoire...* 1564 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 487, note). En 1394, le vicomte refusait d'« avenner » deux individus qui lui offraient « 20 sous p. pour le droit de l'archevêque et le sien »; il réclamait à chacun d'eux 40 livres tournois! [*Commission...* 28 juin 1394 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 825, note)]. Les vicomtes de l'archevêque exerçaient la même prérogative sur les forains qui voulaient devenir bourgeois du chapitre et habiter en son ban; depuis un accord passé entre l'archevêque Albéric de Humbert et le chapitre, les vicomtes ne pouvaient exiger du candidat à la bourgeoisie du chapitre un droit d'avenation supérieur à 5 sous tournois; dans cette limite maxima ils étaient d'ailleurs libres de fixer à leur gré le montant du droit d'avenation [*Sententia arbitralis inter archiepiscopum remensem et capitulum prolata, de Francis servientibus, et avanagis et nonnullis aliis*, 23 décembre 1258 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 786)]. Voir également *Plaintes du chapitre au Pape, contre l'archevêque*, 13 septembre 1330 (Varin, *Ibid.*, II, p. 629). Les vicomtes ne se faisaient parfois pas faute d'exiger des sommes plus élevées [*Plaintes...*, 13 septembre 1330 (*Ibid.*, p. 629)].

(6) *Mémoire...* 1564 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 487, en note).

des villageois des environs de Reims ⁽¹⁾, l'attraction des villes se faisait déjà sentir à cette époque. Le bourgeois de l'échevinage ne pouvait être à la fois bourgeois de l'archevêque et bourgeois d'un autre seigneur, la coutume de Reims n'admettait pas, en effet, qu'on soit « bourgeois en deus lieux en un temps meymes » ⁽²⁾; il était d'ailleurs libre d'acquérir une nouvelle bourgeoisie pourvu qu'il ne fût pas en mainbournie ⁽³⁾, mais aucun texte ne précise à quelles conditions.

§ 2. — Privilèges des bourgeois de l'Echevinage.

Tout d'abord, les bourgeois de l'échevinage sont-ils sujets de l'archevêque? Des historiens rémois ont répondu à cette question par la négative et ont soutenu que « l'échevinage et la bourgeoisie étaient sans souverain dans la ville » ⁽⁴⁾. Sans parler de l'anomalie qu'aurait présentée une telle situation au moyen âge, tout, dans la condition des bourgeois de l'échevinage, comme nous le verrons en l'étudiant, est en contradiction avec cette prétention. J'invoquerai ici deux arguments seulement contre cette affirmation. La charte de 1182, véritable acte de naissance de la bourgeoisie de l'échevinage, n'émane-t-elle pas de l'archevêque Guillaume aux Blanches Mains, qui la concède à ses chers sujets, les habitants du ban de l'archevêque, « dilectis filiis et fidelibus suis, universis hominibus remensis in banno archiepiscopi consti-

⁽¹⁾ *C'est li papiers ou les bourgeois avennez, préseintez de par le viconte de Reins as eschevins de Reins, sont escripts et nommez...*, 6 décembre 1351 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 18, note 1). En 1352, on compte 71 admissions à bourgeoisie, en 1353, 65, en 1354, 122, en 1355, 195, dont 86 la semaine de Saint-Jean et 18 la semaine précédente [les locations d'immeubles se faisaient le plus souvent à Reims au 24 juin, fête de Saint-Jean-Baptiste (A. C. Reims, art. 291). Cet usage est encore en vigueur aujourd'hui], en 1356, 70, en 1357, 118, en 1358, 591, en 1359, 493 (*Ibid.*, p. 18, note 1).

⁽²⁾ *Répliques des échevins aux reproches de témoins que leur faisait le procureur de l'archevêque dans un procès entre l'archevêque et les échevins au sujet de l'affaire de Remy Grammaire et de Huel, fils de Droayn Munier*, courant de 1323 (Varin, *Arch. adm.* II, p. 353, en sous-note).

⁽³⁾ « Postmodum, cum idem Radulphus de Tribus Puteis aliqua proponeret, propter que eidem regi Navarre non debebat reddi, sicut dicebat, asserens se esse in ballo matris sue, burgensis Remensis, propter quod secundum consuetudinem ville Remensis, nullam poterat facere burgesium, sicut dicebat,... », Parlement de la Pentecôte 1265 (*Olim*, livre I, p. 607, n° XV).

⁽⁴⁾ Humbert, p. 69.

tutis ⁽¹⁾? Dans le cours du moyen âge, les échevins eux-mêmes reconnaissent qu'ils ne peuvent lever de tailles pour les besoins de l'échevinage sans le « congé » de l'archevêque et qu'ils lui doivent le « xx^e denier » de toute taille ainsi autorisée ⁽²⁾. N'est-ce pas là une des prérogatives d'un seigneur à l'égard de ses sujets ⁽³⁾?

Les privilèges politiques des bourgeois de l'échevinage ont leur origine dans la fameuse charte de 1182, appelée encore Willelmine dans l'histoire de Reims, du nom de son auteur l'archevêque Guillaume de Champagne ⁽⁴⁾. Esprit très libéral, Guillaume aux Blanches Mains concède à tous ses bourgeois, sans distinction, le droit d'élire, tous les ans, au début du carême, douze échevins, dont la principale fonction, la seule même dont parle *in terminis* la charte, sera de rendre bonne justice aux bourgeois ⁽⁵⁾. Tous électeurs, les bourgeois de l'échevinage sont également tous éligibles, sans condition de fortune ou de profession ⁽⁶⁾. Les bourgeois de l'échevinage semblent avoir conservé ce privilège dans son inté-

⁽¹⁾ *Charte de Guillaume de Champagne, rétablissant les échevins à Reims, 1182* (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 391 et s.).

⁽²⁾ « Et quant il convenoit faire dedens le ban (*de l'échevinage*)... aucunes tailles touchant ledit eschevinage seulement..., si comme pour leurs causes et procès démenner, leurs conseillers payer, et présens faire pour et en nom d'eulx, lesquelles ne touchoient point les autres habitans, ils (*les échevins*) estoient tenuz de le signifier, en prendre lettres à son bailli (*à l'archevêque*), et lui exposer la quantité et valeur d'icelles tailles, et après lui en payer le XX^e denier;... laquelle chose ilz avoient toujours fait..., et estoient prestz, si en riens lui en estoient encores tenuz, de lui en faire satisfacion. » [*Arrêt du parlement du 13 février 1386* (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 674 et 675)]. Voir également *Accord sur différents points en litige entre les échevins de Reims et l'archevêque*, 10 janvier 1392 (Varin, *Ibid*, III, p. 787) et *Arrêt du parlement du 17 septembre 1404* (Varin, *Statuts*, I, p. 382).

⁽³⁾ Voir également les arguments invoqués par M. Humbert contre la thèse de l'indépendance des bourgeois de l'échevinage à l'égard de l'archevêque, Humbert, pp. 69 et 70.

⁽⁴⁾ Une première charte de commune avait, à la vérité, été accordée aux rémois, en 1139, par le roi Louis VII, alors que le siège de Reims était en régence par suite du décès de l'archevêque Renaud II. Cette commune, formée à l'image de celle de Laon, n'eut qu'une existence éphémère. A la suite d'excès des habitants, elle fut supprimée, en 1140, à l'avènement de l'archevêque Samson à l'archiépiscopat de Reims (Humbert, pp. 11 à 20). La Willelmine ne fit à proprement parler que rétablir les anciens privilèges des bourgeois : « Nos siquidem hac inducti ratione, et considerantes obsequium ac devotionem quam, vos dilecti filii et fideles burgenses nostri, nobis hactenus libenter et liberaliter impendistis, consuetudines vobis ab antiquis retro temporibus collatas, sed mutatione dominorum aliquando minus servatas, auctoritatis nostre munimine vobis et posteris vestris duximus restituendas, et perpetuo confirmandas » (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 391).

⁽⁵⁾ « Volumus igitur quod scabini civitati restituantur, qui communi assensu omnium vestrum de bannalibus nostris duodecim electi vobis praesentabuntur, et singulis annis in capite jejunii renovabuntur... » [*Charte de 1182* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 391)].

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 391. Voir également « *Arrestz obtenuz par les eschevins de Reims confirmatifz de la jurisdiction du-dit eschevinage* » (Varin, *Statuts*, II, p. 33).

gralité pendant une bonne partie du moyen âge ⁽¹⁾. Mais, au milieu du xv^e siècle, apparaissent de sensibles modifications. Les échevins ne sont plus élus par tous les bourgeois de l'échevinage, mais seulement par les échevins sortants et « plusieurs des habitans dudit Reims », cette expression désignant, au dire de M. Humbert, les notables, c'est-à-dire les individus astreints à la taxe des pauvres ⁽²⁾. Enfin, au xvii^e siècle, sont seuls électeurs les notables « inscrits au rôle de la garde de jour » ⁽³⁾. Le droit d'éligibilité semble avoir été restreint bien plus tardivement ; en tout cas, ce n'est qu'à la fin du xvi^e siècle qu'une conclusion du Conseil de ville vint décider que désormais pourraient seulement être élus échevins les notables « natifs de ladite ville » ; par là étaient exclus des fonctions échevinales tous les bourgeois « avennés » admis à la bourgeoisie ⁽⁴⁾.

La charte de 1182 avait laissé dans l'ombre un point important : les bourgeois de l'échevinage pouvaient-ils ou non former une commune ? Quelle qu'ait été la pensée intime de Guillaume de Champagne en octroyant la Willelmine, les textes nous apprennent que les échevins firent rapidement reconnaître l'existence de la commune de l'échevinage, tout au moins dans une de ses prérogatives essentielles, le droit de sceau. Dès 1280, le procureur de l'archevêque contestant une procuration des échevins, parce que, disait-il, l'échevinage ne pouvait avoir de sceau, n'étant pas « cors ni commugne », ne voulut pas « attendre jugement » et « reciut la procuration des eschevins » ⁽⁵⁾. De nombreuses sentences postérieures rendues par différentes juridictions admirent toutes comme authentique le sceau de l'échevinage ⁽⁶⁾. Par là même l'existence de la commune rémoise était ainsi reconnue.

Lorsque, au xiv^e siècle, fut créé le Conseil de ville, nouveau corps municipal représentant les habitants de tous les bans de Reims

⁽¹⁾ Ce privilège subsistait encore, tel que l'avait établi la Willelmine, en 1348 : « *Item, est accoustumés,...* que les eschevins, chascun an, soit esleuz par les bourgeois demourans au ban dudit arcevesque; et ne les puet lidis arcevesque refuser qu'il ne soient eschevins. » [*Articles pour le procureur du roy et les eschevins de Reims contre l'arcevesque de Reims pour raison de l'estat de l'eschevinage* (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 1198, note)].

⁽²⁾ Humbert, pp. 76 et 79, note 2.

⁽³⁾ Humbert, p. 80.

⁽⁵⁾ *Conclusion du Conseil de ville du 4 janvier 1558, homologuée par arrêt de règlement du 23 août 1595* (Varin, *Statuts*, II, pp. 334 et 335).

⁽⁴⁾ *Premier arrêt rendu par le parlement de Paris, sur l'interprétation de la Willelmine*, 16 janvier 1280 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 966 et 967). Voir également sur l'existence de la commune, Humbert, pp. 24 et s.

⁽⁵⁾ Varin, *Arch., adm., passim*. Cf. A. C. Reims, art. 293; N. C. Reims, art. 178.

⁽⁶⁾ Sur les origines du Conseil de ville, sa création par lettres-patentes du régent du 9 septembre 1358, ses attributions, le mode d'élection des conseillers, voir Humbert, pp. 43 à 57 et ps. 99 à 110.

et non plus seulement, comme l'Échevinage, ceux du ban de l'archevêque, chargé primitivement des seules affaires intéressant la défense de Reims et dont les attributions s'étendirent par la suite à « tous les affaires communs d'icelle ville » ⁽¹⁾, les bourgeois de l'échevinage eurent, avec les autres bourgeois de Reims, le droit d'en désigner les membres. Originellement, tout bourgeois était électeur et éligible ⁽²⁾. Par la suite, eurent seuls droit de vote, à partir du x^v^e siècle, les notables « faisans et représentans la plus grant et saine partie des habitans séculers d'icelle ville et cité de Reins, tant en facultés de biens comme de scens et puissance » ⁽³⁾. La même conclusion qui apportait des restrictions à l'éligibilité des échevins écarta également du Conseil de ville tous les bourgeois non notables et non originaires de Reims ⁽⁴⁾.

En matière judiciaire, la charte de l'archevêque Guillaume accordait aux bourgeois de l'échevinage d'importants privilèges. Tout d'abord, elle leur reconnaissait un privilège de juridiction : les bourgeois de l'archevêque avaient le droit d'être jugés, en première instance, par leurs pairs, c'est-à-dire par les échevins, en toute affaire civile ou criminelle ⁽⁵⁾ ; la Willelmine ne réservait à la justice ducale que les cas de meurtre, de vol et de trahison et encore à condition que le délinquant fût pris en flagrant délit ⁽⁶⁾. Il ne faudrait cependant pas croire que le tribunal échevinal formait une juridiction complètement séparée de celle de l'archevêque. D'après les nombreux documents qui nous sont parvenus, entre autres les jugements rendus par l'échevinage, dont les plus anciens datent du milieu du xiii^e siècle, les échevins ne sont que de simples assesseurs du bailli ou du prévôt de l'archevêque, ils forment, si l'on veut, un « jury » ⁽⁷⁾, à la fois civil et criminel, chargé uniquement de rendre la sentence, le bailli ou prévôt ducal ayant seul la direction des débats ⁽⁸⁾. Seuls, les officiers de l'archevêque ont

⁽¹⁾ *Eslection des conseillers et eschevins*, 28 novembre 1425 (Varin, *Statuts*, I, p. 574).

⁽²⁾ Humbert, p. 99.

⁽³⁾ *Eslection...*, 28 novembre 1425 (Varin, *Statuts*, I, p. 574).

⁽⁴⁾ *Conclusion par laquelle les artisans sont exclus des charges municipales*, 4 janvier 1588 (Varin, *Statuts*, II, pp. 334 et 335).

⁽⁵⁾ « ... Volumus igitur quod scabini civitati restituantur, ... et jurabunt quod vos justodijudicabunt iudicio, ... » [*Charte de 1182* (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 392 et 393)].

⁽⁶⁾ « ... Ad haec si quis bannaliū nostrorum furtum, vel murtrum vel proditionem commiserit, et forisfactum manifestum fuerit, ipsi et res ipsius in voluntate nostra erunt... » [*Charte de 1182* (*Ibid.*, p. 394)].

⁽⁷⁾ Humbert, p. 123.

⁽⁸⁾ *Juge. echev.*, de 1248 à 1233. *Plaids en baillie et en prévôté*, de 1332 à 1392; *plaids en baillie* de 1394 à 1496; *plaids en prévôté*; de 1400 à 1516 (Varin, *Arch. adm.*, II et

l'initiative des procès, dans les causes où l'on agit d'« office »; c'est uniquement par leurs sergents que les plaideurs sont ajournés; seuls, les bailli et prévôt de l'archevêque peuvent « arrêter » les délinquants; ils ont seuls le droit d'exercer les mesures de contrainte et d'exécution des jugements ⁽¹⁾; mais, tout acte judiciaire ou extra-judiciaire, réservé en propre aux officiers de la justice ducal et où est impliqué un bourgeois de l'échevinage, nécessite, pour être valable, la présence des échevins ⁽²⁾.

Cette règle générale souffrait toutefois deux genres d'exception : d'une part, dans certaines affaires, les bourgeois de l'échevinage sont jugés par les officiers de l'archevêque sans l'assistance des échevins. Outre les hypothèses de meurtre, de vol et de trahison prévues par la charte de 1182, il en est encore ainsi dans toute matière touchant aux fiefs de l'archevêque; en ce cas, la cour des « Francs-hommes » est seule compétente, même si le plaideur est un bourgeois de l'échevinage ⁽³⁾. Surtout, les bourgeois de l'échevinage ont la faculté de renoncer à leur privilège de juridiction

III, *passim*). Les formules « drois fu diz des eschevins », « Eschevin dirent par droit », « il fut dit par droit d'eschevins », reviennent pour ainsi dire à chaque jugement. La demande en justice est toujours faite au bailli ou au prévôt de l'archevêque. Voir également *Articles pour le procureur du roy et les eschevins de Reins, contre l'arcevesque de Reins, pour raison de l'État de l'eschevinage*, 1348 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 1198, note).

⁽¹⁾ « ... dient lidit eschevin... que lidit eschevin ont à garder et exerciter les choses contenues en leurs chartres, les usaiges et coustumes de la ville, la congnoissance et le jugement des cas qui aviennent à Reins, et qui à jugier sunt en la court dudit arcevesque, des bourjois dudit ban et eschevinage, et des héritaiges estans à Reins en dit ban, et en la banliue, en la jurisdiction dudit arcevesque; excepté murtre, larrecin, et trayson, tant seulement notoire et manifest; et l'exécution appartient audit arcevesque. *Item*, que lidit eschevin n'ont en ladite ville, ne à leur office n'appartient à faire prinse, arrest, contrainte ne correction aucune; ainsois appartient audit arcevesque, à son bailly, et à ses autres gens. *Item*, que se aucunes malefassons sont faites en ladite ville, en la justice dudit arcevesque, soit as eschevins, ou à aucunes singulères personnes, la congnoissance et le jugement en appartient as-dis eschevins, en la court dudit arcevesque; et se il y affiert correction, ou contrainte par ledit arcevesque, ou par ses gens, doit estre fait; et par le roy no sire, quant il en est défailans ». [*Articles pour les eschevins de Reins, contre le procureur du roy, et contre l'arcevesque de Reins, pour tant comme à chacun touche, de la demande de XXX^m liv. par; ...*, 1327 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 442, note)].

⁽²⁾ [Commission] pour la possession de redemander les bourgeois de l'eschevinage, 19 juillet 1345 (*ajournement du coultumax avant prononcé du bannissement*), (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 961). Voir également *Ibid.*, p. 964. Mise en liberté provisoire d'un délinquant, *Plaids en baillie et en prévôté*, 1333-1335 (Varin, *Ibid.*, p. 673, en note). Procédure de saisie immobilière, 19 août 1348, *Plaids en baillie et en prévôté* (Varin, *Ibid.*, p. 1181, en note).

⁽³⁾ *Arrestum per quod effectualiter dictum fuit quod baillivus remensis et homines feudales archiepiscopi, in sua curia judicantes, habere debent jurisdictionem super burgensibus remensibus pro juribus panelarii remensis, et destructione furnorum sine licencia panelarii constructorum*, 5 juillet 1404 (Varin, *Statuts*, I, pp. 364 et s.).

et d'accepter le jugement du bailli ou du prévôt ducal, « ce que peuvent faire les bourgeois quand ils le veulent » (1). D'autre part, dans les litiges intéressant la voirie de Reims, les bourgeois de l'archevêque sont justiciables des seuls échevins formant ici un véritable tribunal, dit du Buffet, aux séances duquel sont exclus les baillis, prévôts et plus généralement tous officiers de justice de l'archevêque (2).

Les bourgeois de l'échevinage conservèrent ce privilège de juridiction pendant presque toute la durée de l'ancien régime. Un moment même, à la suite d'un arrêt du parlement de Paris, intervenu en 1541, les échevins connurent « des causes, procès et instances civiles et criminelles » de leur compétence, « seulz », et se comportèrent alors comme des juges véritables (3). Mais, un siècle plus tard, à la suite de deux transactions passées entre l'archevêque et le Conseil de ville, les échevins redevinrent ce qu'ils avaient été antérieurement : de simples assesseurs du bailli ou du prévôt ducal (4). La transaction de 1670, rendue sur l'arbitrage de Colbert, décida même que les juges archiépiscopaux connaîtraient de toutes causes des bourgeois de l'échevinage, sauf si ceux-ci réclamaient leur renvoi devant les échevins (5). La même transaction réservait une audience spéciale par semaine pour « les jugements d'échevins » (6). Mais, soit par apathie, soit par négligence, soit pour toute autre raison, les échevins ne vinrent plus siéger aux côtés des officiers de l'archevêque, aux audiences du mercredi qui leur étaient réservées (7). Aussi, quelques années plus tard, une ordonnance du conseil de l'archevêché du 10 mai 1726, supprima-t-elle l'audience du

(1) Cédule donnée par les échevins, selon l'appointement de MM. de Parlement en la cause pendante entre l'archevêque et les échevins, tant pour ceux que les officiers de l'archevêque détiennent prisonniers, que de tous autres qui, par bailli, peuvent être emprisonnés, contrairement aux chartes et arrêts, an. 1409, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 780, note 1). Voir aussi *Articuli archiepiscopi remensis contra scabinos remenses, supra facto majoris de Cultura. Per curiam concordati*, vers 1318 d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 221, note).

(2) Humbert, pp. 138 et s.

(3) Arrêt provisionnel du parlement de Paris du 5 décembre 1541 (Varin, *Statuts*, II, pp. 28 et s.).

(4) Transaction avec M. l'archevêque portant abandon de plusieurs beaux droits de l'échevinage, 25 juin 1639 (Varin, *Statuts*, II, pp. 552 et s., note). Transaction entre l'archevêque et le Conseil de ville relativement à la juridiction de l'échevinage, 11 mars 1670 (Varin, *Ibid.*, pp. 910 et s.). L'échevinage avait été réuni au Conseil de ville par un arrêt du Conseil d'État du 19 janvier 1636 (Varin, *Ibid.*, pp. 548 et s.).

(5) Transaction de 1670 (Varin, *Ibid.*, p. 922). Un arrêt du parlement du 25 août 1398 avait déjà jugé dans le même sens (Varin, *Ibid.*, p. 38, note).

(6) *Ibid.*, p. 922.

(7) Bidet, *Histoire de l'échevinage*, extraits dans Varin, *Statuts*, II, pp. 910 et s.

mercredi des rôles des tribunaux archiépiscopaux ⁽¹⁾. Ainsi disparaissait ce privilège séculaire des bourgeois de l'échevinage, par la faute des successeurs de ces échevins qui, durant tout le moyen âge, avaient veillé avec un soin jaloux à sa conservation ⁽²⁾!

Toujours dans le domaine judiciaire, la Willelmine concédait aux bourgeois de l'échevinage une autre prérogative, qu'on rencontre également dans d'autres chartes du moyen âge ⁽³⁾ : c'était le privilège de « récréance » ou de « mise en liberté provisoire sous caution » ⁽⁴⁾, accordé à tout bourgeois en matière pénale. Si l'inculpé possédait « héritage » à Reims, il devait « donner plèges » de comparaître en justice; s'il n'en pouvait trouver, sa « foi » suffisait; s'il n'avait pas de propriété immobilière à Reims, il était dans l'obligation de fournir « ostages »; au cas où il ne pouvait en rapporter, il était alors seulement « détenus pris » ⁽⁵⁾. Ces dispositions ne s'appliquaient d'ailleurs qu'au cas d'infractions de la compétence de l'échevinage. Cependant, dans les hypothèses réservées par la charte à la justice archiépiscopale, si la chose était « en doute », il y avait encore lieu à récréance, à charge par le bourgeois inculpé de donner « ostages », il n'était maintenu prisonnier que s'il n'en pouvait avoir ⁽⁶⁾. En procédure pénale également, lorsqu'un bourgeois de l'échevinage était poursuivi « d'office » par le bailli ou le prévôt de l'archevêque, pour une infraction dont le jugement n'était pas réservé en propre à la justice ducale, et qu'il niait le fait, l'officier de l'archevêque ne pouvait faire la preuve du délit que par enquête d'échevins. Faute de cette preuve, le bourgeois inculpé devait être admis à « passer » par son « escondit » ⁽⁷⁾,

⁽¹⁾ Bidet, *Ibid.*, p. 913, note.

⁽²⁾ Les échevins conservèrent cependant leur juridiction du « Buffet », à laquelle la transaction de 1670 n'avait pas touché [*Transaction de 1670* (Varin, *Ibid.*, p. 923)]. Sur la juridiction de l'échevinage, voir Humbert, p. 120.

⁽³⁾ Notamment en Berry (E. Chénon, *Les jours de Berry au parlement de Paris*, de 1255 à 1328, p. 339).

⁽⁴⁾ Humbert, p. 129. Le privilège de récréance s'appliquait également aux biens, on ne pouvait les saisir avant l'issue du procès [*Charte de 1182* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 393)].

⁽⁵⁾ *Charte de 1182* (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 393 et 394). Le texte de cette charte rédigée en langue vulgaire (d'après Varin, cette traduction serait très peu postérieure à la charte elle-même) est ici beaucoup plus précis que l'original, écrit en latin.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 394. Voir également *Articles pour Thierry Audrenas, bourgeois de Reims, contre monsigneur l'archevêque de Reims, et contre son prévost de ladite ville*, vers 1348 d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 1222, en note et Humbert, pp. 128 et 129). Sur les conflits qui s'élevèrent entre les officiers de l'archevêque et les échevins à propos de cette disposition de la Willelmine, voir Humbert, pp. 129 à 134.

⁽⁷⁾ *Juge. échev.*, an 1309 (Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 94 et 95); acte du 14 septembre 1341 (Varin, *Ibid.*, p. 859). *Plaids en baillie et en prévôté*, 30 avril 1344 (Varin, *Ibid.*, p. 904,

autrement dit, il était renvoyé des fins de la poursuite en affirmant sous serment prêté en forme solennelle qu'il n'était pas l'auteur du cas qu'on lui reprochait.

Sous le rapport du droit privé, les bourgeois de l'échevinage forment également une classe privilégiée. Les bourgeois de l'archevêque sont affranchis de toute trace de servitude; comme tels, ils peuvent se marier avec toute personne, sans avoir à payer le droit de formariage à l'archevêque. En cas de décès, leurs biens passent à leurs héritiers sans mainmorte au profit du seigneur ⁽¹⁾. Bien plus, les bourgeois de l'échevinage sont exempts du droit de bourgeoisie, redevance caractéristique de la condition de bourgeois, envers l'archevêque, leur suzerain ⁽²⁾. Les héritages qu'ils possèdent dans l'« encloz de la cité » ne doivent ni droit de cens ni droit de ventes à l'archevêque, bien que la seigneurie du fonds lui appartienne; les bourgeois les tiennent comme en « franc alleu » ⁽³⁾. Les bourgeois de l'échevinage jouissent également du privilège d'« arrest » sur la personne ou les biens, à leur choix, de leur débiteur forain « non demeurant audit Reims » ⁽⁴⁾. Déjà usité

en petits caractères), *Plaids en baillie et en prévôté*, du 5 mai 1348 au 11 septembre 1349 (Varin, *Ibid.*, p. 1184, note). Sur la procédure d'escondit voir *Coulumier G. de Montfaucon*, art. 76 et 77 et A. C. Reims, art. 285 *bis* et aussi Varin, *Statuts*, I, pp. 11 et s.

⁽¹⁾ « ... licet insuper dicti burgenses et subditi banni et scabinatus predictorum, essent in possessione et saisina manendi seu moram trahendi sub dicto archiepiscopo, in banno et scabinatu predictis, cum plena et libera facultate matrimonium cum quacunque muliere soluta, et ubilibet eis placeret impune contrahendi, absque forismaritagio, manumortua, vel aliqua qualibet servitute dicto archiepiscopo propter hoc exsolvendis, sem eciam faciendis vel prestandis, et iudeu conquerentes (*les échevins*) manutenedi et conservandi burgenses suos predictos in franchisia et libertate ante dictis » [*Interlocutorium in causa forismaritagii inter archiepiscopum et scabinos remenses ventilata*, 8 juin 1375 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 400)].

⁽²⁾ « Il y a encore aultre chose à notter touchant les droictz et franchises des habitans dudict Reims, quy est qu'ilz ne sont chargés d'aucunnes servitudes envers l'archevesque, à cause de la seigneurie temporelle, soient des droictz de bourgeoisie pour leurs personnes... » (Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 243 et 244, note). Un document de la fin du XIII^e siècle fait cependant mention d'un droit de bourgeoisie qui aurait été dû à l'archevêque par tous les habitants de Reims : « *Item, quod habet dominus remensis de recognicione super quemlibet burgensem S. Remigii tres denarios pro burgesia, sicut habet ab illis de Remis* » (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1060, note). Avec Varin, nous pensons qu'il s'agit ici des 3 deniers de droit de « ventes », dus au duc de Reims, par tous les bourgeois de l'agglomération rémoise, en échange de l'exemption du droit de tonnieu. A Châlons, le droit des « grands thonneux » dû à l'évêque par les habitants de son ban est aussi qualifié de droit de bourgeoisie (*Cart. Châlonnais*, p. 68).

⁽³⁾ Voir *Infra*, p. 243.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 298. Ce privilège compète également aux bourgeois des autres bans et plus généralement à tout individu, même non demeurant à Reims, mais qui y a contracté avec un forain. Le créancier non résidant à Reims doit en principe fournir caution et élire domicile à Reims; s'il ne peut « bailler » caution, il est lui-même « mis en arrestz » (art. 298 *bis*). La prise de corps est interdite sur le forain, clerc ou noble; l'« arrestz » de biens n'est pas permis non plus contre le clerc « solut » (art. 298).

en 1182 ⁽¹⁾, mentionné aussi dans le *Liber practicus* ⁽²⁾, cet antique privilège avait pour unique effet de rendre compétente, à l'égard du forain, la juridiction du lieu de l'« arrestz », normalement incompétente en raison du caractère personnel de la demande ⁽³⁾. Le forain pouvait, semble-t-il, éviter l'« arrestz » en acceptant, avant la saisie, d'être cité devant la justice du lieu où la dette avait été contractée ⁽⁴⁾.

Enfin, dans le dernier état du droit coutumier rémois, les bourgeois de l'échevinage, comme tous autres bourgeois, ont le droit d'exercer la « garde bourgeoise » sur les biens de leurs enfants mineurs ⁽⁵⁾. Mais, comme dans la coutume de Dourdan, la garde bourgeoise de la nouvelle coutume de Reims « n'est, sous une étiquette trompeuse, qu'une simple tutelle comptable » ⁽⁶⁾. D'ailleurs, bien avant la création de la garde bourgeoise, la pratique testamentaire avait trouvé moyen de conférer en fait aux bourgeois de Reims tous les avantages de la garde noble, réservée par la coutume aux parents nobles seulement : le parent survivant se voyait attribuer par le testament du parent prédécédé la mainbournie de ses enfants. Le testateur dispensait son conjoint de rendre compte et, en revanche, le chargeait de nourrir et d'entretenir ses pupilles, jusqu'à leur majorité ⁽⁷⁾.

En matière économique, les bourgeois de l'échevinage sont, dès le moyen âge, exempts du droit de portage, lorsqu'ils passent aux

⁽¹⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 404.

⁽²⁾ *Consuetudo remensis que pro jure servatur*, art. 20 (*Liber practicus*, p. 38).

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 298.

⁽⁴⁾ Du moins, on peut l'inférer d'un passage assez obscur de la coutume du *Liber practicus* : l'article 20 décide en effet que le créancier ne doit pas de dommages-intérêts au forain, au cas où l'arrêt aurait été fait à tort, « quod est valde iniquum », dit l'auteur du coutumier, qui s'empresse d'ajouter « Sed inde ab initio poterit remem (*sic, remedium?*) apponere ». Ce remède n'aurait-il pas consisté pour le forain à laisser porter le litige devant le juge du lieu de passation du contrat? (*Liber practicus*, p. 38).

⁽⁵⁾ N. C. Reims, arts. 330, 333, 334.

⁽⁶⁾ Olivier-Martin, I, p. 185, note 3.

⁽⁷⁾ « ... volens insuper, praecipiens, et ordinans ipsa Sibilla, quod praedictus Jehessonius filius suus, donec idem Jehessonius ad aetatem pervenerit legitimam, sub maniburnia, custodia et tutela praedicti Johannis patris sui, sic remaneat et existat, ita tamen, et etiam sub hac forma, quod idem pater, eodem (*sic*) Jehessonio filio suo, vel alii seu aliis, de his quae de bonis ejusdem filii sui, per se vel per alios, receperit, levaverit vel habuerit, rationem nullam reddere teneatur, nec etiam tenebitur in futurum; et ita etiam quod idem Johannes pater, praedicto Jehessonio filio suo, quandiu sub maniburnia, custodia et tutela ejusdem patris sui remanebit et erit, vitae necessaria in omnibus, tam in vita, quam in vestitu, sufficienter, praemissis medientibus, administret et administrare teneatur; quod se facturum promisit dictus Johannes, bona fide, in praesentia clerici supradicti » [*Testament de Sibille, femme de Jean de la Panse, bourgeois de Reims*, 14 mai 1287 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1022)].

portes de la ville; il en est de même pour leurs serviteurs et pour les marchandises importées ou exportées par eux ⁽¹⁾. Ils peuvent installer sur la voie publique des « étaux » et y vendre « diverses espèces de mercerie,... et autres menues denrées », sans payer aucune redevance à l'archevêque ⁽²⁾. Eux seuls jouissent de ce droit, semble-t-il; en tout cas, les marchands étrangers ne peuvent s'établir à leur place. Les bourgeois de l'échevinage ont le monopole de faire les opérations de change des monnaies dans la « loge au change », sans doute le marché cambiste officiel de l'époque; en échange, ils doivent à l'archevêque un droit de trécens pour toute opération effectuée ⁽³⁾. Les forains ne peuvent faire le change qu'« en leur maison, à fenestre ouverte » et probablement avec l'autorisation de l'archevêque ⁽⁴⁾. Les bourgeois de l'échevinage ont encore le privilège de vendre le vin au détail, au prix qu'ils veulent, sans être autorisés du prévôt de l'archevêque ⁽⁵⁾. Ils sont également exempts du droit de tonnien, impôt dû au vicomte de l'archevêque, sur tout achat ou vente de diverses denrées ou marchandises fait à Reims, pourvu que la transaction excède « en prix principal la somme de six deniers parisis. » ⁽⁶⁾. Primitivement, les bourgeois de l'archevêque n'étaient, semble-t-il, exonérés du tonnien qu'à charge de payer au vicomte archiépiscopal une rente annuelle et personnelle de trois deniers parisis, dits « deniers de vente », payable en principe à la Saint-Martin d'hiver ⁽⁷⁾. Mais, à la

⁽¹⁾ *Mandement du roi au bailli de Vermandois, pour conserver aux bourgeois de Reims le privilège de n'acquitter aucun droit de portage, en sortant de la ville ou en y entrant*, 20 janvier 1346 (Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, II, p. 979).

⁽²⁾ *Commission au bailli de Vermandois pour ajourner en parlement le prévôt de l'archevêque, qui a fait enlever les étaux des bourgeois de l'échevinage...*, 9 mars 1348 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 1168). Le prévôt, dit Varin, avait permis à des marchands étrangers de s'établir à la place de ceux de l'échevinage.

⁽³⁾ Varin, *Arch. adm.*, III, p. 84, note, acte de 1356. Voir également *Charte de 1182*, Varin, *Arch. adm.*, I, p. 394.

⁽⁴⁾ Varin, *Arch. adm.*, III, p. 84, en note.

⁽⁵⁾ *Arrêt interlocutoire du parlement qui maintient les échevins et bourgeois dans le droit de vendre leur vin en détail, l'archevêque et son prévost prétendant qu'ils ne pouvaient le vendre plus de 6 d. le pot sans congé*, 19 mai 1363 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 26). Voir aussi Varin, *Ibid.*, pp. 198 et 199. Ce privilège était de date récente, car, dans les premières années du xiv^e siècle, c'était une coutume notoire à Reims que nul ne pouvait vendre le vin plus de 6 deniers le pot [*Juge échev.*, an. 1303 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 39)].

⁽⁶⁾ *Accord de 1522 entre l'archevêque et les habitants de Reims sur les droits de la Vicomté* (Varin, *Coutumes*, pp. 746 et 747). Voir les objets soumis au droit de tonnien et les tarifs perçus en 1522, *Ibid.*, pp. 748 et s., § 6. Pour les objets imposés et le montant des droits, à la fin du xiv^e siècle, voir *Ibid.*, pp. 741 et s., en note.

⁽⁷⁾ « ... Et les habitants de la ville et fauxbourgs (*de Reims*), ... doivent, au lieu de tonnien, 3 d. par an, des choses qu'ils vendent et achètent; ... » [*Réponse de l'archevêque à une plainte du chapitre au sujet du droit de tonnien*, an. 1309 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 91, note)].

fin du ^{xiv}^e siècle, certains bourgeois, soutenus par les échevins, prétendant qu'ils en étaient affranchis, refusèrent de la payer et l'archevêque dut faire appel à l'autorité royale pour maintenir son vicomte en possession de lever les trois deniers de vente ⁽¹⁾. Nous ne savons malheureusement pas comment le Parlement de Paris, devant qui l'affaire avait été portée, trancha le différend; peut-être, d'ailleurs, n'y eut-il jamais d'arrêt rendu ⁽²⁾? Quoi qu'il en soit, les bourgeois de l'échevinage sont, en 1522, nommément exemptés des « deniers de vente » ⁽³⁾. Enfin, tout au moins au ^{xvi}^e siècle, les bourgeois de l'archevêque ont le privilège de ne pas payer droit de stellage au vicomte de Reims, pour les grains et farines, provenant de leur « creu », mesurés et vendus « en leurs greniers ou maisons, soit qu'ils tiennent de louage, ou autrement, ou qu'ils y demeurent, ou non. » ⁽⁴⁾.

§ 3. — Charges des bourgeois de l'Echevinage.

Les charges qui grèvent les bourgeois de l'archevêque découlent de leur double qualité : sujets du duc de Reims, ils sont astreints envers lui aux obligations dérivant du régime seigneurial, membres du « corps » de l'échevinage et habitants de Reims, ils sont tenus de toutes les prestations nécessitées par l'administration et la défense de la ville. A partir du règne de Charles VII

⁽¹⁾ *Exploit d'un sergent du roi, gardien de l'archevêque de Reims, pour maintenir ses officiers dans le droit de lever trois deniers de ventes par an sur chaque bourgeois de l'Echevinage*, 10 nov. 1393 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 819). Voir également Varin, *Ibid.*, p. 777 et Rogier dans Varin, *Ibid.*, p. 778, note.

⁽²⁾ « On ne trouve point de jugement rendu sur ladite opposition », dit Rogier, *Ibid.*, p. 778, note.

⁽³⁾ *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 756, § 1). Au ^{xiv}^e siècle, l'on semble avoir perdu de vue l'identité des droits de tonnieu et de ventes, le droit de ventes n'étant absolument qu'un tonnieu fixe et forfaitaire, plus avantageux (Voir l'accord de 1522, *Ibid.*, pp. 747, § 1 et 756, § 1).

⁽⁴⁾ *Accord de 1522...* (Varin, *Ibid.*, p. 746). « Tous ceux qui vendent grains, farines, ou gruyes, en la ville de Reims » sont tenus de faire mesurer leur marchandise à la vicomté de Reims. Pour cela, le vicomte prend un droit de stellage de deux « escuelles » pour un « septier », d'une escuelle pour une « mine » et d'une « demi-escuelle » pour un « quartel »; le quartel de blé contenait quatorze escuelles et celui d'avoine, dix-sept [*Accord de 1522...* (Varin, *Ibid.*, p. 745)]. Ce droit de stellage, sous le nom de « sesterlage », figure déjà au nombre des redevances dues à l'archevêque en 1182 [*Charte de 1182* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 394)]. D'après Varin, l'étymologie de ce mot serait la suivante : « A sextario mensura frumenti remis » (Humbert, p. 24, note 4).

il faut de plus ajouter à ces charges les impositions dues au roi de France, à titre de sujets de ses bonnes villes ⁽¹⁾.

Sujets de l'archevêque, les bourgeois de l'échevinage sont tenus, avec les habitants des châtellenies archiépiscopales, de rembourser à leur seigneur les dépenses des sacres. Véritable droit de gîte perçu par le roi lorsqu'il vient à Reims pour se faire sacrer, les frais faits à l'occasion des couronnements incombent uniquement au duc de Reims, qui en est seul tenu vis-à-vis du roi ⁽²⁾. Mais, suivant la pratique du droit féodal, l'archevêque a le droit d'en demander le remboursement à ses sujets ⁽³⁾. Anciennement, le duc de Reims ne semble pas avoir usé de cette faculté, tout au moins à l'égard des bourgeois de l'échevinage ⁽⁴⁾. Mais, pendant une vacance du siège archiépiscopal, alors que venait d'avoir lieu le sacre de Philippe le Hardi, les régaleurs voulurent lever sur les bourgeois de l'archevêque une partie des dépenses du sacre. Les échevins, au nom des bourgeois, s'y opposèrent et portèrent plainte au roi. Celui-ci renvoya l'affaire devant le bailli de Vermandois, qui, après enquête, débouta l'échevinage par jugement du 25 juin 1272 ⁽⁵⁾. Les échevins n'acceptèrent pas sans protestations ce nouvel état de choses. Pendant cinquante ans, ils vont être en procès continuels avec l'archevêque et le roi lui-même, au sujet du paiement des frais des sacres ⁽⁶⁾. Les circonstances ne sont d'ailleurs pas en faveur des bourgeois de l'archevêque : au début du XIV^e siècle, les rois ne font que se succéder sur le trône de France ; en l'espace de sept ans, Reims voit les cérémonies de trois sacres se dérouler dans ses murs ⁽⁷⁾ ; aussi conçoit-on l'âpreté combative des échevins à faire exonérer leurs bourgeois du lourd tribut des dépenses des couronnements.

⁽¹⁾ Sur cette matière, voir Varin, *Statuts*, I, pp. 456 et s., note.

⁽²⁾ « ... Curia predicta placitorum precepit quod, pro solutione dictarum expensarum ballivus Viromandensis recursum habeat ad archiepiscopum predictum... » [*Arrêt du 1^{er} août 1317* (*Olim.*, II, p. 637, n^o XII)].

⁽³⁾ « ... et, si dictus archiepiscopus super hoc velit recurrere ad dictos scabinos et cives remenses, vel alios, quos ipse dicat teneri contribuere in expensis predictis, et debatum super hoc inter eos oriatur, curia predicta, ... super hoc exhibebit eisdem celeris justicie complementum » (*même arrêt*).

⁽⁴⁾ Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, I, p. 919, note 1. L'archevêque supporta seul les frais du sacre de Louis IX (Varin, *Ibid.*, II, p. 284).

⁽⁵⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 919; *Olim.*, I, p. 397, n^o II. D'après Anquetil, le bailli motivait sa décision sur ce fait que les échevins n'avaient point prouvé la non-vassalité de Reims, à l'égard de l'archevêque (Anquetil, II, p. 146).

⁽⁶⁾ Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, II, p. 390, note. Sur ce conflit, voir Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 1025 et s.; *Ibid.*, II, pp. 171, 173 à 175, 176, 193, 197, 203, 213 à 215, 227, 234 et s., 238; *Olim.*, II, p. 260, n^o V., p. 307, n^o XX, p. 637, n^o XII, p. 638, n^o XIII, p. 640, n^{os} XIV et XV, p. 642, n^o XVI. Voir aussi Humbert, pp. 189 et s.

⁽⁷⁾ Ceux de Louis X le Hutin, Philippe V le Long et Charles IV le Bel.

Mais il n'est si longue patience qui ne se lasse. A la suite d'un arrêt du parlement du 26 mai 1320, condamnant de nouveau les bourgeois de l'échevinage à payer leur part dans les frais des sacres ⁽¹⁾, les échevins se rendirent à l'inévitable et se résignèrent à faire supporter à leurs bourgeois cette nouvelle charge.

Le principe de l'imposition admis, restait à préciser l'assiette de l'impôt ainsi que la part contributive des bourgeois de l'archevêque dans la somme totale. Un moment, les commissaires royaux, par ordre du parlement, voulurent imposer les « assujettis » en proportion de tous leurs biens meubles et immeubles ⁽²⁾. Mais les échevins protestèrent, faisant remarquer l'injustice de « cottiser » les meubles, en raison de leur facilité de déplacement et demandant en conséquence que seuls les héritages soient redevables des dépenses des couronnements ⁽³⁾. Finalement, à la suite d'un accord intervenu en 1321 entre les habitants des différents bans de Reims et confirmé par Charles le Bel en 1322, il fut décidé que seuls seraient frappés des tailles du sacre à Reims les héritages situés dans la seigneurie de l'archevêque, proportionnellement à leur valeur ⁽⁴⁾. Tous les immeubles en question étaient grevés de l'impôt du sacre, que leur possesseur soit sujet ou non de l'archevêque; mais cette imposition atteignait principalement les bourgeois de l'échevinage, qui détenaient la majorité des héritages dans le ban du duc de Reims ⁽⁵⁾. Dans le même temps, une sentence arbitrale de l'archevêque Robert de Courtenay fixait aux cinq sixièmes la part contributive des bourgeois de l'échevinage dans le montant total des frais des sacres ⁽⁶⁾. Dans la suite, malgré le lourd fardeau qu'elles leur imposaient ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 255.

⁽²⁾ *Supplique des échevins au roi, afin d'obtenir que dans la répartition des frais du sacre, l'estimation soit faite des immeubles et non des meubles*, vers 1288, d'après Varin (*Varin, Arch. adm.*, I, p. 1034); *Lettres du roi pour informer comment se lève la taille*, 25 février 1289 (*Varin, Ibid.*, p. 1035).

⁽³⁾ *Supplique...* (*Varin, Ibid.*, p. 1034).

⁽⁴⁾ *Lettres qui est un accord fait devant les commissaires députés pour informer en quelle manière se doivent payer les fraits (du sacre)*, entre le 14 et le 19 juin 1321, d'après Varin (*Varin, Arch. adm.*, II, p. 270); *Lettres du roi Charles IV le Bel* ou 13 au 17 mai 1322 donnée « par manière de charte » reprenant pour son compte et confirmant l'accord de 1321 (*Varin, Ibid.*, pp. 288 à 290). Au sacre de Louis XI, les héritages furent imposés à raison de 2 de. 1/4, pour 20 s. t. (d'après le *Traité des sacres*, de Jean Foulquart, écrit en 1478, *Varin, ibid.*, p. 578, note).

⁽⁵⁾ Voir *C'est li livres en quel sont contenus tous les héritages de la ville de Reins qui sont tenus à paier des couronnemens, ... et les noms de ceulz qui les tenoient au temps que li roy Philippe, jadis conte de Valoz, fut sacrés; liquelz fut sacrés le jour de la Trinité, l'an mil CCCXXVIII* » (*Varin, Arch. adm.*, II, pp. 491 à 550).

⁽⁶⁾ *Sentence arbitrale du 25 mai 1322* (*Varin, Arch. adm.*, II, pp. 293 et 294).

⁽⁷⁾ Avant le sacre de Philippe le Hardi, la dépense des couronnements atteignait

les échevins et bourgeois de l'archevêque respectèrent scrupuleusement ces décisions et, au xvii^e siècle, l'historien rémois Rogier pouvait écrire : « Ces règlements ont été inviolablement observés depuis plus de 400 ans. ⁽¹⁾ »

Les bourgeois de l'échevinage doivent encore le service militaire à l'archevêque, mais seulement, semble-t-il, en cas de convocation de ce dernier à l'ost royal. Cette charge personnelle se transforma rapidement en une redevance pécuniaire qui, au début du xiv^e siècle, se montait, pour l'ensemble de l'échevinage, à 250 liv. par., à chaque convocation royale ⁽²⁾. Les bourgeois prétendaient d'ailleurs n'être tenus à cette somme que si l'archevêque se rendait en personne à l'ost et si l'expédition durait quarante jours au minimum; en cas de moindre durée, « ils lui bailloient au prorata » ⁽³⁾.

Sujets de l'archevêque, les bourgeois de l'échevinage sont encore astreints aux banalités, tout au moins à celle du four. Aucun bourgeois ne peut avoir de four et exercer le métier de boulanger ou de pâtissier, sans la licence du pannetier de l'archevêque, auquel cette banalité a été inféodée ⁽⁴⁾.

Comme membres du corps de l'échevinage, les bourgeois de l'archevêque sont assujettis aux tailles levées par les échevins pour les « besoingnes » de l'échevinage. Le chiffre et le nombre de ces impositions varient d'ailleurs suivant les années, en proportion des dépenses nécessitées par l'administration de l'échevinage ⁽⁵⁾. Ces tailles furent particulièrement élevées dans la première moitié du xiv^e siècle. Afin de pouvoir soutenir les nombreux procès qu'ils avaient avec l'archevêque ⁽⁶⁾, les échevins avaient fait de « grans

environ 1.000 livres tournois (Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, I, p. 919, note 1; Varin, *Ibid.*, p. 1025). Les frais du sacre allèrent ensuite en augmentant : de 5.000 livres, pour le couronnement de Philippe III (Varin, *Ibid.*, p. 1025), ils s'élevèrent à 7.000 livres parisis environ, à ceux de Philippe le Bel (Rogier, dans Varin, *Ibid.*, p. 1026, note) et de Charles IV (Varin, *ibid.*, II, p. 298), pour atteindre la somme de 12.000 livres, au sacre de Philippe VI de Valois (Varin, *Ibid.*, p. 490). Il faut peut-être, d'ailleurs, tenir compte de la dépréciation de la monnaie, au cours de cette période. D'autre part, le « restant » des frais des sacres appartenait à l'échevinage, tout au moins à partir de Charles le Bel (Varin, *Ibid.*, p. 279).

⁽¹⁾ Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, II, p. 294, note.

⁽²⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 36 (26 août 1303).

⁽³⁾ Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 921 et 922, note et Varin, *Ibid.*, II, p. 36. Voir aussi Humbert, pp. 151 et s.

⁽⁴⁾ Arrêt du 5 juillet 1404 (Varin, *Statuts*, I, pp. 364 et s. et Anquetil, I, pp. 279 et s.).

⁽⁵⁾ Humbert, p. 177.

⁽⁶⁾ Notamment ceux des sacres, ceux sur l'« estat » de l'échevinage et ceux sur la « recreance » des bourgeois.

empruns » ⁽¹⁾; pour les rembourser et aussi pour subvenir aux autres charges du ban, l'échevinage se vit dans l'obligation d'imposer fortement ses bourgeois; les tailles annuelles montèrent alors jusqu'à douze et dix-huit mille livres, en y comprenant, il est vrai, la part de l'échevinage dans les dépenses pour l'entretien des fortifications de Reims ⁽²⁾; au témoignage de Rogier, certains bourgeois furent alors « cottisés » à cinq et huit cents livres par an ⁽³⁾.

Toute question de fortune mise à part, certains bourgeois étaient, d'ailleurs, exemptés plus ou moins complètement de la contribution aux tailles. Les « clercs du conseil » ⁽⁴⁾, certains individus « reçus à bourgeoisie » ⁽⁵⁾ étaient exonérés de toutes tailles ordinaires; les échevins ne réservaient que les tailles extraordinaires et notamment celle des sacres. D'autre part, quelques bourgeois et de nombreuses bourgeoises, veuves pour la plupart, ne payaient annuellement qu'une taille forfaitaire, « abonnement en argent fait avec les échevins, dit Varin, pour tenir lieu des charges ordinaires dont étaient frappés les bourgeois » ⁽⁶⁾; ce sont les hommes et les femmes « à eschief » des comptes de l'échevinage ⁽⁷⁾.

Enfin, concurremment avec les habitants des autres bans, les bourgeois de l'échevinage contribuent de leur personne et de leurs biens à la défense de Reims. Personnellement, ils doivent faire le guet sur les remparts et garder les portes de la ville ⁽⁸⁾. Avec leurs biens, ils payent une taxe spéciale, pour la réfection et l'entretien des fortifications ⁽⁹⁾. A la fin du XIII^e siècle, cet impôt était « levé » sur tous les biens, meubles et immeubles, à raison de 10 % de leur valeur pour les héritages et de 20 % pour les meubles ⁽¹⁰⁾. Au XVI^e

⁽¹⁾ Rogier, dans Varin, *Arch. adm.*, II, p. 393, note.

⁽²⁾ Rogier, *Ibid.*, p. 393, note.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 393, note.

⁽⁴⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 394.

⁽⁵⁾ Une femme veuve « regue ... en bourgeoise du corps de l'échevinage » est exemptée en 1327 « de toutes charges et obligation dont ledit échevinage et la ville pourroit estre tenus, excepté choses extraordinaires, la guerre des enfans de Briaingne, et les frais des sacres » (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 202).

⁽⁶⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 766, note.

⁽⁷⁾ *Comptes de l'échevinage*, an. 1337-1338 (Varin, *Ibid.*, p. 766), an. 1339-1340 (*Ibid.*, p. 809), an. 1340-1341 (*Ibid.*, pp. 826 et 842), an. 1346-1347 (*Ibid.*, p. 984), an. 1352-1353 (*Ibid.*, III, p. 20, note), an. 1353-1354 (*Ibid.*, p. 35, note).

⁽⁸⁾ Varin, *Statuts*, I, pp. 553 et s., note, et pp. 558 et s., note; *Ibid.*, p. 685, en sous-note; *Ibid.*, pp. 899 et 900, en note.

⁽⁹⁾ *Lettres du roi Philippe aux échevins de Reims, leur ordonnant de contribuer aux frais de clôture de la ville*, 3 février 1295 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1089); *Commission royale pour contraindre tous les habitants de Reims clercs et laïques à contribuer aux frais de clôture de ladite ville*, 11 juillet 1337 (Varin, *Ibid.*, II, pp. 786 et s.).

⁽¹⁰⁾ Varin, *Ibid.*, I, p. 1089, en note.

siècle, il en était autrement, la taille des fortifications se percevait par « ménager », chargé du service du guet ou de la garde des portes, à raison de 10 den. tour. pour ces derniers et de 5 den. pour les premiers, en 1523 ⁽¹⁾. Quelques années plus tard, cet impôt subissait une transformation radicale : sous le nom de « taxe des « pauvres », il devait servir dorénavant à entretenir les pauvres de Reims dont « les plus valides » seraient employés aux travaux des fortifications⁽²⁾. Selon les facultés des bourgeois, la taxe des pauvres variait entre quatre deniers parisis et deux sous huit deniers parisis, par semaine ⁽³⁾.

§ 4. — Situation particulière des bourgeois des Mairies de la Couture et de Venise.

Parmi les bourgeois de l'archevêque, les habitants des bourgs de la Couture et de Venise occupent une situation un peu spéciale ⁽⁴⁾. Membres du « corps de l'échevinage », ils jouissent en principe de tous les privilèges des autres bourgeois de l'échevinage et participent à toutes leurs charges ⁽⁵⁾; ils ont notamment le même privilège de juridiction et leurs maires, officiers de l'archevêque, remplissant les mêmes fonctions que le prévôt ducal, ne peuvent les juger qu'assistés des échevins ⁽⁶⁾. Cependant, les chartes de fondation de ces bourgs avaient institué en faveur de leurs habitants une franchise particulière : les bourgeois de la Couture et de Venise pouvaient faire toutes sortes d'entreprises sur la voie publique, notamment des avant-loges, des marches et des puits, au devant de leurs maisons, sans « le congé » de l'archevêque et de ses officiers ⁽⁷⁾.

(1) *Extrait d'un compte d'une taille ou taxe employée aux fortifications*, 1523 (Varin, *Statuts*, I, p. 685, en sous-note).

(2) *Lettres-patentes portant établissement de la taxe des pauvres*, 20 mai 1549 (Varin, *Statuts*, II, pp. 87 et s.). Voir également *Conseil général du 13 juin 1549* (Varin, *Ibid.*, I, p. 896, note).

(3) *Conseil général du 13 juin 1549* (Varin, *Ibid.*, p. 896, note).

(4) Les bourgs de la Couture et de Venise furent fondés respectivement en 1183 et en 1205 par les archevêques Guillaume aux Blanches Mains et Guy Paré (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 403, et *Ibid.*, p. 458).

(5) Varin, notice bibliographique, *Arch. adm.*, I, p. LXV.

(6) Varin, *Ibid.*, p. LXV.

(7) « ... Liceat autem vobis logias, gradus et puteos ante domos vestras, absque licentia dominorum et servientium, libere et quiete facere; ... » [*Charte de la Couture*, 1183 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 403); *Charte de Venise*, 1205 (*Ibid.*, p. 458)]. Les habitants

En revanche, leurs héritages, contrairement à ceux de la cité, étaient grevés des droits de cens et de vente en faveur du duc de Reims ⁽¹⁾.

de la Couture jouissaient encore de ce privilège à la fin du xve siècle (A. C. Reims, art. 484); ils durent vraisemblablement le conserver durant tout l'ancien régime. En tout cas; un souvenir de cette antique franchise subsiste encore aujourd'hui : beaucoup de maisons du quartier actuel de la place Drouet-d'Erlon, le bourg de la Couture de jadis, ont encore tous leurs étages en avancement sur la voie publique, le rez-de-chaussée formant galerie couverte livrant passage aux piétons.

⁽¹⁾ Varin, *Coutumes*, p. 714, note 2.

DEUXIÈME SECTION

LES BOURGEOIS DU CHAPITRE

§ 1^{er}. — Les Francs-Sergents du Chapitre
et les Bourgeois-Chanoines.

Une institution curieuse, privilège exclusif du chapitre métropolitain de Reims et des chapitres cathédraux de la province ecclésiastique ⁽¹⁾, dont les règles, en ce qui concerne l'Église de Reims, furent, sinon posées, tout au moins codifiées par le pape Urbain II ⁽²⁾, est celle des francs-sergents. Véritables serviteurs de la communauté du Chapitre ou des chanoines, en particulier, comme l'indique le mot « serviens », les désignant dans les textes, chargés de l'administration de leurs biens, les francs-sergents présentent cette particularité d'être choisis parmi les sujets de l'archevêque, demeurant en son ban ⁽³⁾.

Mais, durant tout le temps de leur service auprès des chanoines,

⁽¹⁾ « ... de consuetudine observata in ecclesia nostra et aliis ecclesiis cathedralibus Remensis provincie... » [*Plaines des chanoines du chapitre de l'église Saint-Étienne de Châlons à cause des excès de pouvoir commis par les officiers de l'évêque*, 28 septembre 1295 (*Carts. Châlonnais*, p. 118)].

⁽²⁾ Anquetil; I, pp. 254 et s. Eudes de Châtillon, de la célèbre famille du même nom, avait été chanoine de Reims, avant d'être élevé au souverain pontificat, sous le nom d'Urbain II.

⁽³⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum remensium continens summam privilegiorum canonicorum cathedralis ecclesiae remensis*, vers 1068, d'après Varin (*Arch. adm.*, I, p. 227); « ... Sane unicuique canonico licitum erit unum solum de justitia nostra et banno recipere servientem, ... » [*Transactio inter remensem archiepiscopum et capitulum remense de francis servientibus*, janvier 1201 (*Varin, Arch. adm.*, I, pp. 239 et 440)]; « ... licitum est habere, et habent, et etiam habuerunt a tempore cujus memoria non existit, Remis, de terra et in terra sive banno et justitia remensis archiepiscopi, servientes communes et proprios... » [*Arbitrium inter archiepiscopum remensem et ejus capitulum a Simone T. S. Cecilie cardinali prolatum*, 26 février 1278, dit *Simonine*, dans l'histoire de l'Église de Reims (*Varin, Ibid.*, p. 946)]; *Compositio inter archiepiscopum remensem et ejus Capitulum que Johannina dicitur*, 23 mai 1372 (*Varin, Ibid.*, III, p. 371, n° XIII); *Accord entre l'archevêque et le chapitre sur différents sujets*, 10 octobre 1582 (*Varin, Statuts*, III, p. 313). A Châlons, les francs-sergents du chapitre de Saint-Étienne sont également pris parmi les sujets de l'Évêque [*Compositio facta inter dominum episcopum catalaunensem ex una parte, et decanum et capitulum ex altera*, 10 janvier 1300 (*Carts. Châlonnais*, pp. 108 et s.)].

le lien juridique les rattachant à leur seigneur est en quelque sorte rompu; aussi deviennent-ils justiciables des tribunaux du Chapitre et sont-ils, pendant la durée de leurs fonctions, exonérés de toutes charges, prestations et redevances quelconques envers l'archevêque ⁽¹⁾. Ces privilèges, d'ailleurs, leur sont accordés uniquement en considération de la qualité de leurs maîtres; ce sont plutôt des prérogatives du Chapitre de l'Église de Reims que des avantages personnels aux francs-sergents ⁽²⁾.

Originellement, semble-t-il, le Chapitre conférait les franchises sergenteries à des individus de condition juridique et sociale inférieure, à des serfs probablement ⁽³⁾, c'était une fonction peu recherchée. Mais, par la suite, la situation se renverse. Dès la fin du XIV^e siècle, ce sont « les plus riches et les plus notables » parmi les bourgeois de l'échevinage qui deviennent francs-sergents ⁽⁴⁾. Rien d'étonnant, d'ailleurs, à cela : les chanoines sont, pour la plupart, d'illustre origine et de rang élevé, » cardinaux, nepveux de papes, princes du sang royal », et l'on comprend l'empressement des bourgeois de l'archevêque à devenir les serviteurs d'aussi considérables personnages, « dont la protection était puissante » ⁽⁵⁾; il a toujours fait bon de vivre à l'ombre du soleil ! D'autre part, l'exemption de toutes redevances et notamment des tailles de l'échevinage, particulièrement lourdes à cette époque, constitue un privilège très avantageux que ne dédaignent pas les riches bourgeois de l'archevêque, d'autant plus imposés qu'ils sont plus fortunés.

Ce changement de caractère de l'institution des franchises-sergenteries réagit même sur l'appellation des francs-sergents : ceux-ci se font désormais appeler « bourgeois-chanoines », dénomination qu'ils trouvent sans doute plus en rapport avec leur qualité ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum...*, vers 1068 (?) (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 226 et s.); « ... Sane unicuique canonico licitum erit unum solum... servientem, qui omnimodo quantum ad nos libertate gaudebit » (c'est l'archevêque qui parle) [*Transactio de janvier 1201* (Varin, *Ibid.*, pp. 439 et 440)]; « ... licitum est habere, et habent, et etiam habuerunt a tempore cujus memoria non existit, Remis, ... servientes communes et proprios ab omnimoda jurisdictione archiepiscopi... liberos et immunes, ... » [*Simonine*, Varin, *Ibid.*, p. 946]. Voir également *Joannine* (Varin, *Ibid.*, III, pp. 367 et s.) et l'*Accord de 1582* (Varin, *Statuts*, II, pp. 304 et s.).

⁽²⁾ « ... cum enim predicta jura, jurisdictio, libertates et immunitates ecclesie remensi precipue sint concessa, et in ipsius favorem pariter et honorem et non servientium propriorum vel communium principaliter introducta... » [*Simonine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 947)].

⁽³⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum...* (Varin, *Ibid.*, p. 227).

⁽⁴⁾ Varin, *Ibid.*, p. 442, note 1.

⁽⁵⁾ Varin, *Ibid.*, p. 443, note.

⁽⁶⁾ La première pièce où il est parlé d'un bourgeois-chanoine est, à ma connaissance, un registre de l'échevinage de l'an 1381 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 14 et 15, note 1).

Dorénavant, le terme de franc-sergent ne désignera plus que les serviteurs communs du Chapitre, restés toujours, semble-t-il, à un niveau social inférieur. Ainsi constitués, bourgeois-chanoines et francs-sergents subsisteront jusqu'à la Révolution ⁽¹⁾.

Le nombre des francs-sergents était assez restreint ⁽²⁾. Les archevêques ne voyaient pas avec faveur cette institution et ils cherchaient à diminuer, plutôt qu'à augmenter, le nombre des serviteurs du Chapitre et des chanoines. Jusqu'au XIII^e siècle, si l'on en croit le Chapitre, chaque chanoine pouvait avoir jusqu'à trois francs-sergents particuliers du ban de l'archevêque ⁽³⁾. A cette époque, une transaction, intervenue à la suite d'un conflit entre Guillaume de Champagne et son chapitre, décida que désormais les chanoines n'auraient plus droit qu'à un franc-sergent particulier, sujet de l'archevêque ⁽⁴⁾. En revanche, Guillaume aux Blanches Mains permettait à chaque chanoine d'avoir plusieurs francs-servants des autres bans, jouissant, à son égard, des mêmes privilèges, que ceux de son ban ⁽⁵⁾. D'après la même transaction, pouvaient seuls avoir

⁽¹⁾ Ils sont encore mentionnés dans un arrêt du Parlement de Paris, du 27 juillet 1737 (Varin, *Statuts*, III, p. 344). En dehors de Reims, le chapitre métropolitain avait également des francs-sergents dans les campagnes, mais uniquement, semble-t-il, dans les « villae » où l'Eglise de Reims, sans avoir de seigneurie, avait cependant des biens à faire valoir. Comme les francs-sergents de Reims, ceux des campagnes sont pris parmi les non-sujets du Chapitre; ils sont, également, pendant la durée de leurs fonctions, affranchis de toutes redevances envers leur seigneur et envers la « villa » [« Ille autem homo quem Remensis ecclesia vel Remensis canonicus procurator ripparie de Pi ibidem pro negociis suis constituerit ab hac pensione et omni exactione immunis erit » (*Charte de Renaud, seigneur de Sommepey, à ses manants*, 1186-1187, Robert, *Sommepey*, p. 180); « ... hoc excepto quod dictus dominus (*de Sommepey*) procuratorem ecclesie remensis vel canonici dicte ecclesie ad recipiendum officium scabinatus compelleri non potest, sed gaudebit dictus procurator omnimoda libertate videlicet quod ab omni pensione et exactione immunis erit » (*Charte communale de Sommepey*, avril 1263, Robert, *Sommepey*, p. 181). Voir également Varin, *Arch. adm.*, I, p. 441, note)]. A Reims même, l'archevêque avait concédé le privilège d'avoir un franc-sergent de son ban, dans les mêmes conditions que les chanoines, à chacune des abbayes de Saint-Remi (*Charte de 1196*, Varin, *Ibid.*, p. 427), de Saint-Denis (*Charte de 1197*, Varin, *Ibid.*, p. 432), et de Saint-Nicaise (Dom Marlot, cité par Varin, *ibid.*, p. 427, note 1).

⁽²⁾ Au ban de l'archevêque, à Reims, il y avait, en 1405, 56 bourgeois-chanoines et 22 francs-sergents; en 1408, 59 francs-servants particuliers et 18 communs; en 1409, 60 bourgeois-chanoines et 19 francs-sergents; en 1415, et en 1419, respectivement 60 et 92 bourgeois-chanoines, 18 et 19 francs-servants communs (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 15, note 1). On remarquera qu'en 1405 le nombre des francs-servants communs est supérieur à celui fixé par la Joannine (voir *Infra*, p. 76). Peut-être a-t-on compris, parmi les servants du chapitre, ceux de l'Hôtel-Dieu qui dépendait de l'Eglise de Reims?

⁽³⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 439, note 2. Le grand archidiaque conserva toujours ce privilège.

⁽⁴⁾ *Transactio... de janvier 1201* (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 439 et s.).

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 442. Comme nous le verrons plus loin, les bourgeois du Chapitre et de Saint-Remi, demeurant en leurs bans respectifs, devaient, en dehors des prestations

un franc-sergent particulier du ban de l'archevêque les chanoines résidents, c'est-à-dire, d'après Guillaume de Champagne, « ceux qui ont été au service de l'archevêque et de l'Église de Reims pendant sept mois, d'une manière continue ou intermittente, depuis la nativité de Saint-Jean-Baptiste jusqu'à la fin de l'année ⁽¹⁾. Etaient également exclus de ce privilège les chanoines vivant en commun et les « pueri » ou chanoines non engagés dans les ordres majeurs ⁽²⁾. A la fin du xiv^e siècle, la Joannine maintint les usages antérieurs en ce qui concerne les francs-sergents particuliers du ban de l'échevinage. De plus, elle fixait le nombre des francs-servants particuliers des autres bans à deux pour chaque chanoine, à raison d'un sur chacun des bans du Chapitre et de Saint-Remi ou de deux sur le même ban, au choix du chanoine. Elle permettait en outre au Chapitre d'avoir dix-neuf francs-servants communs ⁽³⁾.

Enfin, à la fin du xvi^e siècle, un nouvel accord entre l'archevêque et le Chapitre confirma l'Église de Reims dans ses anciennes prérogatives ⁽⁴⁾; mais, par suite des réclamations des abbés de Saint-Remi qui n'avaient cessé de protester contre la faculté donnée à chaque chanoine d'avoir un franc-servant de leur ban, l'archevêque, du consentement du Chapitre, supprima les bourgeois-chanoines « au dedans le ban et territoire de Saint-Remy » ⁽⁵⁾.

Les clercs, comme les laïques, demeurant au ban de l'archevêque pouvaient être francs-servants des chanoines ⁽⁶⁾. Peut-être même étaient-ils à l'origine préférés ⁽⁷⁾. Cependant, l'admission des uns et

dues à leur seigneur propre, un certain nombre de redevances à l'archevêque. Ce sont vraisemblablement de ces dernières que les francs-sergents sont exempts.

⁽¹⁾ *Ibid.*, p. 443. Les chanoines non résidents, à condition d'avoir « résidé » autrefois et d'avoir conservé « domicile et possessions à faire valoir » pouvaient cependant avoir des francs-servants particuliers. L'Église de Reims commençait l'année au 25 mars (Gaston Robert, *Le style usité pour dater les actes à Reims depuis le XIII^e siècle*, dans la revue *Le Moyen Age*, 2^e série, t. XV, juillet-août 1911 et tirage à part, 1 vol. in-8^o, Paris).

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 443. A Châlons, les chanoines « pueri » avaient droit à sept francs-servants [*Compositio*... 10 janvier 1300 (*Carts. Châlonnais*, p. 109, § II)].

⁽³⁾ *Joannine*, 23 mai 1372 (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 317, n^o XIII et p. 372 n^{os} XIV et XV). Au début du xiv^e siècle, le chapitre de Châlons possédait 5 francs-sergents communs : l'un était boulanger, l'autre barbier, les trois autres remplissaient les fonctions d'huissier dans la cathédrale et dans le cloître des chanoines [*Compositio*... 10 janvier 1300 (*Carts. Châlonnais*, p. 109, § II)].

⁽⁴⁾ *Accord du 10 octobre 1582* (Varin, *Statuts*, II, pp. 313 et 314).

⁽⁵⁾ *Ibid.*, pp. 309, 313 et 314.

⁽⁶⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum*... (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 227).

⁽⁷⁾ « ... quod genus decentissimum est servientium, presertim in isto ordine... », dit le chapitre parlant des clercs (*Ibid.*, p. 227).

des autres semble avoir été subordonnée à certaines conditions ⁽¹⁾. Ainsi, ne peuvent être reçus francs-sergents les individus qui exercent une fonction quelconque dans les cours archiépiscopales ⁽²⁾. Jusqu'au xvi^e siècle, le franc-servant avait la faculté de quitter son maître quand il lui plaisait; le chanoine pouvait également congédier son serviteur à son gré ⁽³⁾. « Pour obvier aux abus qui se pouroient commettre », l'accord de 1582 entre l'archevêque et le chapitre stipula que dorénavant les chanoines conserveraient leurs « bourgeois-chanoines » pendant une année au moins; ils n'en pouvaient changer durant ce laps de temps que « pour causes de faulte, forfaiture et de mort » ⁽⁴⁾. Primitivement, les franchises sergenteries étaient à la collation du prévôt de l'église Notre-Dame, qui les conférait, après avoir pris l'avis des chanoines ⁽⁵⁾. Pour sauvegarder les droits des archevêques, Guillaume de Champagne obtint, en 1201, que désormais les francs-servants seraient nommés, après enquête, par le doyen du chapitre, sur la présentation des chanoines. La décision du doyen était souveraine et l'archevêque, comme le chanoine, était tenu de l'observer ⁽⁶⁾. De plus, tout au moins à partir du xiv^e siècle, la nomination des bourgeois-chanoines, pour être valable, devait être signifiée par un sergent du chapitre aux greffiers de l'échevinage, qui tenaient registre de tous les individus admis au nombre des francs-sergents ⁽⁷⁾. A partir de

⁽¹⁾ *Transactio...* de 1201 (Varin, *Ibid.*, pp. 439 et s.).

⁽²⁾ *Accord entre l'archevêque et le chapitre sur différents points en litige*, avril 1343 (Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 887 et 888). L'accord ne vise *in terminis* que les clercs, mais il n'y a, ce me semble, aucune raison pour que cette disposition n'ait pas été également appliquée aux laïques. Les clercs de l'archevêque pouvaient, d'ailleurs, devenir francs-sergents après la cessation de leurs fonctions, mais seulement après un délai de 40 jours et à condition de n'être pas poursuivis au sujet de leur administration (*Ibid.*, p. 888).

⁽³⁾ « ... Et ossy, quand il plaît à un bourgoy à chenongne, il puet dire audit chenongne : *Je ne souy plus vostre bourgoy*, en quelque plasse que il le truesve. Et dès lors n'est plus ses bourgoy; et ainsy, et pareillement, puet li chenongne renonsier à son bourgoy » [*Extrait d'un cahier commencé « en l'an commansant le jour des Cendres, l'an MCCCIIIH** »* (Varin, *Ibid.*, III, pp. 14 et 15, note 1)].

⁽⁴⁾ *Accord ... 10 oct. 1582* (Varin, *Statuts*, II, pp. 313 et 314, 4^o).

⁽⁵⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum...* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 227).

⁽⁶⁾ « ... hac tamen in receptione ipsius cautela servata (*c'est l'archevêque qui parle*) ut canonicus antequam illum in servientem admittat, decano qui fidelis noster est, et tam nobis quam capitulo juramento tenetur astrictus, et qui ibidem pro tempore fuerit, illum debeat presentare, cujus erit discernere. si persone quem (*sic*) recipit servientem competat qualitas servientis; cujus etiam decreto, nec nos, nec canonicus poterit contraire » [*Transactio... janvier 1201* (Varin, *Ibid.*, pp. 440, 441 et 442)].

⁽⁷⁾ « ... et est la coutume telle que toutefoy que un homme devient bourgoy à chenongne, il faut que l sergen de chapistre le vaingne noncier et sénéfuer aus greffiers de l'eschevinaige, et lesdis greffiers sont tenus de le enregistrer; et au cas que il ne

1582, le nouveau bourgeois-chanoine dut se faire encore enregistrer au greffe du bailliage de l'archevêché (1). Tous les ans, « au renouvellement des échevins de Reims », le greffier du chapitre était obligé de fournir au procureur fiscal de l'archevêché la liste des bourgeois-chanoines nouvellement reçus; les officiers de l'archevêque pouvaient ainsi très facilement assurer l'observation de l'accord de 1582 (2).

Tous les privilèges dont jouissent les francs-sergents se ramènent, comme nous l'avons déjà fait remarquer, à cette idée: ils sont, en raison de leur service auprès des chanoines, exonérés, en principe, de toute redevance envers l'archevêque; ils sont également, pendant la durée de leurs fonctions, soustraits à la juridiction archiepiscopale.

Serfs de l'archevêque, les francs-servants du Chapitre de Notre-Dame sont affranchis des tailles archiepiscopales; ils ne doivent à leur seigneur que le chevage, sans doute à titre de signe reconnaissant de leur condition au regard de l'archevêque (3). Les francs-sergents serfs semblent avoir joui d'une situation privilégiée; peut-être n'est-il pas téméraire de les rapprocher d'une autre catégorie de serfs également privilégiés nous voulons dire des *Ministeriales*; il ne paraît pas cependant que les servants serfs du Chapitre de Reims aient jamais fait partie de la ministérialité, tout au moins telle que l'entend M. Ganshof, dans son étude sur les *Ministeriales* flamands et lotharingiens (4).

Bourgeois de l'archevêque, les francs-sergents sont exempts des tailles de l'échevinage (5). Les maisons où ils habitent, au ban de

seroit ainsy sénéfuet, il ne seroit point tenus pour bourgoy à chenongne » [*Extrait d'un cahier...*, 27 février 1381 (Varin, *Ibid.*, III, pp. 14 et 15, note 1)].

(1) *Accord...* 10 octobre 1582 (Varin, *Statuts*, II, pp. 313 et 314, 4°).

(2) « ... et affin de congnoistre lesdicts bourgeois chanoines, par chacun an, au renouvellement des echevins de Reims, seront baillez par escript en ung roolle les noms, surnoms desdicts bourgeois chanoines, au procureur fiscal dudit sieur archevesque, par le greffier desdicts sieurs de chapitre, pour y avoir recours quand besoing sera; aussi ledict sieur archevesque et ses successeurs ne leurs officiers ne receperont lesdits bourgeois chanoines inscrits auxditz roolles à quicter leurs chanoines durant ladicte année, ... » (*Ibid.*, pp. 313 et 314, 4°).

(3) ... Ut servientes nostri quos in commune seu privatim in domibus nostris habemus, etiam si vestri capite censi fuerint, ab omni exactione, tamen preter capitalitium suum, liberi habeantur; eadem vobis de hominibus nostris servata condicione, si vestri fuerint servientes... » [*Jusjurandum archiepiscoporum* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 227)]. Les francs-servants serfs du chapitre de Châlons sont moins favorisés: l'évêque conserve sur eux tous ses droits, sauf sur le fournier de l'« Église » Saint-Étienne [*Compositio...* 10 janvier 1300 (*Cart. Châlonnais*, p. 112, n° XIV, de *libertate servientium*)].

(4) Ganshof, pp. 38 à 60, pp. 236 et s., pp. 351 et s.

(5) *Transactio...* janvier 1201 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 442 et 439, note 1).

l'échevinage, ne sont grevées d'aucune redevance envers l'archevêque ⁽¹⁾, à l'exception cependant de celle des sacres ⁽²⁾. En matière économique, ils ne payent à l'archevêque, ni droit de portage pour les marchandises leur appartenant, entrant à Reims ou en sortant ⁽³⁾, ni droit de stellage sur les grains et farines mesurés et vendus en leurs maisons, que ces denrées proviennent de leur récolte ou qu'il les aient achetées ⁽⁴⁾, ni droit de tonnieu ⁽⁵⁾ pour les marchandises qu'ils achètent ou vendent à Reims ⁽⁶⁾. Enfin, dernier privilège, le plus important peut-être aux yeux du chapitre, les francs-servants ne sont pas soumis à la juridiction archiepiscopale durant le temps de leurs fonctions : francs-sergents communs, ils sont justiciables du bailli et des sénéchaux de l'Église de Reims, bourgeois-chanoines, particularité assez curieuse, ils paraissent bien avoir été sous la juridiction de leurs maîtres respectifs ⁽⁷⁾. Quoi qu'il en soit, les tribunaux du chapitre connaissent en principe de toute affaire intéressant les francs-sergents. En matière criminelle, ils sont compétents à la fois *ratione personæ* et *ratione loci* : *ratione personæ*, pour toute infraction commise par un franc-

(1) « Ut in mansionibus nostris, quas extra claustrum, in civitate habemus, etiam in mansionibus servientium nostrorum,... nulla redibitio seu pensio inde exigetur;... » [*Jusjurandum archiepiscoporum*... (Varin, *Ibid.*, p. 226)].

(2) *Olim*, II, p. 67, n° XVI, parlement de la Pentecôte 1275.

(3) « Ut portarum civitatis aditus intrandi et exeundi, bona nostra adducendi, quocunque tempore immunis pateat et servientibus nostris. » [*Jusjurandum archiepiscoporum*... (Varin, *Ibid.*, p. 229)].

(4) *Jusjurandum archiepiscoporum* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 226); *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 746); *Arrêt du parlement du 27 juillet 1737 relatif au droit de stellage* (Varin, *Statuts*, III, p. 344).

(5) *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 747, § 1 et p. 756, § 1).

(6) Les francs-sergents du chapitre cathédral de Châlons sont également exempts des tailles de la commune de Châlons; ils peuvent en outre refuser d'entrer en charge, s'ils sont nommés échevins [*Composition facta*... 10 janvier 1300 (*Cartes. Châlonnais*, p. 111, n° VI, de *immunitate servientium*)]. Au dire d'Édouard de Barthélémy, ils sont exonérés également de certaines redevances seigneuriales dues à l'évêque par ses autres sujets : droits des « grands thonnieus » et de « mangiers », droit de « minage » analogue au stellage rémois, droit de « forage » (*Cartes. Châlonnais*, pp. 68 à 70).

(7) « Et est assavoir que chascun chanongne de Notre-Dame puet avoir en la terre M gr un bourgoy clerc, ou lay, duquel il est seigneur temporelment et spirituelmant, sans ce que M gr ait sur jeelyz bourgoy que connoistre... » [*Extrait d'un cahier de l'échevinage*..., 27 février 1381 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 14 et 15, note 1)]. D'autre part, une transaction de 1389 décide qu'en matière de contravention à la police des vivres, le bailli du chapitre « aura la cognoissance des subgiez de chapitre,... qui seront telement exemps, qu'ils ne se pourront soubzmettre à la jurisdicion de M gr de Reins, ne à autre,... sans que les singuliers chanoines, ou leurs officiers, s'en puissent ou doivent entremectre. » [*Arrêt d'homologation d'une transaction entre l'archevêque, les échevins, le chapitre de Notre-Dame, et l'abbaye de Saint-Remi, sur la police des vivres*, 12 juin 1389 (Varin, *Ibid.*, p. 713)]. Voir également, *Infra*, p. 80, note 7.

sergent, même au ban de l'archevêque ⁽¹⁾, sans en excepter le cas de flagrant délit ⁽²⁾, ce qui est contraire au droit commun de la coutume de Reims ; *ratione loci*, pour tout délit survenu dans la maison d'un bourgeois-chanoine ⁽³⁾. En matière civile, les francs-servants sont justiciables des cours du chapitre en toute affaire personnelle ou mobilière ⁽⁴⁾ et même si le contrat a été passé en dehors du ban du chapitre ⁽⁵⁾ ; seules les actions immobilières, par « roye de terre », sont de la compétence de l'archevêque ⁽⁶⁾. Les francs-servants ne peuvent d'ailleurs proroger la juridiction du chapitre. C'est un privilège, dit le cardinal Simon de Braye ⁽⁷⁾, auteur de la *Simonine*, accordée en faveur de l'« Église » de Reims et non en faveur des francs-sergents ; aussi ces derniers ne peuvent-ils préjudicier aux droits du chapitre, en se soumettant volontairement à la juridiction archiépiscopale et le chapitre, s'ils sont communs, leur chanoine, s'ils sont « proprii », ont toujours le droit de les réclamer à l'archevêque ⁽⁷⁾. Bien plus, d'après la *Joannine*, ce ne sont pas seulement les francs-servants qui sont exempts de la juridiction du duc de Reims, mais encore, leurs femmes, leurs enfants en puis-

(1) *Jusjurandum archiepiscoporum...* (Varin, *Ibid.*, I, p. 228).

(2) *Simonine*, 26 février 1278 (Varin, *Arch. adm.*, I, ps. 946 et 948), cependant si le franc-sergent était en fuite et banni, la justice ducale redevenait compétente (*Ibid.*, p. 948) ; *Joannine*, 23 mai 1372 (Varin, *Ibid.*, III, p. 367, III^o) ; — *Accord* 10 octobre 1582 (Varin, *Statuts*, II, pp. 313 et 314). Par cet accord, l'archevêque se réservait seulement la connaissance des contraventions « aux lois et ordonnances de la pollice au dedans des marchez et places publiques de l'archeveschez ».

(3) *Accord...* 10 octobre 1582 (Varin, *Ibid.*, pp. 313 et 314). Le chapitre de Saint-Étienne de Châlons a également pleine juridiction en matière pénale sur ses francs-servants communs et particuliers, sauf en cas de délits emportant peine capitale, mutilation ou prison perpétuelle, commis sur le ban de l'évêque, s'ils sont flagrants ou simplement « notoires », pourvu, dans ce dernier cas, que la justice épiscopale ait « prévenu » la justice du chapitre dans la capture du délinquant (*Compositio...*, 10 janvier 1300 (*Cart. Châlonnais*, pp. 109 et 110, § II). En dehors des mêmes hypothèses, le chapitre de Châlons est encore compétent pour toute infraction accomplie dans les maisons de ses francs-sergents (*Ibid.*, p. 110, § IV).

(5) *Simonine...*, 26 février 1278 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 946) ; *Joannine*, 23 mai 1372 (Varin, *Ibid.*, III, p. 367, III^o) ; *Accord...* 10 octobre 1582 (Varin, *Statuts*, II, pp. 313 et 314).

(4) *Joannine* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 367, III^o).

(3) *Accord* du 21 décembre 1258 entre l'archevêque Thomas de Beaumets et le chapitre (Varin, *Ibid.*, I, p. 783) ; *Simonine* (Varin, *Ibid.*, p. 946).

(6) Anquetil, II, pp. 264 et 265.

(7) « ... non obstantibus predictis suppositionibus, subjectionibus, vel renuntiationibus etiam sponte factis, capitulum vel speciales domini servientium possunt ipsos ab archiepiscopo vel ministerialibus ipsius repetere in casibus supradictis, et ad se cognitionem et jurisdictionem totaliter revocare, et idem archiepiscopus et ministeriales eos tenentur restituere seu reddere dominis eorumdem » [*Simonine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 947)]. Voir aussi *Joannine* (Varin, *Ibid.*, III, p. 367).

sance paternelle, non mariés et demeurant avec eux, sont également justiciables des tribunaux de « l'Église » de Reims, sauf en matière de contrat et de délit où, de droit commun à Reims, compétence est attribuée au juge du lieu ⁽¹⁾. D'ailleurs, à l'inverse de leurs maris ou pères, les femmes et les enfants des francs-servants peuvent proroger la juridiction du chapitre ⁽²⁾.

§ 2. — Les Bourgeois des dignitaires du Chapitre.

Également au ban de l'archevêque, deux dignitaires du chapitre, le doyen et le vidame de l'« Église » de Reims, étaient suzerains d'un certain nombre d'individus : c'étaient les bourgeois du doyen, appelés encore « Pauvres de Saint-Rigobert » et les bourgeois du vidame. Peu nombreux ⁽³⁾, les pauvres de Saint-Rigobert étaient originairement, comme leur nom l'indique, de véritables « pauvres nécessiteux », dont le doyen du chapitre devait vraisemblablement assurer la subsistance; par la suite et par une évolution parallèle à celle subie par l'institution des franchises-sergenteries, les « pauvretés » perdirent leur caractère primitif et furent conférées à de riches bourgeois de l'échevinage, trop heureux de devenir ainsi les sujets du premier dignitaire du chapitre ⁽⁴⁾.

Plus nombreux, les bourgeois du vidame de Reims répondaient à un autre ordre d'idées; étaient sujets du vidame tous les individus, avec leur famille, demeurant au ban de l'échevinage ⁽⁵⁾ et exerçant les métiers de peintre et verrier, de sellier et bourrelier, de brodeur, de « tailleur d'ymages », de chaudronnier, de serrurier

⁽¹⁾ *Joannine*... 23 mai 1372 (Varin, *Arch., adm.*, III, p. 373, n° XVI). A Châlons, les femmes et les enfants « in potestate existentes » des cinq francs-sergents communs et des sept francs-sergents des chanoines « pueri » sont également de la juridiction capitulaire, ainsi que deux « famuli sive famulae » [*Accord entre l'évêque Pierre de Latilly et le chapitre sur divers sujets*, 8 mars 1326 (*Carts. Châlonnais*, p. 121)].

⁽²⁾ *Joannine* (Varin, *Ibid.*, p. 373, n° XVI).

⁽³⁾ En 1384, le doyen avait le droit d'avoir « cinq bourgeois, soit homme, soit femme » au ban de l'archevêque [*Déclaration du temporel du doyen de l'Église de Reims au bailiage de Vermandois*, 8 août 1384 (Varin, *Ibid.*, p. 597)]. Il semble, d'ailleurs, que deux femmes ne comptaient que pour un bourgeois (Varin, *Statuts*, III, p. 330, note).

⁽⁴⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 442 et 443, note I.

⁽⁵⁾ Aux assises de Laon, en août 1354, le vidame reconnut qu'il n'avait pas juridiction sur les bourgeois des sept corps de métiers, demeurant au ban de Saint-Remi (Varin, *Statuts*, I, p. 331).

ou de fabricant de « pignes à pignier laines » ⁽¹⁾; les veuves d'artisans ayant exercé l'une de ces professions faisaient également partie des bourgeois du vidame ⁽²⁾.

Pauvres de Saint-Rigobert et bourgeois du vidame étaient justiciables en principe de leurs seigneurs respectifs; le doyen du chapitre avait toute justice sur ses bourgeois, ainsi qu'en « leurs hostels » ⁽³⁾; dans un procès où les deux parties comptaient parmi ses sujets, le vidame avait compétence exclusive; par contre, le bourgeois d'un des « sept corps de métiers », ajourné devant les tribunaux archiépiscopaux par un plaideur non sujet du vidame, avait simplement la faculté de demander son renvoi devant la justice de son seigneur; faute de ce, le bailli ou le prévôt de l'archevêque jugeait valablement l'affaire ⁽⁴⁾.

A l'égard de l'archevêque, les bourgeois du doyen et du vidame étaient affranchis du droit de stellage, comme tous les membres « du corps de l'Église de Reims », pour tous grains ou farines, de leur « creu » ou non, mesurés et vendus en leur maison ⁽⁵⁾, ainsi que du droit de tonnieu; mais, alors que les sujets du vidame étaient complètement affranchis de cet impôt, tout au moins au xvi^e siècle, les pauvres de Saint-Rigobert devaient, en échange du tonnieu, trois deniers parisis par an à l'archevêque ⁽⁶⁾. En signe d'hommage, les bourgeois des sept corps de métiers étaient tenus d'offrir, tous les ans, au vidame, une selle, « à l'arson... de blanc poli, estoffé non (*sic, de noir?*) cordouan sans estriers et sans poitrans, tant seulement »; ils avaient l'autorisation, à cette occasion, de faire une taille entre eux ⁽⁷⁾; de plus, chaque artisan « chauderlier » lui devait annuellement quatre deniers parisis, à la Saint-Remi ⁽⁸⁾.

⁽¹⁾ *Règlement des sept corps de métiers dépendans du vidame*, vers 1400 d'après Varin (Varin, *Ibid.*, pp. 331 et 332).

⁽²⁾ *Règlement...* (Varin, *Ibid.*, pp. 331 et 332).

⁽³⁾ *Déclaration du temporel du doyen...* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 597). Voir également *Accord entre l'archevêque et le chapitre sur différents sujets*, 10 octobre 1582 (Varin, *Statuts*, II, pp. 313 et 314).

⁽⁴⁾ *Règlement...* (Varin, *Ibid.*, I, pp. 337 et 340).

⁽⁵⁾ *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 746; *Règlement...* (Varin, *Statuts*, I, p. 337).

⁽⁶⁾ *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 747, § 1, et 756, § 1).

⁽⁷⁾ *Règlement...* (Varin, *Statuts*, I, p. 336).

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 339.

§ 3. — Les Bourgeois du ban du Chapitre.

Dans l'étendue du ban de l'archevêque, le chapitre métropolitain possédait, comme nous l'avons vu, plusieurs enclaves, entre autres, la terre ou mairie de Saint-Martin et le bourg de Vesle ou terre commune, qui constituaient le ban du chapitre ⁽¹⁾. Les habitants de ces cantons étaient les bourgeois de « l'Église de Reims ».

La condition de ces bourgeois nous est surtout connue dans leurs rapports avec l'archevêque, chose qui peut sembler étrange, puisque les habitants du ban du chapitre ne sont pas sujets du duc de Reims. On peut cependant l'expliquer par ce fait que le duc de Reims paraît avoir exercé, sur le ban du chapitre non soumis directement à sa juridiction, une sorte de suzeraineté, très restreinte sans doute, mais, malgré tout, réelle, vraisemblablement vestige d'un ancien pouvoir bien plus étendu ⁽²⁾; cette suzeraineté se manifestait pratiquement par le droit qu'avait l'archevêque de percevoir une redevance à l'occasion de certains actes, accomplis, non seulement en son ban, mais encore dans la seigneurie du chapitre, par les sujets de l'Église de Reims; le duc de Reims pouvait d'ailleurs, et en fait cela se produisait dans la plupart des cas, en exonérer les bourgeois du ban de l'Église Notre-Dame. Quoi qu'il en soit, d'après la formule de serment des archevêques, les bourgeois du chapitre sont affranchis de toute redevance envers le duc de Reims ⁽³⁾. Ils sont notamment exempts du stellage archiépiscopal ⁽⁴⁾ ainsi que du tonnieu ducal, mais, pour ce dernier droit, ils doivent, en échange, trois deniers parisis à l'archevêque, payables tous les ans à la

⁽¹⁾ *Introduction*, pp. 19 et 20.

⁽²⁾ L'archevêque de Reims devait primitivement être seigneur unique de toute l'agglomération rémoise. Certaines prérogatives, dont il pouvait seul se prévaloir à Reims, notamment celle d'avoir seul des fourches patibulaires, ne s'expliquent pas autrement (*Olim*, I, p. 622, n° XVI, parlement de la Toussaint 1265). Voir également Varin, *Arch. adm.*, II, p. 91, note. Nous verrons d'ailleurs un peu plus loin (*Infra*, p. 86), que la seigneurie du bourg Saint-Remi lui appartenait avant le XII^e siècle.

⁽³⁾ « Ut in possessionibus et villis sancte Marie, et nostris etiam, et in terris que nostre ditionis sunt infra urbem et infra bannileugam, ... sive hominibus ubicumque sint, nullam redibitionem, nullam pensionem exigatis » [*Jusjurandum archiepiscoporum*... (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 228)].

⁽⁴⁾ Pour le stellage, il faut distinguer entre la terre Saint-Martin et la terre commune : l'archevêque ne peut percevoir ce droit, dans les limites de la mairie Saint-Martin sur qui que ce soit, même sur un forain non demeurant en la terre de Saint-Martin; au

Saint-Martin d'hiver ⁽¹⁾. Cependant, les bourgeois du chapitre doivent contribuer aux frais des sacres, mais seulement pour les héritages qu'ils possèdent au ban de l'archevêque, en proportion de leur valeur ⁽²⁾.

En tant que sujets de l'Église de Reims, les bourgeois du chapitre sont soumis en principe à sa juridiction. En matière criminelle et de police, le prévôt lui-même et plus tard le bailli du chapitre sont compétents pour juger toute infraction commise par un bourgeois du chapitre, soit au ban de l'« Église de Reims, soit même en dehors, sauf en cas de flagrant délit ⁽³⁾. Il en fut tout au moins ainsi jusqu'en 1582; à cette date et conformément à l'ordonnance de Moulins de 1563, un accord entre l'archevêque et le chapitre stipula qu'à l'avenir tout bourgeois délinquant serait poursuivi devant la justice du lieu de l'infraction, « sans qu'ils soient recevables à demander leur renvoye par-devant leurs juges ordinaires et naturels, ne que par leurs seigneurs ou leurs procureurs d'offices ils puissent être vandiquez » ⁽⁴⁾. Les bourgeois du chapitre sont également justiciables des tribunaux de « l'Église » de Reims en toute matière civile ⁽⁵⁾, à l'exception cependant des causes par « roye de terre » réservées à la justice archiépiscopale ⁽⁶⁾. A raison également de leur qualité, les bourgeois du ban du chapitre sont menés à l'armée royale par le bailli de l'« Église » de Reims et non par l'archevêque ⁽⁷⁾.

Enfin, comme habitants de la ville de Reims, les bourgeois du chapitre participent à l'élection des membres du Conseil de ville,

bourg de Vesle, au contraire, seuls les bourgeois du chapitre, habitants de la terre commune, sont exempts du stellage pour les grains et farines qu'ils mesurent et vendent en la terre de Vesle [*Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, pp. 745 et 746)]. Voir aussi *Arrêt du parlement du 27 juillet 1737 relatif au droit de stellage* (Varin, *Statuts*, III, p. 344).

⁽¹⁾ « Et les habitants de la ville (*de Reims*) et fauxbourgs, même sur le territoire du chapitre, doivent, au lieu de tonnieus 3 d. par an, des choses qu'ils vendent et achepent; »... 1309 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 91, note arts. 10 et 24); *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 747, § 1 et p. 756, § 1).

⁽²⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 258 et 259, 270 et 288 à 290.

⁽³⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum*..., vers 1068, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 228); *Transactio*... Janvier 1201 (Varin, *Ibid.*, p. 443); *Arrêt d'homologation d'une transaction entre l'archevêque, les échevins, le chapitre de Notre-Dame et l'abbaye de Saint-Remi, sur la police des vivres*, 12 juin 1389 (Varin, *Ibid.*, III, p. 713).

⁽⁴⁾ *Accord*... 10 octobre 1582 (Varin, *Statuts*, II, p. 311).

⁽⁵⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum*... (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 228; *Transactio*... janvier 1201 (Varin, *Ibid.*, p. 443).

⁽⁶⁾ *Accord du 21 décembre 1258 entre l'archevêque Thomas et le chapitre* (Varin, *Ibid.*, p. 783).

⁽⁷⁾ Humbert, pp. 151 et 152.

représentant, comme nous l'avons vu, des intérêts communs des différents bans composant l'agglomération rémoise; ils y sont également éligibles et dans les mêmes conditions que les bourgeois de l'échevinage ⁽¹⁾. Ils doivent, à l'exemple des autres habitants, les services de garde aux portes de la ville et de guet sur les remparts ⁽²⁾; ils contribuent également aux tailles levées pour les besoins généraux de la ville ⁽³⁾ et notamment à celles imposées pour assurer la défense et la sécurité de Reims ⁽⁴⁾.

(1) Voir *Supra*, pp. 58 et 59.

(2) Varin, *Statuts*, I, pp. 899 et 900, note.

(3) *Arrêt de parlement* du 13 février 1386 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 673 et s.).

(4) *Commission au bailli de Vermandois pour contraindre le chapitre de Reims à la clôture et à la réfection des murs de la ville* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1092); *Commission royale aux députés chargés de visiter les frontières pour contraindre tous les habitants de Reims, clercs et laïques, à contribuer aux frais de clôture de la dite ville*, 11 juillet 1337 (Varin, *Ibid.*, II, pp. 786 et s.); *Lettres-patentes portant établissement de la taxe des pauvres*, 20 mai 1549 (Varin, *Statuts*, II, pp. 87 et s.).

TROISIÈME SECTION

LES BOURGEOIS DU BAN SAINT-REMI

Originellement, le « bourg Saint-Remi », situé autour de l'abbaye bénédictine, gardienne du tombeau de l'« Apôtre des Francs », appartenait à l'archevêque de Reims, qui y exerçait toute souveraineté. Ce n'est qu'au début du XII^e siècle, que le bourg Saint-Remi, ayant été donné par Raoul-le-Vert à l'abbaye de Saint-Remi, forma une seigneurie distincte, indépendante de l'archevêque et constitua ainsi le troisième ban de l'agglomération rémoise ⁽¹⁾. Dans leurs rapports avec leur seigneur, les bourgeois de Saint-Remi semblent bien n'avoir jamais joui des privilèges de leurs voisins du ban de l'échevinage; pour eux, le régime seigneurial paraît avoir subsisté, jusqu'à la révolution, dans toute sa rigueur. L'échevinage du ban est un organe purement judiciaire; les bourgeois n'élisent même pas leurs échevins, ceux-ci sont nommés à vie par l'abbé ⁽²⁾; qui, au décès de l'un d'eux, choisit le remplaçant sur une liste de trois habitants du ban désignés par les échevins restants ⁽³⁾. L'archevêque de Reims lui-même s'est réservé quelques redevances, en concédant le bourg Saint-Remi, sur les manants du ban, qui viennent s'ajouter à celles perçues par l'abbé, seigneur immédiat du bourg ⁽⁴⁾. Malgré tout, la population du ban Saint-Remi paraît avoir été relativement nombreuse, le bourg comptait « trois à quatre cens feux », en 1431 ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ *Charte de concession du bourg Saint-Remi*, après septembre 1109, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 259).

⁽²⁾ *Testes regis producti contra archiepiscopum remensem supra gardia S. Remigii*, vers 1263, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 830 et 831).

⁽³⁾ « ... vacation arrivant de l'une desdites places (*d'échevins*), les autres échevins y nomment et élisent trois desdits habitants (*du ban Saint-Remi*), l'un desquels y est admis, par l'abbé... et suivant la confirmation et agrément dudit abbé, iceux échevins l'installent après en ladite place » [*Extrait d'un factum des échevins de Saint-Remi...* en 1645 (Varin, *Statuts*, II, p. 927)]. Voir également, Marlot, II, pp. 569 et 570.

⁽⁴⁾ *Charte de concession du bourg Saint-Remi* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 259).

⁽⁵⁾ *Enquête A future fort ample et notable pour la recognoissance des droictz de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reins*, 1431 (Varin, *Coutumes*, p. 553).

§ 1^{er}. — Privilèges des bourgeois de Saint-Remi.

Bien que sujets de l'abbé et comme tels soumis à sa juridiction, les bourgeois du ban Saint-Remi jouissent en matière judiciaire d'un privilège analogue à celui des bourgeois de l'archevêque : alors que les procès intéressant les autres habitants du ban sont de la compétence exclusive du bailli ou du maire de Saint-Remi jugeant seuls, ceux où est impliqué un bourgeois de Saint-Remi ne peuvent être jugés que par le maire assisté des échevins du ban, et cela en toute matière civile ou criminelle ⁽¹⁾. Comme au ban de l'échevinage, les échevins de Saint-Remi ont seulement « le jugement » de l'affaire, le maire exerce seul les poursuites et les mesures de contrainte ⁽²⁾. A l'imitation des bourgeois de l'archevêque, ceux de l'abbé de Saint-Remi ont la faculté de proroger la juridiction échevinale et d'accepter la juridiction du bailli de Saint-Remi ⁽³⁾. Autre privilège accordé aux habitants du bourg Saint-Remi, à la fin du XII^e siècle, par Guillaume aux Blanches Mains et confirmé par le pape Luce III : les bourgeois de l'archevêque ne peuvent faire arrêter ceux de Saint-Remi, soit par prise de corps, soit par prise de biens, pour dette contractée au ban de l'échevinage, à charge cependant pour ceux-ci d'accepter que l'affaire soit portée devant la justice de l'abbaye ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Enquete A future...*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 523 et 524, 575, 595).

⁽²⁾ « dit (un témoin) que se aucun forain expose en vente aucune mauvaise denrée oudit ban, il loit au mayeur seul de icelle denrée prendre, et le vendeur punir et corriger, sans appeler avec lui les eschevins dudit ban. Mais se tel vendeur est bourgeois demourant oudit ban, le mayeur seul puet bien prendre la denrée et non faire jugement, sans appeler les eschevins » [*Enquete A future...* (Varin, *Ibid.*, p. 503)].

⁽³⁾ « Ledit Baudry, prisonnier, nonobstant qu'ils fust bourgeois et demourant oudit ban, et par ce subget et justiciable du mayeur et des eschevins dudit ban, en tous cas criminelz et civilz, se soubzmit en la jurisdicion du bailly et garde de la justice seul dudit Saint-Remy, comme faire le pavoit par la coustume du lieu, et les autres se bon leur semble » [*Enquete A future...* (Varin, *Ibid.*, p. 575)]. Voir aussi *Ibid.*, pp. 567 et 578.

⁽⁴⁾ « ... instituens ut homines vestri (de Saint-Remi) vel alii in burgo vestro manentes, Remis pro causis vel aliis quibuslibet negotiis euntes vel redeuntes, continua securitate letentur; nec ipsi, vel res eorum a prepositis, vel officialibus ejus, vel ab aliis quibuslibet, capi debeant aut teneri quamdiu sub examine vestro voluerint justiciam exhibere, nisi forte in presenti forifacito fuerint deprehensi » [*Privilegium Lucii pape III 5 juillet 1183*, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 404)]. Voir également *Diplôme de Philippe II approuvant et confirmant les conventions passées entre l'archevêque Guillaume et l'abbaye de Saint-Remy*, année 1197 (Varin, *Ibid.*, p. 430); « ... ex privilegio competit burgensibus S. Remigii, et aliis mansionariis S. Remigii, quod non

En matière économique, les bourgeois de Saint-Remi jouissent également de quelques franchises. Ils peuvent vendre et acheter toutes marchandises au marché du ban de l'échevinage, sans payer de droit de tonnieu à l'archevêque ⁽¹⁾; en échange, chaque bourgeois doit au vicomte de l'archevêque une rente annuelle de trois deniers parisis, payable, au xv^e siècle, à la Saint-Remi et, au siècle suivant, à la Saint-Martin ⁽²⁾; au xvi^e siècle, le duc de Reims ne peut non plus percevoir de stellage en la terre de Saint-Remi ⁽³⁾. En outre, tout au moins à partir du milieu du xv^e siècle, les bourgeois du ban de Saint-Remi sont exempts du droit de tonnieu dû par moitié à l'abbé et à l'archevêque, pour les denrées achetées ou vendues par eux au marché du bourg.

§ 2. — Charges des bourgeois de Saint-Remi.

Comme sujets de l'abbaye, les bourgeois du ban Saint-Remi doivent à l'abbé le droit de bourgeoisie ⁽⁴⁾. En vertu de ce droit, appelé aussi « assise du seigneur », dont l'origine remonte à un « privilegium » du pape Innocent III ⁽⁵⁾, chaque « chief d'ostel » du ban Saint-Remi est tenu de payer à l'abbé une redevance annuelle de douze deniers parisis à la Saint-Remi ⁽⁶⁾; les femmes veuves ayant ménage ne doivent que moitié de l'assise ⁽⁷⁾. Les

Remis..... proeterea illo jure arrestandi non sunt usi burgenses rimenses contra burgenses S. Remigii; sed sunt usi contra alios, et ideo non est licitum eis arrestare burgenses S. Remigii, sicut arrestant extraneos; ... » [*Fragment d'un contredit relatif au procès de Saint-Remi avec l'archevêque de Reims*, année 1263 (Varin, *Ibid.*, p. 872)].

⁽¹⁾ *Enquête A future...* 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 542 et 543, 548, 555); *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Ibid.*, p. 747, § 1).

⁽²⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1060, note, vers 1291, d'après Varin; *Enquête A future...* 1341 (Varin, *Coutumes*, pp. 542 et 543, 548, 555); *Accord de 1522 sur les droits de la Vicomté de Reims* (Varin, *Ibid.*, p. 756, § 1).

⁽³⁾ *Accord de 1522...* (Varin, *Ibid.*, p. 745).

⁽⁴⁾ *Enquête A future...* 1431 (Varin, *Ibid.*, pp. 557, 598). Voir aussi : *Charte de concession du bourg Saint-Remi* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 259). En tant qu'habitants de Reims, les bourgeois de Saint-Remi sont encore électeurs et éligibles au Conseil de Ville, dans les mêmes conditions que les bourgeois des autres bans (voir *Supra*, pp. 58 et 59 et pp. 84 et 85).

⁽⁵⁾ *Privilegium Innocenti pape III de assisia civium Burgi S. Remigii*, 2 juin 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 471 et 472).

⁽⁶⁾ *Enquête A future...* 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 554, 596 et 597).

⁽⁷⁾ *Transaction du 10 janvier 1769 réglant les droits respectifs de l'abbé et des religieux de Saint-Remi dans l'intérieur de la ville de Reims* (Varin, *Statuts*, I, p. 239). A cette époque, le droit de bourgeoisie s'élevait à 15 deniers par an.

manants de Saint-Remi sont encore astreints de rembourser à l'abbé, concurremment avec les habitants des autres « villes » de l'abbaye, les frais de gîte du roi, lorsqu'il vient à Reims; l'abbé n'est d'ailleurs tenu de l'héberger qu'une fois dans l'année. Avant le XIII^e siècle, cette imposition était variable; devant les menaces de dépeuplement de son ban, l'abbé Gui, en 1208, fixa cette redevance à douze deniers parisis par « feu », payables le troisième jour après le passage du roi ⁽¹⁾. Nous retrouvons, semble-t-il, ce droit de gîte au milieu du XV^e siècle, mais il a perdu sa forme primitive : il n'est plus dû qu'aux couronnements des rois de France « à cause du disner que fait ledit monseigneur l'abbé, au roy nostre sire, le lendemain de son sacre »; son montant est toujours le même qu'au XIII^e siècle ⁽²⁾. L'abbé de Saint-Remi a également fours banaux en son ban, les bourgeois sont obligés d'y venir cuire leurs pains « sur peine d'amende de soixante solz » ⁽³⁾; aucun bourgeois ne peut non plus vendre du vin plus de six deniers le pot, sans prendre « congié » du châtelain de Saint-Remi ⁽⁴⁾. Enfin, les bourgeois de Saint-Remi doivent le service d'ost à l'abbé, tout au moins quand il est convoqué à l'armée royale ⁽⁵⁾; le service militaire personnel, à l'égard du roi, fut d'ailleurs remplacé de bonne heure par une redevance pécuniaire, comme pour les bourgeois de l'échevinage; peut-être originairement arbitraire, la taille pour l'ost royal fut fixée, au début du XIII^e siècle, à douze deniers par « feu », payables tous les ans à la « Saint-Remi » en vendanges ⁽⁶⁾.

A ces charges, il faut encore ajouter celles qui pesaient sur l'ensemble des habitants de Reims et dont les bourgeois du ban de Saint-Remi devaient leur quote part comme les bourgeois des bans de l'échevinage et du chapitre : tailles et impôts pour « les faiz et aides » du roi, tailles pour les besoins généraux de la ville, taxe des fortifications, taxe des pauvres, service du guet ⁽⁷⁾. Quant aux tailles des sacres, les bourgeois de Saint-Remi, comme ceux du chapitre, n'y sont pas astreints; seuls les doivent les bourgeois possesseurs de biens immobiliers au ban de l'archevêque et seulement au prorata de leur valeur ⁽⁸⁾.

(1) *Charte de janvier* 1268 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 465 et 466).

(2) *Enquête A future...* 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 596 et 597).

(3) *Enquête A future...* 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 528 et 529, 543, 600 et 601).

(4) *Enquête A future...* 1431 (Varin, *Coutumes*, p. 488).

(5) Humbert, pp. 151 et 152.

(6) *Charte de janvier* 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 465 et 466).

(7) Voir *Supra*, pp. 70 et 71, p. 85. Voir également Varin, *Arch. adm.*, II, p. 7; *Ibid.*, p. 187; *Ibid.*, p. 582.

(8) Varin, *Arch. adm.*, II, p. 270, pp. 288 à 290.

CHAPITRE TROISIÈME

CONDITION DES BOURGEOIS ET DES ROTURIERS

HORS DE REIMS

Dans la région rémoise, comme dans les autres parties de la France coutumière, les populations de condition libre se répartissent en deux classes distinctes : à l'échelon inférieur, les vilains ou roturiers, soumis à toutes les rigueurs du régime seigneurial ; à l'échelon supérieur, les bourgeois, titulaires d'une « charte » et jouissant, grâce à elle, d'une liberté relative, à l'égard de l'autorité seigneuriale ⁽¹⁾.

Le mouvement d'émancipation des villes et villages, esquissé à la fin du XII^e siècle, a pris, dans les pays rémois et ardennais, une ampleur considérable au siècle suivant, en coïncidence avec l'affranchissement des classes serviles ; les chartes de cette époque, accordant, en même temps, liberté et commune aux serfs ne sont pas rares ⁽²⁾. A l'opposé de ce qui arriva fréquemment dans le Nord, les concessions de chartes ne furent pas, dans nos contrées, le résultat de mouvements insurrectionnels de manants soulevés contre leur seigneur ⁽³⁾ ; l'autorité royale ne paraît pas non plus avoir exercé une influence marquante sur ce mouvement ⁽⁴⁾ ; les communes de nos régions furent plutôt la résultante d'accords librement con-

⁽¹⁾ E. Chénon, II, 1^{er} fascicule, p. 33.

⁽²⁾ *Carta ville de Fraillieurte, que olim dicta fuil Plumbea Fontana*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 385 et s.). *Carta libertatum et consuetudinum hominum et habitantium, in villa de Thuisy prope Septem Salices*, 1191 (Varin, *Ibid.*, pp. 418 et s.). *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, pp. 185 et s.). *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473). *Carta libertatum et consuetudinum hominum de Coulommes prope Attigniacum*, juillet 1223 (Varin, *Ibid.*, pp. 526 et s.). *Charte de Villers-le-Tilleul*, avril 1262 (v. s.) (Bonvalot, appendice, pièce justific. 47, pp. 67 et s.).

⁽³⁾ Il en fut de même pour les villes et villages de l'Argonne, de la Lorraine et du Luxembourg, mis à la loi de Beaumont (Bonvalot, pp. 275 et 276).

⁽⁴⁾ Parmi les chartes publiées relatives à la région rémoise, une seule émane du roi de France, celle, d'ailleurs perdue, d'Hermonville, autorisé à s'ériger en commune par Philippe-Auguste (Demaïson, *Hermonville*, p. 399).

sentis entre les seigneurs et leurs sujets ⁽¹⁾, concessions que l'autorité seigneuriale se faisait parfois payer, mais qui, le plus souvent, étaient octroyées par pure bienveillance ⁽²⁾. Les seigneurs agissaient ainsi dans le sens de leurs intérêts bien compris ; faute de se montrer libéraux, n'avaient-ils pas lieu de craindre le dépeuplement de leurs domaines, au profit des villes de franchise fondées par des seigneurs voisins plus bienveillants ou plus avisés ? ⁽³⁾. Pour cette raison, les premières chartes durent faire, en quelque sorte, tache d'huile et, l'esprit d'imitation aidant, favoriser singulièrement la multiplication des communes dans nos régions. Parmi ces chartes, celles de Reims et de Beaumont-en-Argonne, toutes deux octroyées par l'archevêque Guillaume aux Blanches Mains, me semblent avoir été les chartes « chefs de sens », la première pour le pays rémois, la seconde pour la région ardennaise, soumise aux coutumes de Reims ⁽⁴⁾.

Aucune des chartes de nos régions ne crée à proprement parler de véritables communes, des « communes jurées », comme on les désignait au moyen âge, complètement indépendantes de l'autorité seigneuriale ; les villes libres ne semblent pas avoir été vues avec faveur par les seigneurs de nos régions ; les excès de la commune de Laon, ceux de la première commune de Reims ⁽⁵⁾ y sont peut-être pour quelque chose. A part quelques exceptions, les chartes rémoises et ardennaises n'établissent pas non plus de simples

(1) « ... et communi consensu bene recepistis » dit le Chapitre en s'adressant à ses manants de Fraillécourt [*Charte de Fraillécourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 387)]. La charte de Beine se termine par ces mots : « Ce fu fait de la volenté de l'assentement les bourgeois de Bainne et de Moucheri qui tiennent de celui Huon ... » [*Charte communale concédée par Hue, seigneur de Beine, aux habitants de Beine et de Mouchery*, décembre 1271 (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 21)]. Voir également, Bonvalot, p. 276.

(2) La charte de Sommepey de 1186-1187 fut vendue pour la somme de 50 livres par Renaud de Sommepey seigneur du village, à ses manants (Robert, *Sommepey*, p. 175).

(3) Bonvalot, pp. 278 à 282.

(4) Tout au moins dans leurs grandes lignes car, si l'on entre dans le détail, chaque charte a ses dispositions spéciales qui la distinguent des autres. Dans la région rémoise ont subi l'influence de la Villelmine, les chartes de Thuisy (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 418), de Coulommies-les-Attigny (Varin, *Ibid.*, I, p. 526), de Sommepey, d'avril 1263 (Robert, *Sommepey*, p. 181), de Beine (Robert, *Beine*, p. 17, pièce justif. III). Dans le pays ardennais, Le Chesne, Sauville, Terron-sur-Aisne (Robert, *Beaumont*, p. 79), Les Mares, alias Lametz (Vincent, *Lametz*, pp. 160 et s.), Saint-Oricle (Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43), Maisoncelles (*Ibid.*, pièce justif. 31, p. 44), Semuy (*Ibid.*, pièce justif. 32, p. 45), La Besace (*Ibid.*, pièce justif. 41, p. 56), Villers-le-Tilleul (*Ibid.*, pièce justif. 47, p. 71), furent successivement mis à la loi de Beaumont, durant le XIII^e siècle.

(5) Voir Humbert, pp. 11 à 20.

viles de bourgeoisie ou de franchise ⁽¹⁾. Ce qui caractérise les chartes des pays rémois, c'est qu'elles fondent ce que j'appellerai volontiers des villes de bourgeoisie privilégiées, villes de bourgeoisie parce que non affranchies de la tutelle seigneuriale, mais villes prévôtales privilégiées, en tant qu'administrées et régies par des magistrats municipaux électifs, responsables à la fois devant le seigneur et devant la « villa ». Ce n'est là d'ailleurs qu'une vue schématique; pratiquement chaque charte a ses dispositions particulières : ici tous les magistrats municipaux, maire et échevins, sont nommés par les bourgeois de la « villa »; là, le seigneur s'est réservé la désignation de certains d'entre eux, notamment des maires; dans certaines chartes, maire et échevins exercent à la fois les pouvoirs administratif, judiciaire et même législatif; dans d'autres, les plus nombreuses, leur rôle se limite à administrer la bourgade et à rendre la justice aux manants, mais toujours et partout en concurrence avec les seigneurs ou bien sous leur autorité; nulle part on ne constate la rupture du lien seigneurial et l'existence d'une ville libre proprement dite.

Du fait de l'octroi d'une charte, les manants des bourgades bénéficiaires possèdent une situation privilégiée parmi la population de condition libre; ils deviennent des bourgeois ⁽²⁾. Dans nos régions, la bourgeoisie est ainsi conférée à tous les individus demeurant dans la « villa » au moment de la concession de la charte, aucune n'exclut de ses dispositions une catégorie quelconque de manants ⁽³⁾. Par contre, plusieurs chartes créent une situation privilégiée au profit de certains bourgeois. Chacun des co-seigneurs d'Ormes a le droit d'avoir, dans le village, un homme exempt de toutes prestations envers lui ⁽⁴⁾; à Sommepey, le franc-servant du chapitre de Reims est également affranchi de toutes redevances et corvées envers Renaut de Sommepey, seigneur du village ⁽⁵⁾; il en est de même de

(1) Parmi les chartes publiées, sont de simples chartes de franchises, celles de Châlons-sur-Vesle, dont la date, au dire de Varin, se placerait entre les années 1185 et 1194, et remonterait peut-être au delà de 1185 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 719 et s.), de Sommepey de 1186 (Robert, *Sommepey*, pp. 179 et s.), d'Ormes, en 1189 (Bonvalot, appendice, pièce justif. 1, p. 1), d'Hautvillers, du 28 décembre 1274 (Manceaux, *Hautvillers*, I, p. 465) et de Nouvion-sur-Meuse en 1290 (Hubignon, p. 74).

(2) Bonvalot, p. 318.

(3) *Charte de Fraillécourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, pp. 385 et s.). *Charte de Beaumont-en-Argonne*, 1182 (Bonvalot, pp. 99 et s., Defourny, pp. 266 et s.). *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, pp. 185 et 186). *Charte de Maubert-Fontaine*, 1208 (Varin, *Ibid.*, p. 473). *Charte de Coulommès-les-Attigny*, 1223 (Varin, *Ibid.*, p. 526). *Charte de Nouvion-sur-Meuse*, 1290 (Hubignon, p. 74).

(4) *Charte d'Ormes*, 1189 (Bonvalot, appendice, pièce justif. 1, p. 1).

(5) *Charte de Sommepey*, 1186-1187 (Robert, *Sommepey*, p. 180). *Charte de Sommepey*, de 1263 (*Ibid.*, p. 181). Voir *Supra*, chap. II, p. 75, note 1.

plusieurs individus qui servent Renaut « cum armis et in equis », ainsi que de tous autres qui le serviraient dans les mêmes conditions ⁽¹⁾. A Alland'huy, le maire et deux habitants, au choix de l'abbé de Saint-Remi, seigneur du lieu, sont exonérés de la taille de gîte due à l'avoué; ces habitants appelés francs-sergents de l'abbé, sont exempts des corvées de chevaux, ils ont le droit de moudre au moulin les premiers et jouissent également « d'autres privilèges » non mentionnés ⁽²⁾.

Les forains peuvent également, sous certaines conditions, devenir membres des villes de bourgeoisie. Mais, en général, nos chartes n'admettent pas indistinctement tous les étrangers au nombre des bourgeois ⁽³⁾; pratiquement les seigneurs ont soin d'interdire l'accès de leurs villes privilégiées à leurs autres sujets et en particulier à leurs serfs; dans nos régions où dominent les seigneurs ecclésiastiques, les chartes prononcent encore la même exclusive contre les « hommes » des avoués protecteurs des villages des « Églises » et souvent aussi contre les sujets de leurs vassaux ⁽⁴⁾. Au contraire, les seigneurs admettent sans restriction, dans leurs

(1) *Charte de Sommepey*, 1186-1187 (Robert, *Ibid.*, p. 180).

(2) Robert, *Alland'huy*, p. 307.

(3) Cependant, à Thuisy et à Coulommès-les-Attigny, tout étranger sans aucune distinction, peut devenir bourgeois de la « ville » [*Charte de Thuisy*, 1191 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 419); *Charte de Coulommès-les-Attigny*, juillet 1223 (Varin, *Ibid.*, p. 527)].

(4) A Fraillécourt, les hommes des villes serves de l'avoué, les hommes de ses vassaux ne peuvent être reçus bourgeois [*Carta D. Rainaldi de Roseto, super villa de Fraillécourt*, vers 1182, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 391)]; les chartes de Senec et de Sainte-Oricle excluent tous les sujets de l'abbaye de Saint-Remi et du comte de Grandpré, coseigneurs de ces deux villages (Robert, *Beaumont*, pp. 82 et 83; Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43); à Sauville, les manants des autres villages du seigneur, l'abbé de Saint-Remi, ne sont pas admis à la bourgeoisie, il en est de même des hommes du maréchal de Champagne et d'Henri de Sorcy, vassaux du comte de Rethel, coseigneurs du village, sauf si ceux-ci y consentent (Robert, *Beaumont*, pp. 82 et 83); d'après M. Robert, au Chesne et à Terron-sur-Aisne, bien que les chartes n'en fassent nulle mention, les hommes des villes de gîte (*) sont exclus de la bourgeoisie (Robert, *Beaumont*, p. 83); à Maisoncelles, les hommes du comte de Rethel et de ses vassaux ne peuvent acquérir la bourgeoisie « se il ne vient de franche vile » [*Charte de Maisoncelles*, février 1236 (Bonvalot, appendice, pièce justif. 31, p. 44)]; à Villers-le-Tilleul, l'abbaye de Saint-Vincent de Laon, seigneur du village, plus libérale, autorise ses « hommes » à recevoir la bourgeoisie, à charge d'obtenir son consentement, il n'est fait exception que pour ceux d'Imécourt; de même, les « hommes » de l'avoué et coseigneur du village, le comte de Rethel, les « hommes » de ses vassaux, et ceux de « ses gistes » ne peuvent demeurer à Villers et être admis à la bourgeoisie, sans son assentiment [*Charte de Villers-le-Tilleul*, avril 1262 (v. s.) (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 70)]. Voir également, Bonvalot, pp. 321 et 322.

(*) On désigne sous le nom de villes de gîte, les villages de l'abbaye de Saint-Remi, dont le comte de Rethel est avoué et où il a droit de gîte (Robert, *Beaumont*, p. 83, note).

villes de bourgeoisie, les manants des autres seigneuries; par là, ils favorisent le peuplement de leurs propres domaines au détriment des seigneurs voisins ⁽¹⁾.

Généralement, le forain n'était pas admis immédiatement à la bourgeoisie, il devait au préalable avoir résidé dans la « villa » pendant un certain temps fixé le plus souvent à un an et un jour ⁽²⁾. C'était d'ailleurs une garantie pour la « villa », car, suivant la remarque de Bonvalot, l'étranger serf pouvait être réclamé dans ce délai par son seigneur d'origine, et même s'il était de condition libre, il pouvait « être recherché... pour des prestations non accomplies au lieu de son départ. »; d'autre part, ce délai permettait au maire et aux échevins d'enquêter sur la situation du candidat à la bourgeoisie, qui n'était ensuite admis qu'à bon escient ⁽³⁾. Parfois, les chartes imposent encore aux futurs bourgeois l'obligation de construire une maison ou de faire des travaux profitables à la « villa » ⁽⁴⁾. Enfin, le forain, aspirant à la bourgeoisie d'une ville, doit encore payer au maire et aux échevins, quelquefois aussi au seigneur, un droit d'entrée, en général assez faible ⁽⁵⁾. Ces forma-

⁽¹⁾ Robert, *Beaumont*, p. 83.

⁽²⁾ « Concessit autem prefatus R. cum ecclesia, sine omni exceptione, sine omni retentione,... sed et omnis quicumque per annum et diem unum habuerint, vel habituri essent ibidem corporaliter mansionem, quantum ad ecclesiam et dominum R. pertineret, ab omni questu et tallia et ab omni exactione, preter quam ville constitutio tam ecclesie quam domini R. signata sigillo exigit, liberos et immunes... [Charte de Guillaume archevêque sur l'accord passé entre le Chapitre de Reims et Renaud de Rosoy sur la ville de Fraillencourt, 1182 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 388)]. Voir également, Bonvalot, p. 320.

⁽³⁾ Bonvalot, p. 320.

⁽⁴⁾ A Courcy, les manants sont tenus de bâtir une maison dans l'année et d'y mettre des meubles pour une valeur de 40 sous parisis [Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie super homines suos mansionarios de Courcy, et ad quid ii tenentur, juillet 1248 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 705)]; à Villers-le-Tilleul, tout nouveau bourgeois doit, dans l'année de sa réception « faire un édifice valant quarante sols parisis » [Charte de Villers-le-Tilleul, avril 1262 (v. s.) (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 70)]. Cf. Bonvalot, p. 323.

⁽⁵⁾ La charte de Beaumont fixe ce droit à un « nummus » pour le maire et un pour les jurats [Charte de Beaumont-en-Argonne, 1182 (Bonvalot, p. 101, art. XI; Defourny, p. 267)]; il en est de même au Chesne, à Sauvillie et à Terron-sur-Aisne, qui suivent la loi de Beaumont (Robert, *Beaumont*, pièce justif. II, p. 103, art. 11). A Coulommies-les-Attigny, le forain, candidat à la bourgeoisie, doit, de droit d'entrée, un quartel d'avoine et une poule à l'archevêque de Reims, seigneur du village, huit « nummi » au maire et quatre aux échevins [Charte de Coulommies-les-Attigny, juillet 1223 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 527)]. A Courcy, quatre-vingts hommes, admis en même temps à la bourgeoisie, doivent « pro receptione eorumdem », au seigneur du village, le Trésorier du Chapitre de Reims, vingt livres, payables à la Saint-Remi prochaine (l'acte est du mois de juillet); de plus chacun d'eux paiera, pour la même cause et à la même époque, trois sous parisis et une poule [Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie super homines suos mansionarios de Courcy, ..., juillet 1248 (Varin, *Ibid.*, p. 704)]. Voir également Bonvalot, p. 323.

lités accomplies, l'étranger était reçu définitivement au nombre des bourgeois, après avoir prêté serment, entre les mains des magistrats municipaux, d'« estre bon et loyal au seigneur et à la ville ⁽¹⁾. » Souvent, le nouveau bourgeois recevait, à sa réception, soit du seigneur, soit de la « villa », quelques parcelles de terre, à charge de les cultiver ou d'y bâtir ⁽²⁾ et parfois aussi une petite maison ⁽³⁾.

§ 1^{er}. — Privilèges des bourgeois et des roturiers hors de Reims.⁴

Bourgeois ou roturiers, tous nos manants sont également affranchis des redevances et des incapacités caractéristiques de la condition servile. Ils sont exempts des tailles arbitraires, les « exactiones » des chartes, ainsi que des corvées personnelles réservées aux serfs ⁽⁴⁾. Ils ne sont pas soumis au droit de suite comme les serfs ⁽⁵⁾ et peuvent quitter la « villa » à leur gré, sans « confisquer » leurs biens au profit du seigneur; ils doivent naturellement, avant de s'en aller, avoir satisfait à toutes les obligations imposées aux bourgeois par la charte ⁽⁶⁾. Parfois, cependant, le bourgeois, aban-

⁽¹⁾ *La loy de Belmont*, sans date (Bonvalot, appendice, art. 39, p. 10; Defourny, art. 42, p. 285).

⁽²⁾ *Charte de Beaumont*, 1182 (Bonvalot, p. 101, art. xi; Defourny, p. 267). *Conventiones inter abbatem et conventum S. Theoderici et mansionarios de Folle Paina apud Hermundivillam*, mars 1270 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 908). *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Ibid.*, p. 473).

⁽³⁾ *Charte de Beaumont*, 1182 (Bonvalot, p. 101, art. xi; Defourny, p. 267). Voir aussi, Bonvalot, pp. 338 et s.

⁽⁴⁾ « ... Ut omnes qui in prefata villa per annum et diem habueritis et corporaliter fixeritis mansionem, ab omni tallia, et quacumque exactione, et quolibet questu, et ab omnibus que in presenti casta expressa non fuerint, perpetuo sitis immunes... » [*Charte de Fraillicourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 385)]. La charte de Fraillicourt maintenait cependant les chevages (*Ibid.*, p. 385). La charte d'Ormes exempte les manants des prestations arbitraires de blé et d'avoine, des charrois et des cueillettes arbitraires de raisins dans leur vignes au profit des seigneurs [*Charte d'Ormes*, 1189 — (Bonvalot, appendice, pièce justif. 1, p. 1)] : Cf. *Charte de Thuisy* 1191 (Varin, *Ibid.*, p. 418). *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, p. 185). *Charte de Coulommies-les-Attigny*, juillet 1223 (Varin, *Ibid.*, p. 526); *Charte de Villers-le-Tilleul*, avril 1262 (v. s.) (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, page 71). *Charte de Nouvion-sur-Meuse*, 1290 (Hubignon, p. 74).

⁽⁵⁾ La charte de Nouvion-sur-Meuse défend cependant aux manants de sortir des limites de leurs entrecours « ... s'ils isoient de leurs entrecourts ie les pourrois poursuivre en tel poinct somme devant » [*Charte de Nouvion-sur-Meuse* (Hubignon, p. 74)].

⁽⁶⁾ « Si quis extra habitantium in ea villa manere voluerit, maneat...; et quando exire voluerit, exeat cum rebus, salvis consuetudinibus et jure nostro. » [*Charte de*

donnant son village, perd, à l'instar du serf d'héritage, la propriété de ses biens ⁽¹⁾. D'autres chartes l'autorisent à quitter la « villa », à charge de payer une amende au seigneur ⁽²⁾, ou encore de vendre ses héritages à un autre bourgeois ⁽³⁾, ou bien aussi de continuer à payer les redevances qui grèvent sa tenure, même dans son nouveau domicile ⁽⁴⁾. Les manants de la région rémoise ont également le droit de se marier à leur gré, sans demander d'autorisation au seigneur et sans lui payer de droit de formariage ⁽⁵⁾.

Libres quant à leurs personnes, les bourgeois et roturiers de nos régions ont aussi la liberté de disposer de leurs biens comme ils l'entendent ; entre vifs, ils ont la faculté de les aliéner valablement, à cause de mort, ils sont affranchis de la mainmorte servile ⁽⁶⁾. Des restrictions subsistent cependant dans quelques chartes : à Justine, le bourgeois ne peut vendre son héritage qu'à un autre bourgeois ⁽⁷⁾ ; à Maubert-Fontaine, toute mutation au profit d'un forain est interdite ⁽⁸⁾ ; à Coulommès, le droit de succession paraît bien

Thuisy (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 419) ; à Coulommès, les bourgeois peuvent s'en aller quand il leur plaît, « rebus suis salvis, etiam consuetudinibus nostris, et jure nostro » [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 527)]. Cf. Bonvalot, pp. 332 à 336.

⁽¹⁾ A Villers-le-Tilleul, tout manant, qui ne réintègre pas son domicile dans les quatre mois, perd ses « héritages », confisqués au profit des co-seigneurs du village. [*Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 70)].

⁽²⁾ Les quatre vingts nouveaux manants, passés sous la suzeraineté du Trésorier du chapitre à Courcy, s'engagent à lui verser 40 s. p. en cas de retrait individuel et 100 liv. p. au cas où ils s'en iraient tous ensemble [*Charte de Courcy*, juillet 1248 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 705)].

⁽³⁾ « ... Hereditate vero distracta, recedere libere poterit, salvo tamen jure domino-rum ville » [*Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187)].

⁽⁴⁾ « ... de quibus (les terres concédées aux manants) a quocumque possideantur, quamvis ad alium locum prope sive longe diverterit ad manendum, decime et terragia dicto modo nobis integre persolventur » [*Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473)].

⁽⁵⁾ *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 71).

⁽⁶⁾ « ... et sive servi, sive liberi antea fueritis, salvis capitationibus, quantum ad ecclesias remensen pertinet, perpetuam habeatis libertatem, possessionum quoque vestrarum quas huc usque juste habuistis, vel in futurum acquisituri estis, tam vobis quam heredibus vestris, pacificam firmitatem » [*Charte de Fraillécourt* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 385)]. « Totam villam de Justina scilicet et universos mansionarios quicumque ibidem corporaliter habuerint mansionem ab omni tallia et questu et ab omni exactione cum rebus et possessionibus eorum concedimus omnino liberos esse... » [*Charte de Justine* (Robert, *Justine*, pp. 185 et 186)]. — *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, op. cit. p. 71).

⁽⁷⁾ « Si autem eorum aliquis hereditatem suam vendere voluerit, solis mansionariis Justine eam emere licebit... » [*Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187)].

⁽⁸⁾ « Nullus tamen quicquam exinde vendere poterit, vel dare, vel modo aliquo transmutare, nisi mansionario ville » [*Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473)]. L'interdiction pour les étrangers de posséder des biens immobiliers dans la « villa » paraît avoir été à peu près générale (Cf. Bonvalot, p. 343).

avoir été limité à la ligne directe descendante ⁽¹⁾. Parfois aussi, les chartes interdisent aux manants de posséder une quantité de biens immobiliers supérieurs à un chiffre déterminé; ainsi à Justine, chaque bourgeois de la ville ne peut posséder qu'une « muyée » de terre, mesure de Vervins ⁽²⁾. Ces entraves au droit de propriété ne semblent pas d'ailleurs avoir subsisté au-delà du xve siècle ⁽³⁾.

En dehors de ces franchises, les habitants de nos régions, qu'ils soient bourgeois ou roturiers, jouissent encore de droits d'usage, parfois très étendus, sur les immeubles que les seigneurs se sont réservés en propre. Les biens sur lesquels portent les droits d'usage sont, le plus souvent, les forêts, les cours d'eau, les terres en pâtures, plus rarement les terres arables, les rues et places des villages ainsi que les chemins publics. Quant aux actes de jouissance permis aux manants, ils varient pour ainsi dire, avec chaque localité, suivant les nécessités économiques particulières : ainsi à Hermonville, les manants ont, dans le ressort des deux vicomtés, le droit de « chever, raemplir reie, relever » les fossés; ils peuvent « herber, pasturer, mettre fiens et terres » dans les marais des vicomtes; en toutes les places de la ville et « en touz autres lieux samblables », ils ont la faculté de « planter erragier, coper pouer arbres et widier les wés... et faire puis et fontaines toutes fois que il leur plaist »; ils peuvent encore pêcher à tous engins dans tous étangs, ruisseaux et « yaues » et en général « faire tous autres aisemens si comme bon et profitable leur semble » ⁽⁴⁾. Particularité curieuse et qui semble bien se rattacher à une prérogative plus générale des magistrats municipaux, toutes ces « entreprises » sur les immeubles vicomtaux, ne sont « amendables » que si les jurats s'en plaignent aux vicomtes ⁽⁵⁾. Les

⁽¹⁾ « Nullus requiret hereditatem suam post mortem antecessoris sui, quia non est consuetum in villa... » [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Arch., adm.*, I, p. 527)]. En Berry, certaines chartes n'autorisent à succéder que jusqu'aux troisième et quatrième degrés seulement. (Émile Chénon, *Les jours de Berry au Parlement de Paris de 1255 à 1328*, p. 338).

⁽²⁾ *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187). Cf. *Charte de franchise accordée aux habitants de Corbeny par l'abbaye de Saint-Remi*, 1201-1202 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XVIII, p. 125).

⁽³⁾ A. Justine, d'après M. Gaston Robert, l'interdiction, pour les forains de posséder des immeubles et pour les manants d'avoir une étendue de terre supérieure à une « muyée », est tombée en désuétude, fin du xiv^e siècle, commencement du xv^e siècle (Robert, *Justine*, p. 184).

⁽⁴⁾ *Vidimus par Philippe de Valois d'une charte de Jean V, comte de Roucy, reconnaissant les franchises d'Hermonville*, mai 1331 (Robert, *Hermonville*, pièce justif. III, p. 11). Cette charte n'intéresse que la grande vicomté d'Hermonville; suivant M. Gaston Robert, les manants de la petite vicomté avaient les mêmes droits (Robert, *Hermonville*, p. 3 et p. 10, note).

⁽⁵⁾ *Vidimus par Philippe de Valois...* mai 1331 (Robert, *Hermonville*, pièce justif. III, p. 11).

manants d'Isles-sur-Suippe possèdent des droits d'usage importants sur la Suippe et les marais voisins, tout au moins dans certaines limites déterminées : ils peuvent pêcher dans la rivière et ses affluents à tous engins, sauf à la « roie perrière », y « laver et nettoyer leur bestes et draps » ; ils ont également le droit de faire paître leurs animaux dans les marais et herbages bordant la rivière, d'y faucher les herbes et d'en couper les saules et osiers⁽¹⁾. De plus, chacun des manants à la jouissance annuelle de telle portion qu'il peut labourer et ensemer d'un « grand trieige de terres arrables », appartenant à l'abbé de Saint-Remi, seigneur du village⁽²⁾. Dans les bois et pâturages se trouvant dans la gruerie des comtes de Champagne, les manants de Rilly peuvent « aller et venir copper et abastre boys à la hache, à la serpe, et à tous aultres instruments et en toutes saisons, excepté le temps des serches⁽³⁾ tant seulement, y faucher, fauciller, fener herbes, l'appliquer à leur prouffit et tout ce vendre ou échanger les ung aux autres sans mesuser, et aussi y mener paistre et pasturer leurs bestes et tous autres bestaux quelconques »⁽⁴⁾. En plus des anciens aisements non spécifiés, la charte de Villers-le-Tilleul permet aux bourgeois du lieu de ramasser, dans la forêt du comte de Rethel, avoué du village, tout le bois mort ; quant au bois « vif », ils sont autorisés à en prendre, sans « eradication » seulement pour réparer leurs voitures passant à travers la forêt, « si le char ou timont se rompt en la ditte forest et soit nécessaire de le reparer en la ditte forest »⁽⁵⁾. Parfois aussi, les manants de certains villages voisins, à la suite de conventions de parcours intervenus entre eux et leurs seigneurs respectifs, jouissent de la faculté de se servir réciproquement des aisements propres à chacune des agglomérations limitrophes⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ *Sentence du lieutenant de Jean de Neuville, maître des eaux et forêts au bailliage de Vermandois, maintenant aux habitants d'Isles leurs droits d'usage sur la Suippe et les marais voisins*, 15 septembre 1431 (Robert, *Isles*, pièce justif. IV, pp. 11 et 12).

⁽²⁾ *Déclaration des droits appartenant à la mense abbatiale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Isles*, pièce justif. XI, p. 23).

⁽³⁾ D'après M. Gaston Robert, ce serait l'époque où l'on ramasse les glands et faines.

⁽⁴⁾ *Sentence du maître des eaux et forêts d'Épernay, donnant mainlevée aux habitants de Rilly de leurs bâtis et usages*, 18 février 1460 (Robert, *Rilly*, pièce justif. II, p. 14).

⁽⁵⁾ *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 69). Voir en outre, *Charte de Beaumont-en-Argonne* (Bonvalot, p. 100, § VIII, Defourny, p. 267) et *La loi de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 3, art. 5, p. 7, art. 45, p. 11. Defourny, art. 48, p. 286) ; *Charte de Lametz* (Vincent, *Lametz*, art. 41, p. 167) ; *Charte de Semuy*, mai 1258 (Bonvalot, appendice, pièce justif. 32, pp. 45 et 46) ; *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187) ; *Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473).

⁽⁶⁾ Ainsi, les manants d'Herpy ont droits d'aisements et pâturages communs sur les terroirs du Thour et de Saint-Germainmont. [*Accord entre l'abbaye de Saint-Remi et*

Ces droits d'usage étaient quelquefois concédés gratuitement par les seigneurs ⁽¹⁾; le plus souvent, ils n'étaient accordés que contre le paiement d'une redevance, généralement très faible, d'un chapon ou d'une poule ou encore d'un setier de blé, due annuellement par tous les chefs de ménage bénéficiaires ⁽²⁾. C'est le droit de « soignée » des chartes qui dans la suite finira par être considéré partout comme un droit de bourgeoisie ⁽³⁾.

L'exemption des tailles et corvées arbitraires, des formariages et des mainmortes, la jouissance des bâtis et pâquis seigneuriaux sont des privilèges communs à tous les habitants libres de nos régions; par contre, seuls les bourgeois jouissent de privilèges en matières politique, judiciaire et économique, et ce sont précisément ces prérogatives qui les distinguent des simples roturiers.

Tout d'abord, les bourgeois des « villes » des régions rémoise et ardennaise soumises aux coutumes de Reims ont des droits politiques importants. Ce sont eux qui élisent les magistrats municipaux, maire, échevins ou jurats, chargés d'administrer la commune, d'en conserver les droits et ceux du seigneur et de rendre la justice aux bourgeois. Dans certaines chartes, tout le corps municipal est à l'élection des bourgeois ⁽⁴⁾; dans d'autres, au contraire, les

Jean de Soissons, seigneur du Thour, sur le sauvement d'Herpy et divers points en litige, à Herpy et à Juzancourt, août 1232 (Robert, Herpy, pièce justif. IV, p. 242)]. D'après un accord de décembre 1310, les communautés de Prosnes et de Nauroy, d'une part, et celles de Wez et de Thuisy, d'autre part, ont en commun tous leurs pâquis (Robert, Prosnes, pièce justif. XIII, p. 243).

⁽¹⁾ Notamment à Hermonville [*Vidimus par Philippe de Valois...*, mai 1331 (Robert, Hermonville, pièce justif. III, p. 11)], à Beaumont-en-Argonne et dans la plupart des villages de nos régions mis à la loi de Beaumont.

⁽²⁾ Les bourgeois de Terron devaient pour cela un chapon, à Noël (Robert, Beaumont, p. 84); ceux d'Herpy, une poule à la Saint-Remi-aux-vingt-jours (13 janvier?) [*Déclaration des droits seigneuriaux, à Herpy, 10 mai 1462 (Robert, Herpy, pièce justif. XVIII, p. 271)]*; à Justine, les manants doivent pour la même cause, à la Saint-Remi, un setier d'avoine à la bonne mesure, valant huit quartels rases [*Charte de Justine (Robert, Justine, p. 187)]* et à Prosnes, un quartel d'avoine, également à la Saint-Remi (Robert, Prosnes, p. 217). En compensation des « aisances », les bourgeois de Villers payent à leurs seigneurs, l'abbaye de Saint-Vincent-de-Laon et le Comte de Rethel, tous les ans à la Saint-Remi d'octobre, 2 setiers d'avoine, mesure de Villers, et 2 poules, s'ils possèdent des chevaux ou autres bêtes de trait et seulement un setier d'avoine et une poule, s'ils n'en possèdent pas [*Charte de Villers-le-Tilleul (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 69)]*. A Prosnes, les redevances sont proportionnelles au nombre d'animaux envoyés par les habitants aux pâturages seigneuriaux, à raison de quatre deniers par cheval et deux deniers par vache; cependant, pour les bêtes à laine, la communauté doit une redevance forfaitaire et globale de 10 sous parisis (Robert, Prosnes, pièce justif. XIII, p. 243).

⁽³⁾ Robert, Beaumont, p. 84.

⁽⁴⁾ *Charte de Beaumont-en-Argonne (Bonvalot, p. 100, § IX)* et la plupart de ses filiales; *Chartes du Chesne et de Terron-sur-Aisne (Robert, Beaumont, pièce justif. II, § 9, p. 103)*; *Charte de Saint-Oricle (Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43)*; *Charte de Maison-*

échevins et jurats sont nommés par moitié par le seigneur et par les habitants ⁽¹⁾; le plus souvent, le seigneur se réserve la désignation du maire, chef du corps communal, et laisse à ses bourgeois le soin d'élire les autres magistrats municipaux ⁽²⁾.

Dans tous les cas, tous les bourgeois membres de la « villa », majeurs et chefs de ménage, sont électeurs ⁽³⁾. Bien que les chartes n'en fassent nulle mention, les bourgeoises tenant ménage particulier jouissent, semble-t-il, des mêmes droits que les bourgeois : dans les villages où il n'y a pas de représentants permanents de la communauté, nommés par les habitants, les femmes, « chefs d'hôtel », font partie, au même titre que les hommes, des assemblées générales chargées de délibérer, après autorisation du seigneur, sur les affaires intéressant la communauté ⁽⁴⁾; dès lors, pourquoi les bourgeoises auraient-elles été privées d'un droit reconnu aux roturières ? Dans certains villages, le vote était obligatoire, tous les habitants étaient tenus de comparaître sous peine d'amende aux assemblées électorales ⁽⁵⁾.

celles (*Ibid.*, pièce justif. 31, p. 45; *Charte de Sancy* (*Ibid.*, pièce justif. 32, pp. 45 et 46); *Charte de La Besace* (*ibid.*, pièce justif. 41, p. 56); *Charte de Lametz* (Vincent, Lametz, pp. 162 et s.). Cf. également; *Charte de Thuisy* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 418), *Charte de Follepaine* (Varin, *Ibid.*, p. 909) ici cependant, bien qu'élus par les bourgeois, le maire doit être agréé par l'abbé de Saint-Thierry, seigneur du lieu; *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 17). A Coulommès-les-Attigny, les bourgeois élisent les jurats et ceux-ci nomment le maire et les échevins [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 526)].

⁽¹⁾ Ainsi, à Sommepey, deux des échevins sont élus par les habitants et les deux autres sont désignés par le seigneur [*Charte de Sommepey*, 11 avril 1263 (Robert, *Sommepey*, p. 181)]. Il en est de même à Alland'huy [*Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, (pièce non datée) (Robert, *Alland'huy*, pièce justif. III, p. 306)].

⁽²⁾ *Charte de Guillaume archevêque sur l'accord passé entre le chapitre et Renaut de Rosoy sur la ville de Fraillicourt*, 1182 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 388). *Charte de Thuisy* (Varin, *Ibid.*, p. 418). *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 186). *Charte de Sauville* (Robert, *Beaumont*, p. 87). *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 70). Dans ce cas, les maires doivent être obligatoirement pris parmi les bourgeois de la « villa » (*Charte de Guillaume archevêque... sur la ville de Fraillicourt* (Varin, *Ibid.*, p. 388). *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 186)].

⁽³⁾ Bonvalot, p. 373. A ma connaissance, aucune charte de nos régions ne souffre d'exceptions à ce principe général. Voir notamment *Charte de Beaumont-en-Argonne* (Bonvalot, p. 100, § IX, Defourny, p. 267); *Chartes du Chesne, de Sauville et de Terron-sur-Aisne* (Robert, *Beaumont*, pièce justif. II, p. 103, § 9), ainsi que les chartes des autres villages suivant la loi de Beaumont : Saint-Oriele, Maisonneelles, Semuy, La Besace et Villers-le-Tilleul (Bonvalot, appendice, *passim*). Cf. également, *Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 526); *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 706); *Charte de Sommepey de 1263* (Robert, *Sommepey*, p. 181); *Charte de Follepaine* (Varin, *Ibid.*, p. 909); *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 17).

⁽⁴⁾ C'était notamment le cas à Serriers, à Courtaumont, à Nogent-en-la-Montagne, au Petit-Fleury et à Montaneuf, localités dépourvues de charte communale d'après M. Gaston Robert (Robert, *Serriers*, pp. 188 et 189).

⁽⁵⁾ *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi, à Alland'huy*.

Les maires, échevins et jurats ne pouvaient pas entrer en fonction, sans avoir, au préalable, prêté serment de fidélité entre les mains du seigneur de la « ville » ou de son délégué ⁽¹⁾. C'est, dans nos régions, une obligation imposée par toutes les chartes communales; par là nos villes libres se distinguent des communes jurées du Nord de la France, complètement indépendantes de l'autorité seigneuriale. Certaines chartes prévoyaient cependant le cas où le seigneur refuserait de recevoir au serment les magistrats municipaux ou userait de procédés dilatoires; alors, les bourgeois étaient autorisés à faire la grève des redevances et les échevins n'étaient plus tenus de juger en la cour seigneuriale ⁽²⁾.

En matière judiciaire, les chartes de nos régions concèdent aux bourgeois plusieurs importants privilèges. Tout d'abord, comme les bourgeois du ban de l'archevêque à Reims, nos bourgeois ne sont justiciables, en principe, que du tribunal de l'échevinage local, garantie précieuse, leur permettant, à l'exemple des vassaux nobles, d'être jugés par leurs pairs, les échevins et jurats nommés par eux ⁽³⁾. Ces tribunaux des « villes de commune » ne sont pas, d'ailleurs, tout comme l'échevinage rémois, complètement indépendants de l'autorité seigneuriale. En effet, ils sont toujours présidés et dirigés par un officier du seigneur, bailli, prévôt ou maire, à la fois « juge d'instruction et président d'assises », ayant seul, comme à Reims, le droit d'arrestation et faisant seul l'information des procès ⁽⁴⁾. Les

d'huy, Ecordal et Amagne (pièce non datée. D'après M. Demaison, elle se placerait entre les années 1488 et 1500), Robert, *Allandhuy*, pièce justif. III, pp. 306 et 307. A Allandhuy, l'amende était de 5 sous parisis.

⁽¹⁾ *Charte de Beaumont* (Bonvalot, p. 100, § IX, Defourny, p. 267); *Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 526); *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 706); *Charte de Sommepey* de 1263 (Robert, *Sommepey*, p. 181); *Charte de Follepaine* (Varin, *Ibid.*, p. 909); *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif., III, p. 17).

⁽²⁾ « ... Et c'il avenoit que nous ou nos oirs signeur de Baigne ne vocissines ou pourloingnissiens recevoir les eschevins au sairement devant dit, il ne seroient tenu a jugier en nostre court, ne il ne li autre homme de la ville a nous paier nos rentes jusques a tant que nous les y eussions receus et fait envers eus ce que nous deveriens » [*Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 17)].

⁽³⁾ *Charte de Beaumont-en-Argonne* (Defourny, p. 270) et ses filiales; *Chartes du Chesne, de Sauville et de Terron-sur-Aisne* (Robert, *Beaumont*, p. 86); *Charte de Lametz* (Vincent, *Lametz*, p. 162); *Charte de Saint-Oricle* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43); *Charte de Maisonnelles* (*Ibid.*, pièce justif. 31, p. 44); *Charte de Semuy* (*Ibid.*, pièce justif. 32, p. 45); *Charte de La Besace* (*Ibid.*, pièce justif. 41, p. 56); *Charte de Villers-le-Tilleul* (*Ibid.*, pièce justif. 47, p. 71); *Charte de Fraillicourt* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 386); *Charte de Thuisy* (Varin, *ibid.*, p. 418); *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187); *Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Ibid.*, p. 473); *Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 526); *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 706); *Charte de Sommepey* de 1263 (Robert, *Sommepey*, p. 181); *Charte de Follepaine* (Varin, *Ibid.*, p. 909); *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 17).

⁽⁴⁾ Gaston Robert. *La juridiction échevinale à Hermonville en 1467*, dans *Trav. Acad. de Reims*, 126^e volume, an. 1908-1909, p. 262.

échevins ou jurats, émanation des bourgeois, ne jouent dans cette phase de l'instance qu'un rôle passif; ils assistent simplement à tous les actes de la procédure, et même, leur présence ne semble pas avoir été absolument indispensable ⁽¹⁾. Par contre, ce sont eux, et eux seuls, qui rendent la sentence. Le procès entre l'abbaye de la Valroï et les manants de Cormicy ⁽²⁾, celui rapporté par M. Gaston Robert, où l'on voit fonctionner l'un des échevinages d'Hermonville ⁽³⁾, en sont la preuve évidente. Les chartes elles-mêmes corroborent ces témoignages; dans la plupart, ne voit-on pas en effet cette clause : les échevins ou jurats jugeront les bourgeois? Les maires ou autres officiers seigneuriaux ne sont pas mentionnés; pourquoi donc, si ce n'est parce que, n'intervenant pas dans le prononcé de la sentence, ils ne sont pas à proprement parler des juges ? ⁽⁴⁾

D'ailleurs, c'était là la théorie; pratiquement les choses se passaient différemment. Lorsque l'affaire était tant soit peu importante, les échevins, le plus souvent peu versés dans la science du droit, ne rendaient leur décision qu'après avoir pris conseil auprès des praticiens composant la cour de leur seigneur. En réalité, c'étaient ces magistrats professionnels qui dictaient la sentence, les échevins se bornaient simplement à la reproduire dans leur jugement ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Gaston Robert, *Ibid.*, p. 262.

⁽²⁾ « In causa mota et placitata coram ballivo dilecti et fidelis nostri Remensis archiepiscopi, in presencia scabinorum de Cormissi, inter abbatem et conventum Vallis-Regie, ex una parte, et Droynum de Pressorio et quosdam alios homines de Cormissi, ex altera, concluso a partibus antedictis, dicti scabini, qui in causis coram dicto ballivo, in eorum presencia, placitatis ad mandatum et conjuracionem ipsius ballivi, habent dicte curie facere judicata, pro dictis hominibus, contra dictos religiosos, suum tulerunt judicatum... » (*Olim* II, p. 467, n° 1, session de la Toussaint, 1304, lundi après la Saint-Martin). Cormicy était le chef-lieu d'une des châtellenies de l'archevêque de Reims, (*Supra*, p. 20).

⁽³⁾ Gaston Robert, *Ibid.*, p. 262, huit ou neuf seigneuries se partageaient la « villa » d'Hermonville (voir *Supra*, p. 19). Dans chacune des seigneuries les plus importantes, un tribunal échevinal jugeait les infractions les plus graves commises dans le ressort de la seigneurie; pour les délits punis d'une amende inférieure ou égale à 5 sous parisis, il y avait un tribunal de cinq jurés, dont la compétence s'étendait à tous les habitants du terroir (Gaston Robert, *Ibid.*, pp. 257 et 258. Cf. également, Demaison, *Hermonville*, pièce justif. II, pp. 410 et s.).

⁽⁴⁾ Cf. *Charte de Beaumont-en-Argonne* (Defourny, p. 267); *Charte de Fraillicouri* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 386); *Charte de Thuisy* (Varin, *Ibid.*, p. 418); *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187); *Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Ibid.*, p. 473); *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 706); *Charte de Sommepy de 1263* (Robert, *Sommepy*, p. 181); *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 19).

⁽⁵⁾ Gaston Robert, *La juridiction échevinale à Hermonville en 1467*, pp. 263 et 264 : « Veu ce présent procès criminel fait par la justice de la ville de Hermonville de par les religieux abbé et couvent de Saint-Remy de Reims, (le crime avait été commis dans la

La compétence des échevinages de nos régions était générale et s'étendait à toute matière non réservée expressément par la charte de commune à la justice seigneuriale. Rares sont les « villes » où il n'y a pas de cas seigneuriaux ; à ma connaissance, seuls, Beaumont-en-Argonne et les villages qui étaient régis par sa charte, jouissaient de ce privilège ⁽¹⁾. Le plus souvent, le seigneur retenait pour sa justice, soit les affaires les plus graves ⁽²⁾, soit celles où lui-même ou un membre de sa « familia » était impliqué ⁽³⁾.

Les échevinages, vus avec faveur par les bourgeois et considérés par eux comme le signe tangible de leur affranchissement à l'égard de l'autorité seigneuriale, ne semblent pas avoir persisté au delà du x^v^e siècle. Tant que la procédure fut uniquement accusatoire, ces tribunaux, où les praticiens étaient exclus, furent suffisants. Mais, à mesure que les règles judiciaires se précisaient et se compliquaient, que le système inquisitoire tendait à prendre le pas sur l'antique procédure où l'accusateur jouait le rôle principal, appa-

seigneurie de l'abbaye de Saint-Remi à Hermonville) contre Jehannette Potelaine... les conseillers souz escriptz sont d'opinion que ladite Jehannette est crimineuse de crime de parricide et partant tenue de crime capital et que l'en a cause de la condamner a recevoir pour ledit cas la peine de la mort». Les échevins d'Hermonville prononcent une sentence conforme : « Saichent tuit que veu par nous les eschevins de Hermonville en la seignourie de messeigneurs de Saint Remy de Reims ce présent procès criminel fait à l'encontre de Jehannette Potelaine, prisonnière nommée en icellui, eu sur icellui conseil advis et délibération aux saiges et le tout considéré, nous disons par nostre sentence jugement et a droit que ladite Jehannette est crimineuse de crime [de] parricide et partant tenue de crime capital. Et pour ce la condamnons a recevoir pour le dit crime la peine de la mort,... » (*Procès fait par l'échevinage d'Hermonville à Jeannette Potelin pour infanticide*, 26 juin, 5 août 1467 (Gaston Robert, *Ibid.*, pp. 289 et 290). Souvent, les chartes prévoient qu'en cas de difficultés, les échevins devront en référer à une autre cour qui est le plus souvent la cour seigneuriale. Cf. *Charte de Fraillicourt* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 386); *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 186); *Charte de Sommepy* de 1263 (Robert, *Sommepy*, p. 181); *Charte de Beine* (Robert *Beine*, pièce justif. III, p. 17); voir également pour Beaumont et les villages mis à sa loi, Bonvalot, pp. 400 et s.

(1) Cependant, au Chesne, d'après une charte de 1331, il y aurait eu certains cas seigneuriaux, notamment en matière d'infraction commise à « chaude chasse » (d'après Saige et Lacaille, *Trésor des chartes du comté de Rethel*, II, pp. 13 et 14, cité dans Robert, *Beaumont*, p. 86).

(2) A Coulommès-les-Attigny, le prévôt de l'archevêque de Reims est compétent en matière de coups avec ou sans blessures, d'ablation de membre et d'homicide [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 526)]. A Beine, le meurtre, le rapt et le vol étaient réservés à la juridiction seigneuriale [*Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 20)]. Dans les deux chartes, les échevins redevenaient compétents si le « fourfais » n'était pas « manifesté ». C'était là une garantie considérable pour les bourgeois (Cf. la charte de Reims de 1182, *Supra*, pp. 59 à 62).

(3) *Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 526); *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 706). A Fraillicourt et à Justine, villages du chapitre de Reims, les échevins étaient incompétents en matière ecclésiastique [*Charte de Guillaume archevêque sur l'accord passé entre le chapitre et Renaut de Roseto, sur la ville de Fraillicourt*, 1182 (Varin, *Ibid.*, p. 389); *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187)].

rurent les défauts des échevinages locaux, manquant de juges professionnels et n'ayant auprès d'eux, ni ministère public, ni aucun organe capable de les seconder. Aussi les tribunaux d'échevins furent-ils obligés de plus en plus de solliciter les conseils des juridictions supérieures dont ils dépendaient et celles-ci, dès le ^{xvi}^e siècle, les supplantèrent dans toutes les affaires importantes ⁽¹⁾.

Avec le privilège de juridiction, certaines chartes accordaient encore, aux habitants des « villes » bénéficiaires, le droit de recréance. Sauf en matière criminelle grave et seulement si l'infraction était « manifeste » la mise en liberté provisoire était de droit pour le bourgeois délinquant, à charge de donner ses héritages en gage à la justice ou, à défaut, de fournir « bons otages ». Il n'était maintenu en prison que s'il ne pouvait même pas donner de caution ⁽²⁾.

Enfin, dans le domaine économique, les bourgeois de quelques agglomérations rémoises jouissaient, en totalité ou en partie, de la liberté de vendre et d'acheter toutes sortes de denrées et de marchandises, de les transporter à leur gré, sans payer à leurs seigneurs toutes les redevances, véritables impôts indirects, grevant les transactions commerciales et plus généralement la circulation des biens. C'est d'ailleurs un fait assez rare dans nos régions; à ma connaissance, les bourgeois de Beaumont-en-Argonne et des villages régis par sa loi, ceux de Follepaine et d'Hermonville, bénéficiaient seuls de ce privilège ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Gaston Robert, *La juridiction échevinale à Hermonville, en 1467*, pp. 265 et 266.

⁽²⁾ « Et ce aucuns de nos borjois devant dis faisoit mordre ne rat ne larrecin et li fourfais fust manifez, il et ces choses seront en nostre volenté; et ce la chose est en doutance et il en est querelez, c'il a héritage desous nous il doit jurer qui cera a droit d'eschevins par abandon de quanqu'il a, et ci n'a point de héritage il donra bons ostages c'il les puet avoir, et c'il ne les puet avoir il demourra en nostre prison tant que la chose soit desclairié par droit d'eschevins » [*Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 20)]. Remarquez la ressemblance de ces dispositions avec celles de la charte de Reims de 1182 (*Supra*, p. 62). Ce privilège existait également dans de nombreuses chartes hennuyères (Emile Chénon, *Les Jours de Berry au Parlement de Paris de 1255 à 1328*, p. 339).

⁽³⁾ « Licebit vobis omnibus et quibuscunque aliis ibi manentibus quodvis volueritis emere et vendere libere et quiete sine vinagio et telone persolvendo » [*Charte de Beaumont* (Bonvalot, p. 99, § II, Defourny, p. 266)]. Cf. *Chartes du Chesne, de Sauville et de Terron-sur-Aisne* (Robert, *Beaumont*, p. 84 et pièce justif., II pp. 101 et 102); *Charte de Saint-Oriclé* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43); *Charte de Maisonnelles* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 32, p. 44); *Charte de Semuy* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 32, p. 45); *Charte de la Besace* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 41, p. 56); *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 47, p. 71); *Charte de Lametz* (Vincent, *Lametz*, p. 164, § 9). La charte de Follepaine exempte tous les manants, présents et futurs, du stellage, de l'afforage, du winage et du tonnieu « in loco predicto et infra limites dicti loci »; de plus, les bourgeois, présents au moment de l'octroi de la charte seulement, sont

§ 2. — Charges des bourgeois et des roturiers hors de Reims.

Les charges qui pèsent sur les manants de la région rémoise, peuvent, me semble-t-il, se diviser en deux catégories distinctes : d'une part, nous trouvons des services de même nature que ceux dus par le vassal possesseur de fief à son suzerain, services découlant de l'organisation de la société au moyen âge et qui sont en quelque sorte la marque même de la féodalité; d'autre part, nous rencontrons de nombreuses redevances et corvées dues, pour la plupart d'ailleurs, aussi bien par les serfs que par les hommes libres. Ces redevances et ces services présentent, cependant, en ce qui concerne les roturiers, quelques particularités caractéristiques, notamment ils n'ont pas le caractère arbitraire qu'ils ont généralement chez les serfs.

Comme les nobles possesseurs de fiefs, les manants de nos régions doivent à leur suzerain le service militaire, le service de cour et le service de plégerie, services qu'on peut, ce me semble, considérer comme la conséquence du serment de fidélité souvent imposé par les chartes aux bourgeois et roturiers, envers leurs seigneurs ⁽¹⁾.

Originellement, le service d'ost paraît bien avoir été arbitraire; le seigneur emmenait ses manants en chevauchée, quand il voulait, où il voulait et pour le temps qui lui plaisait ⁽²⁾. Ce système devait être la source de nombreux abus et l'on conçoit la gêne qu'il causait aux habitants de nos régions, obligés d'abandonner leurs tra-

exonérés du rouage, impôt, d'après M. Gaston Robert, sur le vin transporté en dehors de la seigneurie, à raison de deux deniers parisis pour le char et d'un denier pour la charrette [*Charte de Follepaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 909)]. A. Hermonville, tous les habitants sont affranchis du droit de winage envers le comte de Roucy dans toute l'étendue de son comté [*Vidimus par Philippe de Valois d'une charte de Jean V, comte de Roucy, reconnaissant les franchises d'Hermonville*, mai 1331 (Robert, *Hermonville*, pièce justif. III, p. 12). Voir *Supra*, p. 98, note 4].

⁽¹⁾ *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 72); « Burgeneses etiam dicte ville nobis tenentur facere fidelitatem... » [*Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473)]; souvent d'ailleurs, les magistrats municipaux faisaient seuls « féauté » au seigneur, au nom de la « ville » toute entière [*Charte de Coulommies-les-Alligny* (Varin, *Ibid.*, p. 526)]; *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 706). *Charte de Follepaine* (Varin, *Ibid.*, p. 909). Comme dans le contrat de fief, le seigneur promettait, en échange aide et protection aux manants [*Charte de Fraillécourt* (Varin, *Ibid.*, pp. 386, et 387); *Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Ibid.*, p. 473); *Charte de Follepaine* (Varin *Ibid.*, pp. 909 et 910)].

⁽²⁾ Cf. *Charte d'Ormes*, 1189 (Bonvalot, appendice, pièce justif. I, p. 1).

vaux à tout propos et parfois hors de propos. Ce fut, entre autres, le mérite des chartes de préciser et de fixer les règles du service d'ost, à l'égard des bourgeois et des roturiers. Rares sont celles qui sanctionnent purement et simplement l'ancien état de choses ⁽¹⁾. Le plus souvent les chartes, restreignent le service militaire dans de justes limites, soit en précisant les causes pour lesquelles il est dû, soit en réglant le nombre et la durée des expéditions, soit encore en cantonnant les chevauchées dans un rayon déterminé autour de la « villa » ⁽²⁾. Ainsi à Fraillicourt et à Justine, le service d'ost est dû seulement en cas de « nécessité évidente », et uniquement pour la défense du château ou de la résidence des seigneurs laïques, protecteurs de ces deux villages ⁽³⁾; à Courcy, il n'est dû que pour la sauvegarde du seigneur et de ses biens, ainsi que pour celle de sujets et de leurs biens ⁽⁴⁾; à Ormes, on y ajoute le cas où il serait nécessaire de secourir de « chers amis » ⁽⁵⁾. La charte de Semuy ne permet aux co-seigneurs de mener les manants en chevauchée « fors plus loin que jusques à la maison monseigneur Gille de Semoye quy sied delei, la ville de Semoye, ous à Vone, ous à Charbogne » et seulement pour la « garde » de leurs personnes et de leurs « maisons » ⁽⁶⁾.

À Beaumont et dans les villages de nos régions mis à sa loi, la chevauchée ne peut durer plus de vingt-quatre heures, « pour le pays garder et non plus loing » ⁽⁷⁾; à Courcy, les manants ont la faculté de rentrer le jour même, s'ils le désirent, « hora competenti » ⁽⁸⁾; d'après la charte de Châlon-sur-Vesle, l'ost ne peut dépasser quatre

(1) Cependant, à Thuisy, les manants doivent suivre les seigneurs, l'archevêque de Reims et son sénéchal, dans toutes leurs chevauchées [*Charte de Thuisy* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 418)]. A Villers-le-Tilleul, les manants étaient également tenus de répondre à la « semonce » du comte de Rethel, co-seigneur du village, chaque fois qu'ils en étaient requis, pourvu que ce fût de bonne foi [*Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 72)].

(2) Bonvalot, p. 431.

(3) *Carta D. Rainaldi de Roseto, super villa de Fraillicorte* (vers 1182 au dire de Varin, *Arch. adm.*, I, p. 391; *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187).

(4) *Charte de Courcy* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 705).

(5) *Charte d'Ormes* (Bonvalot, appendice, pièce justif. I, p. 1).

(6) *Charte de Semuy* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 32, p. 45).

(7) *Charte de Beaumont* (Bonvalot, p. 109, § LVI, Defourmy, p. 274) et *La loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 3, art. 79, p. 14. Defourny, art. 59, p. 288); *Chartes du Chesne, de Sauville et de Terron-sur-Aisne* (Robert, *Beaumont*, pièce justif. 11, p. 110, § 55); *Charte de Saint-Oricle* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43); *Charte de Maisonnelles* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 31, p. 45); *Charte de La Besace* (Bonvalot, pièce justif. 41, p. 56); *Charte de Lametz* (Vincent, *Lametz*, p. 167, cart. 40, voir aussi, *Ibid.*, p. 161).

(8) *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 705).

jours et seulement deux fois dans l'année ⁽¹⁾. Quelquefois même, comme à Beine, les manants sont totalement affranchis de l'ost et de la chevauchée ⁽²⁾.

Dans ces limites et sous ces restrictions, les bourgeois et roturiers sont tenus de répondre à la « semonce » seigneuriale, à peine d'une amende, fixée par la loi de Beaumont à cinq sous et, en cas de récidive, à quarante et même soixante sous ⁽³⁾. Sont seuls convoqués les hommes capables de porter les armes; les individus trop âgés ou trop jeunes, les malades et les impotents sont exemptés du service d'ost ⁽⁴⁾; même, certaines chartes n'obligent au service militaire qu'un homme seulement par maison ⁽⁵⁾. Lorsque la « villa » appartient à plusieurs seigneurs, les bourgeois doivent la chevauchée en principe à chacun d'eux ⁽⁶⁾. Cependant, quand un même village est « tenu en panage » par deux seigneurs, dont l'un est ecclésiastique et l'autre laïque, la chevauchée n'est généralement dûe qu'au seigneur laïque ⁽⁷⁾. Au cas de convention simultanée par les co-seigneurs, les manants doivent répondre à celui qui les a « semond » le premier ⁽⁸⁾; si les coseigneurs sont en conflit, ils sont dispensés de l'ost et de la chevauchée, « ainsi demeureront en bonne paix en leur hostel » ⁽⁹⁾. En général les manants doivent s'entretenir à leurs frais le premier jour de l'ost; les jours suivants, ils sont défrayés aux dépens du seigneur ⁽¹⁰⁾. A Châlons-sur-Vesle, la chevauchée terminée, les manants étaient renvoyés chez eux, à leurs propres frais ⁽¹¹⁾.

⁽¹⁾ *Charte de Châlons-sur-Vesle* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 720).

⁽²⁾ « ... Et ci ne nous doivent ni ot ne chevauchié... » [*Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 19)].

⁽³⁾ Bonvalot, p. 434.

⁽⁴⁾ *Charte d'Ormes* (Bonvalot, appendice, pièce justif. I, p. 1); *Charte de Châlons-sur-Vesle* (Varin, *Ibid.*, p. 720). Cf., Bonvalot, p. 435.

⁽⁵⁾ *Charte de Châlons-sur-Vesle* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 720).

⁽⁶⁾ Bonvalot, p. 430.

⁽⁷⁾ *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187) *Charte de Lametz* (Vincent, *Lametz*, p. 161); *Charte de Saint-Oricle* (Bonvalot, appendice, pièce justif., 29, p. 42); *Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. 47, p. 71). Cf. Bonvalot, p. 430, cependant au Chesne, à Sauville et à Terron-sur-Aisne, la chevauchée est due, à la fois à l'abbé de Saint-Rémi et au comte de Rethel, coseigneurs des deux premiers villages, à l'abbé de Saint-Rémi et au seigneur de Vandy, seigneurs de Terron-sur-Aisne (Robert, *Beaumont*, pièce justif. II, p. 110, § 55).

⁽⁸⁾ *Charte de Semuy* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 32, p. 45). Voir également, Bonvalot, p. 431.

⁽⁹⁾ *Charte de Semuy* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 32, p. 45). Cf. Bonvalot, p. 431.

⁽¹⁰⁾ *Loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 3, p. 14, art. 79; Defourny, p. 288, art. 59); *Charte de Châlons-sur-Vesle* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 720); *Charte de Sommepey*, 1186-1187 (Robert, *Sommepey*, p. 180); *Charte d'Ormes* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. I, p. 1). Cf. Bonvalot, p. 434.

⁽¹¹⁾ *Charte de Châlons-sur-Vesle* (*Ibid.*, p. 720).

De même que les vassaux nobles doivent à leur suzerain le service de plégerie, de même les bourgeois et roturiers de la région rémoise sont tenus, en certaines circonstances, de venir en aide à leurs seigneurs par la prestation d'un subside en argent ou en nature. Les quatre cas classiques d'aide ne sont jamais mentionnés dans nos chartes ⁽¹⁾, soit qu'ils aient formé, dans nos régions comme dans le reste de la France coutumière, le droit commun, soit qu'ils n'aient pas été d'une grande application dans une contrée où dominaient les seigneurs d'église. Par contre, ce service est dû dans certaines hypothèses spéciales à notre contrée. Ainsi les manants des « villae » des châtelainies et prévôtés de l'archevêque de Reims sont tenus de rembourser à leur suzerain une part de frais des sacres ⁽²⁾; ceux des villages dépendant de l'abbaye de Saint-Remi doivent de même payer à l'abbé les frais du dîner offert par celui-ci au roi, le lendemain du couronnement ⁽³⁾. Enfin, hypothèse fréquemment prévue dans les chartes, les bourgeois et roturiers sont astreints à fournir aide à leur seigneur dans ses déplacements; c'est le droit de gîte ou d'hébergement. Les conditions d'exercice de ce droit sont, d'ailleurs, comme pour la chevauchée, strictement réglées par nos chartes : le nombre de gîtes que les seigneurs peuvent prendre annuellement est précisé et les prestations à fournir, chaque fois, par les manants, minutieusement déterminées. Ainsi à Sommepey, le droit de gîte est, à chaque passage du seigneur, de deux chevaux par maison; les manants doivent fournir la litière, s'ils en ont; le reste est aux frais du seigneur ⁽⁴⁾.

(1) La première charte de Sommepey fait cependant exception; les manants devront au seigneur dix livres pour sa chevalerie; ce droit ne passera pas à ses héritiers. Les habitants devront la même somme à chacun des seigneurs de Sommepey, en cas de mariage d'un de leurs enfants seulement [*Charte de Sommepey*, 1186-1187 (Robert, *Sommepey*, p. 180)].

(2) *Lettre qui est un accord fait devant les commissaires députés pour informer en quelle manière se doivent payer les frais du [sacre]*, entre le 14 et le 19 juin 1321, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 270); *Lettre de Charles IV le Bel, confirmant l'accord précédent*, 13 au 17 mai 1322 (Varin, *Ibid.*, pp. 288 à 290). Comme à Reims, seuls les manants, possesseurs d'« héritages » dans les seigneuries ducales, sont imposés. A la suite d'un arbitrage de l'archevêque Robert de Courtenay, du 25 mai 1322, la part contributive des châtelainies dans les dépenses des couronnements fut fixée à un sixième (Varin, *Ibid.*, p. 294). Certaines « villes » des châtelainies archiépiscopales étaient, semble-t-il, exonérées de cette redevance : « ... exceptis dictarum villarum adjacencium aliquibus, que cum prenominati castellaniis, preposituris, et villis non consueverunt contribuere in expensis coronacionum... » (*Ibid.*, p. 293).

(3) *Enquête A future fort ample et notable pour la recognoissance des droietz de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reims*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 596 et 597). A cette époque, chaque habitant, chef de ménage, « ès villes et justices d'icelle église », payait, en cette circonstance, douze deniers parisis à l'abbé de Saint-Remi.

(4) *Charte de Sommepey*, 1186-1187 (Robert, *Sommepey*, p. 180).

A Ormes, les habitants sont tenus d'hospitaliser les gens d'armes de leurs suzerains une fois dans l'année; le fourrage, s'ils en ont, l'avoine, la nourriture des hommes sont à leur charge; ils doivent de plus fournir des matelas et des couvertures ⁽¹⁾. A Châlons-sur-Vesle, les manants doivent héberger les seigneurs et leur suite deux fois par an; ils sont seulement tenus de donner, la première fois, un lit, la seconde, un coussin ou à défaut, un lit, et, chaque fois, d'abriter séparément quatre chevaux et de fournir du fourrage, « quantum armiger inter brachia sua duobus vicibus portare poterit, absque ligatura ». ⁽²⁾. Parfois d'ailleurs, le droit de gîte est plus symbolique que réel : à Prosnes, les seigneurs, propriétaires de la seigneurie des écuyers, chaque fois qu'ils viennent au village, ont droit à « une chandelle de cire de deux pieds », quelle que soit la durée de leur séjour ⁽³⁾.

Avec l'ost et l'aide, les bourgeois et roturiers de nos régions sont encore tenus envers leurs seigneurs de services analogues au service de cour, dû par le vassal à son suzerain. Certes, nos manants ne sont pas « juges » à la cour seigneuriale; les fonctions judiciaires qu'on leur demande de remplir sont plus modestes; ils doivent seulement assurer la garde des prisonniers à leurs frais ⁽⁴⁾ et, le cas échéant, prêter main-forte aux sergents et autres officiers seigneuriaux pour l'arrestation des délinquants ⁽⁵⁾. D'après « la loy de Belmont », le bourgeois qui refusait de « soigner force et ayde à justice » était passible d'une amende de soixante sous; de plus, il était tenu de « restaurer le dommage au seigneur et aux parties, au regard des jurés » ⁽⁶⁾. Ici encore certaines « villes » privilégiées étaient exemptées de ces charges ⁽⁷⁾.

En dehors des services précédents, d'autres redevances ou charges seigneuriales pèsent encore sur les bourgeois et roturiers des régions rémoise et ardennaise : droit de bourgeoisie et redevances assimilées, tailles, corvées, impôts et banalités.

(1) *Charte d'Ormes* (Bonvalot, appendice, pièce justif. I, p. 1).

(2) *Charte de Châlons-sur-Vesle* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 720).

(3) Robert, *Prosnes*, pp. 216 et 217.

(4) Voir *Sentence de 1398 condamnant à l'amende un bourgeois de Senuc qui a refusé de garder un prisonnier arrêté dans les limites de la justice du prieuré de Senuc* (*Cart. Signy*, pièce XVIII, p. 317). Voir aussi, Robert, *Bouvancourt*, p. 170.

(5) *La loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 3, p. 17, art. 119; Defourny, p. 294, art. 101).

(6) *Ibid.*, p. 17, art. 119, et p. 294, art. 101.

(7) « ... et ci ne nous doivent... ne nuns prisons warder, ne nule persone aidier a panre » (*Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 19)].

Souvent présenté par les chartes comme la rançon de l'affranchissement des manants ⁽¹⁾, le droit de bourgeoisie, caractéristique de la condition des habitants libres, est dû, sans qu'on puisse énoncer à ce sujet une règle bien précise, en raison du silence à peu près général des documents, par tout manant, homme ou femme, chef de ménage seulement; les enfants en sont exonérés, semble-t-il, tant qu'ils n'ont pas eux-mêmes ménage particulier ⁽²⁾.

L'assiette de cette redevance est d'ailleurs assez variable. Dans certaines localités, le droit de bourgeoisie est fixé uniformément, pour tous les habitants, sans égard à leur situation de fortune ⁽³⁾. Payable en argent, son taux semble avoir été invariablement dans nos régions de douze deniers par an, dus le plus souvent par moitié, à Noël et à la Saint-Jean-Baptiste ⁽⁴⁾, ou encore à Noël et à Pâques ⁽⁵⁾. Généralement quelques menues redevances en nature, un ou deux chapons ou poules, un setier d'avoine, primitivement rançon des droits d'usage accordés aux manants et, par la suite, considérées comme partie intégrante du droit de bourgeoisie ⁽⁶⁾, venaient s'ajouter à l'imposition principale ⁽⁷⁾. Dans d'autres

⁽¹⁾ *Charte d'Ormes* (Bonvalot, appendice, pièce justif. I, p. 1); *Charte de Thuisy* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 418); *Charte de Coulommies-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 526); *Charte d'Hautvillers*, 28 décembre 1274 (Manceaux, *Hautvillers*, I, p. 465).

⁽²⁾ *Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Ibid.*, p. 473). « ... bourgeois de mondict seigneur (l'abbé de Saint-Remi) chefs d'hostelz comme gens mariez et vefve... » [*Déclaration des droits appartenant à la mense abbatiale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Isles*, pièce justif. XI, p. 21)]. A Justine, d'après deux cueille-rets de 1373 et de 1426, quand plusieurs frères vivent en commun, l'aîné paye seul le droit de bourgeoisie; les autres ne sont imposés qu'à vingt-cinq ans (probablement âge de la majorité) ou s'ils se marient (Robert, *Justine*, p. 183).

⁽³⁾ Notamment, à Beaumont et dans les villages de nos contrées réglés par sa loi, à Fraillicourt, à Maubert-Fontaine, à Vrilly et à Isles-sur-Suippe.

⁽⁴⁾ *Charte de Beaumont* (Bonvalot, p. 99, § 1 et Defourny, p. 266); *Chartes du Chesne, de Sauville et de Terron-sur-Aisne* (Robert, *Beaumont*, pièce justif. II, p. 101); *Charte de Saint-Oricle* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 29, p. 43); *Charte de Maisoncelles* (*ibid*, pièce justif. 31, p. 44); *Charte de Semuy* (*Ibid.*, pièce justif. 32, p. 45); *Charte de Villers-le-Tilleul* (*Ibid*, pièce justif. 47, p. 72); *Charte de Lametz* (Vincent, *Lametz*, p. 164, § 8); *Charte de Maubertfontaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473).

⁽⁵⁾ *Charte de Fraillicourt* (Varin, *Ibid.*, p. 385). Cependant, à Vrilly et à Isles-sur-Suippe, les douze deniers étaient payables en une fois, respectivement à la Saint-Remi et à la Saint-Denis [*Enquete Afuture fort ample... Saint-Remi*, 1431 (Varin, *Coutumes*, p. 555) et *Déclaration des droits appartenant à la mense abbatiale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Isles*, pièce justif. XI, p. 21)].

⁽⁶⁾ Voir *Supra*, p. 100.

⁽⁷⁾ Les bourgeois du Chesne, de Terron et de Lametz doivent un chapon; ceux de Fraillicourt et de Semuy, deux chapons, ceux de Maubert-Fontaine, une poule; ceux de Maisoncelles, deux « gelines »; à Fraillicourt et à Villers-le-Tilleul, les manants sont tenus de fournir un setier d'avoine. Les prestations de céréales sont payables à la Saint-Martin d'hiver, celles d'animaux, le jour de la Nativité ou le lendemain.

agglomérations, au contraire, le droit de bourgeoisie dépend de la situation de fortune de l'assujetti. Particularité curieuse, les chartes font alors varier le droit de bourgeoisie en proportion du nombre d'animaux de trait possédés par les manants ⁽¹⁾. A défaut de paiement à l'échéance ou, au plus tard, à l'expiration d'un délai de grâce, fixé par la charte de Beaumont à trois jours, le manant défaillant devait une amende, s'élevant, d'après la même charte, à deux sous ⁽²⁾. Le seigneur pouvait de plus « exécuter » le débiteur récalcitrant ⁽³⁾.

Quelques agglomérations de nos régions sont aussi astreintes à la taille seigneuriale, taille toujours fixe, d'ailleurs, et non arbitraire comme la taille servile. Cette redevance semble avoir été peu fréquente, tout au moins en tant qu'imposition seigneuriale ⁽⁴⁾; les « villes » de nos régions levaient bien des tailles, mais uniquement pour leurs besoins et profits personnels, le seigneur se contentant de les autoriser et de prélever sur leur montant un certain pourcentage ⁽⁵⁾. Quoi qu'il en soit, la taille seigneuriale est fixée globalement pour le village assujetti; elle est due, tantôt en argent,

(1) A Sommepey, le droit de bourgeoisie est de 3 sous rémois, trois mines de froment et autant d'avoine, par cheval de labour; la même redevance est due par deux bœufs ou ânes possédés; le manant qui n'a, ni cheval, ni bœuf, ni âne, doit seulement douze deniers, une mine de froment et une d'avoine [*Charte de Sommepey*, 3186-1187 (Robert *Somme Py*, p. 179)]. La charte de Thuisy fixe ce droit à deux sous, deux setiers d'avoine et deux poules, par cheval; le manant qui n'a pas de cheval « ad carrucam » doit seulement, dix deniers, un setier d'avoine et un chapon (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 418). A Coulommès, chaque cheval ou bœuf de trait doit un quartel d'avoine; tout manant n'ayant ni l'un ni l'autre est tenu également de donner la même quantité d'avoine; de plus chaque feu doit une poule [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 526)]. D'après la charte de Nouvion-sur-Meuse, tout bourgeois « chief portant », est tenu de payer, tous les ans à la Saint-Martin d'hiver, douze deniers, un setier de blé, et une « geline »; de plus, tout possesseur de « cheval trayant » doit, par cheval, un setier de seigle et autant d'avoine, à la mesure de Mézières et au même terme (*Charte de Nouvion-sur-Meuse*, 1290. Hubignon, p. 74). Voir aussi *ce sont les cens et rentes qui sont dehus à très révérend père en Dieu Mgr. de Reims... appartenant à la prévosté de Bettigniville, paieiz l'an M. CCC. LXXVI, receuz par Jehan le Fort-Homme, curé de Sommepey, et receveur de ladicte prévosté* (Varin, *Ibid.*, III, p. 412, note, § XI).

(2) Bonvalot, p. 418.

(3) *Enqueste Afuture fort ample et notable pour la recognoissance des droictz de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reims*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 554 et 555).

(4) Les seules chartes publiées qui en font mention sont celles de Châlons-sur-Vesle (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 719), d'Ormes, (Bonvalot, appendice, pièce justif. 1, p. 1) et d'Hautvillers (Monceaux, *Hautvillers*, I, p. 465).

(5) A. C. Reims, art. 278. A Villedommange, le prévôt de l'abbaye de Charroux en Poitou, seigneur du village, prenait de toute taille ainsi faite, « pour son droit le X^e denier » [*Déclaration du temporel de la prévosté de Villedommange*, 2 décembre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 67)].

tantôt en nature ⁽¹⁾, le « fort porte le faible », mais parfois le seigneur promet son aide aux manants contre le débiteur défaillant ⁽²⁾.

A côté des redevances proprement dites, bourgeoisies et tailles, les habitants libres de la région rémoise doivent encore un certain nombre de corvées : travaux sur les terres seigneuriales, charrois, entretien de fortifications, etc. Les manants de nos régions ne sont pas, d'ailleurs, à la différence des serfs, « corvéables à merci » ; les chartes déterminent minutieusement la nature, le nombre, l'époque et la durée des services dûs par les bourgeois et roturiers ⁽³⁾. Ainsi, à Beine, tout bourgeois est astreint annuellement à une journée de travail, « en l'aouût », pour la moisson du seigneur ; celui qui ne sait pas faucher doit deux journées par an : l'une pour « resteler » et l'autre pour « vendengier » ; dans tous les cas, l'entretien des manants, pendant ce temps, est aux frais du seigneur ⁽⁴⁾. De plus, tout bourgeois, possesseur d'un cheval, est tenu de prêter au seigneur son cheval, avec « un serjent », trois fois dans l'année, à raison d'un jour, chaque fois : une première fois, « à la roie d'avril », une autre fois, « pour nos fiens traire » et une dernière fois, « à l'yver » ; pour la première corvée le seigneur doit seulement « entretenir » l'homme ; pour les deux dernières, homme et cheval doivent être « entretenus » à ses frais ⁽⁵⁾. Les corvées sont certainement l'une des charges pesant sur les habitants de nos régions, dont le fardeau paraît avoir été le plus insupportable et le plus odieux ⁽⁶⁾. Aussi, certaines chartes permettent-elles aux manants de se faire rem-

⁽¹⁾ A Châlons-sur-Vesle, la taille est de 80 muids de vin, mesure du village, à la Saint-Remi, et de 12 livres rémoises payables par moitié à Noël et à Pâques. De plus chaque homme de la « villa », possesseur d'un ou plusieurs chevaux, doit une mine d'avoine, une poule et deux « nummi » ; pour celui qui n'en a pas, la redevance d'avoine est seulement d'un quartel. La charte d'Ormes impose aux manants une taille de 200 setiers de « bon froment » dûs à la Saint-Martin d'hiver et 20 livres rémoises, payables comme à Châlons. A Hautvillers, la taille est de 60 livres tournois de fort dûs par moitié à la Saint-Martin d'hiver et à Pâques.

⁽²⁾ *Charte d'Ormes* (Bonvalot, *Ibid.*, pièce justif. I, p. 1).

⁽³⁾ Cependant, la charte de Coulommès ne fixe pas le nombre des charrois qu'elle impose aux manants ; mais en revanche, elle dispose qu'aucun charroi ne pourra être ordonné sans le consentement de la « villa » [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 526)].

⁽⁴⁾ *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 19).

⁽⁵⁾ *Charte de Beine* (*Ibid.*, p. 19). Voir aussi, *Charte de Fraillécourt* (Varin, *op. cit.*, I, p. 386) ; *Charte de Thuisy* (Varin, *Ibid.*, p. 418), les dispositions relatives aux bourgeois de Mouchery dans *Charte de Beine* (Robert, *Beine*, pièce justif. III, p. 20), et *Exploit d'un sergent royal maintenant à l'abbé de Saint-Remi toute justice en sa maison de Chigny, et le droit d'exiger trois corvées par an des laboureurs de ce village*, 20 janvier 1450 (Robert, *Chigny*, pièce justif. XVII, p. 214).

⁽⁶⁾ Bonvalot, p. 442.

placer par un ouvrier à gages, tout au moins pour les services personnels ⁽¹⁾, tandis que d'autres substituent aux corvées de chevaux une redevance pécuniaire ⁽²⁾; d'autres chartes, faisant même un pas de plus, affranchissent complètement leurs bénéficiaires des corvées seigneuriales ⁽³⁾.

Dans le domaine économique, en outre des droits de tonnieu, de winage, de rouage, d'afforage, et autres redevances seigneuriales, analogues à nos impôts indirects actuels, les bourgeois et les roturiers des régions rémoise et ardennaise sont encore soumis au régime des banalités. Les plus fréquentes sont celles des moulins, des fours et des pressoirs, plus rarement celles des rivières et de la vente du vin ⁽⁴⁾. Il est d'ailleurs rare que les localités de nos régions soient astreintes à toutes les banalités à la fois; sont seulement banniers, soit le four, soit le moulin, soit le four et le moulin ou encore le four et le pressoir ⁽⁵⁾.

Quand il y a moulin, four ou pressoir banal dans une localité, tout habitant est tenu d'y moudre son grain, d'y cuire son pain, et plus généralement « toute pâte levée » ⁽⁶⁾, comme « tartes flaons ou pasteux », d'y presser ses raisins ⁽⁷⁾. Le seigneur, ou son ayant cause, car souvent, les moulins, fours et pressoirs banniers sont inféodés ou concédés à des particuliers ou même à la communauté des habitants ⁽⁸⁾, perçoit, en échange de ce service, un droit de

⁽¹⁾ *Charte de Fraillicourt* (Varin, *Arch., adm.*, I, p. 386).

⁽²⁾ *Cens de corvées de chevaux*, dans *Déclaration des droits seigneuriaux*, à Herpy, 10 mai 1462 (Robert *Herpy*, pièce justif. XVIII, p. 271).

⁽³⁾ *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187).

⁽⁴⁾ A s'en tenir aux seuls documents publiés, le banvin n'aurait existé que dans quelques villages de nos régions : à Sommepey, le seigneur avait le droit de vendre à ban quinze muids de vin par an [*Charte de Sommepey*, 1186-1187 (Robert, *Sommepey*, p. 180)]; à Hautvillers et à Cumières, qui formaient un même « paroche », pendant trois mois par an, les manants ne pouvaient vendre leur vin au détail sans « congé », c'étaient les mois de « tanche » [*Déclaration du temporel de l'abbaye d'Hautvillers*, 20 août 1384 (Robert, *Temporel*, p. 18 et Manceaux, *Hautvillers*, I, p. 513); à Bouvancourt, le vente du vin était interdite sans l'autorisation seigneuriale [*Accord entre l'Hôtel-Dieu et un habitant de Bouvancourt, poursuivi pour n'avoir pas payé ses cens et avoir vendu du vin sans congé à l'aide de mesures non vérifiées*, 18 décembre 1378 (Robert, *Bouvancourt*, pièce justif. XVII, p. 207)]. A Isles, la Suippe était, semble-t-il, banale sur la majeure partie de son cours (Robert, *Isles*, p. 5).

⁽⁵⁾ Cf. *Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187); *Charte de Maubert-Fontaine* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473); *Charte de Coulommies-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 526); *Charte de Courcy* (Varin, *Ibid.*, p. 705).

⁽⁶⁾ Robert, *Isles*, p. 5.

⁽⁷⁾ Olivier-Martin, I, p. 127.

⁽⁸⁾ Exemples d'inféodation de fours banniers : à Isles-sur-Suippe, au xiv^e siècle, (Robert, *Isles*, p. 2) et à Sacy en 1411 [*Aveu de Pierre Lesavage à l'abbé de Saint-Remi, pour le four banal de Sacy*, 19 février 1411 (Robert, *Sacy*, pièce justif. III, p. 7)].

mouture, de fournage ou de « persouillage » suivant les cas, presque toujours en nature, et variable suivant les localités ⁽¹⁾. En cas d'infraction aux réglemens de la banalité, le contrevenant est puni d'une amende toujours fixée au taux le plus élevé : 60 s. p. dans nos contrées; en outre, le moulin, four ou pressoir, édifié indûment est détruit ⁽²⁾; quelquefois aussi, mais très rarement, semble-t-il, les marchandises sont confisquées ⁽³⁾.

Parfois d'ailleurs, certaines agglomérations avaient obtenu des seigneurs quelques atténuations au régime restrictif des banalités. Ainsi, le coutumier connu sous le nom de *Loy de Belmont* autorise les manants à posséder chez eux des petits fours, d'une « aulne » de large au maximum, et à y cuire le pain « donnez aux pauvres » et

Exemples de concession à des particuliers: de deux moulins à vent, à Beine, en 1348 (Robert, *Beine*, pièce justif. V, p. 28) et à Sacy, d'un moulin, en 1520 (Robert, *Sacy*, pièce justif. VII, pp. 12 et 13). Exemples de concession à la communauté des habitants: à Rilly, pour deux pressoirs et un four banal (Robert, *Rilly*, p. 2); d'après M. Robert, les pressoirs communaux n'étaient pas rares dans les domaines de l'abbaye de Saint-Remi; au contraire, c'est le seul exemple de four communal qu'on y rencontre (*Ibid.*, p. 2).

⁽¹⁾ Le droit de mouture était, à Beaumont, d'un setier sur vingt, « *sine farina danda* »; dans les villages mis à la loi de Beaumont, d'un quartel sur vingt quatre, également sans donner de farine [*Charte de Beaumont* (Bonvalot, art. VI, p. 100, Defourny, p. 266); *La loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 3, p. 6, art. IV, Defourny, p. 283, art. 30)]; à Fraillécourt, d'une mesure sur dix-huit [*Charte de Fraillécourt* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 386)]; à Alland'huy, d'une mesure sur vingt, entre la Saint-Jean-Baptiste et Noël et d'une mesure sur vingt-cinq, entre le 25 décembre et le 24 juin [*Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justif. III, p. 300)]. A Beaumont et dans les villages régis par sa loi, le taux du fournage était fixé à un pain sur vingt-quatre [*Charte de Beaumont* (Bonvalot, art. V, pp. 99 et 100, Defourny, p. 266); *La loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. III, art. 43, p. 11, Defourny, p. 283, art. 31)]; à Fraillécourt, il était d'une obole par trois « *quartarii* » cuits au four et d'un « *nummus* », monnaie de Reims, pour 3 « *galeti* » ou 3 « *mines* » [*Charte de Fraillécourt* (*Ibid.*, p. 386)]; à Coulommès-les-Attigny, d'un pain sur trente-quatre [*Charte de Coulommès-les-Attigny* (Varin, *Ibid.*, p. 526)]; à Sacy, d'un pain sur seize, durant tout le cours de l'année, sauf à Noël où il ne se montait qu'à un pain sur vingt [*Aveu de Pierre Lesauvage pour le four banal de Sacy*, 19 février 1411 (Robert, *Sacy*, pièce justif. III, p. 7)]. Pour le droit de pressurage, je n'ai relevé aucun document en fixant le montant.

⁽²⁾ Cf. *Loy de Belmont* (Bonvalot, *ibid.*, p. 17, art. 115 et Defourny, p. 294, art. 96); *Aveu de Pierre Lesauvage*..., 19 février 1411 (Robert, *Sacy*, pièce justif. III, p. 7); homologation par la bailli de Vermandois d'un accord entre l'abbaye de Saint Remi et quatre habitants d'Isles-sur-Suippe qui se reconnaissent astreints à la banalité du four, 18 janvier 1454 (Robert, *Isles*, pièce justif. VI, p. 13); *Permission accordée par l'abbé de Saint-Remi à Jean Frizon, d'exploiter un pressoir à Chigny, en payant tous les ans une demi-livre de cire*, 17 janvier 1499 (Robert, *Chigny*, pièce justif. XIX, p. 220); *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justif. III, p. 301).

⁽³⁾ Je n'en ai trouvé qu'un exemple: à Alland'huy, pour le pain cuit à un four non banal (*Ibid.*, p. 301). Cf. Bonvalot, p. 429.

sans doute de menus gâteaux ⁽¹⁾. A Chigny, les villageois peuvent avoir des pressoirs chez eux, à condition de ne les employer qu'au pressurage de leur vendange personnelle ⁽²⁾. Les habitants d'Alland'huy ont la faculté de cuire en leur demeure « tartes, flaons ou pasteux », avec la permission de l'abbé de Saint-Remi, seigneur du village, et contre paiement d'une redevance de deux sous parisis par ménage, à la Saint-Martin d'hiver ⁽³⁾. Ils peuvent également aller moudre, où bon leur semble, le blé acheté « pour leur vivre », sous réserve de ne pas le faire à Alland'huy ⁽⁴⁾; de plus, ils ne sont pas tenus de rester au moulin banal plus de vingt-quatre heures, passé ce délai, ils ont le droit d'aller moudre ailleurs sans « meffaire » ⁽⁵⁾. Enfin, les seigneurs pouvaient toujours accorder à leurs manants des concessions individuelles de four, de pressoir ou de moulin, concessions qui affranchissaient leurs bénéficiaires, tout au moins partiellement, des banalités ⁽⁶⁾.

Pour les habitants des villages en « avouerie », il faut encore ajouter aux charges précédentes celles dues au seigneur « sauveur ». Parfois, celui-ci a sur les villages protégés des droits analogues à ceux du seigneur véritable; les manants lui doivent tailles et corvées, chevauchées et gîtes ⁽⁷⁾. Mais, généralement, les avoués ne peuvent réclamer aux habitants des localités protégées qu'un droit dit de « sauvement ». Cette redevance, en argent ou en nature, res-

(1) *Loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justif. 3, art. 43, p. 11, art. 115, p. 17; Defourny, art. 31, p. 283 et art. 96, p. 294).

(2) *Permission accordée par l'abbé de Saint-Remi à Jean Frizon d'exploiter un pressoir à Chigny...*, 17 janvier 1499 (Robert, Chigny, pièce justif. XIX, pp. 220 et s.).

(3) *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne* (Robert, Alland'huy, pièce justif. III, p. 301).

(4) *Ibid.*, p. 300.

(5) *Ibid.*, p. 300. Cette liberté était également reconnue aux manants des « villes » mises à la loi de Beaumont (Bonvalot, pp. 425 et 426).

(6) Cf. *Permission accordée par l'abbé de Saint-Remi à Jean Frizon, d'exploiter un pressoir à Chigny, en payant tous les ans une demi-livre de cire*, 17 janvier 1499 (Robert, Chigny, pièce justif. XIX, p. 220 à 223) et *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi, à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, Alland'huy, pièce justif. III, p. 300). Ces autorisations étaient souvent accordées à titre précaire [Cf. « le congié » donné à deux habitants de Villers-Allerand, en 1385, de construire « un fournel » dans leur maison « pour cuire flans, tartes et pastels tant seulement »; ils devront démolir les fourneaux en question huit jours après la sommation qui pourrait leur en être faite par l'abbé de Saint-Remi, seigneur du lieu (Robert, Villers-Allerand, pièce justif. VII, pp. 23 et 24). Cf. également *Permission accordée en 1404 à Jehannon Le Vallit, de construire un lavoir pour les draps, sur la rivière de Suipe, à condition de l'ôter à première réquisition* (Robert, Isles, p. 5)].

(7) C'est le cas notamment à Juniville et à Alland'huy, villages de l'abbaye de Saint-Remi, dans l'avouerie du Comte de Reithel (Robert, Juniville, p. 214 et Robert, Alland'huy, pp. 284 à 287).

semble beaucoup au droit de bourgeoisie. Comme les « bourgeoisies », le sauvement est dû seulement par les chefs de ménage, hommes ou femmes ⁽¹⁾; il est, également, fixe ⁽²⁾ ou proportionnel à la fortune des assujettis ⁽³⁾. Faute de paiement, les mêmes sanctions sont applicables : le seigneur « sauveur » a le droit de lever une amende et de « panre gages » sur le débiteur défaillant ⁽⁴⁾. En échange du sauvement, les avoués étaient tenus de « warder de force et de tort » ⁽⁵⁾ les manants placés sous leur sauvegarde. Nous avons vu précédemment de quelle singulière façon les seigneurs « sauveurs » comprenaient parfois cette protection ⁽⁶⁾ !

⁽¹⁾ *Confirmation par le chapitre de Braux de la charte de Maisoncelles*, mai 1262 (Bonvalot, appendice, pièce justif. 32, p. 45); *Reconnaissance par les habitants de Prosnes des droits seigneuriaux appartenant à l'Hôtel-Dieu de Reims*, août 1273 (Robert, *Prosnes*, pièce justif. VII, p. 233); *Charte de Nouvion-sur-Meuse*, 1290 (Hubignon, p. 74); *Droits seigneuriaux des Petites-Armoises*, en 1301 (Lacaille, p. 108); pour Brouillet (Robert, *Fiefs de Saint-Remi* I, pièce justif. 90, p. 56, et pièce justif. 92, p. 57). Cependant, je relève une petite particularité pour Herpy : le sauvement est dû ici uniquement par les hommes sortis de mainbournie, à raison de 6 deniers parisis par an; les femmes sont affranchies de ce droit, sauf si elles ont un ou plusieurs fils capables de conduire un troupeau de moutons au pâturage; au décès de la mère, le fils ayant ses frères en mainbournie paie un seul droit, pour lui et pour ses frères, aussi longtemps qu'ils demeurent en mainbournie [*Accord entre l'abbaye de Saint-Remi et Jean de Soissons, seigneur du Thour, sur le sauvement d'Herpy et divers points en litige, à Herpy et à Juzancourt*, août 1232 (Robert, *Herpy*, pièce justif. IV, p. 242)].

⁽²⁾ Il en est ainsi à Maisoncelles (*Confirmation par le chapitre de Braux de la charte de Maisoncelles*), à Prosnes (*Reconnaissance par les habitants de Prosnes...*), à Nouvion-sur-Meuse (*Charte de Nouvion-sur-Meuse*), aux Petites-Armoises (*Droits seigneuriaux...*), ainsi qu'à Terron-sur-Aisne [*Carta de salvamento comitis Regitesti apud Terron* (Varin, *Arch., adm.* I, p. 493)].

⁽³⁾ Notamment à Brouillet (Robert, *Fiefs de Saint-Remi*, I, pièce justif. 90, p. 56; pièce justif. 92, p. 57).

⁽⁴⁾ *Accord entre l'abbaye de Saint-Remi et Jean de Soissons... sur le sauvement d'Herpy...*, août 1232 (Robert, *Herpy*, pièce justif. IV, p. 242); *Reconnaissance par les habitants de Prosnes des droits seigneuriaux appartenant à l'Hôtel-Dieu de Reims*, août 1273 (Robert, *Prosnes*, pièce justif. VII, pp. 233 et 234, acte du 16 juin 1308) et Robert, *Fiefs de Saint-Remi* I, pièce justif. 90, p. 56.

⁽⁵⁾ *Les droits seigneuriaux des Petites-Armoises, en 1301* (Lacaille, p. 108).

⁽⁶⁾ *Supra*, introduction, p. 24.

CHAPITRE QUATRIÈME

CONDITION DES SERFS

A s'en tenir aux seuls documents publiés, il semble bien qu'au moyen âge les serfs aient été relativement peu nombreux dans les pays du ressort de la future coutume de Reims ⁽¹⁾. Certes, on rencontre des « hommes de corps » parmi nos populations rurales, mais pas en aussi grand nombre que dans certaines régions voisines, comme par exemple en Champagne. Sans doute faut-il en voir la cause dans les nombreux affranchissements pratiqués aux XII^e et XIII^e siècles par les seigneurs ecclésiastiques, détenteurs de la plupart des agglomérations de nos contrées ⁽²⁾.

Les usages rémois, d'ailleurs, étaient nettement défavorables au servage : de bonne heure, les serfs avaient été affranchis de la main-morte, l'une des incapacités caractéristiques de la condition servile ⁽³⁾. Au décès d'un serf, tous ses biens « muebles et héritaiges » étaient dévolus à ses héritiers naturels, dans les mêmes conditions que pour les hommes libres ; le serf pouvait également disposer de ses biens par testament sous les mêmes modalités que les bourgeois et les roturiers ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Dans la monographie de M. Gaston Robert sur les serfs de Saint-Remi de Reims, dans laquelle tous les documents d'archives relatifs à ce sujet ont été publiés, on peut constater le petit nombre des serfs de l'abbaye résidant dans le pays rémois ; par contre, nombreux sont ceux qui demeuraient en Champagne, dans le ressort des prévôtés de Vitry et d'Épernay.

⁽²⁾ Voir *Infra*, p. 129.

⁽³⁾ *Cy-dessous est escripte la coustume qui est à Reins; c'est assavoir que homs ou femme serf, ou de chevage, demourant à Reins, qui muerent à Reinz, ne doivent aucune chose pour mortemain* (Varin, *Coutumes*, p. 606). D'après Varin, ce document serait au plus tard de la fin du XIV^e siècle (*Ibid.*, p. 608, note 1). D'autre part, cette coutume n'était pas encore en vigueur au début du XIII^e siècle [Cf. *Donation, sous réserve d'usufruit, par Godin de Pont-Bar et sa femme, de tous leurs biens à l'abbaye de Saint-Remi*, août 1229 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXI, p. 128)].

⁽⁴⁾ « Primo, veritez est que en ladite ville (*de Reims*) ne court aucune mortemain; mais se aucuns muert, tous ses biens muebles et héritaiges eschiënt à ses hoirs; et se il a femme, il puest lessier à sa femme tous ses muebles, tous ses acqués et la moitié de son naiscent, c'est assavoir des héritaiges situez à la coustume de Reins; et aussi fait la femme à sôn marit, ou à autre à qui qu'il li plaît;... » [*Cy dessous est escripte la cou-*

Cet usage s'appliquait évidemment aux « hommes de corps » des seigneuries qui se réglaient aux coutumes rémoises; mais, si nous en avons bien compris la signification, il s'étendait aussi aux serfs, appartenant à des seigneuries non régies par ces coutumes, venus demeurer à Reims ou dans le pays rémois et qui y étaient décédés. Dans ce cas, de droit commun, les biens du serf forain ou fugitif étaient encore attribués à son seigneur, en vertu du droit de mainmorte; au contraire, dans les régions rémoise et ardennaise, les biens en question étaient dévolus sans conteste aux héritiers naturels du serf. Cet usage portait ainsi une atteinte considérable au droit de suite des seigneurs sur leurs serfs ⁽¹⁾.

Sous ces diverses influences, le servage paraît avoir disparu à peu près complètement de la région rémoise, dès la fin du xiv^e siècle. Les déclarations de temporel, présentées au roi de France, dans le courant des années 1384 et 1385, par l'archevêque, le Chapitre de Notre-Dame, les abbayes de Saint-Remi et de Saint-Nicaise, ainsi que par les autres « Églises » qui possédaient des seigneuries dans le pays rémois, ne dénombrent aucun serf parmi les biens détenus par ces personnes ou établissements ecclésiastiques ⁽²⁾. Un siècle plus tard, la première coutume officielle de Reims ne contiendra aucun article réglementant le servage, et cette institution semble bien avoir été alors, sinon totalement éteinte, du moins en voie de rapide disparition.

ume qui est à Reins... » (Varin, *Coutumes*, p. 606)]. Dans la prévôté de Château-Thierry, au début du xv^e siècle, les « Églises » ne « levalient » également « nulles mortemains », sauf quelques abbayes ayant privilège contraire (Jager, n^o 18).

(1) « Item, Jaquet d'Ourmes vint de Sergy demourer à Reins, et amena son père, sa mère, et sa femme, qui tous estoient hommes et femmes de chevage de l'église Saint-Mard de Soissons, et morurent tous à Reins, excepté ledit Jaquet; et quant tous ceuls de Sergi, dont parole est furent mors, li prévôs de Favières, et li baillis de Saint-Mard de Soissons, vinrent à Reins, et amenèrent avec euls le gardien de ladicte église, et moult s'efforcent de lever morte main sur les dessus nommez; et après ce, eulz informez de la coustume de Reins, s'en départirent paisiblement de leur poursuite en recognoissant qu'il ni avoient aucun droit, et que leur entente n'estoit mie de asservir le pays. Et avec ce a trépassé pluseurs autres personnes à Reinz de condicion de chevage de pluseurs églises et aussi hommes de corps, à pluseurs nobles, qui samblablement ont usé de la coustume dessusdicte » [*Cy dessous est escripte la coustume qui est à Reins...* Varin, (*Ibid.*, p. 608)].

(2) Seule, la déclaration émanée de l'abbaye de Saint-Remi fait encore mention de colonies serviles dans certains domaines de l'abbaye, tous situés d'ailleurs en dehors des limites des coutumes de Reims, dans la prévôté de Vitry ou dans la région de Châlons [*Dénombrement du temporel de l'abbaye de Saint-Remi de Reims*, 16 octobre 1384 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 607 et 608)].

§ 1^{er}. — Les traits généraux de la condition servile.

En fait, la condition des serfs se rapproche beaucoup de celles des vilains ou roturiers ⁽¹⁾. Les uns et les autres sont sous la juridiction seigneuriale, doivent la chevauchée à leur seigneur et sont astreints aux banalités. Comme les communautés libres d'habitants, les communautés serviles ont une existence de fait; elles possèdent des droits d'usage dans les forêts et pâturages du domaine seigneurial; elles peuvent également, avec le congé du seigneur, exploiter en commun un four, un moulin ou un pressoir ⁽²⁾. Par contre, en droit, le serf est dans une situation juridique inférieure à celle du roturier; l'un est libre et l'autre ne l'est pas. Sans doute, à la différence de l'esclave romain, le serf est une personne, mais, chez lui, la personnalité est en quelque sorte amoindrie; frappé d'incapacités spéciales, le serf présente un statut juridique, le distinguant nettement de l'homme libre.

D'après quelques textes, le serf aurait été tenu, tout au moins dans certains cas spéciaux, de prêter hommage à son maître, tout comme le vassal à son suzerain : le seigneur d'Inaumont, avoué de Saint-Remi pour les serfs que l'abbaye possédait à Novion-Porcien, à Provizy et à Machéromenil, ayant enlevé indûment trois de ces serfs, s'engage à rendre à Saint-Remi trois de ses propres serfs en échange, « qui homines erunt dicte ecclesie et hommagium facient et capitagiis illis sub quibus predicti defuncti (*les serfs enlevés étaient décédés dans l'intervalle*) erant astricti ecclesie predictae. » ⁽³⁾. Ceux-ci, postérieurement, sont admis à l'hommage par un moine, délégué spécialement par l'abbé ⁽⁴⁾ « mediantibus tribus obolis parisiensibus reddendis a quolibet trium hominum predicatorum ecclesie sepredictae annuatim ⁽⁵⁾ ». A bien examiner ce docu-

(1) Cf. Olivier Matin, I, pp. 134 et 135.

(2) Robert, *Serfs*, pp. 104 et 105.

(3) *Restitution par Guy d'Inaumont à l'abbaye de Saint-Remi, de trois hommes de corps à la place de ceux qu'il lui avait enlevés*, 26 janvier 1253 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXXI, p. 136).

(4) « ... Dicti vero tres homines restituti hommagium fecerunt coram dicto clerico curie domno Waltero dicto Patoul, monacho dicte ecclesie, habente potestatem et mandatum speciale ad id faciendum ab abbate et conventu Sancti Remigii... » (*Ibid.*, p. 137).

(5) *Ibid.*, p. 138. On retrouve la même formule d'admission à l'hommage, en échange du paiement du cheuage, dans le texte cité par M. Petot : 2 femmes se sont offertes au

ment, l'abbaye de Saint-Remi aurait exigé, me semble-t-il, l'hommage, de tous ses hommes de corps placés dans l'avouerie du seigneur d'Inaumont et demeurant dans les trois villages précédents. Peut-être voulait-elle, en agissant ainsi, marquer d'une manière non douteuse son droit de propriété sur les serfs en question et éviter toute contestation ultérieure à leur sujet avec son avoué ou même avec d'autres seigneurs, car l'abbaye me paraît n'avoir pas été seigneur des agglomérations précitées ⁽¹⁾.

L'hommage servile ne semble pas avoir été une obligation générale, commune à tous les serfs ⁽²⁾; le chevage, au contraire, dans nos régions tout au moins et en opposition avec les usages parisiens ⁽³⁾, est caractéristique de la condition servile : c'est le signe reconnaissant du lien de servitude unissant l'homme de corps à un maître déterminé ⁽⁴⁾. Ce droit, toujours d'un taux peu élevé, est payable, dans la généralité des cas, en espèces : oboles, mailles ou deniers ⁽⁵⁾ et exceptionnellement en nature ⁽⁶⁾. Il est dû par tous les serfs, hommes et femmes; cependant pour les serves, son mon-

chapitre de l'Église de Laon, elles reconnaissent « se fecisse omagium eidem capitulo, in cuius homagii signum recognoverunt se suum solvisse capitagium » [*Livre des serfs de l'Église de Laon*, année 1256 (Petot, p. 72)].

⁽¹⁾ Un autre texte, dont la portée peut être contestée, me semble aussi faire allusion à l'hommage servile : en janvier 1248, un certain Fourquaud des Vallées, chevalier, donne à l'abbaye de Saint-Thierry, Pierre Gaubert, de Bouvancourt, « hominem suum legium... cum Maria uxore dicti Petri, Johanne, Herberto, Eva, Heluydi, Ermeniardi et Remigio heredibus eorum » (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 629). La condition juridique de Pierre Gaubert n'est pas indiquée; mais sa qualité de serf ne fait, à mon avis, aucun doute : s'il avait été noble, son titre n'aurait-il pas été mentionné dans l'acte de donation? D'autre part, suivant M. Ganshof, seuls les serfs peuvent faire l'objet d'une mutation, l'aliénation des chevaliers par leur seigneur est « un indice certain d'une origine servile : on n'aliène que ce dont on est propriétaire » (Ganshof, p. 75).

⁽²⁾ Cf. Olivier-Martin, I, p. 135 et Petot, pp. 73 à 76.

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, pp. 135 et 136.

⁽⁴⁾ Cf. *Jusjurandum archiepiscoporum remensium continens summam privilegiorum canonicorum cathedralis ecclesiae remensis*, vers 1068 d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 227).

⁽⁵⁾ Les serfs de Saint-Remi, demeurant à Novion-Porcien, à Provizy et à Machéromenil, doivent à l'abbaye 3 oboles parisis par an [*Restitution par Guy d'Inaumont à l'abbaye de Saint-Remi...*, 26 janvier 1253 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXXI, p. 138)]; à Chenay, une femme paie « trois mailles parisis » de chevage à la même abbaye [*Reconnaissance devant la justice de Chenay que les enfants de Perrot de Beine sont redevables du chevage envers Saint-Remi*, 8 avril 1380 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXXVIII, p. 154)]; les serfs de l'abbaye de Saint-Vincent-de-Laon, à Villers-le-Tilleul, étaient astreints, avant leur éfranchissement, à un droit de chevage de deux deniers parisis, chaque année [*Charte de Villers-le-Tilleul*, avril 1262 (v. s.) (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, p. 67)].

⁽⁶⁾ A Villers-le-Tilleul, le chevage des serfs du comte de Rethel était de trois poules, par homme et d'une poule, par femme [*Charte de Villers-le-Tilleul* (Bonvalot, *Ibid.*, p. 68)].

tant est généralement moins élevé que pour les serfs. Les règles concernant le chevage, si variables qu'elles aient été, semblent cependant avoir été fixées uniformément à l'intérieur de chaque seigneurie. Ainsi, dans les domaines de l'abbaye de Saint-Thierry, toute serve devait à l'abbé, annuellement, trois ou quatre deniers parisis de chevage, suivant les cas; pour les serfs, le droit de chevage était fixé à douze ou seize deniers, suivant qu'ils étaient issus de serves à trois ou quatre deniers; les serfs étaient astreints à cette redevance « *illo anno in quo dicti homines de corpore seu capite dicte ecclesie uxores ducunt et duxerunt...* » ⁽¹⁾.

Le chevage n'était pas la seule imposition levée sur les serfs rémois; ceux-ci, à l'exemple de leurs congénères des autres pays coutumiers, étaient encore, selon l'expression consacrée, taillables à merci, « *ad misericordiam domini* ». En droit, le seigneur est maître de tous les biens de son serf et peut s'en emparer chaque fois qu'il lui plaît : « *quanque li sers aquiert est à son seigneur* », dit Pierre de Fontaine ⁽²⁾. En fait, il n'en allait pas toujours ainsi, la morale, autant que leurs intérêts bien entendus, faisait un devoir aux seigneurs de laisser à leurs serfs une part, tout au moins, des produits de leur travail. Les seigneurs avaient tendance à limiter, sinon dans leur montant, tout au moins dans leur nombre, les tailles à plaisir, ou bien encore ils ne les levaient que dans des circonstances extraordinaires s'espacant de loin en loin ⁽³⁾ : c'est ainsi que les serfs de Saint-Thierry et des villages adjacents doivent à l'abbaye du même nom trois tailles arbitraires seulement chaque année, à Noël et à Pâques, des deniers à la volonté de l'abbé, à la Saint-Remi, du vin également à son bon plaisir ⁽⁴⁾. En plus de cela, les serfs de Saint-Thierry ne sont taillables que dans des hypothèses exceptionnelles, nombreuses d'ailleurs : pour les frais de gîte du roi quand il vient à Reims, mais seulement pour le tiers de la dépense ⁽⁵⁾, lorsque l'abbé fait « *quacumque necessitate* » le voyage de Rome, quand l'abbaye est dans la nécessité d'acheter des terres « *in opus monasterii* », du blé et du vin « *in usus fratrum* » et,

⁽¹⁾ *Sententia lata contra quendam hominem de Courceyo, ad capitagium ecclesie S. Theoderici solvendum damnatum*, 31 octobre 1265 (Varin, *Arch., adm.* I, p. 888).

⁽²⁾ *Cons. à un ami*, chap. XVIII, § III, p. 503. Cf. Olivier-Martin, I, p. 136.

⁽³⁾ Cf. Olivier-Martin, I, p. 136.

⁽⁴⁾ *Privilegium Sansonis remensis archiepiscopi de tribus placitis, de gisto sive procuratione domini regis, de via romana et de emptione terre et rebus aliis*, 1142 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 304 et 305).

⁽⁵⁾ L'abbaye de Saint-Thierry ne participait à la dépense royale qu'en concours avec les abbayes d'Hautvillers et de Saint-Basle (*Ibid.*, pp. 304 et 305).

plus généralement, chaque fois que « quelibet manifesta necessita (*sic*) monasterio incubuerit ⁽¹⁾ ».

Même ainsi limitées, les tailles arbitraires pesaient lourdement sur les malheureuses populations serviles et le pays rémois dut sans doute être plus d'une fois le théâtre de révoltes analogues à celle qui souleva, au milieu du XII^e siècle, les serfs de Saint-Thierry et des agglomérations voisines contre leur seigneur, l'abbaye du même nom. ⁽²⁾.

En plus des redevances spécifiquement serviles, les serfs rémois sont encore soumis à certaines incapacités caractéristiques : ils ne peuvent, ni se marier au dehors de la seigneurie, sans la « licence » de leur seigneur, ni entrer dans les ordres, sans autorisation formelle, et ils n'ont en principe, ni le droit de succéder, ni de disposer de leurs biens à causé de mort, le seigneur les recueillant à leur décès, en vertu du droit de mainmorte.

Le serf, étant une personne, a le droit de se marier librement, sous réserve d'épouser une serve du même domaine; le mariage avec une serve étrangère à la seigneurie lui est interdit sans avoir au préalable obtenu l'autorisation seigneuriale ⁽³⁾. Ces mariages, en effet, causent préjudice aux seigneurs; sans doute, dans nos régions, les époux semblent bien être demeurés, en fait, sinon en droit, sous le « dominium » de leur seigneur respectif ⁽⁴⁾; mais les enfants issus de cette union, suivant la condition de leur mère, deviennent la propriété du maître de la serve et sont par suite perdus pour le seigneur du mari ⁽⁵⁾.

La seule sanction vraiment efficace aurait été la nullité des mariages ainsi contractés sans « congé »; mais l'Église n'admit jamais

⁽¹⁾ *Ibid.*, pp. 304 et 305.

⁽²⁾ En 1142, les serfs en question se jurèrent mutuellement de ne payer désormais à l'abbé que deux deniers à Noël et à Pâques et deux setiers de vin à la Saint-Remi, riches comme pauvres; ils mirent leur projet à exécution et refusèrent, pendant quelque temps, de payer des tailles supérieures à celles qu'ils avaient fixées. Le conflit se termina à l'avantage de l'abbaye : un conseil de barons et d'évêques, présidé par l'archevêque Samson, réuni à la prière de l'abbé de Saint-Thierry, condamna les révoltés au paiement des tailles accoutumées; ceux-ci durent prêter serment de se soumettre à l'avenir aux ordres de l'abbaye et donner « otages » en garantie de leur promesse. [*Privilegium Sansonis remensis archiepiscopi...*, 1142 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 305)].

⁽³⁾ Cf. *Peticio contra hominem de corpore pro forismaritagio* (*Liber practicus*, n° CCXCI, pp. 230 et 231 et *Peticio edita super forismaritagio* (*Ibid.*, n° CCCXCII, pp. 305 et 306). Il est vraisemblable que le serf ne pouvait également contracter mariage avec une femme libre sans l'autorisation préalable de son seigneur; je n'ai rencontré aucun texte faisant allusion à cette hypothèse.

⁽⁴⁾ Cf. Robert, *Serfs*, pièces justif. IV, p. 109, IX, p. 114, XI, p. 117 et XXVII, p. 133.

⁽⁵⁾ Cf. Robert, *Serfs*, pièces justif. IV, p. 109, VI, p. 112, VII, p. 113, VIII, p. 113, et XXVIII, p. 133.

cette cause de nullité ⁽¹⁾. Le mariage du serf restait donc valable, mais celui-ci encourait une amende, dont le montant, d'après le *Liber practicus*, était laissé à l'arbitraire seigneurial ⁽²⁾. D'ailleurs, le serf d'Église, tout au moins, qui estimait avoir été exagérément « taxé », pouvait en appeler à l'officialité ayant juridiction sur son seigneur et celle-ci avait toujours le droit de modérer la condamnation ⁽³⁾. En outre, le seigneur pouvait confisquer à son profit tout ou partie des biens du serf formarié sans son autorisation ⁽⁴⁾.

Pratiquement, il est vraisemblable que, généralement, l'on n'en arrivait pas à ces moyens extrêmes ⁽⁵⁾. Les serfs devaient solliciter le congé seigneurial avant de se formarier et les seigneurs, tant par intérêt que par devoir, accordaient sans doute facilement leur autorisation ⁽⁶⁾; de multiples combinaisons d'ailleurs leur permettaient de sauvegarder leurs droits. Dans nos régions, celle qui paraît avoir été le plus souvent pratiquée se ramenait à un échange de serves entre deux seigneurs ⁽⁷⁾. Un serf de l'abbaye de Saint-Remi, par exemple, désire épouser une serve de l'abbaye d'Hautvillers, et dans le même temps un homme de corps d'Hautvillers s'est épris d'une « ancelle » de Saint-Remi, la question du formariage sera résolue très simplement : les deux abbayes échangeront respectivement leurs serves, « cum progenie earum futura ». Ces

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, p. 138.

⁽²⁾ « Coram vobis, domine iudex, proposuit in jure *Talis*, procurator *Talium* religiosorum *Talis* ecclesie, procuratorio nomine, contra *Talem*, hominem de corpore dicte ecclesie reum, quod idem reus, sine licencia et assensu abbatis dicte ecclesie, duxit uxorem *Talem*, non ancillam, nec feminam de corpore dicte ecclesie; propter quod incidit in emendam dictis religiosus prestandam, et ad voluntatem eorum taxandam... » [*Peticio contra hominem de corpore pro forismaritagio* (*Liber practicus*, n° CCXCI, pp. 230 et 231)].

⁽³⁾ « ... quare petit dictus procurator, nomine quo supra, dictum reum sibi per vos sentencialiter condemnari ad hoc quod dictis religiosus satisfaciat de dicta pecunie summa, taxacione seu moderacione vestra (*du juge*), si opus fuerit, semper s'alva » [*Peticio contra hominem de corpore pro forismaritagio* (*Liber practicus*, n° CCXCI, pp. 230 et 231)].

⁽⁴⁾ L'abbaye de Saint-Remi prenait, semble-t-il, tous les biens du serf formarié [*Epistola Alexandri papae III ad Henricum remensem archiepiscopum, cui causam committit dirimendam de homine S. Remigii, cujus res auferre voluerat abbas S. Remigii, quod is in uxorem duxisset feminam ecclesiae S. Petri*, 30 juillet 1170, Martène et Durand, *Amplissima collectio*..., II, p. 849]. Celle d'Avenay avait seulement la moitié des biens, possédés par le serf au moment du mariage. [*Peticio edita super forismaritagio* (*Liber practicus*, n° CCCXCII, pp. 305 et 305)].

⁽⁵⁾ Olivier-Martin, I, p. 138.

⁽⁶⁾ Olivier-Martin, I, pp. 138 et 139.

⁽⁷⁾ Robert, *Serfs*, pièces justif. IV, p. 109 (an. 1125-1144), VI, p. 112 (an. 1144-1151), VII, p. 113 (an. 1144-1153), VIII, p. 113 (an. 1145-1151), IX, p. 144 (an. 1151-1162), XXXIV, p. 140 (26 mars 1266). Sur d'autres arrangements pratiqués dans la région parisienne, voir Olivier-Martin, I, pp. 139 et 140.

échanges n'intervenaient pas toujours au moment du mariage; parfois, ils se produisaient plusieurs années après ⁽¹⁾, certains actes mentionnent alors qu'ils ont été faits avec l'approbation des enfants des serves échangées ⁽²⁾. En dehors de ces arrangements qui n'étaient pas toujours possibles, les seigneurs avaient la faculté de donner leur autorisation, à charge par le serf de leur payer une indemnité ⁽³⁾. Si, parfois, certains seigneurs se montraient exigeants sur ce point ⁽⁴⁾, d'autres, au contraire, faisaient preuve de plus d'humanité, tenaient compte de la « faculté des personnes » et accordaient même des délais de paiement à leurs serfs pour se libérer ⁽⁵⁾.

Une autre entrave caractéristique atteint encore les serfs dans leur liberté personnelle : il leur est interdit d'entrer dans les ordres sans le consentement de leur seigneur ⁽⁶⁾. La sanction de cette obligation est d'ailleurs différente suivant que le serf s'est fait seulement tonsurer ou au contraire est parvenu jusqu'à la prêtrise. Dans la première hypothèse, l'acte ainsi fait indûment est radicalement nul ⁽⁷⁾ et le seigneur a le droit de faire « abatre reze » la tonsure prise sans son autorisation; de plus, une amende est généralement imposée au serf coupable ⁽⁸⁾. Par contre, le serf, arrivé

(1) Robert, *Serfs*, pièce justif. I, p. 117, (an. 1154) et XXVII, p. 113 (février 1240).

(2) « ... Hujus autem vicissitudinis commutacio placet et filiis et filiabus utriusque mulieris... » [*Echange d'une serve de l'abbaye de Saint-Jean de Laon, épouse d'un serf de Saint-Remi, contre une serve de Saint-Remi, épouse d'un serf de Saint-Jean*, an. 1154 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XI, p. 117)].

(3) Olivier-Martin, I, p. 140.

(4) Cf. *Bulle du pape* « ad Petrum abbatem Sancti-Remigii Remensis. Ne homines monasterii sui prohibeat uxores ducere de alterius dominio, 11 décembre 1170 ou 1171 (*Recueil des historiens des Gaules et de la France*, XV, p. 894, n° CCLXXXIII).

(5) « ... composer avec eulx (*les serfs de la prévôté*) de leur formariages et autres devoirs a moy dehus par eulx a ceste cause a tehez (*sic*) pris et sommes comme il pourra selon la faculté des personnes, en moy rapportant les dites composicions, pris et sommes, et leur baillier terme de les paier, s'autrement ne se puet faire » [*Commission du prévôt de Chenay à Perreçon-fruiter, pour percevoir les droits dus par ses serfs et poursuivre les débiteurs défaillants*, 15 avril 1424 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XLVII, pp. 178 et 179)].

(6) *Peticio contra hominem de corpore deferentem tonsuram clericalem* (*Liber practicus* p. 105, n° C); *Peticio ut dimittatur delacio clericalos tonsure* (*Ibid.*, p. 307, n° CCCXCIV); *Sentence du bailli de Vermandois, déclarant Thomas Saucet de Chenay serf de Saint-Remi et annulant la tonsure prise par lui sans le congé de l'abbé*, 8 mai 1395 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XI., pp. 157 et s.).

(7) « ... unde petit (*le procureur du chapitre de Tours-sur-Marne auquel appartenait le serf*) pronunciari a vobis collationem dicte tonsure sibi factam non tenuisse, nec tenere, et eam fuisse et esse irritam et inanem. Petit etiam sibi sentencialiter inhiberi a vobis, ne dictam tonsuram deferat, neque uti ea seu ejus effectibus quomodolibet presumat. » [*Peticio contra hominem de corpore deferentem tonsuram clericalem* (*Liber practicus*, p. 105, n° C)].

(8) « ... Et disons que la tonsure qu'il a prins et portée de fait lui sera reze abatue et mis au néant, et ad ce le condempnons et à faire ploy d'amende par signe tant seule-

à la prêtrise, ne peut plus être revendiqué par son seigneur ⁽¹⁾; mais alors, dit le *Liber practicus*, un autre individu ou le monastère ⁽²⁾ devra remplir, à sa place, les obligations dont il était tenu envers son seigneur ⁽³⁾.

Enfin, dans le domaine des droits patrimoniaux, une dernière incapacité empêche les serfs de disposer librement de leurs biens. Si, en principe, le serf jouit de la faculté de les transmettre entre vifs ⁽⁴⁾, par contre, il ne peut en disposer à cause de mort, son seigneur les recueillant, à sa mort, en vertu du droit de mainmorte. La mainmorte servile, tout en ayant été abolie de bonne heure par la coutume de Reims ⁽⁵⁾, n'en a pas moins existé au moyen âge dans nos régions, comme dans les autres pays coutumiers. Elle semble même avoir été particulièrement rigoureuse; tous les parents du serf, même en ligne directe, étaient exclus de sa succession et tous ses biens, meubles et immeubles, tombaient en mainmorte ⁽⁶⁾. Quelques atténuations cependant tempéraient, de ci de là, la rigueur du système: c'est ainsi que, dès le début du XIII^e siècle, l'abbaye de Saint-Remi avait aboli la mainmorte en faveur des enfants de ses serfs de Tannay et de Pont-Bar ⁽⁷⁾, et cela, semble-t-il, sans aucune condition restrictive, comme en imposaient, même encore au début du XV^e siècle, les coutumes de Champagne ⁽⁸⁾.

ment par lui ou son procureur aux-dis demandeur ou à leur procureur... » [*Sentence du bailli de Vermandois...*, 8 mai 1395 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XL, p. 159)]. Dans une région limitrophe du pays rémois, à Condé-sur-Marne, un serf reconnaît devoir à l'abbé de Saint-Remi douze écus d'or d'amende, pour avoir pris la tonsure sans son congé [Robert, *Serfs*, pièce justif. XLVI, p. 177 (21 juin 1410)].

(1) « Hoc autem indubitatum est, quod si esset sacerdos, non posset revocari... » (*Liber practicus*, p. 56, n° XXXV).

(2) L'auteur du *Liber* suppose que le serf est entré dans le clergé régulier.

(3) « ... Sed portabit sarcinam, saltem per alium, vel monasterium pro se » [*Liber practicus*, p. 56, n° XXXV]. Envisageant une hypothèse un peu spéciale, celle d'un serf astreint seulement au chevage et au formariage, l'auteur du *Liber* semble bien alors autoriser la prise de la tonsure sans le congé du seigneur, sauf à lui sauvegarder ses droits comme précédemment (*Ibid.*, pp. 55 et 56, n° XXXV).

(4) Cf. Robert, *Serfs*, pièce justif. XXI, p. 128: un serf et sa femme donnent à leur seigneur, l'abbé de Saint-Remi, tous leurs biens, en réservant les droits de leurs descendants (août 1229).

(5) Voir *Supra*, pp. 119 à 120.

(6) Robert, *Serfs*, pièce justif. XXI, p. 128 (an. 1229); *Liber practicus*, p. 127, n° CXXV.

(7) « Cum autem mobilia et immobilia eorum qui de proprio corpore heredem legitimum non habent ad ecclesiam (de Saint-Remi) post decessum eorum pertinere dinscuntur secundum consuetudinem villarum de Pombar et Thasnai... » (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXI, p. 128).

(8) Sur le « détournement de mainmorte » en Champagne, à cette époque, voir, Jager, nos 1 à 5 inclus, nos 22 à 24 inclus.

§ 2. — Acquisition et perte du servage.

Les documents publiés traitant la question des sources du servage dans la région rémoise sont pour ainsi dire inexistantes. Cependant, l'oblation volontaire de sa personne, faite par un homme libre à un seigneur, lui faisait acquérir la condition servile; c'est du moins ce qui résulte d'un texte du XIII^e siècle inséré au cartulaire de l'abbaye de Signy, et où deux époux se donnent, eux et leurs biens, à l'abbaye ⁽¹⁾. Mais l'oblation devait être relativement rare, et la naissance était vraisemblablement la principale source du servage. Dans la région rémoise, autant qu'on peut en juger par les rares documents publiés, tout individu né de mère serve était serf, quelle que fût la condition du père ⁽²⁾. Quant aux enfants issus de père serf et de mère franche, on ne peut dire, faute de textes, s'ils suivaient, comme en Vermandois, la condition de leur mère ⁽³⁾ ou, au contraire, s'ils étaient déclarés serfs, comme en Champagne, par application de la règle de la « pieur condition » ⁽⁴⁾. A s'en tenir à l'esprit de la coutume de Reims, plutôt défavorable au servage, l'enfant devait sans doute être libre dans cette hypothèse.

Le servage n'était pas indélébile et notre coutume permettait aux serfs de parvenir à la liberté, soit par une résidence prolongée sur une terre de franchise, soit par une concession volontaire émanée de l'autorité seigneuriale. Dans le premier cas, le serf qui n'avait pas été réclaté dans l'an et jour par son seigneur devenait

⁽¹⁾ *Cart. Signy*, p. 284, n° CXXI, (novembre 1225). Les conjoints paraissent d'ailleurs s'être réservés en propre quelques biens. Voir également un autre exemple d'oblation d'une femme et de ses enfants au chapitre Saint-Étienne de Châlons-sur-Marne, dans Robert, *Serfs*, pièce justif. III, p. 108, (1118-1122).

⁽²⁾ « ... ilz (l'abbaye de Saint-Remi) estoient en bonne saisine et possession de tenir et maintenir ledit Saucet et ceulx dont il est issus par *ligne féminine* comme leur homme de corps et de serville condicion, de chievage, morte main et de formariage,... » [*Sentence du bailli de Vermandois, déclarant Thomas Saucet de Chenay, serf de Saint-Remi, et annulant la tonsure prise par lui sans le congé de l'abbé*, 8 mai 1395 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XL, pp. 157 et 158)]. La même règle était en usage pour les serfs de l'abbaye de Saint-Thierry [*Sententia lata contra quendam hominem de Courceyo, ad capitulum ecclesie Sancti-Theoderici solvendum, damnatum*, 31 octobre 1265 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 888)].

⁽³⁾ *Cons. à un ami*, appendice, titre XV, § VII, p. 500.

⁽⁴⁾ *Anc. cout. de Champagne*, art. VI.

libre à l'expiration de ce délai ⁽¹⁾; le serf fugitif n'était d'ailleurs, semble-t-il, admis dans une ville de franchise qu'à charge de remplir certaines obligations, variables suivant les localités ⁽²⁾. Dans la deuxième hypothèse, l'affranchissement pouvait être individuel ou collectif, suivant que la charte de franchises était accordée à un ou plusieurs serfs nommément désignés ou en bloc à toute une communauté servile.

Parmi les textes publiés, alors que les actes d'affranchissement individuel sont très rares ⁽³⁾, les chartes de franchise octroyées à toute une agglomération sont, au contraire, fréquentes ⁽⁴⁾. Certaines ne donnent pas aux serfs la liberté complète, les seigneurs ne relevant qu'en partie leurs sujets des incapacités inhérentes à la condition servile ou bien maintenant à leur profit le paiement de redevances spécifiquement serviles. C'est ainsi qu'en affranchissant ses serfs de Fraillicourt, le Chapitre de Notre-Dame se réserve les chevages ⁽⁵⁾; que l'abbaye de Saint-Remi, agissant de même à l'égard de ses serfs d'Hermonville, maintient néanmoins les droits de formariage et de mainmorté sur ceux qui épouseraient la serve d'un chevalier ⁽⁶⁾ et que, dans les mêmes conditions, le seigneur

⁽¹⁾ *Charte de Fraillicourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 385); *Commission du roi au bailli de Vermandois, et exécution de cette commission, relative aux franchises des hommes de corps qui ont séjourné un an sur le ban de l'échevinage* (de Reims), 2 avril 1384 (Varin, *Ibid.*, III, p. 534).

⁽²⁾ A Reims, le serf devait préalablement s'être fait « avenné » [*Commission du roi au bailli de Vermandois*,... 2 avril 1384 (Varin, *Ibid.*, p. 534)].

⁽³⁾ A ma connaissance, deux documents seulement de ce type intéressent la région rémoise. Dans chacun d'eux, les seigneurs « manumissores », après avoir donné la liberté aux serfs bénéficiaires de l'affranchissement, les « concèdent », dans l'un, à l'abbaye de Saint-Thierry, dans l'autre, à celle de Saint-Denis de Reims. Ces dernières paraissent bien avoir été les inspiratrices de ces affranchissements et avoir fourni l'argent exigé par les seigneurs en échange. La concession faite aux deux abbayes leur permettait sans doute d'avoir le patronage des serfs affranchis et de les prendre ainsi sous leur sauvegarde [*Privilegium Petri* (sic, Azo) *abbatis de Bucillis, de Roberto, et Varino, et familia eorum commorantibus apud Villarem Francorum*, vers 1145, d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 314) et *Carta de quibusdam hominibus manumissis et super allare B. Dionysii remensis oblatis*, 16 février 1168 ou 1169 (Varin, *Ibid.*, p. 353)].

⁽⁴⁾ Cf. *Charte de Fraillicourt*, 1181 (Varin, *Ibid.*, p. 385); *Charte de Thuisy*, 1191 (Varin, *Ibid.*, p. 148); *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, pp. 185 et 186); *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Ibid.*, p. 473); *Charte de Coulommies-les-Attigny*, juillet 1223 (Varin, *Ibid.*, p. 526); *Charte de franchises concédée par l'abbaye de Saint-Remi, aux habitants d'Hermonville*, juin 1230 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXIII, pp. 129 et 130); *Charte de Villers-le-Tilleul*, avril 1262 (v. s.) (Bonvalot, appendice, pièce justif. 47, pp. 71 et s.); *Charte d'affranchissement de Nouvion-sur-Meuse*, 1290 (Hubignon, p. 74).

⁽⁵⁾ *Charte de Fraillicourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 385).

⁽⁶⁾ « ... tandem mediantibus bonis viris de partium consensu cum ipsis composuimus in hunc modum quod de mortuamano et forismaritagio communitatem ville supradicte quantum ad nos pertinet imperpetuum quitavimus. Verum si, quod absit, aliquis eorum

de Nouvion-sur-Meuse conserve le droit de suite sur ses serfs affranchis ⁽¹⁾.

Le droit féodal était, d'ailleurs, loin de favoriser les affranchissements. D'une part, donner la liberté à une communauté servile ou même à un serf en particulier constituait un abrégement de fief et nécessitait, comme tel, les consentements du seigneur du vassal affranchisseur et du suzerain de ce seigneur ⁽²⁾; avec le système parfois si compliqué de la hiérarchie féodale, il fallait ainsi obtenir souvent l'autorisation de plusieurs individus et dans bien des cas les « manumissions » étaient rendues, sinon impossibles, tout au moins très difficiles ⁽³⁾. D'un autre côté, l'affranchissement nécessitait encore, pour être valable, l'approbation des parents du seigneur « manumissor »; c'est du moins ce qui paraît résulter d'un acte d'affranchissement de la fin du XI^e siècle, où les sœurs du seigneur affranchisseur reçoivent chacune une somme d'argent, « ut hoc laudaretur et confirmaretur » ⁽⁴⁾. Le consentement des parents n'est sans doute exigé que par crainte du retrait lignager ou de quelque autre institution de même nature, et il n'est vraisemblablement réclamé que dans les hypothèses où ceux-ci fonctionnent.

cum tali muliere contraxerit que servili conditione alicui militum teneatur obnoxia, ad supradicta sine contradictione tenebitur » [*Charte de franchises concédée par l'abbaye de Saint-Remi aux habitants d'Hermonville*, juin 1230 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XXIII, pp. 129 et 130)]. L'abbaye de Saint-Remi avait fait la même réserve, quelques années auparavant, en affranchissant ses serfs de Corbény, village du Laonnois, situé aux confins de ce pays avec le Rémois; mais elle n'avait maintenu alors que le droit de formariage [*Charte de franchises accordées aux habitants de Corbény par l'abbaye de Saint-Remi*, 1201-1202 (Robert, *Serfs*, pièce justif. XVIII, pp. 124 et 125)].

(1) « ... et s'ils isoient de leurs entrecourts ie les pourrois poursuivre en tel poinct comme devant ... » [*Charte d'affranchissement de Nouvion-sur-Meuse*, juin 1290 (Hubignon, p. 74)].

(2) « ... Et cest assizes et ses convenances a esté faictes dou grey et de l'assentement mon chier frère Jacqmin de Nuemanil de qui ie le tiens en fiez et en homaige et de l'assentement Jacqmin d'Orcymont de qui Jacqmin les tient en fiefs. » [*Charte d'affranchissement de Nouvion-sur-Meuse*, 1290 (Hubignon, p. 74)]. Cf. *Confirmation par l'abbé de Saint-Remi, comme suzerain, des chartes de franchise accordées à Binarville et à Lançon par Jeanne d'Agimont, dame d'Autry, et son fils Nicolas de Charbagne; en retour cession par ces derniers à l'abbaye de la moitié des quatre étangs des Bièvres*, 12 août 1335 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi* I, pièce justif. 28, pp. 21 et s.).

(3) La coutume de Champagne, d'après Jean Jager, n'exigeait pas, au début du XV^e siècle, le « congié » du suzerain pour les « manumissions à tonsure de clerc »; elle le demandait uniquement au cas d'un affranchissement « ab omni jugo servitutis » (Jager, §§ 24 et 34).

(4) « ... Et ne aliquis (Les serfs affranchis) eos deinceps reclamaret, totum hoc propinquos suos laudare fecit (le seigneur « manumissor »), videlicet Guillam sororem suam de Visins et Joffridum maritum ejus, qui viginti quinque solidos habuerunt, et Idam aliam sororem suam de Braio et Odonem maritum ejus cum quinque filiabus suis, qui decem

L'obligation imposée au vassal, par le droit féodal, de ne procéder à un affranchissement qu'avec l'autorisation de son suzerain, si elle était une cause d'entraves pour les seigneurs laïques, ne devait guère gêner les seigneurs ecclésiastiques dont la plupart des biens étaient tenus en alleu et qui ne relevaient en conséquence d'aucun seigneur ⁽¹⁾. C'était précisément le cas pour les pays rémois et ardennais, où dominaient les seigneurs d'Église ⁽²⁾. Aussi, à partir du XIII^e siècle, tout au moins, les affranchissements y furent-ils nombreux ⁽³⁾ et contribuèrent ainsi, dans une mesure considérable, à la rapide disparition du servage dans nos régions.

solidos habuerunt; Heudebaldim etiam de Marogilo, quae decem solidos habuit ut hoc laudaretur et confirmaretur » [*Carta de quibusdam hominibus manumissis et super altare B. Dionysii remensis oblatis*, 16 février 1168 ou 1169 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 353)].

(1) Cf. Olivier-Martin, I, p. 147. Dans la région de Château-Thierry, au dire de Jean Jager, les « Églises » pouvaient même affranchir leurs serfs sans le « congié » du seigneur suzerain (Jager, § 24).

(2) Voir *Supra*, introduction, pp. 18 à 23.

(3) Voir *Supra*, p. 129.

SECONDE PARTIE

CONDITION DES TERRES

L'article 40 de la Coutume de Reims rédigée en 1556 distingue trois formes de propriété immobilière : le fief ou tenure noble, la censive ou tenure roturière et le franc-alleu ⁽¹⁾. L'alleu mis à part, notre coutume établit ainsi un étroit parallélisme entre la condition des personnes et la condition des terres. De même que parmi les individus, on rencontre des nobles et des roturiers, de même les immeubles se divisent en terres nobles et en terres roturières. Dans la conception primitive du droit coutumier, ce parallélisme est absolu : le fief ne peut appartenir qu'à un noble, la censive ne peut être tenue que par un roturier ⁽²⁾. Mais, à l'époque de la rédaction de nos coutumes, et même bien auparavant, ces règles étroites ont disparu : les roturiers ont la faculté d'acquérir des fiefs et les nobles peuvent posséder des censives, sans pour cela perdre leur qualité ⁽³⁾. Néanmoins, l'antique distinction entre fief et censive, entre tenure noble et tenure roturière, subsiste toujours et non sans raison, car ces deux tenures, très voisines à l'origine, se sont, avec le temps, différenciées de plus en plus ⁽⁴⁾.

Adoptant la classification de la nouvelle coutume de Reims, nous diviserons l'étude de la condition des terres en trois parties : dans

(1) « Tous biens inmeubles,... sont tenuz ou noblement en fief, ou roturièrement en censive, ou en franc alleu. » (N. C. Reims, art. 40.)

(2) Olivier-Martin, I, pp. 371 et 372.

(3) Sur les acquisitions de fief par les bourgeois de Reims, voir *Supra*, p. 52.

(4) Olivier-Martin, I, p. 364.

un premier chapitre, nous exposerons les règles constitutives de la tenure féodale par excellence, du fief ; dans un deuxième chapitre, nous étudierons les tenures roturières, car, quoique la Coutume de Reims mentionne seulement la censive, il existe, dans la région rémoise, une autre variété de tenure roturière. Enfin, notre troisième chapitre sera consacré à l'alleu ou propriété libre, indépendante de la féodalité.

CHAPITRE PREMIER

LE FIEF OU TENURE NOBLE

§ 1^{er}. — Introduction. — La structure générale du fief au moyen âge.

Selon Buridan, « l'héritage tenu en fief est celui, à cause duquel le vassal doit la foi et hommage au Seigneur de fief, et d'autres devoirs, comme de la bouche et les mains, du droict de rachapt, relief, quint, requint, et d'autres droicts seigneuriaux, selon l'exigence des cas.. » ⁽¹⁾. Cette définition, bien qu'imparfaite, a du moins l'avantage de faire ressortir le trait distinctif de la tenure féodale : concession gratuite d'un immeuble par une personne nommée suzerain à un autre individu, le vassal, à charge de certains services personnels et principalement à charge de foi et hommage ⁽²⁾. Le contrat de fief présente ainsi un double caractère : la prestation de foi, impliquant des rapports très étroits entre suzerain et vassal, y représente l'élément personnel, tandis que la concession de terre y figure l'élément réel. Sans doute, ces deux éléments ont pu, à l'origine, se trouver dissociés ; mais, à l'époque féodale, ils forment un ensemble inséparable et la réception en foi d'un nouveau vassal est toujours accompagnée corrélativement de l'octroi d'une tenure ⁽³⁾.

Si la concession gracieuse d'une terre constitue le moyen le plus répandu d'établir le contrat de fief, ce n'est cependant pas le seul. Le pacte féodal prend également naissance quand un alleutier, désireux d'entrer « dans cette vaste organisation de solidarité et d'assistance mutuelle » qu'est la féodalité, place sa personne et ses biens sous la protection d'un seigneur plus puissant, dont il devient ainsi le vassal et duquel il tiendra désormais ses biens en fief ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Buridan, commentaire article 40, p. 89.

⁽²⁾ Olivier-Martin, I, p. 227.

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, p. 228.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, pp. 229 et 230. Exemple de fief de reprise dans la région rémoise : Robert, *Chigny*, pièce justificative, ix, pp. 195 et 196 (avril 1242 v. s.) : Gaucher de Rilly

Les fiefs de reprise, comme on les désigne, semblent avoir joué un rôle important dans l'évolution de la tenure féodale vers la pleine patrimonialité ⁽¹⁾.

Le fief, en effet, est anciennement un bénéfice essentiellement précaire. Concédé au plus pour la vie du bénéficiaire, il fait, à la mort de celui-ci, retour au seigneur concédant, qui demeure libre d'en disposer à son gré. Toutefois, sous « l'énergique pression des vassaux et de leur famille », et malgré les résistances seigneuriales, le droit féodal finit par admettre l'hérédité des tenures nobles ⁽²⁾. Au dire de Buridan, ce mouvement se serait accompli graduellement et par étapes successives : d'abord limité aux enfants mâles du vassal, la transmission héréditaire des fiefs aurait été ensuite admise au profit des « frères » du *de cujus*, « pourveu qu'ils furent issus du premier vassal investy » ; puis finalement le fief serait devenu totalement héréditaire ⁽³⁾. Les historiens modernes s'accordent généralement pour fixer au XI^e siècle l'aboutissement de cette évolution en France ⁽⁴⁾. Nous verrons d'ailleurs que le souvenir de cet ancien état de choses s'est conservé, et cela jusqu'à la fin de l'ancien régime, dans l'organisation de la tenure féodale ⁽⁵⁾.

Toutefois, en raison de sa constitution même, le fief fut soumis à un régime successoral distinct de celui du droit commun. Que désire en effet le seigneur du moyen âge en faisant une concession de fief? S'assurer principalement le service d'un soldat, plus exactement le service d'un chevalier, c'est-à-dire d'un homme apte à combattre à cheval ⁽⁶⁾. Il faut donc que le fief ait pour possesseur une personne capable de porter les armes et qu'il soit assez important pour assurer l'entretien et l'équipement d'un cavalier. Pour arriver à ce résultat, on va exclure de la succession féodale les femmes qui ne peuvent remplir le service d'ost et l'on attribuera tous les fiefs successoraux à un seul héritier mâle, à l'ainé, considéré comme le chef de la famille : ce sont les privilèges bien connus d'aînesse et de masculinité qui ont donné à la dévolution des

s'avoue vassal de l'abbaye de Saint-Remi pour deux fauchées de prés, trente jours de terres arables et en général pour tout ce qu'il tenait jusque-là en alleu, à Rilly et sur le terroir de cette « ville » ; il ne fait exception que pour deux sous de cens.

(1) Olivier-Martin, I, pp. 230 et 232.

(2) Olivier-Martin, I, p. 230.

(3) Buridan, *Vermandoïs*, commentaire art. 166, p. 551.

(4) Olivier-Martin, I, p. 230.

(5) *Infra*, pp. 170, 171 et 172.

(6) Olivier-Martin, I, p. 232.

tenures nobles un caractère si original ⁽¹⁾. Avec le temps, et le service militaire féodal étant venu à disparaître, ces privilèges ne purent se maintenir dans toute leur rigueur ; néanmoins, il en subsista toujours des vestiges et nous verrons que le droit d'aînesse s'est conservé, mais d'une manière restreinte et en succession directe seulement, dans les coutumes rédigées du pays rémois ⁽²⁾. Quant au privilège de masculinité, l'exclusion des femmes en concours avec des mâles, des successions collatérales et, en ligne directe, la situation désavantageuse faite aux filles en sont encore, aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, des survivances incontestables ⁽³⁾.

Le fief devenu héréditaire n'en restait pas moins intransmissible entre vifs. Ici, l'évolution vers la pleine patrimonialité se fit plus tardivement. Au moyen âge, l'intérêt de la famille ne milite pas en faveur de la libre aliénation des tenures, il y est même totalement opposé ⁽⁴⁾. Cependant, là encore, les vassaux finirent par triompher des résistances des seigneurs. Toutefois, la victoire fut chèrement achetée : le vassal, désireux de disposer de son fief au profit d'un tiers, dut, dans la plupart des cas, et notamment dans l'hypothèse d'une vente, payer au seigneur, à titre de compensation, le lourd droit de quint, et encore, le seigneur conserva-t-il la faculté de reprendre le fief à son compte, sous réserve de dédommager l'acquéreur.

Certaines aliénations, d'ailleurs, toujours en raison de l'organisation propre du fief, ne furent pas permises aux vassaux, au moins sans le consentement des seigneurs. Il en fut ainsi pour les aliénations partielles de fief, considérées, pour la même raison que les partages successoraux, comme causant préjudice aux seigneurs, et pour les aliénations en mainmorte, car, de même que les femmes, les gens de mainmorte, dit Buridan, sont incapables de remplir les services de fief ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Sur l'exclusion des femmes de la succession féodale, au moyen âge, voir E. Chénnon, II, 1^{er} fascicule, p. 175 et sur le privilège d'aînesse, E. Chénnon, *Ibid.*, pp. 247 et s.

⁽²⁾ *Infra*, pp. 198 à 203.

⁽³⁾ *Infra*, pp. 203 à 204.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, p. 239.

⁽⁵⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire article 208, p. 691

**§ 2. — Les services de fief. La foi et l'hommage.
L'aveu et le dénombrement.**

LES SERVICES DE FIEF. — Le contrat de fief implique des rapports personnels très étroits entre le vassal et son seigneur ; basé sur une idée de confiance et d'appui mutuels, il crée entre eux des obligations réciproques que le moyen âge a résumées sous le terme particulièrement expressif de fidélité ⁽¹⁾ ; envisageant ce devoir de fidélité sous son aspect négatif, Pierre de Fontaine dira : suzerain et vassal doivent s'abstenir mutuellement de « trikerie » ⁽²⁾.

La principale des obligations dérivant du devoir de fidélité est sans contredit celle qui astreint le vassal à ne pas « désavouer » son seigneur, soit en refusant injustement de lui porter l'hommage, soit encore en le portant par dol à un autre seigneur ⁽³⁾. Le désaveu comporte une sanction particulièrement énergique : si, après sommation, le vassal ne fait pas « réparation et amende » à son véritable seigneur, son fief tombe en commise et « est acquis » au suzerain ⁽⁴⁾. Originellement, le seigneur confisquait sans doute le fief immédiatement et sans intervention de la justice ; au xv^e siècle, au contraire, le fief ne tombe en commise qu'après un jugement déclarant le vassal coupable et « conveincu » du fait ⁽⁵⁾. Le suzerain peut, d'ailleurs, saisir le fief dès le désaveu effectué, et le conserver en cet état pendant tout le procès ⁽⁶⁾.

Le désaveu n'est pas la seule hypothèse où le vassal « confisque » son fief ; il y a plus généralement commise dans tous les cas de manquements particulièrement graves de la part du vassal au devoir

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, p. 256.

⁽²⁾ *Cons. à un ami*, chap. XIII, § XV, p. 77.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 458. Cependant, il n'y a pas désaveu coupable quand le vassal prête l'hommage au roi ou au suzerain de son seigneur véritable. Cette disposition fut écartée par la N. C., qui exigea un aveu ou un désaveu exprès du seigneur suzerain (N. C., art. 127). La coutume de Laon, même dans sa première rédaction, ne souffre également aucune exception à cette règle (A. C. Laon, III^e partie, chap. V, art. 59 ; N. C. Laon, art. 198).

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 458 ; N. C. Reims, art. 126. Cf. pour les coutumes de Vermandois et de Laon, *Cons. à un ami*, chap. XIII, § XV, p. 77 ; *Coutumier de Vermandois*, § 106, pp. 64 et 65 ; A. C. Laon, III^e partie, chap. V, art. 59 ; N. C. Laon, art. 199.

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 458.

⁽⁶⁾ *Procès-verbal de la réformation des Coutumes de Vermandois*, 1556, Varin, *Coutumes*, p. 952, note. 1. La N. C. de Reims, au contraire, décide que le vassal doit avoir mainlevée pendant l'instance (art. 126).

de fidélité ; il en est ainsi, dit la Coutume de Reims, quand le vassal a « machiné » la mort de son seigneur, porté atteinte à son honneur, ou encore causé « villain dommage » à sa personne ou à ses biens ⁽¹⁾, notamment en se laissant aller à des voies de fait contre sa personne ou en l'injuriant pendant qu'il procède à la saisie du fief pour « aucune juste cause » ⁽²⁾. Comme pour le désaveu, le vassal ne perd son fief que s'il est « atteint et convaincu suffisamment » de ces infractions. Tous ces faits punis de commise se ramènent en définitive à de graves atteintes « au devoir de fidélité qui est à la base du pacte féodal » ⁽³⁾.

La fidélité est une obligation réciproque et le suzerain est tenu d'être fidèle à son vassal, tout comme celui-ci doit être fidèle à son seigneur. La Coutume de Reims, dans sa première rédaction, ne parle pas des devoirs du seigneur suzerain, mais il serait téméraire d'en conclure qu'elle n'admet pas la réciprocité des obligations féodales ; du reste, l'ancienne coutume de Laon n'y fait également aucune allusion et pourtant, bien auparavant, Pierre de Fontaine reconnaît et sanctionne, tout au moins dans une hypothèse particulière, les obligations du suzerain ⁽⁴⁾. Réparant cette omission, la N. C. de Reims soumet expressément « le seigneur féodal » aux mêmes devoirs de fidélité que le vassal ⁽⁵⁾. Pour les mêmes manquements graves à cette obligation, le suzerain perd « son droit et

(1) A. C. Reims, art. 456 ; N. C. Reims, art. 129.

(2) A. C. Reims, art. 457 ; N. C. Reims, art. 129. Il y a encore commise du fief au profit du suzerain, d'après la Coutume de Reims, toutes les fois que le vassal est condamné pour crime emportant confiscation de biens, mais seulement si le suzerain est seigneur haut-justicier au lieu où le fief est « assis » ; en cas contraire, le fief appartient au haut-justicier. (A. C. Reims, art. 459). Il est probable que primitivement on ne distinguait pas et que, dans tous les cas, le fief faisait retour au suzerain, qu'il fût ou non haut-justicier : la place même de l'art. 459 rangée sous le titre des *Confiscations et forfaictures des fiefs* semble bien le montrer. Le *Coutumier de Vermandois*, au début du xve siècle, décide sans distinction que le fief demeurera au seigneur « comme confisqué » ; il ne réserve que le cas de crime de lèse-majesté, où la confiscation a lieu au profit du roi (*Coutumier de Vermandois*, § 104, p. 63), hypothèse que la coutume de Reims prévoit également et règle de la même façon (A. C. Reims, art. 460).

(3) Olivier-Martin, I, p. 259. Sans énumérer comme celle de Reims, les manquements au devoir de fidélité entraînant la confiscation du fief, la coutume de Laon dispose simplement que la commise sera encourue dans tous les cas de « félonnie ou infidélité » du vassal envers son seigneur ; comme à Reims, la confiscation ne s'opère que si le vassal est « de ce convaincu ou condamnés » (*Coutumier de Vermandois*, § 105, p. 64 ; A. C. Laon, IIIe partie, chap. V, art. 59 ; N. C. Laon, art. 196 et Buridan, *Vermandois*, commentaire sur art. 196, p. 648.)

(4) « Se aucuns sires est apelez de son home de défaute de droit, et il est atainz, avec l'omage qu'il pert, pert-il aussi respons en cort. (*Cons. à un ami*, chap. XIII, § VIII, p. 75.)

(5) N. C. Reims, art. 130.

teneure féodale » ⁽¹⁾ sur le fief de son vassal ; mais celui-ci ne devient pas pour cela « propriétaire allodial de son fief » ⁽²⁾ ; il devra seulement reporter l'hommage au seigneur de son suzerain et tenir ainsi son fief de lui « sans moyen » ⁽³⁾.

La fidélité n'oblige pas seulement le vassal à s'abstenir de tout acte repréhensible envers son seigneur, elle lui impose encore d'accomplir les différents services auxquels l'astreint le contrat de concession du fief ⁽⁴⁾. Ces services sont d'ailleurs divers et l'on serait loin de les citer tous en mentionnant seulement ceux de l'ost, de cour et de plégerie.

Parmi les prestations vassaliques, le service militaire occupe une place prépondérante et les concessions de fiefs ont eu surtout pour but, à l'origine, de procurer des soldats aux seigneurs, perpétuellement en lutte les uns contre les autres, à l'époque des guerres privées. Un exemple typique nous est fourni dans la concession, en 1127, du fief de Bouillon, à l'évêque de Liège, Albéron, par l'archevêque de Reims, Raynald ⁽⁵⁾. En échange de ce « *beneficium* », l'évêque de Liège devra, une fois par an, quarante jours après en avoir été « *semons* », mais seulement en cas d'incursions de seigneurs sur les terres de l'Église de Reims, amener à Mouzon, chef-lieu de la châtellenie archiépiscopale, dont mouvait le fief concédé, trois cents chevaliers ⁽⁶⁾. Ils seront à la disposition de l'archevêque pendant quinze jours ; durant ce temps, ce dernier aura la faculté, ou de leur faire garder la ville, ou de les emmener en chevauchée autour de Reims dans un rayon de dix lieues ⁽⁷⁾. L'évêque de Liège entretiendra ses hommes à ses dépens jusqu'à Mouzon ; arrivés là, l'archevêque de Reims devra subvenir à leur subsistance ⁽⁸⁾. L'archevêque ne sera pas responsable des dommages survenus pendant l'expédition aux hommes de l'évêque ; en revanche, tout ce que ceux-ci captureront, tant en chevaux qu'en autre butin, sera leur propriété, à l'exception cependant des chevaliers ⁽⁹⁾.

⁽¹⁾ *Ibid.*, art. 130.

⁽²⁾ Olivier-Martin, I, p. 257.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 130. Cf. N. C. Laon, art. 197.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, p. 258.

⁽⁵⁾ *Concession de Bouillon à l'évêque de Liège, 1127* (v. s.) (Marlot, III, pièce justificative, LXVII, pp. 736 et 737).

⁽⁶⁾ « Si ob aliquorum infestationem remensi ecclesiae ingruerit necessitas, D. leodiensis episcopus equitatum 300 militum singulis annis mihi (*l'archevêque Raynald*) vel meo ducet cuilibet successor, si quadraginta dies ante praemonitus fuerit. » (*Ibid.*, p. 736).

⁽⁷⁾ *Ibid.*, p. 736.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, p. 736.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, p. 736.

Dans la région rémoise, les fiefs sont loin d'atteindre l'importance de celui de Bouillon ; aussi, le service militaire est-il établi en proportion. D'après un mémoire de 1337, concernant les fiefs de l'archevêque, la plupart des vassaux doivent le service militaire avec un seul cheval ⁽¹⁾ ; trois seulement, sans doute titulaires de fiefs plus importants, sont tenus de servir avec deux chevaux ⁽²⁾. Même, à partir du xiv^e siècle, il n'est pas rare de voir des fiefs, par suite sans doute de partages successifs, trop petits pour assurer l'entretien d'un chevalier, devoir seulement une partie de son équipement : tantôt un éperon, comme les fiefs de Courlancy et de Villedommange ⁽³⁾, tantôt une selle, comme le fief du vidamé de Reims ⁽⁴⁾.

En plus du service d'ost, le vassal est encore obligé d'aller à la cour féodale de son suzerain, chaque fois qu'il en est « semons », pour l'assister dans l'exercice de la justice ⁽⁵⁾. Comme le juge moderne, le vassal « jugeur » doit rendre jugement pour toutes les causes plaidées devant lui ; s'il quitte la cour seigneuriale avant d'avoir prononcé la sentence, il est « amendable » envers son seigneur de fief ⁽⁶⁾.

Le pacte féodal n'astreint pas seulement le vassal à assister son suzerain dans ses expéditions ou dans ses plaids, il l'oblige de plus à lui prêter son concours pécuniaire en certaines circonstances, spécialement en se portant « plège » pour lui, quand il a besoin d'un répondant. C'est ainsi que l'abbaye de Saint-Remi ayant acheté

(1) *Montre d'armes du vendredi avant la Toussaint 1337* (Marlot, III, pp. 686 et 687).

(2) « ... Baudouin de Taissy, un roucin bail baillet, au musel à blanc crin et blanche queue, au senestre pied de derriere blanc, en personne : un autre roucin brun bail... Guy Lescot, pour Porte-Valoise, a tout un coursier brun gris et un roucin blanc gris... »

« Les deux parts du portage de la porte Bazée un moreau coursier haut, à deux taches blanches sur les deux oreilles, paré devant et derrière, et un autre brun gris portant... » (*Ibid.*, pp. 686 et 687).

(3) « ...Guillaume de Neufle à Courcelancy, dit que par la nature de son fief, il ne doit qu'un esperon doré, au prix de cinq sols,... » (*Ibid.*, p. 687). « Item, Robert Ingrant Bourjois de Reins, tient du dit prevost es fief et hommage un hostel assis en ladite ville (*de Villedommange*) appelet l'ostel de Ruelle, ainsis comme elle se comporte : court, jardin, fosse à poisons et environ IIII jours et demi de vines tenues en fief et doit chascun an à la Saint-Martin, un esperons et... » [*Déclaration du temporel de la prévôté de Villedommange*, 2 décembre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 67)].

(4) *Projet d'aveu et dénombrement de Jean Bachelier, vidame de Reims, vers 1684* (Varin, *Statuts*, I, p. 334, en note).

(5) Robert, *Fiefs de Saint-Remi* I, document 174, pp. 92 et 93 (30 nov. 1293).

(6) *Ibid.*, même document. En Vermandois, les hommes de fief « jugeurs » ont « III respiz chascun de quinzeine, et puis l'autre de XL jors, et puis VII jorz et VII nuiz » avant de rendre leurs jugements (*Cons. à un ami*, chap. XXI, § XVII, p. 242) et Pierre de Fontaine s'insurge contre les seigneurs qui, enfreignant la coutume, défendent à leurs hommes d'« issir » de leur cour, avant d'avoir « dit » les jugements (*Ibid.*, chap. XXI, § LII, p. 273).

à l'un de ses « hommes » une dime tenue en fief d'elle, un autre de ses vassaux s'engage, « tanquam homo ecclesie Sancti Remigii », à lui rembourser le prix d'acquisition si, plus tard, le vendeur veut rescinder la vente ou ne lui en garantit pas la libre possession ⁽¹⁾. Le service de plégerie est, d'ailleurs, réciproque et le suzerain doit également cautionner son vassal en cas de besoin ⁽²⁾.

Les services d'ost, de cour et de plégerie ne sont pas les seules charges imposées aux vassaux possesseurs de fief. D'autres prestations, de nature diverse, sont parfois la contre partie de la concession d'une tenure en fief. Certains de ces services, nettement accessoires, viennent s'ajouter aux charges précédentes : tel celui dû par les quatre vassaux de l'abbaye de Saint-Remi, dits « barons de la Sainte-Ampoule », obligés, au jour du sacre d'un roi de France, de tenir les « lances » du dais sous lequel l'abbé porte solennellement l'ampoule du sacre, de l'abbaye à la cathédrale ⁽³⁾. D'autres, par-

(1) « Ego Gilo dominus de Solio notum facio universis quod Radulphus castellanus de Altomonte consanguineus meus vendidit ecclesie Sancti Remigii Remensis decimam de Novisiaco tam maiorem quam minorem que pertinet ad feodum Sancti Remigii, pro centum et triginta libris parisiensium, et idem R. constituit me fidejussorem et filium meum primogenitum et Haimonem militem de Ulmis et Simonem de Gunigcort, ita quod obligavi me per litteras istas tanquam homo ecclesie Sancti Remigii ad persolvendam predictam summam pecunie ipsi ecclesie, si processu temporis dictus venditor venditionem ipsam rescindere attemptaverit, vel garandiam legitimam non portaverit contra omnes qui voluerint juri stare. » [Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 138, p. 76 (octobre 1222)].

(2) « Insuper Guido senescallus (*seigneur suzerain du vendeur*) et Gaufridus Chopins et... milites, ad petitionem dicti Balduine (*le vassal vendeur*) se plegios de legitim [a garandiam portanda inter]posuerunt, quilibet de XX libris Remensis monete, de quibus, si requisiti [non satisfecerent infra octo dies], tenerent captionem in civitate Remensi donec plene satisfecissent. » [Vente par Baudouin de Mailly à l'Hotel-Dieu de Reims de ses droits sur les grosses et menues dîmes de Prosnes, juin 1205 (Robert, *Prosnes*, pièce justif. II, pp. 223 et 224)]; « ...Et de legi[tima] ferenda garandia domini Garnerus de [Chaleranges, Hugo de]. Chifilli,... milites... se coram nobis (*l'official de Reims devant qui l'acte est passé*) constituerunt plegios. Hanc [autem venditionem predictus Garnerus] de Chaleranges... et Ysabella uxor ejus... [a quibus res predicta] vendite tenebantur in feodum... laudaverunt et approbaverunt... » [Vente par Raoul de Bétheniville à l'Hotel-Dieu de Reims du huitième des dîmes de Prosnes, de dix sous parisis de cens, et de tous ses droits sur les terrages, mai 1239 (Robert, *Prosnes*, pièce justif. III, pp. 224 et 225)].

(3) *Lettres de non-préjudice relatives au droit de gîte réclamé par les barons de la sainte Ampoule*, 26 septembre 1350 (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 1 et 2). Voir également, Marlot, II, p. 570 et aussi *Aveu de Jehan de Villers, pour les fiefs de Belestre et de Neuvizy* 26 février 1474 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XVIII, p. 30) ainsi que *Aveu de Jacques de Poignant et de Jean du Trep pour la moitié des seigneuries de Belestre et de Neuvizy*, 27 janvier 1536 (Robert, *Ibid.*, document XXXIV, p. 60). En échange de ce service, les barons de la sainte Ampoule prétendaient avoir droit d'être hébergés, « à certain nombre de gens et de chevaux », aux frais de l'abbaye (voir *Lettres de non-préjudice*... du 26 septembre 1350); l'abbaye trouva-t-elle, leur droit ayant été reconnu, le service des barons de la Sainte Ampoule trop dispendieux? Toujours est-il qu'ils furent remplacés postérieurement par des moines, si nous en croyons, tout au moins, un clerc de l'Evêché de Reims, Jean Foulquart, auteur d'un *Traité des sacres*, rédigé en 1478.

contre, forment l'élément principal et parfois unique de la concession du fief. C'est ainsi que le possesseur du fief des terres des « Auches », à Bignicourt, est tenu de livrer, tous les ans, à l'abbé de Saint-Remi, son suzerain, deux setiers d'avoine et deux setiers de « soile » ⁽¹⁾; de même, Robert Ingrant, « bourgeois de Reins », doit « pour le fief qu'il tient du prévôt del'abbaye de Charroux en Poitou, à Villedommange, un demi-muid de vin, tous les ans à la Saint-Martin, en plus de l'« esperon » représentatif du service d'ost ⁽²⁾; un vassal, pour une maison tenue en fief à Rilly, est astreint à payer « trois solz et une poulle de seurens », par an ⁽³⁾; de même, le possesseur du fief de la petite vicomté d'Hermonville est obligé de servir un certain nombre de rentes de vin, d'avoine ou de deniers à divers abbayes ou établissements hospitaliers ⁽⁴⁾. Enfin, il n'est pas douteux que, pour les vassaux titulaires d'offices inféodés comme ceux de la senéchaussée ou de la paneterie de Reims, la principale obligation, tout au moins primitivement, consiste à remplir la fonction correspondant à la charge tenue en fief ⁽⁵⁾.

À l'origine, la commise a dû vraisemblablement sanctionner le refus par le vassal de remplir les services de fief. En tout cas, cette sanction particulièrement énergique disparut de bonne heure : à la fin du XIII^e siècle, en cas de « deffaillance » du vassal, le seigneur ne peut que procéder à la saisie du fief, et réclamer au vassal coupable une amende, sans doute proportionnée à l'importance du service non accompli ⁽⁶⁾.

(Varin, *Arch. adm.*, II, p. 569, note). Le *Traité des sacres* est, d'ailleurs, en contradiction avec les aveux des 26 février 1474 et 27 janvier 1536, qui font encore mention du service du sacre pour les fiefs dénombrés.

(1) Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 23, p. 17 (aveu du 11 juillet 1344).

(2) *Déclaration du temporel de la prévôté de Villedommange*, 2 décembre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 67).

(3) *Extrait relatif à Rilly et Chigny d'un aveu d'Aimé de Sarrebruck au duc d'Orléans pour la châtellenie de Louvois*, 11 novembre 1399 (Robert, *Chigny*, pièce justif. XVI, p. 210).

(4) *Aveu de Pierre Wautier au comte de Roucy pour la petite vicomté d'Hermonville* (entre 1417 et 1446, d'après M. Robert); Robert, *Hermonville*, pièce justif. VII, p. 20. Sur quelques services particuliers dus par certains fiefs de la région parisienne, voir Olivier-Martin, I, p. 262.

(5) Sur les fiefs du sénéchal et du panetier de l'archevêque, voir Marlot, III, pp. 682, 683 et 685. Pour la région parisienne, cf. Olivier-Martin, I, p. 262.

(6) « Messires Guis de Sapigneus chevaliers, hons de fié monsieur l'abbé de Saint-Remy de Reins, requist audit monsieur l'abbé l'an de grace mil CCIIIⁱⁱ et XIII, au jour de la feste Saint Andrieu, que il li dessaisist ce qu'il tenoit de lui. Il li fust respondut que on avoit saisi son fié pour les cas qui sont teil : premièrement pour ce que il avoit esté semons pour venir tenir la court monsieur l'abbé et il i avoit désobéit en tant que plusieurs fois, il avoit deffaillit; item pour ce que aucune fois il avoites té

LA FOI ET L'HOMMAGE. — Les services de fief, si variés, ne peuvent suffire pour caractériser la tenure féodale. La prestation de la foi et de l'hommage, au contraire, est l'élément distinctif du fief, et, de même que le paiement du cens est inhérent à la concession en censive, de même le port de foi et hommage est de l'essence du contrat de fief ⁽¹⁾. Sans doute, l'hommage, lien personnel, a pu servir et a, en fait, servi à l'établissement de rapports juridiques très divers ⁽²⁾; mais, en tant qu'accompagnant la concession d'une tenure, on ne le rencontre que dans le fief, dont il constitue la marque caractéristique. L'hommage est véritablement « le pivot même du système féodal » ⁽³⁾ et le fief n'est, à proprement parler, qu'une concession de propriété, à charge de foi et hommage, « quelle que soit par ailleurs la nature des services stipulés » ⁽⁴⁾.

Alors que le fief est, à notre époque, une tenure héréditaire et

requis et li avoit esté commandet que il rendist les jugemens des causes qui avoient esté plaidiés par devant lui et par devant les autres, il avoit aussi désobéit; item pour ces desobeissances et pour autres, il avoit esté retenus, et li avoit esté commandet que il ne se départist devant que il eust rendu ces jugemens, et il s'en estoit departist sens rendre les jugemens en brisant la court, et pour ces cas et pour autres messires li abbes avoit saisis son fié. Et a celle devant dite journée li devant dis chevaliers amenda à monsigneur l'abbé toutes les choses dessus dites... » (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 174, pp. 92 et 93. Voir aussi, *Ibid.*, document 1, p. 9 (5 et 6 mars 1294). D'après Pierre de Fontaine, le suzerain « puet et doit » saisir les fiefs de ses vassaux, au cas où ceux-ci ne rendraient pas les jugemens à eux confiés dans les délais prescrits « trusque chascuns l'ait amendé de LX sous... et païé l'amende del grand despit... » (*Cons. à un ami*, chap. XXI, § XVIII, p. 243); plus général, le *Coutumier de Vermandois* permet au seigneur de saisir le fief, quand son vassal est « désobayssant aux commandemens, adjournemens et requestes à luy faictes de par son seigneur touchant la seignourie dont il tient, et en choses raysonnables que le vassal doit faire envers son seigneur »; le suzerain n'acquiert pas les fruits, le vassal est tenu seulement des frais de la saisie et « aultrez frais raisonnables » ainsi que de l'amende, si « aucune en est pour ce encourue ». (*Coutumier de Vermandois*, § 111, p. 67 et § 114, p. 68).

⁽¹⁾ Cf. *Concession de Bouillon à l'évêque de Liège* (1127) (Marlot, III, pièce justif. LXVII, p. 736); « Item recognovit dictus Walcherus coram predicto clerico se recepisse in feodum et homaggium a dicta ecclesia duo falcata prati... » [*Don par Waucher de Rilly à l'abbaye de Saint-Remi d'une grange et d'une masure, et reprise en fief de tout ce qu'il tenait en alleu à Rilly*, avril 1242 (v. s.) (Robert, *Chigny*, pièce justif. IX, pp. 195 et 196)] ; Item, Robert Ingrant, ... tient du dit prévost es fief et hommage un hostel... [*Déclaration du temporel de la prévôté de Villedommange*, 2 décembre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 67)] ; « ... de toutes ces choses monseigneur le vidame est tenu fère foy et hommage à monseigneur l'archevesque de Reims... » [*Dénombrement donné par le vidame*, vers 1425, d'après Varin (Varin, *Statuts*, I, p. 333, note)] ; Item, messire Jehan Cauchon, chevalier, seigneur du Godart, a et tient un fief dudit monseigneur le vidame... lequel fief... doit hommage et dénombrement... ; [*Dénombrement donné par le vidame* (Varin, *Ibid.*, p. 333, note); voir également, Robert, *Fiefs de Saint-Remi I* et *Fiefs de Saint-Remi II*, *passim*.

⁽²⁾ Voir, pour l'hommage servile, *Supra*, pp. 121 et 122. Sur l'hommage de paix et l'hommage créateur d'obligations civiles, voir Petot, pp. 82, 83 et 84.

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, p. 263.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, p. 263.

aliénable, l'hommage, par contre, est strictement personnel ; il ne crée de lien juridique qu'entre le vassal qui l'a prêté et le suzerain qui l'a reçu et il doit être renouvelé chaque fois qu'un changement intervient, soit dans la personne du seigneur de fief, soit dans celle du vassal possesseur de fief.

Tout d'abord, le vassal, même déjà entré en foi, doit faire hommage au nouveau seigneur, acquéreur « soit par mort, ou mariage, ou achapt, ou don, ou autre moyen, quel qu'il soit » de la seigneurie dans la mouvance de laquelle est situé son fief ⁽¹⁾. C'est ainsi que la comtesse de Champagne et son fils Thibaud prêtent successivement l'hommage, pour leurs fiefs mouvant de l'archevêché de Reims, à Guillaume de Joinville et à Henri de Braine, quand ceux-ci, par leur élévation à la dignité archiépiscopale, en 1219 et en 1227, deviennent leurs suzerains ⁽²⁾.

En ce cas, le vassal, même s'il a eu connaissance de la mutation, n'est pas tenu d'aller, de sa propre initiative, « réitérer » l'hommage à son nouveau suzerain ; c'est au seigneur qu'incombe le soin de sommer ses vassaux d'avoir à lui renouveler l'hommage ⁽³⁾. Au x^v^e siècle, cette sommation se fait, d'après l'usage de Reims, à « crys publiques », devant la demeure seigneuriale, ainsi qu'à tous les carrefours de la ville voisine ⁽⁴⁾. Au xvi^e siècle, la signification est collective pour les vassaux possesseurs de fiefs situés dans les limites mêmes de la seigneurie objet de la mutation, elle est individuelle pour les autres ; la sommation collective se fait « par trois jours de dimenche et de marché » ; la signification individuelle est adressée au vassal en personne, ou à son procureur ; à défaut, elle peut s'effectuer au manoir féodal, quand le fief en comporte ou même au prône de l'église paroissiale « au jour de dimenche, ou de feste solennelle ⁽⁵⁾ ». Les vassaux ainsi requis ont un délai de quarante jours pour se rendre auprès de leur suzerain, aux fins de renouvellement d'hommage.

Lorsqu'une mutation survient dans la personne du vassal, le nouveau possesseur du fief doit de même l'hommage au seigneur féodal. Peu importe la cause de la mutation : du moment qu'il y a changement dans la personnalité physique du vassal, la prestation

(1) A. C. Reims, art. 436 ; N. C. Reims, art. 58.

(2) Hommages de juin 1219 pour le premier (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 512) et du 4 février 1228, pour le second (Varin, *Ibid.*, p. 541).

(3) A. C. Reims, art. 436 ; N. C. Reims, art. 58.

(4) A. C. Reims, art. 437. Cet usage n'exclut pas la signification « spéciale », c'est-à-dire faite individuellement à chacun des vassaux (A. C. Reims, art. 436).

(5) N. C. Reims, art. 58.

de foi est imposée dans tous les cas au nouveau titulaire du fief ⁽¹⁾. Ainsi, sont astreints à l'hommage les héritiers du vassal décédé, pour les fiefs de la succession ⁽²⁾, l'acquéreur à titre gratuit ou à titre onéreux, pour le fief, objet de l'aliénation ⁽³⁾. De même, le mari doit la foi au seigneur féodal, pour les fiefs de sa femme, en tant que « baulx » d'elle ⁽⁴⁾; au décès de son mari, la veuve est également tenue de reprendre du seigneur ses fiefs personnels ⁽⁵⁾; si elle opte de « partir par moitié » avec les héritiers de son mari, elle doit aussi l'hommage pour les fiefs compris dans sa part ⁽⁶⁾; elle est encore obligée d'entrer en foi pour les fiefs qu'elle tient en douaire, les héritiers du mari faisant, de leur côté, hommage pour la nu-propriété des mêmes fiefs ⁽⁷⁾. Enfin, les gardien, baillistre ou

(1) « Quiconques devient seigneur propriétaire... d'aucun héritage ou terre noble tenue en fief d'aucun seigneur féodal... doibt... luy en faire les foy et hommage selon la nature du fief... » (A. C. Reims, art. 353); « Le vassal est tenu... après ladicte mutation venant de son costé... aller devers son seigneur luy faire les foy et hommaige de sondict fief... » (N. C. Reims, art. 99).

(2) A. C. Reims art. 359 et 394; N. C. Reims, art. 70. et 78.

(3) Application à la vente : « L'an de grace mil CCC et VII le jeudi jour de feste saint Climent Drouarz filz Baudon de Baimont de Ronnay fist hommaige à monsigneur l'abbé de terre que Ernouz de Paissy et demoisele Mahaus sa femme vendirent au dit Drouart. » 23 novembre 1307 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 4, p. 10); le 9 février 1336, « Wiars Joimes » fait hommage à l'abbé de Saint-Remi pour une dime, avec ses « appartenences », qu'il vient d'acheter à Jean de Bignicourt, son cousin (Robert, *Ibid.*, document 22, p. 17). Voir également, A. C. Reims, art. 353; N. C. Reims, art. 99. Applications à la donation et au legs : A. C. Reims, art. 362 et 368; N. C. Reims, art. 82.

(4) Hommage à l'archevêque de Reims par le futur Philippe le Bel, pour les fiefs de sa femme, Jeanne de Navarre, mouvant de l'archevêché, 4 mars 1285 (Longnon, *Comté de Champagne*, I, appendice, n. LXIII, pp. 486 et 487); hommage par Beaudoin de Vendy à l'abbé de Saint-Remi pour les fiefs de sa femme, à Neuvizy, 3 mars 1303 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 142, p. 78); hommage au même seigneur par Gérard d'Aconnin pour un fief échu à sa femme, dans la succession de son père, et sis à Grugny, 12 juillet 1313 (Robert, *Ibid.*, document 118, pp. 66 et 67); hommages par Gilles de la Motte et Colart du Trecq, à cause de leurs femmes, Claude et Nicole de Villers, pour les fiefs de ces dernières à Belestre et à Neuvizy, venant de la succession de leur père, 20 avril 1501 (v. s.) [Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXVIII, pp. 47 et 48].

(5) A. C. Reims, art. 366; N. C. Reims, art. 64.

(6) A. C. Reims, art. 365; N. C. Reims, art. 63. Voir aussi, *Aveu de Jacqueline Quillette, veuve de Nicolas Gouvion, pour le fief de Montibeton et un autre fief à Crugny*, 30 septembre 1488 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXIII, pp. 34 et 35).

(7) Cf. Hommage de demoiselle Gillette à l'abbé de Saint-Remi pour les biens qu'elle tient en douaire de son défunt mari, Beaudoin de Vesigneul, 30 décembre 1297 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 80, p. 52); hommage, du 6 novembre 1306, de demoiselle Emmeline de Bouclenay « pour son douaire ou en nom de doaire pour tant comme a li en affiert » (Robert, *Ibid.*, document 42, p. 29); reprise de fief par « Houdete », veuve de Colart de Prunay, pour « tout ce que elle pooit et devoit tenir tant à cause de son doaire comme pour la garde de sa fille », 3 mai 1341 (Robert, *Ibid.*, document 114, p. 65); A. C. Reims, art. 363 et 397. En Vermandois et dans le pays de Laon, la douairière n'a

tuteur sont également tenus au port de foi et hommage en prenant l'administration des fiefs de leur pupille ⁽¹⁾; le mineur doit, d'ailleurs, reprendre du suzerain dès qu'il a atteint l'âge de la majorité féodale ⁽²⁾.

Dans toutes ces mutations, l'initiative de l'hommage appartient au vassal; au ^{xv}^e siècle, notre coutume, extrêmement sévère, n'accorde aucun délai au nouveau vassal pour entrer en foi; celui-ci doit, dès la mutation intervenue, aller « le plus diligemment qu'il peut » auprès de son suzerain, pour lui faire ses offres d'admission à l'hommage ⁽³⁾. La coutume de 1556, tout en maintenant, dans toute autre hypothèse, les mêmes dispositions, accorde cependant aux héritiers du vassal décédé un délai de quarante jours, à partir de la mort de leur auteur, pour porter l'hommage ⁽⁴⁾.

La cérémonie de l'hommage comprend deux phases successives. Tout d'abord, le vassal « genou en terre », les mains jointes et placées dans celles de son seigneur, se déclare son homme et promet de le servir fidèlement et loyalement, selon que le fief le « désire »; puis le seigneur, en signe d'assentiment embrasse le vassal sur la bouche et proclame le recevoir pour son homme, en ayant soin de réserver tous ses droits et ceux d'autrui, le cas échéant ⁽⁵⁾. Comme garantie de sa promesse, le vassal prête ensuite le serment de fidélité, distinct de l'hommage proprement dit, mais formant avec lui,

pas à « relever » les fiefs de son douaire; c'est au nu-propriétaire seul qu'incombe ce « devoir » (*Coutumier de Vermandois*, § 223, p. 117; A. C. Laon, IV^e partie, chap. 1^{er}, art. 7).

⁽¹⁾ Cf. pour le gardien, hommage du 3 mai 1341 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 114, p. 65); pour le tuteur, hommage de 1321 (v. s.), (Robert, *Ibid.*, document 203, p. 103); cf. aussi, A. C. Reims, art. 401.

⁽²⁾ Cf. Hommage d'Agnès, fille de feu Etienne Coquart de Crugny, pour un fief mouvant de l'abbé de Saint-Remi, tenu auparavant par Renaut Coquart « ratione garde », 28 novembre 1312 (Robert, *Ibid.*, document 117, p. 66); hommage de Jean, fils de feu Jean le Clerc de Bignicourt, 16 janvier 1323 (Robert, *Ibid.*, document 21, p. 16). Cf. également A. C. Reims, art. 369; N. C. Reims, art. 69.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 353.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 99.

⁽⁵⁾ D'après l'Abrégé champenois des Etablissements de Saint-Louis (*Abrégé champenois*, § CXX, p. 173) et d'après Buridan (Buridan, *Vermandois*, pp. 526 et 527). Je n'ai, à la vérité, rencontré aucun document rémois décrivant par le détail le cérémonial de l'hommage. Mais, d'après les nombreux actes d'hommage et d'aveux, transcrits par M. Robert dans ses deux ouvrages sur les fiefs de l'abbaye de Saint-Remi, et où revient continuellement la mention d'hommage « de ore et manu », la pratique, dans le pays rémois, des cérémonies indiquées au texte ne saurait être mise en doute (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I* et *Fiefs de Saint-Remi II*, *passim*; cf. également, A. C. Reims, art. 358; N. C. Reims, art. 59 à 62). Cependant, dans certains cas, l'hommage pouvait présenter des formes particulières : ainsi, le prévôt du chapitre de Reims, pour le temporel de sa prévôté, fait hommage à l'archevêque seulement par « élévation de la main

semble-t-il, un ensemble inséparable ⁽¹⁾. L'hommage vassalique marque ainsi nettement l'assujettissement de la personne du vassal au seigneur suzerain; avec ses formes humiliantes pour le vassal, il rappelle une autre sorte d'hommage, consacrant également la sujétion de celui qui le prête à un autre individu et également à rite humiliant, nous voulons parler de l'hommage servile, d'où serait sorti, selon M. Petot, l'hommage vassalique ⁽²⁾.

Le port de l'hommage se fait publiquement, en présence des dignitaires de la cour seigneuriale et des pairs du vassal ⁽³⁾. Dans certaines régions, en entrant en foi, le vassal est tenu de payer quelques redevances aux officiers du seigneur ⁽⁴⁾; à Reims, au contraire, cet usage ne paraît pas avoir été pratiqué; en tout cas, les deux coutumes n'y font aucune allusion ⁽⁵⁾.

La prestation de l'hommage s'effectue au chef-lieu du fief dominant, dans une salle de château seigneurial ⁽⁶⁾, et en principe au

senestre » et non les « mains jointes », comme les autres dignitaires de l'Église de Reims; chef du chapitre, il doit garder la main droite libre, pour en défendre les droits (Marlot, III, p. 678 et I, pièce justificative IV, p. 717 (acte du 25 mars 1400). D'autre part, au dire de Buridan, la femme admise à l'hommage n'était pas tenue de « baiser son Seigneur à la bouche », lorsque celui-ci était un homme. Toutefois, si ce dernier « se présentait pour recevoir » le baiser, il était « mieux séant » à la femme de le rendre, le seigneur pouvant considérer son refus comme un « soubçon de mespris; attendu qu'ordinairement les nobles ne saluent à présent les Damoiselles, qu'avec le baiser... » (Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 189, p. 630).

(1) A. C. Reims, art. 354. Cf. Olivier-Martin, I, pp. 265 et 266.

(2) Petot, pp. 89 à 107. Sur les formes de l'hommage servile, voir Petot, pp. 77 à 80.

(3) Robert, *Fiefs de Saint-Remi I et Fiefs de Saint-Remi II*, *passim*. Les femmes, vassales du seigneur, y figurent au même titre que les hommes. Cf. hommage du 1^{er} septembre 1316 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 91, pp. 56 et 57). D'ailleurs, dans cet acte, c'est également une femme qui est admise à l'hommage.

(4) En Vermandois, cette redevance, appelée droit de chambellage, varie entre cinq sous et dix livres, suivant la valeur du fief (*Coutumier de Vermandois*, § 322, pp. 164 et 165). La coutume de Laon, par contre, laisse le chambellage à la discrétion du vassal (A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 15; N. C. Laon, art. 158). A Saint-Quentin, le chambellage est de cinq sous, si le fief rapporte moins de vingt livres t. de rente par an; d'un demi-écu d'or et plus, à la volonté du vassal, si les revenus du fief atteignent ou dépassent vingt liv. t. annuellement (Coutume de Saint-Quentin, art. 76).

(5) Au témoignage de Buridan, le droit de chambellage n'existe pas non plus en Champagne (Buridan, *Vermandois*, p. 530, commentaire sur art. 158 de N. C. Laon).

(6) Robert, *Fiefs de Saint-Remi I et II*, *passim*; N. C. Reims, art. 110. Cette règle n'était pas toujours suivie rigoureusement : en 1284, Jeanne de Navarre prête hommage à l'archevêque de Reims à Saint-Germain-en-Laye; l'année suivante, son époux, le futur Philippe le Bel, le porte à Paris; dans les deux cas, l'archevêque se fit donner des lettres de non-préjudice pour lui et ses successeurs (Varin, *Arch. Adm.*, I, p. 989; Longnon, *Comté de Champagne*, I, appendice, p. 487, n^o LXIV. De même, en 1297, trois vassaux de Saint-Remi font hommage à l'abbé, à Bairon, possession de l'abbaye, au lieu de le faire à Reims; c'est, d'ailleurs, à ma connaissance, le seul exemple pour les fiefs de Saint-Remi (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 150, pp. 81 et 82, acte du 24 novembre 1297).

suzerain lui-même ou à défaut à son représentant ⁽¹⁾. Si le vassal ne trouve personne sur le lieu seigneurial à qui il puisse faire hommage, il sera considéré comme ayant fait son devoir en accomplissant un simulacre d'hommage, après avoir pris soin d'appeler comme témoins quelques notaires ou autres personnes dignes de foi ⁽²⁾. D'après l'A. C., cette formalité était suffisante; la coutume de 1556 imposa de plus au vassal l'obligation de dresser exploit de l'hommage et de le signifier aux plus proches voisins; en outre, le vassal dut en laisser copie à la porte de la demeure du suzerain ou, à défaut, à celle de l'église paroissiale du lieu ⁽³⁾.

En raison du caractère rigoureusement personnel des relations féodales, le vassal est tenu d'entrer en foi par lui-même; en principe, la représentation n'est pas admise ⁽⁴⁾. Cependant, le vassal peut être dans l'impossibilité de porter l'hommage à son seigneur : il est retenu par la maladie ou la vieillesse; ou bien encore, un obstacle matériel (inondation, etc.) s'oppose à son déplacement; il est absent, soit pour le service du roi ou d'un autre seigneur, soit pour ses propres affaires; il peut également ne pas avoir l'intelligence suffisante, à cause de son jeune âge ou de son état mental ⁽⁵⁾. Dans toutes ces hypothèses, aucune faute n'est imputable au vassal et il serait injuste que le seigneur saisisse alors le fief comme au cas de négligence coupable du vassal. Aussi, la coutume met-elle à la disposition du vassal deux moyens lui permettant d'éviter la saisie « faute d'homme »; ces deux moyens sont, d'ailleurs, l'un et l'autre, à la discrétion du seigneur qui reste libre, en principe, de les accorder ou de les refuser.

Tout d'abord, le suzerain peut donner « souffrance » au vassal,

(1) Au xiv^e siècle, semble-t-il, les officiers du seigneur ne peuvent que bailler souffrance : « ...Laquele Brimonde (*vassale*) nous (*Erard de Ligne, lieutenant de l'abbé de Saint-Remi*) à fiencié service dou dit fié, et à ce l'avons receu saus touz drois, et donné souffrance jusques a la venue de monssigneur l'abbé pour tant comme le fiez desirre. » [Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 122, p. 68 (28 février 1334)]. *L'Usage des fiefs de Vitry* déclare expressément que le seigneur seul peut recevoir à l'hommage; les baillis seigneuriaux ne peuvent qu'admettre à « créant de service » (*Fiefs de Vitry*, art. 59). Postérieurement, les deux coutumes de Reims permettent aux officiers seigneuriaux « ayans charge de ce faire » de remplacer le seigneur dans la cérémonie de l'hommage (N. C. Reims, art. 110, et note 1).

(2) N. C. Reims, art. 110 et note 1.

(3) N. C. Reims, art. 110.

(4) A. C. Reims, art. 353; N. C. Reims, art. 111. Cf. également, *Coutumier de Vermandois*, § 116, p. 69; A. C. Laon, art. 217 et Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 217, p. 723.

(5) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 217, pp. 724 et 725.

c'est-à-dire lui accorder un délai pour entrer en foi personnelle-ment ⁽¹⁾. « Souffrance, tant qu'elle dure, vault foy », dit la Coutume de Reims; le vassal à qui elle a été baillée est donc à l'abri ⁽²⁾. Mais la « souffrance » ne dispense que de l'hommage, elle n'empêche pas le vassal de payer au seigneur les droits seigneuriaux qui pourraient lui être dus ⁽³⁾. En principe, le seigneur reste libre de donner ou non souffrance, sauf cependant si le vassal est mineur; le seigneur est alors tenu, mais seulement depuis la rédaction de la N. C., de bailler souffrance au représentant de l'enfant, jusqu'à sa majorité ⁽⁴⁾.

La souffrance n'est d'ailleurs qu'une simple mesure d'attente, le vassal, incapable de faire hommage personnellement, peut désirer cependant acquérir, à l'égard de son seigneur, une situation moins précaire. Il lui reste d'obtenir de celui-ci l'autorisation d'entrer en foi par procureur. Anciennement et pendant longtemps, la représentation fut sans doute, sinon exclue, dans la cérémonie de l'hommage, du moins admise à titre tout à fait exceptionnel ⁽⁵⁾. Mais, avec le relâchement des rapports personnels dans le pacte féodal et sous l'influence des nécessités pratiques, l'hommage par procureur semble être devenu assez courant dans la région rémoise, dès le xv^e siècle ⁽⁶⁾. D'après la N. C., le seigneur n'est tenu de recevoir l'hommage de son vassal par procureur que s'il y a cause suffi-

⁽¹⁾ N. C. Reims, art. 112, et note 3.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 112.

⁽³⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 170, pp. 568 et 569. Pour le moyen âge, voir, *Reprise de fief* du 28 février 1334 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 122, p. 68) : en l'absence de l'abbé de Saint-Remi, son lieutenant baille souffrance à une vassale de l'abbaye, après lui avoir donné quittance d'une somme de 18 liv. t., montant du droit de relief.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 112. Cf. N. C. Laon, art. 170.

⁽⁵⁾ Cependant, j'en ai relevé deux exemples au moyen âge, l'un du début du xiii^e et l'autre de la fin du xiii^e siècle. Dans la concession du fief de Bouillon à l'évêque de Liège, par l'archevêque de Reims, en 1127, il est stipulé que, l'évêque ne pouvant entrer en foi en personne, huit de ses vassaux seront astreints, eux et leurs héritiers, à faire hommage à l'archevêque, à sa place. (Marlot, III, pièce justificat. LXVII, pp. 736 et 737). D'autre part, lors de la prestation de foi du futur Philippe le Bel à l'archevêque de Reims pour les fiefs de sa femme, l'héritier de la couronne de France obtint de l'archevêque l'autorisation de se faire remplacer, lorsqu'il serait devenu roi, par un vassal « suffisant qui porterait hommage et déservirait les fiefs en ses lieu et place » [Longnon, *Comté de Champagne*, I, appendice, n. LXIII, pp. 486 et 487 (4 mars 1285)].

⁽⁶⁾ Cf. *Procuracion donnée par Jehan de Ghistelle, pour faire hommage, à l'abbé de Saint-Remi, du fief du winage de Germigny-lès-Machault*, 27 décembre 1415 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document V, p. 10) et *Hommage à l'abbé de Saint-Remi par Jehan Cauchon l'ainé au nom de son fils Hubert Cauchon, pour le tiers du bois de Mormont*, 15 novembre 1492 (Extrait de : *Registre des fiefs de Saint-Remi*, 1482-1514, Robert, *Ibid.*, document XXVIII, pp. 46 et 47). Le *Coutumier de Vermandois* admet la représentation dans la cérémonie de l'entrée en foi, mais il ajoute que c'est une « grâce » du seigneur. (*Coutumier de Vermandois*, § 116, p. 69).

sante; cependant, par une juste réciprocité, si le suzerain s'est lui-même fait représenter à l'hommage, il ne peut refuser l'entrée en foi du vassal par procureur ⁽¹⁾.

SANCTION DU DÉFAUT DE FOI ET HOMMAGE. — Anciennement, la commise du fief a dû sanctionner, dans la région rémoise, la négligence du vassal à entrer en foi ⁽²⁾. Cette mesure, particulièrement rigoureuse, semble encore avoir été en usage dans notre région à la fin du xiv^e siècle; du moins, cela paraît résulter d'un texte, à la vérité assez obscur, où il est parlé d'un fief de l'archevêque « appartenant à monseigneur par deffaut d'ommage » ⁽³⁾. Quoi qu'il en soit, la perte définitive du fief pour défaut d'hommage ne figure plus dans l'A. C. de Reims, rédigée à la fin du xv^e siècle; cette sanction est alors limitée à l'hypothèse, autrement plus grave, du désaveu ⁽⁴⁾.

En dehors de la commise, le seigneur dispose d'un autre moyen pour contraindre le vassal à faire son devoir : il peut procéder à la saisie du fief et en faire les fruits siens. Au cas de mutation de seigneur, le suzerain ne peut saisir le fief que quarante jours après sommation de venir lui rendre hommage ⁽⁵⁾. Par contre, s'il s'agit d'un changement de vassal, le droit rémois autorise le seigneur à saisir le fief immédiatement, dès la mutation intervenue ⁽⁶⁾; la saisie de notre coutume se rattache ainsi directement à l'ancienne mainmise féodale, au moyen de laquelle le seigneur reprenait d'une manière automatique la possession de sa chose, le fief lui ayant fait retour à la suite de la mutation ⁽⁷⁾. Cependant, qu'il y ait changement de suzerain ou de vassal, le seigneur n'acquiert pas les fruits du fief, dès l'instant de la saisie; du moins, cela dépend du moment où le vassal entre en foi ⁽⁸⁾. S'il porte hommage dans les quarante jours de la saisie, le seigneur ne fait pas les fruits siens;

⁽¹⁾ N. C. Reims, art. 111. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 6, art. 69; N. C. Laon, art. 219 et 220.

⁽²⁾ En Champagne, d'après l'*Abrégé champenois des Établissements de Saint-Louis*, le fief fait retour au suzerain, si après quatre sommations successives, à huitaine, à quinzaine, à quarante jours et à un an et un jour, le vassal ne s'est pas présenté à l'hommage (*Abrégé champenois*, III, n^o CXI, p. 171).

⁽³⁾ Fief de la terre de Muire. [*État du temporel de l'archevêché sous Richard Pique, nommé en 1375 et mis en possession le 3 janvier 1376* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 425)].

⁽⁴⁾ Voir *Supra*, p. 138. L'art. 468 de l'A. C. consacre expressément l'imscriptibilité du fief, quelque temps qu'en ait joui le suzerain par défaut d'hommage.

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 348.

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 408 et 409, 411 à 414.

⁽⁷⁾ Sur cette ancienne mainmise féodale, voir Olivier-Martin, I, p. 271.

⁽⁸⁾ A. C. Reims, art. 406 et 407.

le vassal doit seulement lui rembourser les frais de la saisie ⁽¹⁾; si, au contraire, le vassal laisse passer les quarante jours sans entrer en foi, le suzerain fait les fruits siens dès l'instant de la saisie, mais il ne peut les « lever, et prendre par ses mains » que quarante jours après la saisie ⁽²⁾. La Coutume de Reims établissait ainsi une balance équitable entre les intérêts du seigneur sauvegardés par la saisie immédiate et ceux du vassal qui ne perdait les fruits de son fief qu'en cas de négligence impardonnable de sa part ⁽³⁾.

Ces dispositions furent profondément remaniées par la N. C., qui se montra particulièrement rigoureuse à l'égard du vassal. La saisie immédiate fut maintenue; mais, désormais, le seigneur fit les fruits siens, dès l'instant de la saisie, dans tous les cas; la coutume de 1556 ne tint plus compte du temps plus ou moins long mis par le vassal à entrer en foi après la saisie effectuée ⁽⁴⁾. Cependant, les règles antérieures furent maintenues en faveur des héritiers du vassal, le point de départ des quarante jours étant reporté à la mort du vassal. De plus, si les héritiers portaient l'hommage dans ce délai, les frais de saisie restaient à la charge du seigneur; c'était la conséquence de la disposition de la N. C., qui accordait aux héritiers un délai de quarante jours, à compter du décès de leur auteur, pour entrer en foi ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 407.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 406.

⁽³⁾ En Vermandois et dans le pays de Laon, au x^v^e siècle, on distingue suivant la nature de la mutation. S'il y a ouverture de fief par décès, mariage ou entrée en tutelle du titulaire, le seigneur, bien qu'ayant la faculté de saisir sans délai, fait seulement les fruits siens au cas où le nouveau vassal ne se présenterait pas à l'hommage dans les quarante jours de l'événement; dans le cas contraire, le seigneur doit donner main-levée au vassal sans même retenir les frais de saisie, car, d'après les coutumes de Vermandois et de Laon, le nouveau vassal a, dans ces hypothèses, un délai de quarante jours pour entrer en foi. S'il y a ouverture de fief à la suite d'une aliénation entre vifs, le seigneur peut saisir et faire les fruits siens, dès que l'aliénateur a fait « délivrance » du fief à l'acquéreur (*Coutumier de Vermandois*, § 13, pp. 12 et 13; § 110, p. 66; A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 45 à 53 et 58). Enfin, quand il y a mutation par changement de suzerain, le nouveau seigneur ne peut faire saisir les fiefs de ses vassaux qu'après un délai de quarante jours, à dater de la sommation à eux adressée de venir lui faire hommage; mais, alors que le *Coutumier de Vermandois* ne permet jamais au seigneur d'acquiescer les fruits, le vassal, dit-il, ayant « aultrefois fait ses debvoirs », l'A. C. de Laon, comme celle de Reims, donne au seigneur le droit de faire les fruits siens, à partir de la saisie, si, dans les quarante jours, le vassal n'a pas fait son devoir. Dans les deux coutumes, le vassal est toujours tenu des frais de la saisie (*Coutumier de Vermandois*, § 14, pp. 13 et 14; § 16, p. 14; § 115, pp. 68 et 69; A. C. Laon, III^e partie, chap. 7, art. 71 à 75).

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 58 et 99.

⁽⁵⁾ N. C. Reims, art. 105 et 106. La N. C. de Laon s'était contentée de reproduire en cette matière les dispositions de l'A. C. (Cf. art. 182 à 185, 189 et 190, 219 et 221). Mais, au xvi^e siècle, au témoignage de Buridan, commentateur des coutumes de Ver-

Le seigneur, faisant les fruits siens dans les conditions indiquées, jouit de tous les fruits et revenus du fief échus pendant la mainmise; il les applique à son profit sans en rien rendre au vassal, nos coutumes expriment d'un mot particulièrement significatif cette situation désastreuse pour le vassal : le seigneur, disent-elles, exploite le fief en purperd ⁽¹⁾. Plus avantage que l'usufruitier, le seigneur perçoit toute la récolte arrivée à maturité pendant la mainmise, quel qu'ait été par ailleurs le temps de la saisie ⁽²⁾. Cependant, moins favorisé que le seigneur censier, le seigneur de fief ne peut prendre les récoltes déjà coupées et encore sur le fonds, à l'époque de la mainmise ⁽³⁾. Si, durant la saisie, des bois taillis arrivent en temps d'être coupés, le seigneur en prend de même toute la coupe. Il agit de même pour les poissons des étangs venant en saison d'être pêchés ainsi que pour les pigeons des colombiers et les lapins et les lièvres des garennes situées sur le fief ⁽⁴⁾. Enfin, le suzerain tenant le fief en « pure perte » a également le droit de « mettre en sa main » les arrière-fiefs mouvant du fief saisi qui viendraient à être « mués et destitués d'homme » pendant la mainmise et à en faire les fruits siens, si les possesseurs de ces arrière-fiefs ne lui font pas hommage dans les délais habituels ⁽⁵⁾.

Le seigneur, pendant sa mainmise, doit d'ailleurs jouir du fief « en bon père de famille » et « comme en userait le vassal s'il en jouissait » ⁽⁶⁾. Il ne peut notamment faire des tailles dans les bois et forêts, pêcher les étangs ou viviers qu'en temps et saison convenables « selon l'usage du pays ⁽⁷⁾ ». Si le vassal a vendu la coupe

mandois et de Reims, cette réglementation était tombée en désuétude, et l'on suivait alors en Laonnois les règles de la coutume de Reims (Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 183, p. 605; commentaire art. 221, p. 740).

(1) A. C. Reims, art. 405 et 406; N. C. Reims, art. 99 et 100. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 45 à 53, 58 et 62; N. C. Laon, art. 183 et 184 et 211.

(2) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 184, p. 611; commentaire art. 211, pp. 702 et 705.

(3) Buridan, commentaire art. 144, p. 287.

(4) Buridan, commentaire art. 101, pp. 204 et 205. D'après Buridan, le seigneur ne fait d'ailleurs siens que les pigeons des colombiers « à pied ».

(5) A. C. Reims, art. 416; N. C. Reims, art. 131.

(6) A. C. Reims, art. 431 et 435; N. C. Reims, art. 100 et 103. En Vermandois, d'après le coutumier de 1448, le seigneur faisant les fruits siens a le droit de « tout faire régaler... et faire pescher viviers, sans en riens rendre ne délaissier au prouffiet des fermiers et non point comme viager, mais peult faire copper les vielz chaînes tayons et en user et les prendre par régale, comme héritier faire porroit pour sa nécessité et à sa volonté. » (*Coutumier de Vermandois*, § 13, pp. 12 et 13). Par contre, les deux coutumes de Laon, comme celles de Reims, obligent le seigneur à jouir du fief saisi « comme ferait un bon ménager » (A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 62; N. C. Laon, art. 211).

(7) A. C. Reims, art. 431. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 62; N. C. Laon, art. 211.

des bois ou la pêche des étangs, s'il a baillé à cens, à ferme ou à métayage les immeubles faisant partie du fief, le seigneur est tenu d'« entretenir » les « marchez », à condition qu'ils n'excèdent pas trois ans et qu'ils aient été passés sans fraude ⁽¹⁾. Mais, si le vassal s'est fait payer par anticipation tout ou partie des termes à échoir, le suzerain peut, nonobstant, réclamer au tenancier ou à l'acheteur le prix des termes échus durant la saisie ⁽²⁾. Enfin, au cas où des réparations « nécessaires » seraient à effectuer aux « membres et appartenans » du fief, le seigneur est obligé d'employer les fruits et revenus à leur réfection ⁽³⁾.

Contrairement aux prescriptions de la coutume, le vassal a pu tarder à faire son devoir et, de son côté, le suzerain, par négligence ou par ignorance, n'a saisi le fief qu'un certain temps après la mutation. Anciennement et jusqu'à la fin du xiv^e siècle, le suzerain avait alors le droit, d'après le *Coutumier de Vermandois* ⁽⁴⁾, une fois le vassal reçu à l'hommage, de jouir du fief sans homme aussi longtemps que le vassal l'avait tenu sans seigneur ⁽⁵⁾. Mais au xv^e siècle, cet usage se modifie au profit du vassal. Désormais, celui-ci, a supposé qu'il se soit « boutté au fief » sans être entré en foi, jouit du fief et en perçoit les revenus sans offense, aussi longtemps que le seigneur ne l'a pas mis en sa main. Seule, la saisie permet au seigneur de faire siens les fruits du fief. Nos deux coutumes résument cette situation dans l'adage célèbre « Tant que le seigneur dort, le vassal veille ⁽⁶⁾ ». Par contre, quand la saisie est effectuée, le seigneur peut jouir du fief « tant et si longuement que le vassal tardera et sera négligent d'en faire les devoirs féodaux », et alors nous avons la contre-partie du brocard précédent : « tant que le vassal dort, le seigneur veille ⁽⁷⁾ ». Mais la coutume

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 432 à 434; N. C. Reims, art. 101 et 102.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 432; N. C. Reims, art. 101.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 435; N. C. Reims, art. 103.

⁽⁴⁾ *Coutumier de Vermandois*, § 11 et 12, pp. 11 et 12.

⁽⁵⁾ Cf. pour la région parisienne, Olivier-Martin, I, p. 271.

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 467; N. C. Reims, art. 57.

⁽⁷⁾ C'est, du moins, l'explication qu'en fournit l'A. C. de Reims (art. 466). La N. C. donne aux deux brocards la même signification : « Quant le vassal dort le seigneur veille, et quand le vassal veille le seigneur dort (*sic*) : qui est à dire qu'avenant mutation ou du costé du seigneur, ou du costé du vassal, ledict seigneur par faulte de foy et hommaige non faicts ou droictz et debvoirs non payez, selon et au cas dont sera cy-après parlé, peult saisir le fief mouvant de luy, et au moyen de la dicte saisye faire les fruitz d'icelluy fief siens, et non aultrement. » (art. 57). Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 63; sans énoncer *in terminis* cet adage, l'art. 212 de la N. C. de Laon le suppose implicitement. Sur le sens primitif de ce brocard, voir Olivier-Martin, I, pp. 317 à 319.

s'empresse d'ajouter que « quelque longue joïssance que le seigneur et le vassal ayent eu du fief par la manière devantdicté », ils n' « acquièrent » néanmoins « aucune prescription l'un sur l'autre »; le vassal peut toujours entrer en foi, quand bien même le seigneur aurait « tenu » le fief « cent ans et plus » et réciproquement, le suzerain a toujours le droit de requérir l'hommage « quelque long temps » que le vassal ait joui du fief sans seigneur ⁽¹⁾.

D'après l'A. C. de Reims, la saisie du fief était faite par le sergent du seigneur, en présence de deux vassaux, ou du maire, sergent ou autre officier « du lieu où le fief est assis », ou de deux témoins ⁽²⁾. Le sergent seigneurial en dressait procès-verbal et nommait un ou plusieurs commissaires chargés d'administrer le fief pendant la saisie ⁽³⁾. La Coutume exigeait seulement que la saisie fût signifiée au lieu du fief « sans aller devers ceulx qui peuvent succéder au fief ⁽⁴⁾ »; pratiquement la signification était faite au vassal lui-même, tout au moins s'il était présent ⁽⁵⁾. Selon Buridan, le seigneur ne peut saisir de sa propre autorité que s'il a justice « au lieu, ou est le fief servant »; dans toute autre hypothèse, il doit avoir recours à la justice dont dépend le fief saisi ou, tout au moins, requérir de cette justice l'autorisation de procéder à la saisie par son sergent à lui; en effet, dit Buridan, dans le bailliage de Vermandois, la coutume générale est que fief et justice n'ont rien de commun ⁽⁶⁾.

Dans la région rémoise, l'hommage porté et accepté d'une manière régulière ne crée, au profit du vassal, aucun droit privatif à la propriété du fief, s'il n'en a par ailleurs ⁽⁷⁾. Comme conséquence, le seigneur peut recevoir en foi, pour un même fief, autant de vassaux qu'il s'en présente, et si, lors d'une admission à l'hommage, un tiers fait opposition, le seigneur peut passer outre, et, nonobstant, accepter la prestation de foi; il suffit qu'il fasse en toute

(1) A. C. Reims, art. 468; N. C. Reims, art. 133.

(2) A. C. Reims, art. 408.

(3) *Ibid.*, art. 408.

(4) *Ibid.* art 408.

(5) « L'an IIII^{xx} et IIII, le XXV de novembre fut saisis ledit fief (*de la ville du Plain*) par Regnault Brochart a ce commis, et ladicte saisine signifié audit seigneur du Plain (*titulaire du fief saisi*) en parlant à sa personne, et commis ledit Brochart, Perrot, Taillandie[r], demourant audit Plain, a recevoir les prouffitz dudit fief et d[oit] rendre compte etc... » [Extrait du *Registre des fiefs de Saint-Remi*, 1482-1514 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXVIII, p. 45)].

(6) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 182, p. 601.

(7) A. C. Reims, art. 424.

hypothèse réserve du droit d'autrui ⁽¹⁾. En effet, recevoir à l'hommage, dit la Coutume de 1481, n'est pas « exploit de justice », c'est simplement « user par le seigneur féodal de son droit » et d'autre part, cela ne porte pas préjudice à autrui, puisque cette réception n'attribue « à celluy qui est receu aucun droit s'il ne l'a par autre moyen ⁽²⁾ ». Tout autre était le droit parisien, d'après lequel la situation du vassal, une fois l'hommage effectué, était inattaquable; aussi, le seigneur devait-il ici reporter la réception en foi après la fin du procès, si un conflit s'élevait entre plusieurs prétendants à la propriété d'un même fief ⁽³⁾.

L'AVEU ET LE DÉNOMBREMENT. — L'hommage prêté, une dernière formalité reste à accomplir par le vassal, nouveau possesseur de fief. Le droit féodal l'oblige à présenter à son seigneur, « in scriptis » l'« aveu et dénombrement » du fief ⁽⁴⁾. Par l'aveu, le vassal se reconnaît l'« homme » de son seigneur pour le fief considéré et dans le dénombrement, le vassal fait en quelque sorte l'inventaire des différents éléments dont se compose le fief.

Dans la région rémoise, aveu et dénombrement sont inséparablement liés, tout comme l'hommage proprement dit et le serment de fidélité dans la cérémonie de l'hommage. Cependant, alors que le dénombrement a toujours conservé le même caractère, l'aveu au contraire semble avoir changé de signification à travers les siècles. Au XIII^e siècle, à en juger par l'unique exemplaire de cette époque venu à ma connaissance, l'aveu, c'est en somme la preuve écrite de l'hommage ⁽⁵⁾; par contre, à partir du XIV^e siècle, l'aveu n'est plus qu'une simple reconnaissance par le vassal du domaine éminent du seigneur, servant de préambule au dénombrement proprement dit ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 420 et 424; N. C. Reims, art. 119 et 121. La même règle était en usage à Laon. (A. C. Laon, III^e partie, ch. 6, art. 64 et 68; N. C. Laon, art. 214 et 216).

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 424.

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, p. 275.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 417; N. C. Reims, art. 108.

⁽⁵⁾ « Magistri Adam de Carnotho et Johannes de Blesis, canonici et officiales Remenses omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod Perrequinus de Lillet, coram nobis in curia Remensi constitutus, recognovit se fecisse homagium ligium abbati Sancti Remigii Remensis de sex sextariis avene, et de quinque solidis et octo denariis, et de omnibus que habebat apud Insulam in redditibus censibus et omnibus aliis rebus. Recognovit etiam idem P. se esse hominem ligium ipsius abbatis et ecclesie Sancti Remigii Remensis de omnibus rebus supradictis... » (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 134 bis, p. 73, janvier 1241).

⁽⁶⁾ Cf. Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 119, p. 67 (s. date); document 144, p. 79 (18 juin 1303); document 113, p. 65 (18 nov. 1314), document 146, p. 80 (28 octo-

Quoi qu'il en soit, les aveux ou dénombrements des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles s'analysent ainsi : comme entrée en matière, une formule générale d'aveu, le vassal confesse tenir tel fief de tel seigneur ⁽¹⁾. Parfois, mais rarement, il est fait mention de la cause d'acquisition ayant rendu le vassal propriétaire ⁽²⁾; par contre, la qualité en laquelle le vassal tient le fief est généralement indiquée, tout au moins quand il ne possède pas personnellement ⁽³⁾. Ensuite le dénombrement proprement dit, description minutieuse de tous les biens composant le fief; les charges le grevant y sont énumérées ainsi que les arrière-fiefs en dépendant ⁽⁴⁾; dans certains aveux du ^{xvi}^e siècle, le revenu annuel du fief est également indiqué ⁽⁵⁾. Puis, dans quelques aveux, vient une promesse de services « selon que le fief le requiert ⁽⁶⁾ ».

bre 1325); document 152, pp. 82 et 83 (5 mai 1329); document 148, p. 81 (1^{er} février 1348); document 147, p. 80 (25 mars 1351); document 157, p. 84 (28 juillet 1355); document 149, p. 81 (10 novembre 1399); document 159, p. 85 (26 sept. 1400); document 158, pp. 84 et 85 (22 avril 1422); (sur la date de cet aveu, voir Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document VI, p. 10); Robert, *Sacy*, pièce justificative III, p. 6 et 7 (19 février 1411); Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document IX, p. 17 (28 décembre 1461); document X, p. 19 (9 mai 1463); document XI, p. 20 (16 mai 1464); document XIII, p. 22 (18 août 1470); document XVIII, p. 29 (26 février 1474); document XXII, p. 32 (24 décembre 1486); document XXIII, p. 34 (30 septembre 1488); document XXVII, p. 39 (8 août 1503); document XXXIII, p. 58 (27 janvier 1536).

(1) Voir les aveux cités à la page précédente, note ⁽⁶⁾.

(2) Aveu du 18 juin 1303 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXIII, pp. 34 à 36).

(3) Aveu du 28 octobre 1325 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 146, p. 80); du 5 mai 1329 : « Tant pour cause de doaire comme pour bail ». (*Ibid.*, document 152, p. 82); du 25 mars 1351 « à cause de garde pour mes enfans. » (*Ibid.*, document 147, p. 80); du 22 avril 1422 « tant en mon nom à cause de Marie Lamban ma femme, comme au nom d'elle et comme ayans la garde administracion et gouvernement de... enfans menses d'ans... (d'un mari prédécédé) » (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 158, p. 84 et *Ibid.*, II, document VI, p. 10); du 9 mai 1463 « pour et en nom de Jehanne ma fille, dont j'ay l'administracion et cure legitime... » (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document X, p. 19); du 27 janvier 1536 « à cause de damoyse... ma femme » (*Ibid.*, document XXXIII, p. 59).

(4) Aux dénombrements cités note ⁽⁶⁾, p. 156, ajouter dénombrements du 2 mars 1297 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 175, p. 93), du 13 novembre 1297 (*Ibid.*, document 100, pp. 60 et 61), du 12 mars 1298 (*Ibid.*, document 86, pp. 54 et 55), du 2 avril 1304 (*Ibid.*, 176, p. 94), du 8 avril 1306 (*Ibid.*, 20, p. 16), du 25 octobre 1307 (*Ibid.*, 9, p. 11), du 12 juin 1312 (*Ibid.*, 10, p. 11), du 14 mai 1317 (*Ibid.*, 111, p. 64), du 16 janvier 1323 (*Ibid.*, 21, p. 16), du 20 janvier 1336 (*Ibid.*, 81, pp. 52 et 53).

(5) Aveux du 19 février 1411 (Robert, *Sacy*, pièce justificative III, p. 6), du 9 mai 1463 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document X, p. 19) et du 16 mai 1464 (*ibid.*, XI, p. 20).

(6) Aveux du 28 juillet 1355 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 157, p. 84), du 26 septembre 1400 (*Ibid.*, 159, p. 85), du 19 février 1411 (Robert, *Sacy*, pièce justificative III, p. 6), du 22 avril 1422 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document VI, p. 10), du 16 mai 1464 (*Ibid.*, XI, p. 20), du 26 février 1474 (*Ibid.*, XVIII, pp. 29 et 30) et du 27 janvier 1536 (*Ibid.*, XXXIII, p. 58).

Enfin, l'aveu se termine ordinairement par l'engagement du vassal de présenter un nouveau dénombrement, au cas où quelque bien aurait été omis dans le premier aveu ⁽¹⁾.

Le vassal pouvait présenter son dénombrement au seigneur, aussitôt après l'entrée en foi ⁽²⁾. Mais la rédaction de l'aveu soulevait parfois quelques difficultés; aussi un délai était-il, le plus souvent, accordé au vassal pour présenter le dénombrement du fief, délai d'autant plus nécessaire que l'hommage devait, d'après notre coutume, être porté immédiatement après la mutation. Ce délai, peut-être laissé primitivement à l'arbitraire seigneurial, fut, de bonne heure, fixé par la coutume de Reims à quarante jours, à dater de la réception en foi ⁽³⁾. Le dénombrement « baillé », le vassal pouvait dorénavant, d'après l'A. C., jouir librement de son fief. Cependant, selon la N. C., le vassal était encore tenu, quarante jours après, de « reblandir » son aveu, c'est-à-dire de demander au seigneur de fief s'il entendait le « débattre »; le seigneur devait alors immédiatement le contester; sinon, le dénombrement devenait inattaquable ⁽⁴⁾.

Faute par le vassal de présenter son dénombrement dans le délai coutumier, le seigneur peut mettre la main au fief ⁽⁵⁾. Les actes nous montrent les seigneurs effectuant cette saisie dès la réception en foi; toutefois, cette mainmise ne produit effet que « ex tunc », à l'expiration des quarante jours et seulement si le vassal n'a pas

(1) Cf. les aveux et dénombremens cités note (6), p. 156 et note (4), p. 157.

(2) Cf. Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 86, pp. 54 et 55 (12 mars 1298); document 144, p. 79 (18 juin 1303); document 20, p. 16 (8 avril 1306); document 9, p. 11 (25 octobre 1307); document 10, p. 11 (12 juin 1312); document 111, p. 64 (14 mai 1317); document 21, p. 16 (16 janvier 1323); document 152, pp. 82 et 83 (5 mai 1329).

(3) Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 79, p. 52; 80, p. 52; 97, p. 59 et 102, p. 61 (30 décembre 1297); 116, p. 66 (15 janvier 1298); 112, pp. 64 et 65 (17 janvier 1298); 141, pp. 77 et 78 (17 février 1298); 83, p. 53 (4 octobre 1301); 89, p. 56 (17 mars 1302); 142, p. 78 (3 mars 1303); 84, pp. 53 et 54 (4 mai 1303); 143, p. 78 (17 juin 1303); 103, pp. 61 et 62 (30 mai 1305); 85, p. 54 (11 novembre 1306); 95, p. 59 (7 mars 1307); 99, p. 60 (24 avril 1311); 130, p. 67 (31 juillet 1313); 5, p. 10 (20 juin 1314); 107, p. 63 (20 août 1315); 200, pp. 102 et 103 (8 avril 1316); 91, p. 57 (1^{er} septembre 1316); 145, p. 79 (12 octobre 1325); 22, p. 17 (9 février 1336); 173, p. 92 (14 juillet 1346); A. C. Reims, art. 417; N. C., art. 108. Parfois d'ailleurs, les vassaux laissaient écouler un long délai avant de présenter leur dénombrement : fief du 1/4 de la vicomté de Warmeriville, hommage en 1482, dénombrement le 8 mai 1487 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXV II, p. 41); fief des « ponthénages » et chaussées de Sault-Saint-Remi, hommage en décembre 1484, aveu baillé le 20 juin 1488 (*Ibid.*, document XXVIII, p. 41); un fief à Crugny, hommage de février 1485, dénombrement en 1486 (*Ibid.*, document XXVIII, pp. 41 et 42).

(4) N. C. Reims, art. 108.

(5) A. C. Reims, art. 417; N. C. Reims, art. 108, ainsi que les textes cités note (3).

alors obtempéré à l'injonction seigneuriale d'avoir à présenter son aveu dans ce délai ⁽¹⁾. Bien moins énergique que la mainmise « faute d'homme », la saisie pour non présentation de dénombrement dans les quarante jours de l'hommage ne permet pas au seigneur de faire les fruits siens ⁽²⁾. En conséquence, les fruits du fief échus pendant la saisie doivent être restitués au vassal, lorsqu'il obtient mainlevée, à charge cependant par celui-ci de payer les frais de la saisie ⁽³⁾.

Tout en ayant présenté son dénombrement en temps convenable, le vassal a pu commettre quelques erreurs dans l'énumération des éléments de son fief. Il est probable qu'anciennement, au cas où quelques biens avaient été omis dans l'acte d'aveu, le seigneur les confisquait à son profit en toute hypothèse, sans tenir compte de la bonne ou de la mauvaise foi du vassal ⁽⁴⁾. D'où l'insertion dans les actes de dénombrement d'une clause, devenue bientôt de style, réservant tous les droits du vassal en cas d'erreurs dans le dénombrement ⁽⁵⁾. Selon Buridan, s'appuyant en cela sur l'autorité de Le Caron, cette formule protège efficacement le vassal de bonne foi ⁽⁶⁾. Par contre, si le vassal a omis dolosivement quelque bien du fief, « il en est... privable, comme ayant pour ce regard désavoué son seigneur »; c'est en somme un désaveu tacite, et en conséquence le seigneur confisque le bien omis ⁽⁷⁾.

§ 3. — Les mutations de fief et les droits casuels.

La prestation de foi n'est pas la seule obligation imposée au vassal nouvel acquéreur de fief. Le plus souvent, les mutations de fief sont, en outre, l'occasion pour le seigneur féodal de percevoir

(1) Cf. les textes cités *Supra*, p. 158, note (2) : après avoir mentionné le port de l'hommage et l'ordre seigneurial de présenter dénombrement dans les 40 jours, presque tous ajoutent : « Quod nisi fecerit (*le dénombrement*), dictus dominus abbas (*de Saint-Remi*) ex tunc saisivit feodum ».

(2) A. C. Reims, art. 405 et 406, art. 417; N. C. Reims, art. 108.

(3) A. C. Reims, art. 407; N. C. Reims, art. 109.

(4) En Champagne, à la fin du XIII^e siècle, le vassal perd les biens omis tout au moins si, s'apercevant de l'erreur, il ne présente pas un complément d'aveu (*Rôles des fiefs du Comté de Champagne sous la régence de Blanche d'Artois*, 1274-1275 (Longnon, *Comté de Champagne*, I, les fiefs, n° 6833, pp. 358 et 359).

(5) Voir *Supra*, p. 158.

(6) Buridan, commentaire art. 109, p. 221.

(7) Buridan, *Ibid.*, p. 221.

certaines redevances pécuniaires, rançon du droit de libre disposition du vassal sur son fief. Du jour où les anciens services de fief, et notamment le service militaire, ne furent plus réclamés, ces redevances prirent une place prépondérante dans la constitution juridique de la tenure féodale, à juste titre d'ailleurs, car elles étaient désormais les seuls profits que le seigneur pouvait normalement retirer de la concession du fief. Aussi, les deux coutumes de Reims énumèrent-elles avec complaisance les différentes mutations emportant perception des redevances casuelles au profit du seigneur. Notre région, comme la plupart des pays coutumiers, connaît deux sortes de droits féodaux : le quint, exigé en cas de vente ou d'actes juridiques équivalents et le relief ou rachat, dû en principe dans toute autre mutation. Nombreuses, d'ailleurs, sont les hypothèses où le seigneur ne peut réclamer les droits casuels et où il doit se contenter de l'« hommage de mains et de bouche ». D'une manière générale, ces exceptions visent surtout les mutations entre proches parents.

I. Les mutations de fief par vente ou actes équivalents : le droit de quint et le droit de retrail.

À l'origine, la vente est interdite au vassal possesseur de fief ⁽¹⁾. La nature du contrat de fief, concession de biens immobiliers à charge de services éminemment personnels, s'y oppose. Ce principe, d'ailleurs, était peu gênant, à une époque où les immeubles restaient la plupart du temps dans les mêmes familles et où les transactions étaient de ce fait relativement rares. Cependant, le vassal pouvait avoir intérêt à disposer de son fief : par exemple, pressé par la nécessité, il désire tirer partie de la valeur incluse dans sa tenure. Il en était alors réduit à solliciter de son seigneur l'autorisation de l'aliéner, mais celui-ci demeurait libre de la refuser ⁽²⁾. Toutefois, si le vassal, associant en quelque sorte le seigneur à l'acte de disposition, lui offrait une certaine somme de « deniers » en échange de son approbation, celui-ci n'avait plus guère de raison valable pour la refuser, surtout qu'avec le temps le caractère personnel de la

(1) Dans ce premier paragraphe, je me suis servi de l'exposé de M. Olivier-Martin, I, pp. 239 à 241.

(2) Dans la région parisienne cependant, le vassal dans le besoin peut offrir son fief à son seigneur : si celui-ci refuse de l'acheter, le vassal est alors libre de l'aliéner sans autorisation (Olivier-Martin, I, p. 240).

concession en fief allait en s'affaiblissant ⁽¹⁾. Aussi, pratiquement, le seigneur donnait-il alors son consentement. Cette indemnité, sans doute laissée d'abord à l'appréciation des parties, fut de bonne heure, semble-t-il, fixée par la coutume au quint denier, c'est-à-dire au cinquième du prix de vente ⁽²⁾. Désormais, le vassal put vendre son fief à son gré, le droit du seigneur se réduisant alors à la simple perception du quint.

Même la vente du fief permise au vassal sans autorisation, le seigneur pouvait toujours stipuler de son vassal l'interdiction d'aliéner sa tenure sans son consentement ou tout au moins apporter certaines restrictions à son droit de disposition. Ainsi, au début du XIII^e siècle, un certain Roger, seigneur de Rozoy, possesseur d'une partie de la seigneurie de Fraillicourt tenue en fief du chapitre de Reims, s'engage, pour lui et ses successeurs, à ne pas aliéner son fief indépendamment de la seigneurie de Rozoy ⁽³⁾ et, dans le milieu du même siècle, nous voyons les vassaux de l'abbaye de Saint-Nicaise astreints à solliciter le consentement de leur seigneur pour disposer valablement de leurs fiefs ⁽⁴⁾. Nous sommes, sans doute, au début du XIII^e siècle, à une époque peu éloignée de la

(1) Selon Buridan, le droit de quint dû au seigneur représente la part de ce dernier dans le prix de la vente. Cette part est moins élevée que celle du vassal, dit Buridan, pour deux raisons : le seigneur n'a que la seigneurie directe et « la seigneurie utile tant qu'elle dure surpasse la directe, et est plus profitable... », et d'un autre côté, le seigneur tire profit de chaque aliénation du fief, tandis que le vassal épuise son droit par un seul acte de disposition (Buridan, *Vermandoïis*, commentaire art. 174, p. 579).

(2) Le quint denier est déjà mentionné dans un acte de vente d'août 1276, intéressant un fief de l'abbaye de Saint-Remi, sis à Crugny (Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 78, p. 52).

(3) « Ego Rogerus, dominus Roseti, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino : Noverint tam presentes quam futuri, me et uxorem meam dilectis in Christo decano et canonicis B. Marie remensis fideliter concessisse quod partem quam apud Fraillicurtem habeo, in nullam omnino transferre valeo personam; sed quamdiu dominus ero Roseti, eam in manu mea tenebo, nec ipsam aliquo titulo alienare valebo. Insuper quicumque post me Roseti dominus erit, Rosetum et partem Fraillicurtis inseparabiliter tenebit, nec eam modo aliquo alienare valebit... et quamdiu Roseti dominus fuerit, partem suam de Fraillicorte nullo modo, ut dictum est, alienabit... Actum, anno incarnationis dominice M^o CC^o quinto. » (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 459).

(4) « Innocentius... Dilectis filiis abbati et conventui monasterii S. Nichasii remensis... Nobis vestra devotio intimavit, quod nonnulli clerici et laici, vineas, prata et possessiones que a vobis in feodum... tenent, locis religiosis et ecclesiis, necnon clericis atque laicis, sine assensu vestro, pro voluntate sua, vendere seu donare, aut alias etiam alienare presumunt, et quibusdam ex eisdem possessionibus novas non verentur imponere servitutes, in vestrum et monasterii vestri prejudicium et gravamen. Nos itaque vestris supplicationibus inclinati, ne similia de cetero sine vestro assensu legitimo presumantur, auctoritate presentium districtius inhibemus, decernentes irritum et inane si quid contra inhibitionem nostram super hiis fuerit attemptatum... » [*Privilegium Innocentii papa IIII, de non alienandis bonis et possessionibus* [S. Nichasii] 3 mars 1248 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 700).

disparition de l'antique prohibition et le souvenir des anciennes usances n'est pas encore complètement effacé ⁽¹⁾.

Le quint denier est dû de toute vente, volontaire ou par « décret de juge » ⁽²⁾. Le seigneur le perçoit même dans l'hypothèse où il est lui-même acquéreur, tout au moins jusqu'au xvi^e siècle ⁽³⁾. En principe, et logiquement d'ailleurs si l'on se reporte aux origines du système, c'est le vassal vendeur qui est tenu du paiement du quint au seigneur ⁽⁴⁾. Cependant, le vendeur peut mettre le quint à la charge de l'acheteur, en stipulant la clause d'« argent franc » ; alors, l'acheteur doit, en plus du droit de quint, un droit de requint égal au cinquième du montant du quint ou au vingt-cinquième du prix ⁽⁵⁾. A en juger par les textes, cette clause de « francz deniers » ou « d'argent franc » semble avoir été d'usage courant dans la région rémoise ⁽⁶⁾.

D'après la coutume de 1481, le quint se calcule en tenant compte, non seulement du prix principal, mais encore des « vins » et autres « frais contenus et appez en la vendition », qui sont en somme

⁽¹⁾ Cf. pour la châtellenie de Vitry mouvant du Comté de Champagne : Longnon, *Comté de Champagne*, I, les fiefs, *Feoda Campanie*, V^e partie (1210-1214 environ), n° 3201, p. 120, vente sous condition de reprise du prix en fief par le vendeur ; n° 3258, pp. 121 et 122, autorisation seigneuriale nécessaire pour vendre un fief à Rilly ; *Ibid.*, *Livre des hommages faits à Thibaud V, roi de Navarre et comte de Champagne* (1256-1270), § 6, *Feoda Sparnaci*, n° 6139, p. 268 : « licence » de vendre un fief à Épernay donné par le Comte de Champagne, sous réserve que ce fief ne « cheust en morte main » ; en échange, le vassal vendeur « mist en hommage lige des signeurs de Champaigne une pièce de vigne près d'Esparnay... la quelle disoit soi tenir en allueu ».

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 376 et 383 ; N. C. Reims, art. 93. Cf. *Coutumier de Vermandois*, § 30, p. 21 ; A. C. Laon, III^e partie, chap. IV, art. 38 ; N. C. Laon, art. 174 ; *Fiefs de Vitry*, nos 2, 23 et 62.

⁽³⁾ Du moins, cela paraît résulter de l'art. 376 de la Coutume de 1481, définissant le quint denier « un droit féodal deu au seigneur duquel est tenu et mouvant sans moyen le fief ou héritage noble qui est vendu par le détenteur d'icelluy à aucun achepteur quel qu'il soit... ».

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 374 et 378 ; N. C. Reims, art. 93. D'après les coutumes de Vermandois et de Laon, le vendeur doit le quint, et l'acheteur, le droit de chambellage au seigneur (*Coutumier de Vermandois*, § 30, p. 21 ; A. C. Laon, III^e partie, chap. IV, art. 38 ; N. C. Laon, art. 174).

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 377 et 378 ; N. C. Reims art. 93. Cf. *Coutumier de Vermandois*, § 30, p. 22 ; A. C. Laon, III^e partie, chap. IV, art. 39 ; N. C. Laon, art. 175. Dans la région de Vitry, à la fin du xiv^e siècle, l'usage était de prendre pour le montant des droits de quint et de requint « autant que monte le quart de la somme franche par devers le vendeur comme de iiii^e l. tournois C., de JX, XV, etc... », ce qui élevait un peu le montant des droits tels que les avait fixés la coutume (*Fiefs de Vitry*, n° 2).

⁽⁶⁾ Cf. Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 4, p. 10 (23 novembre 1307) ; Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XII, p. 22 (vente du 1-4 des dîmes de Bignicourt et d'autres biens, au même terroir, mouvant de l'abbaye de Saint-Remi, 15 juin 1470) ; *Ibid.*, document XV, p. 26 (vente du four banal de Sacy, tenu en fief de l'abbé de Saint-Remi, 15 mai 1471).

comme un supplément de prix ⁽¹⁾. Au contraire, la nouvelle coutume ne comprend plus le « vin du marché » dans la somme sur laquelle elle perçoit le quint denier. Il en serait cependant autrement s'il était « excessif », la Coutume voyant sans doute dans cette hypothèse une fraude visant à dissimuler une part du prix réel et à frustrer ainsi le seigneur d'une partie de ses droits ⁽²⁾. Dans la pratique, les seigneurs se montraient, semble-t-il, assez accommodants; après accord avec le vendeur ou l'acheteur, ils se contentaient d'une partie seulement du quint denier; parfois même, ils allaient jusqu'à l'exonération totale ⁽³⁾.

Mais si le seigneur ne peut plus s'opposer à la vente de son fief, la Coutume, conservant un dernier vestige des anciennes prérogatives seigneuriales, lui permet cependant, au cas où l'aliénation lui déplairait, de reprendre le fief et de l'« unire à sa table et seignourie », à charge de rembourser à l'acheteur les « deniers du prix de l'achapt... les fraiz raisonnables dudict achapt », ainsi que les améliorations faites éventuellement par lui sur le fief; c'est le retrait féodal appelé encore retrait par « puissance de fief » des textes ⁽⁴⁾. Plus favorisé que le retrayant lignager, le seigneur de fief peut procéder au retrait, quelle que soit la nature du fief, « naissant » ou « acquest », dans le patrimoine du vendeur ⁽⁵⁾. Cependant, au cas où le fief serait aliéné à un lignager du vendeur, le retrait est interdit au seigneur, d'autre part, le lignager retrayant le fief par « proximité de lignage » est préféré au seigneur désireux de retirer par « puissance de fief » ⁽⁶⁾. Entre les parents du vassal et le seigneur, nos coutumes n'hésitent pas et subordonnent nettement les droits de celui-ci à ceux de la famille du vendeur!

A l'origine de l'institution, notre coutume, comme la coutume

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 376. A Vitry, on comptait également les « vins de la marchandise » dans le calcul du quint denier. (*Fiefs de Vitry*, nos 27 et 65).

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 85. Par contre, la Coutume de Vitry fait entrer les « vins » dans le calcul du quint (art. 49).

⁽³⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 107, en note : vente de biens tenus en fief de l'archevêque de Reims à Champigny, vente « faite pour le prix de onze vingt livres parisis, et cent sols pour les vins »; l'archevêque réduit le quint denier à la somme de 40 livres (27 octobre 1332), Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXIX, pp. 50 et s. : achat du fief « Thiébault du Fresne », sis à Crugny et mouvant de l'abbé de Saint-Remi, par Claude des Bièvres; l'abbé exempte l'acquéreur des droits de quint et requint (8 janvier 1520). En dehors de la région rémoise, achat du fief de Souatre, au ban de Courtisols, pour 80 livres tournois; l'abbé de Saint-Remi, seigneur du fief, « modère » le quint denier à 10 livres tournois. (Robert, *Ibid.*, document XXI, p. 31; 20 mai 1484).

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 442; N. C. Reims, art. 220.

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 442; N. C. Reims, art. 190.

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 442 et 444; N. C. Reims, art. 188, 190 et 66.

parisienne ⁽¹⁾, permettait sans doute au seigneur, reprenant le fief par « puissance féodale », de percevoir néanmoins le quint denier. Je n'en ai malheureusement aucune preuve directe, mais les dispositions de la première coutume rédigée de Reims me semblent militer en faveur de cette assertion.

Examinant en effet les prestations que le seigneur retrayant doit fournir à l'acheteur, l'A. C. de Reims distingue deux hypothèses : si la vente a été faite purement et simplement, c'est-à-dire sans clause de « francz deniers », le seigneur doit rembourser à l'acquéreur « le prix de la vendition, déduction faite de son quint denier » ⁽²⁾. En ce cas, le seigneur perçoit donc le droit de quint, outre et malgré le retrait. Par contre, si le vendeur a stipulé « argent franc », l'acheteur retrayé peut réclamer au seigneur l'intégralité du prix de vente ⁽³⁾; celui-ci doit donc ici opter pour l'une ou l'autre solution : ou bien « retenir » le fief, ou bien recevoir l'acquéreur à l'homage et percevoir le quint denier ⁽⁴⁾.

Pratiquement, ce système paraît avoir été suivi à la fin du xve siècle ⁽⁵⁾; mais il semble qu'on s'en soit écarté postérieurement et que les seigneurs procédant au retrait se soient arrogé le droit de prendre tout au moins le quint, même quand la vente avait été faite à « francz deniers » ⁽⁶⁾. Quoi qu'il en soit, la Coutume de 1556

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, p. 280.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 448. La Coutume donne d'ailleurs à l'acheteur un recours contre son vendeur, au cas où il lui aurait payé, avant le retrait, la totalité du prix (Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. IX, art. 98).

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 449. Sur les autres impenses dues à l'acheteur par le seigneur reprenant le fief par puissance féodale, voir *Supra*, p. 163.

⁽⁴⁾ L'A. C. de Laon, qui suivait également les mêmes pratiques, les justifie ainsi : le seigneur, par le retrait, prend la place de l'acheteur; en cas de vente « argent franc », les droits féodaux s'éteignent donc par confusion, le seigneur devenant à la fois créancier et débiteur des quint et requint. Il en va autrement dans la vente sans clause de « francz deniers », car ici c'est le vendeur et non l'acheteur qui doit le quint (A. C. Laon, III^e partie, chap. IX, art. 98 et 99).

⁽⁵⁾ Cf. *Retrait féodal exercé par l'abbé de Saint-Remi, sur le four banal de Sacy*, 9 juin 1471 (Robert, *Sacy*, pièce justificative IV, pp. 7 et 8); *Retrait féodal exercé par le même sur le fief de Bignicourt, vendu par Person Ricquenier à Henry Payot*, 23 octobre 1471 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XVII, pp. 27 et 28).

⁽⁶⁾ Cf. *Accord par lequel Claude des Bièvres, seigneur de Verneuil-sur-Marne, abandonne à l'abbé de Saint-Remi, le fief Thibault du Fresne et ses autres biens de Crugny pour 250 livres tournois*, 8 janvier 1520 (Robert, *Ibid.*, document XXIX, pp. 50 à 53); « Et loisoit audit seigneur archevesque (de Reims) abbé commendataire de Saint-Rémi... de reprendre ledit fief (acquis par Claude des Bièvres) et le réunir à sa table, en le remboursant des deniers que pour ce il en avoit payez, qui estoient... de cinquante livres tournois, en desduisant sur ce le quint denier, lesquelz deniers icellui seigneur a offert luy rendre »; il est vrai qu'en l'espèce l'abbé de Saint-Remi avait « quitté » les droits de quint et requint au seigneur de Verneuil. Cf. également *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 976, note 1 et N. C. Reims, art. 221).

abrogea les dispositions de l'A. C. : dans toute vente de fief, le seigneur n'eut plus désormais qu'une option : ou recevoir en foi l'acquéreur et prendre le quint denier, ou retirer le fief en remboursant à l'acheteur la totalité du prix de vente, sans déduction d'aucun droit féodal, ainsi que les « fraiz raisonnables » et, le cas échéant, les dépenses des améliorations apportées au fief par le retrayé ⁽¹⁾.

Tout au moins jusqu'au milieu du xvi^e siècle, les documents nous montrent les seigneurs procédant au retrait de leur pleine autorité, en vertu de leur droit seigneurial et sans recourir à l'intervention de justice à l'effet d'obtenir une sentence d'adjudication à leur profit ⁽²⁾. En fait, le mécanisme de l'opération était intimement lié à la cérémonie de l'investiture ⁽³⁾. D'après l'A. C. de Reims, l'acheteur, pour pouvoir se dire vrai propriétaire du fief vendu, au moins à l'égard du seigneur, devait être « ensaisiné » par lui ⁽⁴⁾. Dans ce but, vendeur et acheteur, après la conclusion du contrat, se présentaient à la cour seigneuriale; le vendeur se démettait entre les mains du seigneur de la « foy et hommaige et possession » du fief et le priaît de vouloir bien recevoir l'acquéreur comme nouveau vassal ⁽⁵⁾. De son côté, l'acheteur offrait au seigneur de faire les devoirs et de payer les droits requis, puis lui demandait de l'admettre à l'hommage ⁽⁶⁾. Alors, le seigneur « tenant en ses mains le devest » du vendeur, ou bien acceptait l'acquéreur comme vassal, le recevait à l'hommage selon le cérémonial décrit précédemment, et par cela même le mettait en « saisine » du fief, où bien il déclarait que « son intencion et plaisir estoit de reprendre » le fief et, en même temps, il offrait à l'acheteur de lui rembourser « le pris du vendage avec les fraiz raisonnables » ⁽⁷⁾. Si l'acquéreur acceptait, le seigneur lui comptait immédiatement les deniers et tout était ainsi terminé ⁽⁸⁾. Mais l'acheteur pouvait ne pas être

⁽¹⁾ N. C. Reims, art. 220 et 221; la N. C. de Laon est identique (art. 257 et 258).

⁽²⁾ Cf. *Retrait féodal exercé par l'abbé de Saint-Remi sur le four banal de Sacy*, 9 juin 1471 (Robert, *Sacy*, pièce justificative IV, pp. 7 et 8). *Retrait féodal exercé par l'abbé de Saint-Remi sur le fief de Bignicourt*, 23 octobre 1471 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XVII, pp. 27 et 28); *Accord par lequel Claude des Bièvres, seigneur de Verneuil-sur-Marne, abandonne à l'abbé de Saint-Remi le fief Thiebault du Fresne et ses autres biens de Crugny pour 250 livres tournois*, 8 janvier 1520 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXIX, pp. 51 et 52).

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, p. 279.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 352. L'« ensaisinement » était d'ailleurs requis en principe pour toute aliénation entre vifs. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. IV, art. 37.

⁽⁵⁾ Cf. Les retraits cités, *même page*, note 2; et A. C. Reims, art. 352.

⁽⁶⁾ Voir note 2, *même page*.

⁽⁷⁾ Voir note 2, *même page*.

⁽⁸⁾ Cf. les deux retraits des 9 juin et 23 octobre 1471 cités note 2, *même page*.

d'accord avec le seigneur sur le montant du remboursement et refuser l'offre seigneuriale; les parties devaient, en ce cas, selon l'A. C. de Laon, recourir aux tribunaux pour arbitrer leur différend; mais le seigneur avait le droit, d'après la même coutume, de saisir le fief et de jouir des fruits pendant tout le procès ⁽¹⁾.

La vente n'est pas le seul acte donnant lieu à perception du droit de quint; plus généralement, le quint est dû dans tout « contract équipolent à vendition » ⁽²⁾. Ainsi, le seigneur prend le droit de quint de tout échange avec soulte, quelle que soit la nature, fief ou censive, de l'héritage acquis en échange, à concurrence de la valeur de la soulte ⁽³⁾; si le fief est baillé à rente emphytéotique, le quint est également dû, selon l'A. C. de Reims, sans aucune restriction, sur le montant de la rente « estimée... pour une fois ⁽⁴⁾ ». De même, les donations et les legs participant de la nature des actes à titre onéreux, c'est-à-dire, ceux faits « à cause de rémunération et récompense d'aucun service ou bénéfice faict ou à faire », ou en paiement de sommes dues par le disposant au donataire ou au légataire ou encore à charge de certains services, fût-ce même pour « service divin », sont assujettis au droit de quint, calculé sur le « pris que le fief peult estre estimé valloir pour une fois », et cela, même si le bénéficiaire est parent et héritier du disposant ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ A. C. Laon, III^e partie, chap. IX, art. 100. Plutôt que de « tumber en grandes involucions de procès », seigneur retrayant et acquéreur retrayé préféraient parfois transiger. (Voir *Accord par lequel Claude des Bièvres... abandonne à l'abbé de Saint-Remi le fief Thiébault du Fresne et les autres biens de Crugny pour 250 livres tournois*, 8 janvier 1520 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXIX, pp. 50 à 53).

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 93.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 379 et 380; N. C. Reims, art. 84. Le *Coutumier de Vermandois* distingue suivant que les fiefs échangés sont « tenus » du même seigneur « à cause d'une seigneurie » ou non. Si ces deux conditions sont remplies, seul l'échange avec soulte donne ouverture au droit de quint. Au contraire, si les fiefs échangés « meuvent » de deux seigneurs différents, le quint est dû de tout échange, même sans soulte, bien mieux, chacun des seigneurs peut prendre le quint « de ce qu'il seroit tenu de luy »; si les fiefs « permuez », tout en appartenant au même seigneur, ressortissent à « diverses seignouries », le quint est également dû dans tous les cas; cependant, à l'époque du coutumier, cette solution était contestée et certains praticiens n'autorisaient le seigneur à percevoir le quint que s'il y avait soulte (*Coutumier de Vermandois*, § 31 et 32, pp. 22 et 23). D'après la Coutume de Laon, réformée en 1556, l'échange avec soulte est seul passible du droit de quint, au prorata de la valeur de la soulte (N. C. Laon, art. 177); à la fin du xiv^e siècle, la Coutume de Vitry, admettait déjà la même solution (*Fiefs de Vitry*, n^o 48).

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 386; l'*Usage des fiefs de Vitry* soumet au droit de quint le bail à rente viagère (*Fiefs de Vitry*, n^o 45); la C. de Vitry frappa de plus ce contrat du droit de requint (C. de Vitry, art. 32).

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 381, 390 et 391. Notre coutume met le quint à la charge du donataire. Le *Coutumier de Vermandois* et l'A. C. de Laon ne font aucune distinction et soumettent toute donation ou legs au paiement du quint denier. Si les dispositions à

C'était, du moins, les règles suivies par la Coutume de 1481; ces dispositions furent profondément remaniées en 1556, lors de la rédaction de la N. C. de Reims : désormais furent seulement frappés du droit de quint les donations ou legs où il y avait somme d'argent versée par le bénéficiaire ⁽¹⁾. Ces actes devaient sans doute constituer le plus souvent de véritables ventes déguisées sous les apparences d'une disposition à titre gratuit. Enfin la vente à réméré donnait également au seigneur le droit de percevoir le quint, mais seulement si le vassal vendeur s'interdisait de racheter dans un délai supérieur à trois ans; le quint n'était dû que pour la première aliénation; en cas de rachat, l'acheteur à réméré ne devait aucun droit au seigneur ⁽²⁾.

L'A. C. ne précisait pas si, dans les aliénations autres que la vente donnant lieu à perception du quint denier, le seigneur avait également le droit de retraire le fief par puissance féodale. Cependant, il est vraisemblable que, dans ces hypothèses, le retrait par puissance de fief, à l'exemple du retrait lignager, n'était pas possible ⁽³⁾. Quoi qu'il en soit, la N. C. prohiba formellement le retrait féodal en dehors de la vente. Elle ne fit exception que pour les aliénations « équipolent à vendition », et, notamment, pour celles où il y avait « bourse deslyée » ⁽⁴⁾. La Coutume de 1556 établit ainsi une exacte concordance entre la perception du droit de quint et la faculté de retraire : dans toute aliénation où le quint était exigé, le seigneur

titre gratuit sont faites avec charges, c'est le disposant qui doit le quint, le donataire ou le légataire n'est tenu qu'au droit de chambellage. Si les dons ou legs sont purs et simples, le quint est au contraire à la charge du bénéficiaire. L'A. C. de Laon ne fait exception que pour les donations ou legs purs et simples faits à des successibles. Cependant, les donations avec réserve d'usufruit ne sont passibles que du droit de requint. (*Coutumier de Vermandois*, § 27, pp. 20 et 21; A. C. Laon, III^e partie, chap. IV, art. 40, 41 et 42). D'après l'*Usage des fiefs de Vitry*, la coutume de Vitry, à la fin du xiv^e siècle, réglemente les donations et legs, quant au paiement du quint, de la même manière que l'A. C. de Reims [*Fiefs de Vitry*, n^o 41 (donations); n^{os} 57 et 59 (donations rémunératoires entre parents en ligne directe; toutefois, selon le ms. de Stockholm, la question était controversée)]. On remarque d'ailleurs une grande similitude de rédaction entre les articles de l'A. C. de Reims et les passages de l'*Usage des fiefs de Vitry* traitant de la matière (Comparez l'art. 381 de l'A. C. de Reims et le n^o 41 des *Fiefs de Vitry*, l'art. 390 et le n^o 57 des mêmes).

⁽¹⁾ N. C. Reims, art. 82. La N. C. de Laon est identique (art. 176). La coutume rédigée de Vitry (art. 30) au contraire conserve les règles anciennes, décrites dans l'*Usage des fiefs* (voir *Supra*, p. 166, note 5 et *Infra*, p. 173, note 1).

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 385; N. C. Reims, art. 91. Cf. *Fiefs de Vitry*, n^o 43; Coutume de Vitry, art. 22 et 33.

⁽³⁾ Cf. A. C. Reims, art. 198, écartant le retrait lignager dans les contrats d'aliénation autres que la vente.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 210. Suivant Buridan, il faut déterminer la nature du contrat d'après l'intention des parties, et non selon le qualificatif que celles-ci ont donné à l'acte (Buridan, commentaire art. 210, p. 412).

eut également la liberté de reprendre le fief, en remboursant à l'acquéreur le prix d'acquisition, avec les « fraiz raisonnables » ⁽¹⁾.

Pour se faire payer le quint denier, le seigneur dispose d'un moyen particulièrement énergique. Dès qu'il a connaissance de l'aliénation, selon l'A. C. de Reims, ou seulement, et par application de la théorie du jeu de fief, quand le vassal aliénateur s'est dessaisi entre les mains de l'acquéreur de la possession du fief, d'après la rédaction de 1556, le seigneur peut « mettre la main » au fief, en causant la saisie tant pour « deffault d'hommage » que pour « droitz... féodaulx non acquittez » ⁽²⁾. Que ce soit en dernière analyse l'aliénateur ou l'acquéreur qui doive le quint ou les quint et requint, le seigneur peut toujours s'en prendre à son fief à défaut de paiement ⁽³⁾. Aussi, pour échapper aux conséquences désastreuses de cette mainmise, le nouveau vassal devait pratiquement s'empresser de venir faire ses offres d'hommage et de paiement des droits féodaux à son suzerain ⁽⁴⁾. Celui-ci peut d'ailleurs exiger le versement immédiat du quint ou des quint et requint et refuser l'hommage jusqu'à satisfaction ⁽⁵⁾.

Le seigneur a également la faculté de recevoir immédiatement le nouveau vassal à l'hommage, en lui donnant terme et délai pour le paiement du quint. En ce cas, le seigneur a soin de se faire donner des sûretés suffisantes : généralement, un ou plusieurs « pairs » du vassal se portent pléges du paiement des droits seigneuriaux ⁽⁶⁾.

A supposé que le vassal manque alors à son devoir et ne paye pas les droits, le seigneur peut-il saisir de nouveau le fief? Nos deux coutumes ne tranchent pas la question; cependant, le seigneur qui a fait confiance à son vassal ne peut plus, semble-t-il, user de la saisie féodale. S'il en était autrement, on ne comprendrait guère la fourniture de « pléges » exigée du vassal reçu en foi sans payer les droits féodaux ⁽⁷⁾. Du reste, au xvii^e siècle, Buridan, dans ses

⁽¹⁾ Cf. *Supra*, pp. 166 et 167.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 409; N. C. Reims, art. 118. La notification de l'aliénation au seigneur équivalait au désaisissement sous le rapport de la saisie (N. C. Reims, art. 118).

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 378.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, p. 316.

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 356.

⁽⁶⁾ « L'an mil CCC et XXXV, le venredi apres la chandeleur antra en l'onmaige de monssigneur l'abbé de main et de bouche Wiars Joimes clerks de Monloran de tout le droit que Jehans de Buignicourt ses cousins avoit en la dime de Buignicourt... qu'il avoit achetét au dit Jehan. Et sunt plesges dou quint denier maistres Jehan de Condé et Pieres le Bouchief... » (Robert, *Fiefs de Saint-Remi* I, document 22, p. 17, du 9 février 1336).

⁽⁷⁾ En droit parisien, le seigneur, qui avait reçu son vassal à l'hommage avant

commentaires sur la coutume de Laon, alors coutume générale de Vermandois, dénie au seigneur, dans cette hypothèse, le droit de saisir féodalement le fief. Il lui permet seulement d'agir en justice contre le vassal défaillant, soit personnellement « à cause du contract et obligation en laquelle il est entré envers le seigneur, en acceptant le fief mouvant de luy », soit hypothécairement « comme détenteur du fief qui est affecté à tels droits » (1). Si le seigneur opte pour l'action réelle, il peut faire saisir le fief, mais ce n'est plus la saisie féodale concédée au seigneur de fief, c'est simplement la saisie immobilière du droit commun (2).

Une autre situation peut encore se présenter : le nouveau vassal a été admis à l'hommage, il a satisfait le seigneur de tous les droits dus à cause de l'aliénation qui l'a rendu propriétaire du fief, et en conséquence, il a obtenu la jouissance paisible de sa tenure. Le seigneur a-t-il le droit néanmoins de mettre postérieurement la main au fief, s'il s'aperçoit que des droits dus par des prédécesseurs du nouveau vassal ne lui ont pas été payés? La première coutume rédigée autorisait expressément en ce cas le seigneur à saisir le fief et à l'« exploiter » tant que le vassal ne lui avait pas acquitté les profits non payés ou prouvé qu'il en avait été fait précédemment « satisfaction » à lui-même ou à ses prédécesseurs (3). Cependant, la saisie féodale était interdite au seigneur, si, en ses « lettres de délivrance », il avait déclaré se tenir « content » de tous droits féodaux qui auraient pu lui être dus, antérieurement à l'entrée en foi (4). La N. C., plus libérale, interdit la mainmise féodale dans notre hypothèse, sauf cependant si le seigneur en recevant son nouveau vassal à l'hommage avait réservé tous ses droits; mais le seigneur avait le droit de réclamer ses « profits » antérieurs par voie d'action (5). Selon Buridan, ce ne peut être qu'une action réelle, car le vassal n'est pas obligé personnellement au paiement des droits féodaux dus pour une mutation ne provenant pas de son chef; il n'en est tenu qu'à titre de détenteur du fief et sa situation est identique à celle du tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué (6). Aussi, Buridan, s'appuyant d'autre part sur les textes coutumiers accor-

d'être payé du relief et sans faire de réserve, ne pouvait plus procéder à la saisie du fief, à défaut de paiement (Olivier-Martin, I, p. 336).

(1) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 223, pp. 745 à 747.

(2) Buridan, *Vermandois*, *ibid.*, p. 748.

(3) A. C. Reims, art. 419.

(4) A. C. Reims, *ibid.*

(5) N. C. Reims, art. 125.

(6) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 223, pp. 747 et 748.

dant au censitaire placé dans les mêmes conditions, le droit de « déguerpir », donne-t-il au vassal, trouvant la charge trop onéreuse, la faculté de quitter le fief et de se décharger ainsi du paiement des droits ⁽¹⁾. On était loin des anciens usages suivis au moyen âge en matière de fiefs ⁽²⁾!

2. *Les mutations de fiefs autres que la vente et le droit de relief.*

Le fief, anciennement, n'est pas seulement inaliénable, il est encore intransmissible par toute autre mutation et notamment par succession, même en ligne directe. Simple concession viagère où l'*inluitus personae* est prédominant, le fief, dit Buridan, décrivant les origines de la transmission héréditaire de la tenure féodale, fait, primitivement, au décès du vassal investi, retour au seigneur qui peut, soit le concéder à un nouveau vassal, soit le garder par devers lui et l'incorporer à son domaine propre ⁽³⁾. Toutefois, si l'héritier du vassal se présentait devant le seigneur pour reprendre le fief, celui-ci lui faisait généralement une nouvelle concession, bien qu'il n'y fût pas obligé, et il l'accordait avec d'autant plus de facilité que, selon l'usage, l'héritier lui donnait en échange une « honneste recompense ⁽⁴⁾ ». Avec le temps, cet usage finit par acquérir force obligatoire; le seigneur dut alors, bon gré mal gré, accepter comme « homme » l'héritier du *de cuius*; mais il lui fut permis de réclamer à son nouveau vassal, en contrepartie, une redevance fixe, qui devint le droit de relief ou de rachat ⁽⁵⁾. Cette pratique fut ensuite étendue aux diverses hypothèses où

⁽¹⁾ Buridan, *Vermandois*, *ibid.*, p. 746.

⁽²⁾ Dans ses commentaires sur la Coutume de Reims, Buridan, se mettant en contradiction avec lui-même, donne au seigneur une action personnelle contre son nouveau vassal en paiement des droits seigneuriaux antérieurs. Le vassal, dit-il, s'y est obligé tacitement, « velut ex quasi contractu », en prenant le fief (Buridan, commentaire art. 125, p. 250).

⁽³⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 166, p. 551. Buridan remarque qu'il reste, de son temps, des vestiges de ces anciens usages : à la mort du vassal, le fief est considéré comme vacant et la concession faite par le seigneur comme révoquée, puisque le seigneur peut saisir le fief et le mettre en sa main, « tout ainsi que s'il luy estoit retourné à faute de tenancier » (*Ibid.*, pp. 551 et 552).

⁽⁴⁾ Buridan, *Vermandois*, *Ibid.*, pp. 551 et 552.

⁽⁵⁾ Buridan, *Vermandois*, *Ibid.*, p. 552.

survenait un changement dans la personne du détenteur du fief, à l'exclusion cependant de la vente qui, comme nous l'avons vu, fut autorisée plus tardivement et qui fut frappée du droit de quint ⁽¹⁾.

Contrairement à la Coutume parisienne ⁽²⁾, la Coutume de Reims, aussi bien dans l'ancienne que dans la nouvelle rédaction, n'érige pas le rachat en principe général, applicable, même à défaut d'un texte exprès, dans toute mutation. Toutefois, si l'on examine les nombreux articles de nos coutumes visant le relief, on voit que pratiquement elles aboutissent à peu près au même résultat. D'ailleurs, les deux coutumes, mais plus particulièrement l'ancienne, exonèrent du rachat plusieurs catégories de mutation, entre autres celles intervenues entre proches parents. Entrant dans le détail, nous étudierons successivement le relief en matière de succession, de donation et d'échange ainsi que dans les mutations se produisant à la suite d'un mariage ou d'une ouverture de bail, de garde ou de tutelle.

La théorie du relief, telle qu'elle est esquissée dans les coutumes rédigées, ne suffit toutefois pas pour caractériser d'une manière complète l'institution. Sans doute, les règles coutumières, résultat de la cristallisation d'usages fréquemment répétés et pratiqués par le plus grand nombre, constituent bien l'expression du droit commun. En fait, cependant, les contrats de concession apportent parfois des dérogations aux règles fixées par la coutume. D'une part, certains fiefs relèvent « de toutes mains », au moins en cas de changement de vassal ⁽³⁾, tandis que, à l'opposé, d'autres tenures féodales, comme le fief du vidame de Reims et l'arrière-fief mouvant du vidame, ne doivent aucune finance pour le rachat ⁽⁴⁾.

Relief en cas de succession. — En cette matière, la Coutume de Reims fait une distinction très usitée en droit coutumier entre les

⁽¹⁾ Cf. Olivier-Martin, I, p. 289.

⁽²⁾ Olivier-Martin, I, p. 329.

⁽³⁾ « Item Robert Ingrant, bourgeois de Reims, tient du dit prévost es fief et hommage... un hostel... et se relieve c'est assavoir de la valeur d'une année pour muement de seigneur » [*Déclaration du temporel de la prévôté de Villedommange*, 2 décembre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 67)].

⁽⁴⁾ « De toutes ces choses monseigneur le vidame est tenu fère foy et hommage à monseigneur l'archevesque de Reims,... et ne doit aucune finance pour le relief... Item, messire Jehan Cauchon, chevalier, seigneur du Godar, a et tient un fief dudit monseigneur le vidame qui est arrière-fief à monseigneur de Reims... lequel fief ne doit point d'argent pour relief, maiz il doit hommage et dénombrement, et est tenu de le reprendre de Monseigneur le vidame, quant il vient nouvel détenteur dudit fief » [*Dénombrement donné par le vidame de Reims*, vers 1425 (Varin, *Statuts*, I, p. 333, en note)].

successions en ligne directe et les successions en ligne collatérale. En ligne directe, elle affranchit nommément du rachat les successions des « père, mère, ayeulz, ayeulles, ou aultres parens ascendants » ⁽¹⁾. Quant aux successions en ligne ascendante, la N. C. tout au moins, car l'A. C. excluait les ascendants de la succession immobilière de leurs enfants décédés sans postérité, ne les visait pas *in terminis* comme dispensés du relief. Elle se contentait seulement, comme la Coutume de 1481, d'exonérer du rachat les fiefs faisant retour à l'ascendant donateur en vertu d'une stipulation conventionnelle, au décès du donataire sans descendants ⁽²⁾. Qu'en fallait-il conclure pour les fiefs de l'enfant échus aux ascendants en vertu d'une disposition légale de la coutume? Buridan, après avoir hésité quelque peu, « quod enim in uno casu statuit consuetudo, dit-il, de alio negare videtur », se range à l'avis de Du Moulin, trouvant le rachat odieux, contraire au droit commun et comme tel devant être écarté toutes les fois que la coutume ne l'impose pas absolument; aussi dispense-t-il finalement du relief les successions en ligne ascendante ⁽³⁾. Au contraire, notre coutume, tant dans l'ancienne que dans la nouvelle rédaction, astreint au rachat les héritiers collatéraux ⁽⁴⁾, en conformité avec les coutumes voisines de Vermandois et de Vitry qui ont adopté la même distinction ⁽⁵⁾.

Le relief n'était également pas dû en cas de partage entre cohéritiers. La Coutume n'avait affranchi du rachat en termes exprès que le partage des successions directes ⁽⁶⁾; mais les commentateurs étendirent cette disposition aux partages des successions collatérales. Tout partage, volontaire ou judiciaire, avec ou sans soulte, et même avec adjudication pourvu qu'elle fût faite à un copartageant, était, selon Buridan, dispensé du relief ⁽⁷⁾.

Rachat en cas de donation. — Selon la rédaction de 1481, les donataires ou les légataires, bénéficiaires de dons ou de legs « purs et

(1) A. C. Reims, art. 359; N. C. Reims, art. 70.

(2) A. C. Reims, art. 374; N. C. Reims, art. 73.

(3) Buridan, commentaire art. 73, p. 153.

(4) A. C. Reims, art. 394; N. C. Reims, art. 78. Voir également Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 122, p. 68 : Quittance donnée par le lieutenant de l'abbé de Saint-Remi à Brimonde de Crugny, pour la somme de 18 livres tournois, montant du rachat des fiefs provenant des successions de ses deux sœurs (28 février 1334).

(5) Cf. *Coutumier de Vermandois*, § 25, p. 19; A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 14 et chap. 3, art. 28; N. C. Laon, art. 157 et 166; *Fiefs de Vitry*, n^o 3; C. de Vitry, art. 29.

(6) A. C. Reims, art. 373; N. C. Reims, art. 71.

(7) Buridan, commentaire art. 71, pp. 149 et 150.

simples », qu'ils fussent parents ou non du disposant, ne devaient ni relief ni quint au seigneur ⁽¹⁾. Quant aux donations ou aux legs « onéreux », nous avons vu précédemment qu'ils étaient soumis au droit de quint ⁽²⁾. L'A. C. exigeait seulement le rachat des donations mutuelles et réciproques entre époux ⁽³⁾. Le champ d'application du relief était donc particulièrement limité dans la Coutume de 1481.

La N. C. l'étendit considérablement. Après la réformation de 1556, toute libéralité est en principe soumise au rachat ⁽⁴⁾. N'en sont dispensées que les dispositions à titre gratuit faites à des héritiers en ligne directe « en faveur du mariage » ou en avancement d'hoirie, pour lesquelles l'hommage est seul requis ⁽⁵⁾. Cependant, si au décès du disposant le donataire renonce à la succession, le relief est dû dans le cas où le don excéderait la part *intestat* du bénéficiaire ⁽⁶⁾.

Au témoignage du procès-verbal de réformation, cette réglementation ne passa pas « en coutume » sans difficultés. D'une part, certains seigneurs, l'archevêque, l'abbé de Saint-Remi, celui de Signy revendiquèrent « leur possession immémoriale » de percevoir le quint denier des libéralités « onéreuses » et non le rachat. D'autre part, le « surplus » des Etats « remontra » aux commissaires royaux que jusque-là aucun droit de relief ou de quint n'avait été exigé des libéralités purement gratuites, et que c'était « chose déraisonnable » de prendre désormais le rachat dans cette hypothèse. Les commissaires triomphèrent néanmoins des résistances et finalement la Coutume de Reims fut modifiée dans le sens que nous venons d'indiquer. Toutefois, on inséra au procès-verbal une réserve en faveur des trois seigneurs protestataires; ceux-ci conservèrent « leurs droictz et possessions immémoriales » de percevoir le quint

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 360, 362, 368. L'*Usage des fiefs de Vitry* admet les mêmes solutions (*Fiefs de Vitry*, nos 13 et 32, pour les donations; n° 36 pour les legs; il en est encore ainsi, ajoute le coutumier, quand le donateur se réserve l'usufruit ou retient son « vivre » sur les fiefs objets de la donation (*Ibid.*, nos 13 et 66). Nous avons vu que le *Coutumier de Vermandois* et l'A. C. de Laon sont en cette matière autrement rigoureux (*Supra*, p. 166, note 5).

⁽²⁾ *Supra*, p. 166.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 399.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 82. Seules les libéralités où il y a « bourse deslyée » sont frappées du droit de quint (*Supra*, p. 167). La Coutume de Laon, dans sa nouvelle rédaction, est identique (N. C. Laon, art. 176).

⁽⁵⁾ N. C. Reims, art. 82. Cf. N. C. Laon, art. 179.

⁽⁶⁾ N. C. Reims, art. 75. Au contraire, selon la N. C. de Laon (art. 179), aucun relief n'est dû si la donation dépasse la part successorale du donataire.

denier en matière de libéralités onéreuses, mais il leur fut interdit de cumuler les dispositions de l'Ancienne et de la Nouvelle Coutume ⁽¹⁾.

Relief en cas d'échange. — D'après l'Ancienne Coutume, l'échange d'un fief contre un héritage tenu en censive donne ouverture au relief en faveur du seigneur de fief, et cela, même si la censive et le fief sont dans la mouvance du même seigneur ⁽²⁾. Selon la même coutume, l'échange de deux fiefs ne requiert que la bouche et les mains si les fiefs échangés sont de même valeur; par contre, en cas d'échange de deux fiefs avec paiement d'un soulte, le quint est dû, à concurrence du montant de la soulte, au seigneur du fief « pour lequel se baillent les soultes ⁽³⁾ ». La Coutume de 1556 conserva la réglementation antérieure en échange de fief contre fief. Quant à l'échange d'un fief et d'une censive, il fut soumis au rachat, s'il était fait sans soulte, et, en plus, au quint de la valeur des deniers, s'il donnait lieu à versement d'une soulte ⁽⁴⁾.

Rachat en cas de mariage. — Le mariage entraîne mutation à l'égard des fiefs de la femme, car, du jour de la célébration, le mari prend l'administration et a la jouissance des biens de sa femme ⁽⁵⁾; de même, à la dissolution du mariage, de nouvelles mutations se produisent : la femme redevient « Dame et Maistresse » de ses fiefs personnels; elle a droit de douaire sur certains fiefs de son mari; enfin, si elle opte de « partir par moictié » avec les héritiers de son mari, comme la Coutume le lui permet, des fiefs peuvent également échoir dans sa part. Dans toutes ces hypothèses, le fief change de

⁽¹⁾ *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 941, note 1).

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 403.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 367, 379 et 380. En Champagne, selon l'*Usage des fiefs de Vitry*, l'échange « pur, sans soltes » n'est assujéti à aucun droit de rachat, même s'il est fait de « terre de fief » ou si les héritages échangés meurent de seigneurs différents (*Fiefs de Vitry*, nos 11 et 37). Cependant, si dans l'année de l'échange, l'un des « échangeurs » achète l'héritage lui ayant appartenu et devient ainsi « seigneur de l'une et l'autre terre », il doit quint denier au seigneur de l'héritage qu'il a acquis précédemment en échange (*Ibid.*, n° 37).

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 84. D'après la N. C. de Laon, le rachat est seulement dû en échange de deux fiefs « mouvant » de divers seigneurs ou d'un même seigneur « à cause de diverses Seigneuries »; le quint étant de plus perçu sur le montant de la soulte, lorsque l'échange se fait avec paiement d'une soulte. (N. C. Laon, art. 176, 177 et 178). La coutume de Vitry (art. 30) reproduit en cette matière les dispositions insérées dans l'*Usage des fiefs* (voir *Supra*, même page, note 3 et p. 166, note 3).

⁽⁵⁾ Buridan, commentaire art. 79, p. 160. Le mari, dit Buridan, peut même prendre le « titre » des seigneuries appartenant à sa femme (*Ibid.*, p. 160.)

seigneur, et en conséquence, selon la règle fondamentale du droit féodal, le nouveau vassal doit au seigneur du fief au moins l'hommage. De plus, le relief est parfois exigé à la suite de certaines de ces mutations.

L'A. C. de Reims assimilait le mari au baillistre, et comme tel, elle lui imposait le relief pour tous les fiefs possédés par sa femme avant le mariage, ainsi que pour ceux qui lui advenaient *durante matrimonio* ⁽¹⁾. Contrairement au droit parisien, et bien que connaissant le parage, notre coutume ne dispensait même pas du rachat la jeune fille tenant fief qui « se mariait et épousait à homme », lorsque son frère aîné avait porté au seigneur l'hommage de toute la succession paternelle ou maternelle « pour luy et pour ses frères et sœurs » ⁽²⁾. Elle était, d'ailleurs, d'accord en cela avec les anciennes coutumes de Vermandois et de Laon qui obligeaient également le mari à payer le relief dans toute circonstance ⁽³⁾.

De nombreuses difficultés surgirent sans doute dans l'application de ces dispositions rigoureuses ⁽⁴⁾. Quoi qu'il en soit, la Coutume de Reims, dans sa rédaction définitive, dispensa du rachat « en son premier mariage » la jeune fille propriétaire de fiefs lui venant de succession directe, quand son frère aîné ou, à son défaut, son frère puîné « l'acquittait » de ce droit, en portant l'hommage au seigneur pour tous les fiefs de la succession ⁽⁵⁾. Sauf cette restriction, la Coutume de 1556, moins libérale que celle de Laon, laquelle exemptait du rachat toute femme se mariant pour la première fois ⁽⁶⁾, maintenait en tout autre cas le relief à l'exemple de la Coutume de 1481 ⁽⁷⁾.

Selon Buridan, le frère aîné ne peut acquitter sa sœur du relief, dans les conditions requises par la coutume, qu'en cas de mariage postérieur à l'ouverture de la succession; si sa sœur recueille un

(1) A. C. Reims, art. 395.

(2) Sur cette dispense du relief en droit parisien, voir Olivier-Martin, I, pp. 294 à 297, 331 et 332.

(3) *Coutumier de Vermandois*, § 25, p. 19; A. C. Laon, III^e partie, ch. 3, art. 29. Voir également Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 167, pp. 557 et 558. Dans le bailliage de Vitry, à la fin du xiv^e siècle, aucun droit de rachat n'était dû par le mari « d'aucune dame », en cas de premier mariage de celle-ci (*Fiefs de Vitry*, nos 8, 9 et 70). Cependant, au xv^e siècle, cette règle paraît moins bien fixée et les baillis imposent parfois le relief au mari, même s'il s'agit du premier mariage de la femme (*Fiefs de Vitry*, n^o 10).

(4) Cf. *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 940, note 1).

(5) N. C. Reims, art. 79.

(6) N. C. Laon, art. 167 et 168. Cf. Coutume de Vitry, art. 27.

(7) N. C. Reims, art. 79.

fief provenant de succession directe pendant son mariage, elle en devra le rachat nonobstant l'hommage porté par son frère en son nom ⁽¹⁾. Cette interprétation peu libérale et, à notre avis, nullement commandée par les textes, étonne d'autant plus de la part du commentateur de la Coutume de Reims que Buridan, suivant l'exemple de Du Moulin, a plutôt tendance, par ailleurs, à limiter strictement le champ d'application du relief ⁽²⁾.

Le rachat est une charge imposée au mari en raison de son droit de jouissance sur les fiefs de sa femme. Aussi, toutes les fois que le mari n'a pas l'exercice de ce droit, aucun relief ne peut lui être réclamé. Ainsi, d'après notre commentateur, il n'est pas dû de rachat si une succession échue par indivis à la femme pendant le mariage est partagée seulement après sa dissolution, quand bien même des fiefs tomberaient dans le lot de la femme par suite des opérations du partage ⁽³⁾. De même, si le contrat de mariage renferme une clause de séparation de biens, le mari ne doit aucun rachat pour les fiefs de sa femme; en effet, dit Buridan, la femme demeure alors « la Dame et Maitresse » de ses biens et en conséquence, « il n'y a aucune mutation, ny droit de rachapt deu ou acquis au Seigneur » ⁽⁴⁾. Il en serait encore ainsi dans l'hypothèse d'une séparation de biens intervenue pendant le mariage, mais seulement pour les fiefs possédés par la femme après la séparation ⁽⁵⁾.

En cas de succession collatérale, une difficulté se présentait : le mari devait-il deux rachats, à supposé que la succession vienne à s'ouvrir au cours du mariage ou bien que la femme ne relève pas, avant de se marier, les fiefs d'une succession échue antérieurement? Logiquement, l'A. C. imposait alors au mari l'obligation de payer deux reliefs, l'un en raison de la mutation intervenue au décès du collatéral en faveur de la femme, l'autre à la suite de la mutation

(1) Buridan, commentaire art. 79, p. 160.

(2) A l'appui de sa théorie, Buridan invoque un argument de valeur discutable : c'est le fait de la célébration du mariage, dit-il, qui donne ouverture au paiement du relief; or, à ce moment, par hypothèse, la succession n'est pas encore échue à la femme; on ne peut donc lui réclamer de rachat pour des fiefs qu'elle ne possède pas encore et par conséquent, son frère est dans l'impossibilité de l'acquitter d'une charge qu'elle ne devra que plus tard. D'autre part, Buridan cite en faveur de sa thèse l'art. 96 de la Coutume d'Anjou, selon laquelle le rachat n'est pas dû d'une donation faite par le père à sa fille non mariée, alors qu'il est exigé pour les fiefs donnés pendant le mariage. (Buridan, *Ibid.*, p. 160).

(3) Buridan, *Ibid.*, p. 161.

(4) Buridan, *Ibid.*, p. 161.

(5) Buridan, *Ibid.*, p. 161.

à son profit, conséquence du mariage ⁽¹⁾. Le N. C. au contraire négligeait de s'occuper de la question. Mais, profitant habilement de la rédaction défectueuse de l'art. 79 visant le relief en matière de mariage, Buridan n'impose au mari qu'un seul droit de rachat pour les fiefs de la femme venant de ligne collatérale, dont elle n'aurait pas payé les droits avant son mariage. Si, durant le mariage, la femme hérite de fiefs de parents collatéraux, le seigneur, selon Buridan, n'a droit également qu'à un seul relief, « parce que, dit-il, il ne peut prétendre un double profit ensemblement pour une mesme chose » ⁽²⁾.

La dissolution du mariage amène de nouvelles mutations. La femme reprend la maîtrise des fiefs par elle apportés en mariage ainsi que de ceux qui lui sont échus « de quelque ligne que ce soit » pendant le mariage. D'autre part, au décès de son mari, elle a la jouissance, à titre de douaire, de la moitié des fiefs tenus par lui antérieurement au mariage. Enfin, suivant le parti pris par elle au décès de son mari, elle a également la propriété de la moitié des fiefs « acquetés » par lui « constant le mariage ». Dans toutes ces hypothèses, la veuve ne doit aucun rachat, elle est tenue seulement de porter l'hommage aux seigneurs des fiefs ⁽³⁾. Mais, si elle se remarie, nos coutumes, tant ancienne que nouvelle, imposent au nouveau mari, comme « baulx » de sa femme, l'obligation d'entrer en foi et de payer le relief, non seulement pour les fiefs apportés par elle en mariage, mais encore pour ceux de son premier mari sur lesquels elle exerce son douaire ⁽⁴⁾. Bien mieux, si la veuve « a entrepris » le bail de mineurs « ses lignagiers en ligne collatérale », son nouveau mari, toujours à titre de « baulx », est encore tenu, en

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 400. L'A. C. de Laon abonde dans le même sens (A. C. Laon, III^e partie, chap. 3, art. 30). D'après l'*Usage des fiefs de Vitry*, le mari d'une femme veuve doit deux reliefs pour les fiefs d'une succession collatérale échue à sa femme durant son veuvage, au cas où celle-ci n'a pas relevé avant son mariage; mais cette règle n'était pas encore nettement établie à la fin du xiv^e siècle (*Fiefs de Vitry*, nos 34 et 35).

⁽²⁾ Buridan, commentaire, art. 79, p. 161.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 363, 365 et 366; N. C. Reims, art. 63, 64 et 81. Les coutumes de Vitry et de Laon donnent les mêmes solutions [*Fiefs de Vitry*, nos 5, 7, 55 et 67 (fiefs tenus en douaire); nos 14 et 22 (fiefs propres); nos 12 et 55 (fiefs acquêts faits pendant le mariage); nos 5, 7 et 29 (fiefs tenus en garde); C. de Vitry, art. 21; N. C. Laon, art. 169 (fiefs en douaire); C. de Vitry, art. 28 (fiefs acquêts); N. C. Laon, art. 189 (fiefs propres)].

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 396 et 397; N. C. Reims, art. 79, 80 et 81. Cf. *Fiefs de Vitry*, nos 7, 18 et 39. Cependant, d'après l'*Usage de fiefs*, dans le bailliage de Vitry, à la fin du xiv^e siècle et au début du xv^e siècle, le fils « franchit » ses sœurs du rachat en ligne directe, en cas de second mariage; peu importe, semble-t-il, qu'il ait porté ou non l'hommage pour toute la succession au nom de ses frères et sœurs, il suffit qu'il soit majeur au moment de l'ouverture de la succession (*Fiefs de Vitry*, n° 58). La N. C. de Laon (art. 168) suit en cette matière les mêmes règles que la Coutume de Reims.

se mariant, du rachat, pour les fiefs appartenant à ces mineurs ⁽¹⁾. Par contre, il ne doit pas le relief des fiefs possédés par les enfants de sa femme issus d'un premier lit, lorsque celle-ci en a la garde; cependant, la question était, semble-t-il, controversée ⁽²⁾.

Si, durant ce second mariage, des fiefs adviennent à la femme, soit de succession directe, soit de succession collatérale, le relief est également dû par le nouveau mari ⁽³⁾. Dans l'hypothèse d'une succession collatérale échue à la femme pendant son veuvage, le nouveau mari doit même, selon Buridan, deux rachats, si la femme n'a pas fait son devoir vis-à-vis du seigneur, avant son mariage ⁽⁴⁾. Par contre, et bien que le cas soit identique, le nouveau mari est astreint, d'après Buridan, à un seul rachat pour les fiefs d'une succession collatérale échus à sa femme durant son second mariage ⁽⁵⁾.

Relief en cas de bail. — L'administration des fiefs d'un enfant mineur appartient, comme nous l'avons exposé précédemment, soit à un gardien, soit à un baillistre, soit même parfois à un tuteur ordinaire ⁽⁶⁾. Dans tous les cas, la personne qui prend la garde, le bail ou la tutelle doit l'hommage au seigneur, en entrant en charge. De plus, comme pour le mariage, l'A. C. de Reims oblige le protecteur du pupille au paiement du rachat, quand il a, avec l'administration, la jouissance des fiefs et plus généralement des biens du mineur. Aussi, le rachat est-il dû par le baillistre qui fait les fruits siens, alors qu'il n'est pas exigé du gardien ou du tuteur qui sont tenus de rendre compte au mineur « venu en aage » ⁽⁷⁾. Si le pupille hérite d'une succession collatérale avant qu'un de ses lignagers ait « entrepris » le bail, le baillistre prenant ses fonctions devra même, selon la Coutume de 1481, deux reliefs au seigneur, l'un « pour l'eschange de ligne collatérale », comme représentant du

(1) A. C. Reims, art. 398.

(2) Certains mss. de l'A. C. de Reims dispensent en ce cas le mari du relief (A. C. Reims, art. 398); d'autres, au contraire, paraissent l'exiger (Varin, *Statuts*, I, p. XX, note à l'art. 398). Peut-être pourrait-on les concilier en disant que les uns reproduisent la rédaction de 1507, tandis que les autres sont relatifs au projet de rédaction de 1481 (Voir Varin, *Ibid.*, p. i, ij et iij)? D'après l'*Usage des Fiefs*, le mari doit le relief des fiefs de sa femme remariée, tenus par elle en garde (*Fiefs de Vitry*, nos 7, 20, 29 et 63); mais la coutume rédigée de Vitry (art. 68) ne l'exige plus.

(3) N. C. Reims, art. 79 et 81.

(4) Buridan, commentaire art. 79, p. 161.

(5) Buridan, *Ibid.*, p. 161.

(6) Voir *Supra*, pp. 37 et 38.

(7) A. C. Reims, art. 401. La coutume de Vitry suivait également les mêmes règles, d'après l'*Usage des Fiefs* (*Fiefs de Vitry*, nos 21, 61 et 63).

mineur, l'autre, en son nom personnel « à cause du bail qu'il a entrepris » (1).

La N. C. remania profondément les institutions relatives à la protection des enfants mineurs. Le bail fut supprimé et le gardien, tout au moins le gardien noble, eut désormais la jouissance des biens de son pupille (2). Mais la N. C. oublia de dire si le gardien, entrant en charge, devait ou non le rachat au seigneur pour les fiefs du mineur, et, un siècle plus tard, Buridan, commentant notre Coutume, laissa également cette question sans réponse.

Par contre, le mineur, ayant atteint l'âge de la majorité féodale, soit 14 ans pour les garçons et 12 ans pour les filles, bien qu'obligé d'entrer en foi, n'était pas astreint, tant dans l'ancienne que dans la nouvelle coutume, à payer le relief au seigneur (3).

Quotité et mode de perception du rachat. — Au xiv^e siècle et même au commencement du xv^e siècle, pour s'acquitter du droit de relief envers le seigneur de fief, le vassal n'a pas dans nos régions, semble-t-il, le choix entre plusieurs prestations. Un texte de la fin du xiv^e siècle, se rapportant à un fief de la région rémoise, décide en effet que le montant du rachat, c'est exclusivement la valeur du revenu du fief pendant une année (4). Ce texte à lui seul serait d'ailleurs insuffisant pour caractériser un usage général; mais, chose curieuse, selon les anciens coutumiers de Champagne et de Vermandois, la même solution était appliquée à titre de coutume générale, en Champagne, au début du xiv^e siècle (5); aussi, peut-on légitimement supposer que cette disposition était également en vigueur, à la même époque, dans les régions régies par les coutumes de Reims.

Quoi qu'il en soit, à la fin du xv^e siècle, l'A. C. de Reims permet au vassal, débiteur du relief, d'offrir au seigneur, en paiement, soit une certaine somme de deniers, à la volonté du vassal, soit

(1) A. C. Reims, art. 402.

(2) Voir *Supra*, p. 38.

(3) A. C. Reims, art. 369; N. C. Reims, art. 69.

(4) Fief à Villedommange, mouvant de la prévôté du même lieu; ce fief « se relieve c'est assavoir de la valeur d'une année pour muement de seigneur » [*Déclaration du temporel de la prévôté de Villedommange*, 2 décembre 1384 (Robert, *Temporel*, p. 67)].

(5) « Il est coustume en Champaigne que se eschoite vient de costé, que l'en en doit relief : c'est à sçavoir, la valeur de l'issue de un an... » (*Anc. Coutumier de Champagne*, art. XVIII); « *Item*, et aussy pour ce que dict est cy dessus, que en fiefz appartenans à aulcuns par succession de ligne collatéral on doit relief, c'est à sçavoir la valeur et prisie de la revenue du fief pour ung an... » (*Coutumier de Vermandois*, § 324, pp. 165 et 166).

« le dict des pers », soit enfin « la levée ou revenu par un an » du fief ⁽¹⁾. Le seigneur est libre de choisir celle des offres qui lui agréé le mieux. S'il opte pour la dernière, il a droit au tiers du revenu des trois années précédant les offres de son vassal ⁽²⁾. S'il préfère « le dict des pers », deux pairs du débiteur du relief ou, à leur défaut, deux « prud'hommes » font l'estimation du revenu annuel du fief, en se basant sur « la vraie value dudict fief en revenu pour les trois derniers ans, toutes charges déduictes ». Le vassal est alors tenu de payer au seigneur le tiers de la « prisee » des revenus de ces trois années ⁽³⁾.

Entre l'offre du « dict des pers » et celle du revenu d'un an, la différence était peu sensible. Aussi, lors de la réformation des coutumes de Reims, les rédacteurs de la N. C. fusionnèrent-ils ces deux offres ⁽⁴⁾. Dorénavant, le rachat fut fixé, soit à une somme d'argent « offerte par le vassal », soit au revenu d'une année de fief, évalué au « tiers du revenu des trois années précédentes », selon l'estimation de trois pairs de la seigneurie, prud'hommes ou « autres gens de bien » ⁽⁵⁾.

Le seigneur, choisissant l'année, doit se contenter, aussi bien dans l'ancienne que dans la nouvelle rédaction de nos coutumes, de percevoir la valeur en argent du revenu annuel du fief, déterminé de la manière que nous venons d'indiquer ⁽⁶⁾; il ne peut pas, comme en droit parisien, « prendre par ses mains » les fruits du fief; il n'a pas, dit Buridan, la jouissance en nature des revenus du fief pendant une année ⁽⁷⁾. Aussi, d'après notre commentateur, si le fief se compose uniquement d'une maison seigneuriale, le seigneur ne peut en déloger le vassal; il a seulement le droit d'en prendre

(1) A. C. Reims, art. 393. L'A. C. de Laon (III^e partie, chap. 3, art. 28) et l'A. C. de Vitry (*Fiefs de Vitry*, nos 33 et 38) accordent au vassal les mêmes options.

(2) A. C. Reims, art. 393. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 3, art. 28; au début du xv^e siècle, l'estimation du revenu d'un an donnait encore lieu à difficultés, les uns voulant seulement « prisier les revenulz de l'année que on liève », les autres, ceux de « deux ans, de plus ou de moins ». (*Coutumier de Vermandois*, § 324, pp. 165 et 166).

(3) A. C. Reims, art. 393. Selon l'A. C. de Laon (III^e partie, art. 28), les pairs ou prud'hommes pouvaient fixer à leur gré le montant du rachat : « ...La seconde, le dit des pers, c'est-à-dire qu'il plaise ordonner pour ledit relief par les autres tenans fiefs dudit seigneur... ».

(4) N. C. Reims, art. 76.

(5) N. C. Reims, art. 76. La N. C. de Laon (art. 166) se contente de reproduire textuellement les dispositions de l'ancienne coutume.

(6) A. C. Reims, art. 393; N. C. Reims, art. 76.

(7) Buridan, commentaire art. 76, pp. 155 et 156. Il en était de même dans la Coutume de Laon. (Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 166, p. 555).

le loyer durant un an ⁽¹⁾. D'autre part, d'après une disposition équitable de la Coutume de 1556, les fruits dont la périodicité n'est pas annuelle, comme la coupe des taillis ou la pêche des étangs, n'entrent en compte, dans le calcul du revenu annuel, que pour une part équivalente au rapport d'une année ⁽²⁾. En cas de saisie féodale, les droits du seigneur étaient, on se le rappelle, autrement importants, celui-ci prenant toute la coupe des bois taillis et toute la pêche des étangs, sans en rien rendre au vassal, si l'époque de la coupe ou de la pêche survenait durant la saisie ⁽³⁾.

Pour le paiement du rachat, le seigneur disposait des mêmes moyens de coercition, et dans les mêmes conditions, que pour le paiement du quint ⁽⁴⁾. Parfois d'ailleurs, le seigneur, recevant un nouveau vassal à l'hommage, lui faisait remise du relief, tout comme il exonérait quelquefois aussi du quint denier, en totalité ou en partie, l'acheteur de son fief ⁽⁵⁾.

§ 4. — Les aliénations interdites au vassal sans le consentement du seigneur féodal : le démembrement et l'amortissement des fiefs.

Sous réserve du paiement des droits seigneuriaux, relief ou quint suivant le cas, le vassal a en définitive le droit de disposer librement de son fief. Cependant, ce principe souffre exception pour deux genres d'aliénations estimées particulièrement dangereuses et susceptibles de léser gravement les intérêts du seigneur du fief. D'une part, le vassal ne peut « modifier la consistance du fief qu'il a reçu, telle qu'elle est précisée dans son dénombrement ⁽⁶⁾ », par exemple en l'aliénant par parties, en le sous-inféodant, en le concé-

(1) Buridan, commentaire art. 76, p. 156.

(2) N. C. Reims, art. 107. Voir également Buridan, commentaire art. 107, p. 219.

(3) *Supra*, p. 153.

(4) *Supra*, pp. 168 à 170.

(5) Le 20 avril 1501 (v. s.), Gilles de la Motte et Colart du Trecq, à cause de leurs femmes Claude et Nicole de Villers, requièrent de l'abbé de Saint-Remi leur admission à l'hommage pour les fiefs tenus par ces dernières à Belestre et à Neuvizy et venant de la succession de leur père : « A quoy mondit seigneur (*l'abbé de Saint-Remi*) les receut, et leur donna quitta et remist tout droit de relief et autre droit quelconque en quoy ilz pouvoient estre tenus envers luy à cause desdiz fiefz, sauf toutesfois son droit entre autres choses et l'autrui... » (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXVIII, pp. 47 et 48).

(6) Olivier-Martin, I, pp. 283 et 284.

dant en censive ou encore en le grevant de rentes ou autres charges, sans l'autorisation expresse du seigneur. Il y a lieu en effet de craindre que le fief ainsi « abrégé » ne puisse plus subvenir à l'entretien du vassal et qu'en conséquence celui-ci ne soit plus capable d'accomplir les services, rançon de la concession de la tenure. D'ailleurs, avec la disparition du service militaire féodal, et sans doute aussi, sous la pression des nécessités économiques, de nombreuses exceptions vinrent tempérer la rigueur de la règle féodale prohibant le démembrement ⁽¹⁾. Ce mouvement s'opéra de bonne heure, semble-t-il, dans nos régions, et dès la fin du xve siècle, un démembrement d'une importance pratique considérable, la constitution de rente sur un fief, est en fait permis au vassal sans le consentement du seigneur ⁽²⁾.

D'autre part, l'approbation seigneuriale est également nécessaire pour l'aliénation du fief à une personne de mainmorte. Un tel acte de disposition cause en effet au seigneur un grave dommage, en le privant de la plupart de ses droits casuels : les personnes morales ne sont pas sujettes aux vicissitudes des personnes physiques, elles ne meurent pas, elles ne se marient pas, elles ne tombent point en bail ou en garde; aucune mutation d'homme ne se produit de ce fait et le seigneur ne peut par conséquent exiger le relief qu'il perçoit autrement dans toutes ces hypothèses. Sans doute, les gens de mainmorte ont, en droit, la faculté d'aliéner librement leurs biens entre vifs et le seigneur a ici le droit de réclamer le paiement du rachat ou du quint; mais, en fait, les actes de disposition effectués par les personnes de mainmorte sont rares au moyen âge ⁽³⁾ et, en ce cas encore, le seigneur de fief est exposé à voir ses droits « dépérir » ⁽⁴⁾. Aussi, comprend-on la nécessité pour le vassal, voulant disposer de son fief en faveur d'une personne de mainmorte, d'obtenir préalablement le consentement du seigneur. D'ailleurs, l'autorisation du seigneur immédiat ne suffit pas, le droit féodal exige aussi celle des seigneurs supérieurs. Par suite de commise ou de déshérence ou de toute autre cause, le fief peut en effet leur faire retour et ils ont dès lors un intérêt tout au moins éventuel à ce que le fief ne tombe pas aux mains d'une personne de mainmorte ⁽⁵⁾. Bien mieux, le roi lui-même doit également auto-

(1) Olivier-Martin, I, p. 284.

(2) Voir *Infra*, pp. 185 à 188.

(3) Olivier-Martin, I, p. 428.

(4) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 208, p. 692.

(5) Olivier-Martin, I, pp. 434 et 435.

riser l'aliénation; l'amortissement royal, sans doute limité primitivement aux fiefs dont le roi était le suzerain, changea de bonne heure de caractère; dès la fin du ^{xiv}^e siècle, il devient un droit régalien, un acte de souveraineté, et il s'étend dès lors sans distinction à tous les fiefs de France ⁽¹⁾.

1. — *Le démembrement de fief*

Démembrer un fief, c'est, tout d'abord et principalement, vendre, donner ou plus généralement aliéner « partie d'icelluy », de telle manière que ce fief, primitivement tenu à une seule foi, se trouve finalement divisé en deux ou plusieurs fiefs possédés par plusieurs seigneurs ⁽²⁾. Cette opération est rigoureusement interdite au vassal, tout au moins sans l'autorisation du seigneur du fief ⁽³⁾ et les coutumiers du moyen âge, comme les commentateurs des coutumes rédigées, sont unanimes pour conseiller aux seigneurs de ne donner leur approbation qu'en cas de demandes fondées sur des raisons particulièrement graves ⁽⁴⁾. Seuls, certains abrégements faits dans l'intérêt de la famille du vassal n'ont pas besoin d'être autorisés par le seigneur : d'une part, dans l'hypothèse d'une succession, les héritiers, tant directs que collatéraux, peuvent « sans offense », « desmembrer, partir et diviser en plusieurs parties les fiefs à eux escheux » ⁽⁵⁾; d'autre part, les ascendants ont le droit de donner « en leur vivant » à un ou plusieurs de leurs descendants « partie et portion de leurs fiefz », à le tenir d'eux à hommage, en faisant un ou plusieurs membres de leurs fiefz », sans que le seigneur puisse s'y opposer ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ *Ibid.*, I, pp. 425, 435 et 437.

⁽²⁾ Olivier-Martin, I, p. 284.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 418, N. C. Reims, art. 117. Cf. pour la région de Laon et le Vermandois, *Coutumier de Vermandois*, § 107, p. 65; A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 54; pour le bailliage de Vitry, *Fiefs de Vitry*, n^o 1; C. de Vitry, art. 23.

⁽⁴⁾ « Il ne loist pas à ung vassal vendre partie de son fief et icellui démembre sans le congé et octroy exprès du seigneur dont ledit fief est mouvant, et n'en doit pas le seigneur bailler le congé sans grant cause et bien raisonnable procédant de bonne equité... (*Fiefs de Vitry*, n^o 1); au ^{xvii}^e siècle, Buridan exige, en plus de l'autorisation seigneuriale, « chartres obtenües du Roy deüement vérifiées en la Chambre des Comptes » (Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 161, p. 537).

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 428 et 429; N. C. Reims, art. 114, 115 et 116. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 21; N. C. Laon, art. 160 et 161.

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 430; N. C. Reims, art. 116. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 21; N. C. Laon, art. 160 et 161; mais ici, ce droit est exclusivement réservé aux père et mère. D'après la Coutume de Vitry (art. 25), le vassal doit conserver une portion de son fief suffisante pour servir son seigneur.

L'inobservation de cette règle était anciennement sanctionnée d'une manière particulièrement énergique. Selon le coutumier du roi Thibaud et l'ancien coutumier de Vermandois, le vassal coupable d'avoir « éclipse » son fief sans autorisation en « confisque » la portion « énervée » au profit du seigneur ⁽¹⁾. Par contre, à la fin du x^v^e siècle, bien que cette commise soit encore en vigueur dans le ressort de la coutume de Laon ⁽²⁾, le droit coutumier rémoise édicte une sanction moins rigoureuse pour le vassal, tout en sauvegardant efficacement les prérogatives seigneuriales : en cas de démembrement effectué sans son consentement, le seigneur féodal a le droit de saisir le fief et de l'exploiter « en purperd », aussi longtemps que le vassal n'aura pas, à ses dépens, « conjoint et réuni au corps du fief » la partie abrégée et « amendé » son forfait « au jugement des pers de la court dudict seigneur féodal » ⁽³⁾.

Si l'aliénation partielle du fief est le plus important des cas de démembrement ou, du moins, celui pour lequel le consentement du seigneur a toujours été requis, ce n'est cependant pas le seul et il y a encore bien d'autres opérations juridiques qui peuvent être considérées comme des abrégements de fiefs. Ainsi, au moyen âge, affranchir un serf tenu en fief constitue un abrégement de fief, nécessitant comme tel l'approbation du seigneur féodal ⁽⁴⁾. Il en est de même de l'octroi d'une charte de franchises ou de commune à une « villa » ⁽⁵⁾.

Au moyen âge également, le vassal n'a pas le droit d'« engager » son fief sans l'autorisation de son seigneur, c'est encore un cas de démembrement. Je ne puis malheureusement citer, à l'appui de cette affirmation, aucun texte intéressant la région rémoise ; mais,

⁽¹⁾ *Anc. coutumier de Champagne*, art. XVII; *Coutumier de Vermandois*, § 107, p. 65.

⁽²⁾ A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 54.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 418.

⁽⁴⁾ Cependant, en Champagne, au x^v^e siècle et au dire de Jean Jager, l'affranchissement « a tonsure seulement » n'est pas considéré comme un démembrement (Jager, § 34). Le vassal a également le droit, d'après le même auteur, de vendre la mortemain de son serf à un tiers sans « congié », mais si le fief « cause duquel ledit serf est homme » est saisi et que le serf décède durant la mainmise, le seigneur pourra « lever » la mainmorte, nonobstant la vente, sauf à l'acheteur son recours contre le vassal vendeur (Jager, § 36); c'est une application assez originale de la théorie du jeu de fief.

⁽⁵⁾ Cf. *Charte communale concédée par Hue seigneur de Beine, aux habitants de Beine et de Mouchery*, décembre 1271 : « ...Je Jehan escuiers, sires de la Nueville en Portien delez Wasignis, comme sires souverains de cui eis Hues tient la devant dite terre de Bainne..., a la priere et a la requeste celui Huon et Marie sa femme lo gré et aprieve toutes les choses qui devant sont dites, et [proume] par la foi de mon cors que encontre nan vanrai, ains les ferai warder comme sires souverains en bonne foi... » (Robert, *Beine*, pièce justificative, III p. 21).

outre que cette règle était en vigueur en Champagne au commencement du xiv^e siècle ⁽¹⁾, son existence en droit rémois me paraît ressortir des termes mêmes employés par l'A. C. pour autoriser la mise en gage du fief sans le consentement du seigneur ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit, dès la fin du xv^e siècle et peut-être avant, l'engagement de fief n'est plus considéré par la coutume de Reims comme un démembrement prohibé. Le vassal peut librement donner son fief en gage; mais le seigneur féodal a le droit de lui réclamer le quint du montant de l'engagement et d'exiger l'entrée en foi du créancier gagiste, si toutefois le contrat de gage met le fief « hors des mains » du vassal, pour une durée supérieure à trois ans ⁽³⁾.

Le gage, par la dépossession qu'il entraîne épuise d'un seul coup le crédit inclus dans le fief, même si le montant de l'engagement est de beaucoup inférieur à la valeur de la tenure. Procédé de crédit plus perfectionné, la constitution de rente, au contraire, permet au vassal de retirer en une ou plusieurs fois toute la valeur comprise dans le fief, sans en perdre la jouissance. Aussi, est-elle d'un usage constant au moyen âge où elle joue le rôle dévolu de nos jours au prêt à intérêts, alors prohibé. Peut-être fut-elle anciennement interdite sur les fiefs sans le consentement des seigneurs, car primitivement elle s'analysait en une vente partielle du bien grevé pour la portion correspondant à la valeur de la rente ⁽⁴⁾. C'était donc un véritable démembrement, vraisemblablement prohibé. Mais cette interdiction ne dut pas tenir longtemps devant les nécessités pratiques, d'autant plus qu'avec le temps la rente avait changé de caractère et était devenue un simple droit de créance, à la garantie duquel le fief ou même tous les biens du vassal débiteur étaient affectés ⁽⁵⁾. En tout cas, dès sa première rédaction, la Coutume de

⁽¹⁾ *Anc. coutumier de Champagne*, art. 4.

⁽²⁾ L'art. 384 de l'A. C. est ainsi rédigé : « Le vassal ne peult, sans la licence et consentement de son seigneur féodal, engaiger son fief pour deniers par luy empruntez, ou pour autre chose dont il soit tenu, en le mettant hors de ses mains et possession à plus long terme de trois ans, que le Seigneur féodal n'ayt quint denier de pris de l'engaigement à payer par le propriétaire qui l'a engaigé... ».

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 384; N. C. Reims, art. 88. Il en était de même dans le bailliage de Vitry (*Fiefs de Vitry*, n° 43; C. de Vitry, art. 22).

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, p. 287.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 337. Les Coutumes de Reims distinguent deux sortes de constitution de rentes sur un fief. Dans l'une, correspondant à l'idée première de la constitution, le crédi-rentier a le droit de se payer « par ses mains », sur les revenus du fief des arrérages de la rente (A. C. Reims, art. 382; N. C. Reims, art. 94). Dans l'autre, au contraire, c'est le vassal débi-rentier qui acquitte la rente entre les mains du crédi-rentier, sans que ce dernier puisse prétendre à la jouissance en nature d'une partie du fief équivalente

Reims reconnaît pratiquement au vassal le droit de constituer librement des rentes sur son fief. Si le crédi-rentier ne veut payer aucun droit au seigneur, le vassal lui concèdera la rente en pur jeu de fief; si, au contraire, l'acquéreur de la rente préfère la faire inféoder, il s'adressera au seigneur de fief qui, sous réserve de paiement du quint, devra le recevoir à l'hommage, sauf au seigneur, comme en cas de vente ordinaire, le droit de reprendre la rente pour le prix d'acquisition en exerçant le retrait féodal ⁽¹⁾. Dans le détroit de notre coutume, le crédi-rentier jouit donc d'une situation privilégiée. Le seigneur ne peut, comme en Laonnois, lui refuser l'entrée en foi, lorsqu'il désire inféoder sa rente, et d'autre part, il n'est pas obligé, comme dans le bailliage de Vitry, de porter l'hommage au seigneur pour sa rente et de lui payer le quint, quand il préfère la tenir du vassal en pur jeu de fief ⁽²⁾.

Mais une question importante se pose : le fief peut faire retour au seigneur par « droit de fief », c'est-à-dire en vertu de quelque titre attaché à la « Seigneurie directe », qu'il a conservé « par devers luy » ⁽³⁾, le vassal s'est par exemple rendu coupable de quelque crime entraînant confiscation de ses biens ou encore, par un manquement grave au devoir de fidélité envers son seigneur, il a « commis » son fief ou plus simplement, à la suite d'une vente, le seigneur a procédé, comme le lui permet la Coutume, au retrait féodal; dans ces différentes hypothèses, quelle va être la situation du crédi-rentier, à l'égard du seigneur reprenant le fief par « droit de fief », pourra-t-il ou non opposer son droit au seigneur? Suivant l'ancien coutumier de Vermandois, il faut distinguer suivant que la rente a été inféodée ou non; en cas d'inféodation, le seigneur reprenant le fief « ne peult préjudicier au rentier »; au contraire,

à la valeur de sa rente (A. C. Reims, art. 392, N. C. Reims, art. 89 et Buridan, commentaire art. 94, p. 189). Il semble bien d'ailleurs que la constitution du premier type n'ait plus guère été pratiquée en fait, à la fin du xvi^e siècle, car Buridan dans ses commentaires n'en parle pour ainsi dire pas (Cf. Buridan, commentaire art. 94, pp. 187 et s.).

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 382 et 392; N. C. Reims, art. 89 et 94.

⁽²⁾ Cependant, lorsque le crédi-rentier a le droit, de par le contrat de constitution de rente, de « se payer par ses mains de et sur les revenus du fief », le seigneur peut exiger le quint ou les quint et requint, comme en matière de vente, mais il semble bien que l'acquéreur de la rente ne doive pas l'hommage, tout au moins dans l'Ancienne Coutume (A. C. Reims, art. 382 et 410; N. C. Reims, art. 94). Sur la constitution de rente, en Vermandois et dans la région de Laon, voir *Coutumier de Vermandois*, §§ 77 à 84, pp. 48 et s.; A. C. Laon, 11^e partie, chap. 5, art. 43 à 46; N. C. Laon, art. 193 et 194 et Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 193 et 194, pp. 637 et s.; dans la région de Vitry, voir Coutume de Vitry, art. 31.

⁽³⁾ Buridan, commentaire art. 89, pp. 177 et 178.

la rente seulement constituée en jeu de fief, bien que liant le vassal et tous ses ayants cause, est inopposable au seigneur et, en ce cas, le fief « retourne » au seigneur « plainement », sans la charge de la rente ⁽¹⁾. Telle devait être également la solution adoptée par la coutume de Reims; c'était, d'ailleurs la règle suivie par celle de Laon, coutume générale du bailliage de Vermandois et, comme telle, s'appliquant à tout le ressort du bailliage, dans le silence des coutumes particulières ⁽²⁾. Aussi Buridan, commentant la N. C. de Reims, malgré tout son désir de faire reconnaître les droits du crédi-rentier, dans l'hypothèse d'une rente non inféodée, est-il obligé d'appliquer au droit coutumier rémois la distinction traditionnelle et de décider que seule l'inféodation rend la rente opposable au seigneur, en cas de reprise du fief grevé ⁽³⁾.

Par contre, la situation du possesseur de rente paraît avoir été mieux assurée dans l'hypothèse d'une saisie seigneuriale consécutive à une ouverture de fief. Une disposition de la N. C. de Reims, qu'on ne retrouve dans aucune des coutumes contemporaines des pays voisins, oblige en effet le seigneur exploitant en « purperd » le fief à en payer les « charges anciennes », sans distinguer, semble-t-il, entre les rentes inféodées ou non ⁽⁴⁾. Malheureusement, notre Coutume ne nous donne pas le critérium de l'ancienneté ou de la non-ancienneté d'une rente. Peut-être, comme dans les articles 303 et 304, désigne-t-elle ici par « charges anciennes » les rentes constituées par les propriétaires antérieurs du fief, à l'exclusion des père et mère du vassal saisi ⁽⁵⁾? Mais on doit alors supposer une mainmise consécutive au décès du père ou de la mère du vassal saisi; que décider dans les autres cas d'ouverture de fief, faudrait-il encore appliquer la même solution? Quoi qu'il en soit, il semble bien que cette obligation, imposée par la Coutume de 1556 au seigneur exploitant en « purperd » le fief saisi, soit tombée rapidement en désuétude; peut-être même, cette disposition de la N. C. de Reims ne fut-elle jamais appliquée? Buridan, en effet, déclare formellement que seules les rentes inféodées ou autorisées par le seigneur lui sont opposables ⁽⁶⁾. Si, de son temps, ce texte avait été en vigueur, il n'aurait pas osé, lui qui avait un respect scrupu-

⁽¹⁾ *Coutumier de Vermandois*, §§ 78, 79, pp. 50 et 51; §§ 81 et 82, pp. 52 et 53.

⁽²⁾ N. C. Laon, art. 194.

⁽³⁾ Buridan, commentaire art. 89, pp. 177 et 178.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 100 et 103.

⁽⁵⁾ *Infra*, p. 202.

⁽⁶⁾ Buridan, commentaire art. 89, pp. 177 et 178. Voir également *Infra*, p. 188, note 1.

leux de la lettre de la coutume, le transgresser aussi ouvertement ⁽¹⁾.

Enfin, un dernier groupe d'opérations juridiques est généralement considéré en droit coutumier comme causant un démembrement de fief : c'est, d'une part, la concession en censive de tout ou partie du fief et, d'autre part, le bail à rente de la totalité ou d'une portion du fief. L'A. C. de Reims laissait de côté l'hypothèse de la concession en censive; par contre, pour le bail à rente, elle paraît bien admettre la même distinction qu'en matière de vente. Le vassal ne peut, sans le consentement exprès du seigneur, bailler à rente partie de son fief; mais il a le droit de faire librement la même opération sur la totalité du fief, à charge de payer au seigneur féodal le quint denier de la valeur capitalisée de la rente ⁽²⁾. D'autre part, le bail à rente en jeu de fief ne paraît pas avoir été autorisé dans la première rédaction de notre coutume, le droit de percevoir le quint en cas de bail à rente devait sans doute y faire obstacle ⁽³⁾.

Tout en maintenant la prohibition sans autorisation seigneuriale du démembrement, la N. C. de Reims permet au vassal de se « jouer » de son fief « jusques à démission de foy », c'est-à-dire, selon ses propres termes, de le « bailler à cens et à rente, en portant la foy dudit fief à son seigneur feudal » ⁽⁴⁾. Le jeu de fief apparaît ainsi dans la Coutume de Reims à la fois comme une réaction

(1) Le commentaire de Buridan sur la matière est d'ailleurs peu clair. Je le cite *in extenso* : « ...La coustume ajoute icy sur la fin, que le Seigneur exploitant en pure perte, ou faisant siens les fruits du fief par luy saisi, il est tenu de payer les charges anciennes dudit fief : parce que telles charges sont réelles, deües à raison du fonds, et par conséquent se doivent acquitter *a quovis possessore, ratione fructuum, quorum sunt onera, juxta l. Quaero, ff. de Usufructu legatos, l. tres transit cum onere, l. Hactenus et l. Si pendentes, si quod, cum seq. ff. De Usufructu*. Autre chose est des autres charges nouvellement imposées par le vassal, comme rentes et hypothèques, et outre desquelles le Seigneur féodal n'est pas tenu durant sa main mise, *ut tenet Molineus ad d. consuetudinem Paris... et in principio, et nu. seqq. propter rationes ab eodem relatas*; ny mesme quand bien elles auraient été imposées dès un si long temps, duquel il n'y eust de memoire au contraire; de sorte que pour raison d'icelles l'on peut alléguer la prescription contre le vassal, laquelle ne peut nuire au Seigneur féodal, duquel le fief saisi est mouvant : *nihil enim propterea contra patronum factum, possessumque ut fuit. Quae unica ratio sufficit, inquit d. Molineus ibidem, nu. 1. cui et haec adjici potest, quod resolutio jure datoris, resolvatur jus accipientis qua de re etiam tractai in § 1, gloss. 4, nu. 23...* et suffit que lesdites charges ayent été imposées sans le consentement dudit Seigneur depuis la première investiture et concession qui a esté faite dudit fief. Mais s'il avait apporté son consentement, il en demeurerait chargé, comme si la rente avait esté deüement et vallablement par luy inféodée, ou par son predecesseur... » (Buridan, commentaire art. 100, p. 201).

(2) A. C. Reims, art. 386 et 418.

(3) Cf. *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims* (Varin, *Coutumes*, p. 950, note 1).

(4) N. C. Reims, art. 117.

contre la fiscalité des seigneurs et comme un moyen de tourner la règle interdisant l'abrégement des fiefs ⁽¹⁾.

La Coutume de Reims, comme l'ancienne de Paris, était très libérale et n'admettait aucune restriction à la pratique du jeu de fief; en retenant la foi, le vassal pouvait, sans autorisation et sans payer aucun droit féodal, concéder en censive ou bailler à rente non seulement une partie mais encore l'intégralité de son fief ⁽²⁾. Cependant, au xvii^e siècle, et vraisemblablement sous l'influence de la nouvelle coutume parisienne, qui limitait aux deux tiers la portion du fief dont le vassal pouvait disposer en jeu de fief, Buridan s'insurge contre le système extensif suivi par la Coutume de Reims, qui aboutit, dit-il, à créer des fiefs « en l'air et en idée seulement, comme ceux que l'on appelait anciennement *de camera*, et aujourd'hui fiefs volants », et notre commentateur cite la parole d'un praticien disant que « permettre ainsi au vassal de se jouer entièrement de son fief, c'est s'en jouer, comme le chat de la souris, qui la mange par après ». Aussi, le jeu de fief, conclut-il malgré le texte de la coutume, doit se faire « civilement » et le vassal doit retenir, avec l'hommage, « une partie du fief ⁽³⁾ ».

Quoi qu'il en soit, coutume et commentateur s'accordent pour décider que les baux à rente ou à cens en jeu de fief ne peuvent préjudicier au seigneur; ce sont pour lui *res inter alios acta* ⁽⁴⁾. Si donc, par suite de quelque félonie du vassal, le seigneur confisque le fief, ou bien, si, « advenant la mutation ou ouverture dudit fief » il le saisit « à faute de devoirs », il le confisquera, dit Buridan, et exploitera « pour le tout, tant ce qu'il (*le vassal*) aura aliéné que ce qu'il se sera réservé » ⁽⁵⁾. De même, si après avoir baillé à cens en jeu de fief sa tenure, le vassal vient à la vendre « à plus vil prix qu'il n'eust fait, à raison dudit bail à cens », le seigneur pourra prendre le quint denier, non seulement du prix porté au contrat, mais encore « eu égard à l'estimation : y comprenant aussi ledit bail à cens et toutes les dépendances dudit fief » ⁽⁶⁾. Au cas

⁽¹⁾ Selon M. Olivier-Martin, la pratique du jeu de fief aurait eu primitivement pour but en droit parisien, de restreindre les droits des seigneurs féodaux en cas de vente du fief (Olivier-Martin, I, pp. 281 à 283).

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 117. La Coutume de Vitry (art. 23) n'autorise le vassal à bailler à cens qu'une partie de son fief, sans en préciser la quotité, et à condition que le bail ne soit pas fait en fraude du seigneur.

⁽³⁾ Buridan, commentaire art. 117, pp. 239 et 240.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 117; Buridan, commentaire art. 117, p. 240.

⁽⁵⁾ Buridan, *ibid.*, p. 240.

⁽⁶⁾ Buridan, *ibid.*, p. 240.

où le seigneur préférerait « user de la retenue féodale », il aurait également le droit, selon Buridan, de « retraire... la totalité dudit fief..., tant ce qui serait contenu au dernier contract de vente portant démission de soy, que ce qui aurait esté baillé à cens ou à rente auparavant, sans son consentement »; mais alors, le seigneur devrait rembourser, avec le prix de vente, « ce qui aurait esté donné au vassal lors du bail à cens ou à rente » ⁽¹⁾.

Cependant, comme pour les rentes, les baux à cens et à rente ayant fait l'objet d'une inféodation sont opposables au seigneur ⁽²⁾. D'après Buridan, il n'est pas nécessaire que cette inféodation résulte de la formalité traditionnelle de l'hommage, il suffit que le seigneur ait donné son consentement, même d'une manière tacite, par exemple, si, le vassal ayant « exprimé » dans son dénombrement les baux dont son fief est chargé, le seigneur reçoit le dénombrement ainsi fait « sans aucune contradiction ou blâme » ⁽³⁾.

2. — L'amortissement des fiefs

Les textes publiés traitant de l'amortissement, relatifs à la région rémoise, sont très peu nombreux, et il est difficile de se faire une idée exacte et précise du fonctionnement de cette institution dans le droit rémois. Cependant, dans notre région, l'aliénation d'un fief à une personne de mainmorte nécessite sans conteste l'approbation du seigneur féodal ⁽⁴⁾; le vassal ne peut même faire un

⁽¹⁾ Buridan, *Ibir.*, p. 241.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 117. Buridan, *ibid.*, p. 240.

⁽³⁾ Buridan, *Ibid.*, p. 240.

⁽⁴⁾ Cf. *Vente de la vicomté de Trigny à l'abbaye de Saint-Thierry*, entre avril et août 1147 d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 318 et 319); *Vente par Barthélémy de Bourcq à l'abbaye de Saint-Remi de Reims, d'un fief qu'il possédait à Beine*, 26 février 1174 (Robert, *Beine*, pièce justificative II, pp. 15 et 16); *Vente par Baudoin de Mailly à l'Hotel-Dieu de Reims de ses droits sur les grosses et menues dîmes de Prosnes*, juin 1205 (Robert, *Prosnes*, pièce justificative, II, pp. 223 et 224); *Vente par Raoul de Bétheniville à l'Hotel-Dieu de Reims du huitième des dîmes de Prosnes, de dix sous parisis de cens et de tous ses droits sur les terrages*, mai 1239 (Robert, *Prosnes*, pièce justificative III, p. 225); *Confirmation par Roger, seigneur de Rozoy, de l'achat par le chapitre de Reims de différents biens mouvants de lui, sis dans la terre des Potées*, octobre 1217 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 504); *Vente par Erard de Valeterre à l'abbaye de Saint-Denis de Reims d'un fief lui appartenant à Champigny*, mars 1245 (Varin, *Ibid.*, II, p. 99, note); *Confirmation par Gérard, seigneur d'Ecry, de la vente à l'Hotel-Dieu de Reims par Fournier de Blanzly d'un pré sis à Gomont*, mars 1263 (Robert, *Gomont*, p. 63); *Charte du comte de Champagne du 15 avril 1280 autorisant l'abbaye de Saint-Thierry à posséder perpétuellement en mainmorte tout ce qu'elle a acheté, à Châlons-sur-Vesle, au comte de Roucy, son*

échange de fiefs avec un établissement ecclésiastique ou avec quelque autre personne morale sans le consentement du seigneur qui a la « directe » sur son fief ⁽¹⁾.

Ce consentement s'est d'ailleurs exprimé de différentes façons suivant les époques. Au XII^e siècle, le seigneur est lui-même partie au contrat, c'est lui-même autant que son vassal qui vend ou donne le fief à l'être moral, le plus souvent abbaye ou autre établissement ecclésiastique ⁽²⁾. Plus tard, quand la patrimonialité des fiefs fut plus assurée, aux XIII^e et XIV^e siècles, le consentement du seigneur intervient, dans la plupart des cas, après coup : à la prière de son vassal ou de l'acquéreur de mainmorte, le seigneur confirme et ratifie la vente, l'échange ou la donation, passés précédemment entre le possesseur du fief et l'établissement ecclésiastique. Seule, cette confirmation rend l'acquisition opposable au seigneur de fief ⁽³⁾. Parfois, le seigneur ratifie en bloc une série d'acquisitions

vassal, ainsi qu'aux vassaux du comte de Roncey (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 971); Confirmation par l'archevêque de Reims, Jean de Vienne, des ventes faites par Renaud de Eudes, et Guiard de Champigny à l'abbaye de Saint-Denis de leurs fiefs sis à Champigny, juillet 1340 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 108, en note); Donation par Clarembaud de Bussy à l'Hotel-Dieu de Reims de ses droits et terres à Prosnes, 1189-1190 (Robert, *Prosnes*, pièce justificative I, p. 222).

⁽¹⁾ *Lettres de Gaucher, comte de Rethel* (qui ratifie?) l'échange que le chastelain de Belestre et Aelis sa femme, ont fait avec l'abbé et le couvent de Saint-Denis de Reims, de ce qu'ils avaient au territoire de Champigny mouvant de son fief, pour ce que lesdits abbé et couvent avaient à Chesnoy... août 1258 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 100, en note); *Lettres de Manisiers, cuens de Retest*, par lesquelles (il) approuve la vente (non, il s'agit d'un échange avec soulte, voir Varin, *Ibid.*, II, p. 101, en note) que Henrions d'Ambly, escuiers, avoit fait à l'abbé et au couvent de Saint-Denis, de Reims, de cinq muids et de vingt-cinq sols parisis, qu'il avoit au vinage et au cens de Champigny et qu'il tenoit en fief dudit comte..., mars 1263, v. s. (Varin, *Ibid.*, II, p. 101). Ces deux échanges d'ailleurs avaient donné lieu au paiement d'une soulte par l'abbaye de Saint-Denis (Varin, *Ibid.*, II, p. 100, en note et p. 101, en note).

⁽²⁾ Ego autem (le comte de Roncey, seigneur féodal) pro amore dei, et beati Theoderici, et predicti abbatis et monachorum et pro amore prenominati Eballi et amicorum suorum, petitionem ipsius benigne exaudivi; et ego, et idem Ebalus, donum illius vicecomitis super altare beati Theoderici obtulimus bona fide, concedentes ut donum illud futuris temporibus juri ac potestati abbatis et monachorum beati Theoderici eorumque successorum conservetur, et ab eis impace et quiete teneatur. » [Vente de la Vicomté de Trigny à l'abbaye de Saint-Thierry (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 318 et 319)]; « ...venditioni ejus consensi (le comte de Roucy, suzerain de Barthélemy de Bourcq), ecclésiastique (Saint-Remi) totum feodum... concessi... et super altare sancti Remigii illum ponendo per librum me devestivi et ecclesiam investivi... » [Vente par Barthélemy de Bourcq à l'abbaye de Saint-Remi d'un fief qu'il possédait à Beine, 26 février 1174 (Robert, *Beine*, pièce justificative, II, p. 16)].

⁽³⁾ Cf. Vente de la Vicomté de Trigny...; Confirmation par Roger, seigneur de Rozoy...; Confirmation par Gérard, seigneur d'Ercy...; Charle du Comte de Champagne du 15 avril 1280 à l'abbaye de Saint-Thierry...; Confirmation par l'archevêque de Reims, Jean de Vienne..., citées *Supra*, p. 190, note 4 et *Lettres de Gaucher, comte de Rethel...*; *Lettres de Manisiers, cuens de Retest...*, citées *Supra*, note 1.

faites dans ses fiefs par une même personne morale, parfois aussi, il ne donne son autorisation que longtemps après l'aliénation ⁽¹⁾. C'est, d'ailleurs, pour le seigneur un acte grave d'amortir un de ses fiefs et, dans certains cas, il est obligé pour le faire d'être lui-même autorisé de certaines personnes de son entourage : ainsi, l'archevêque de Reims, avant de donner son consentement à l'aliénation faite par un de ses vassaux en faveur d'une personne de mainmorte, doit lui-même obtenir l'approbation de son chapitre, et celui-ci ne transige pas quand cette obligation a été violée ⁽²⁾.

Jusqu'au xvi^e siècle, le seigneur sollicité d'autoriser une aliénation en mainmorte était souverainement libre de l'accorder ou de la refuser. Le seigneur féodal selon l'A. C. de Laon, n'était jamais « tenu » de recevoir en foi et hommage « gens d'église, marguilliers ni administrateurs d'église », et il pouvait toujours les obliger à « mettre hors de leurs mains » les fiefs qu'ils avaient acquis sans son consentement ⁽³⁾. Mais au milieu du xvi^e siècle et sans doute sous l'influence du célèbre arrêt du Parlement de Paris du 23 mai 1539 ⁽⁴⁾, une nouvelle théorie adoptée par les rédacteurs de la N. C. de Vermandois se fit jour ⁽⁵⁾. Si la personne de mainmorte a obtenu l'amortissement du roi, le seigneur ne peut la contraindre « à vider ses mains », il a seulement le droit d'exiger d'elle les compensations prévues par la coutume en cas d'amortis-

(1) Cf. *Lettres d'amortissement, données par les officiaux de Reims, par lesquelles Guiot de Champigny amortit toutes les acquisitions faites par l'abbaye de Saint-Denis jusqu'à ce jour, en immeubles situés au ban et en la justice des seigneurs de Champigny, dont Guiot est seigneur par indivis*, 13 mai 1291 (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 103, en note). Exemple de ratification tardive : vente de Renaud de Ludes à l'abbaye de Saint-Denis du 27 octobre 1332, vente de Guiard de Champigny, du 8 mars 1302, à la même abbaye, approuvées toutes deux par l'archevêque de Reims, seigneur des fiefs, en juillet 1340 (Varin, *Ibid.*, II, pp. 104, 107 et 108, en note). D'ailleurs, la vente de Guiard de Champigny avait été déjà autorisée une première fois par l'archevêque, antérieurement à 1310, si, comme il est vraisemblable, le « Guiot de Champigny » mentionné dans l'acte du 23 juillet 1310 (Varin, *Ibid.*, II, pp. 98 à 106) et notre Guiard de Champigny ne sont qu'un seul et même individu (voir *Infra*, note 2, même page).

(2) *Acte du 23 juillet 1310 par lequel Robert archevêque de Reims fait savoir au chapitre de Reims qu'il ramène à son premier état le fief que les religieux de Saint-Denis avaient acquis à Champigny de Guiot de Champigny et que l'archevêque avait précédemment amorti* (Varin, *Arch. adm.*, II, pp. 98 à 106). Les religieux de Saint-Denis ayant « vidé leurs mains » de ce fief, l'archevêque le donne en foi et hommage à l'un de ses vassaux, Jean de Thuisy ou de Thugny (*Ibid.*, pp. 103 à 105). En octobre 1317, le chapitre se plaignait encore que l'abbaye de Saint-Denis avait toujours le fief de Champigny et que la donation à Jean de Thuisy était simulée (Varin, *Ibid.*, II, p. 216, note).

(3) A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 61. Cf. *Coutumier de Vermandois*, § 108, p. 65.

(4) Olivier-Martin, I, p. 438.

(5) N. C. Laon, art. 209.

sement (1). Par contre l'ancienne règle subsiste quand l'établissement ecclésiastique ayant acquis un fief n'a pas pris soin de le faire amortir par l'autorité royale; alors à supposer que le seigneur ait autorisé l'établissement à posséder son fief en mainmorte, les officiers royaux pourraient nonobstant forcer la personne de mainmorte à vider ses mains car, dit Buridan, « le Roy est tousjours seigneur direct de tous héritages de son Royaume, et l'indemnité du seigneur, et l'amortissement du Roy sont concurrens ensemble, sans que l'un puisse préjudicier à l'autre » (2). Pratiquement d'ailleurs, les personnes morales ne devaient guère acquérir de biens sans les avoir au préalable fait amortir par l'autorité royale, et par contre-coup les seigneurs féodaux ne pouvaient plus en fait s'opposer aux acquisitions faites dans leurs fiefs par les « Églises », communautés ou autres personnes de mainmorte.

De même que le seigneur est libre, tout au moins anciennement, de consentir ou non à une aliénation en mainmorte, de même il est encore libre de fixer à son gré les conditions auxquelles il subordonne son autorisation. Aux XII^e et XIII^e siècles, dans la région rémoise comme dans la région parisienne, il semble que les seigneurs, mus par de pieuses intentions, aient souvent amorti leurs fiefs, acquis le plus souvent par des établissements ecclésiastiques ou charitables, sans exiger aucune compensation pécuniaire; ils faisaient, en bref, une libéralité à la personne de mainmorte qu'ils désiraient gratifier (3). Parfois cependant, tout en n'exigeant pas de somme d'argent, ils n'approuvaient pas sans réserves l'acquisition faite par l'établissement ecclésiastique : tantôt, comme le seigneur de Rozoy en 1217, ils refusent d'amortir certains biens compris dans l'acquisition (4); tantôt, ils subordonnent leur consentement à la reprise en foi et hommage d'un autre bien par leur vassal (5); dans d'autres cas enfin ils se réservent un droit « de garde » sur les fiefs amortis, tels le comte Thibaud de Cham-

(1) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 209, p. 695.

(2) Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 209, p. 695.

(3) Les amortissements cités *Supra*, p. 190, note 4 et p. 191, note 1, paraissent bien avoir été accordés gratuitement; ils ne mentionnent du moins le paiement d'aucune somme d'argent par l'acquéreur de mainmorte. Pour la région parisienne, voir Olivier-Martin, I, p. 427.

(4) Varin, *Arch. adm.*, I, p. 504 (acte d'octobre 1217).

(5) Cf. *Lettres de Gaucher, comte de Rethel* (qui ratifie?) *l'eschange que le chasteelain de Belestre et Aelis sa femme, ont fait avec l'abbé et le couvent de Saint-Denis de Reims, de ce qu'ils avoient au territoire de Champigny, mouvant de son fief, pour ce que lesdits Chasteleins ont repris en fief et homage lige dudit comte de Rethel, moyennant quoy, il a quitté et cédé l'hommage de Champigny. Fait en l'an MCCLVIII, au mois de juin (six août?)* (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 100, en note).

pagne, sur les fiefs et arrière-fiefs du comte de Roucy achetés par l'abbaye de Saint-Thierry à Châlons-sur-Vesle, à la fin du ^{xiii}^e siècle ⁽¹⁾.

Si le seigneur ne désire pas avantager la personne de mainmorte, il peut très bien exiger, en échange de son autorisation, une somme d'argent une fois payée, compensant dans son patrimoine la perte des droits seigneuriaux qu'il prenait auparavant en cas de mutation dans son fief ⁽²⁾. Mais, le plus souvent, le seigneur réclamait à la personne de mainmorte, en échange de son consentement, la prestation d'un « homme vivant et mourant », personne physique chargée de remplir, à la place de l'établissement ecclésiastique, les services du fief et au décès de laquelle le seigneur percevait le relief; parfois aussi il était stipulé qu'en cas de forfaiture de l'homme vivant et mourant, le seigneur confisquerait le fief ⁽³⁾. Au décès de l'homme, la personne de mainmorte était tenue de « bailler » un nouvel homme que le seigneur devait accepter sans pouvoir contraindre l'établissement ecclésiastique « à vider ses mains » ⁽⁴⁾.

Selon Buridan, l'homme vivant et mourant pouvait être « baillé » seulement pour porter l'hommage. En ce cas, les gens de mainmorte devaient en plus au seigneur de fief une indemnité correspondant à la perte des droits de relief et de quint. Variable selon les conventions, cette indemnité était cependant le plus souvent fixée en Vermandois, au « quint denier » de la valeur du fief ⁽⁵⁾. L'homme vivant et mourant pouvait également être donné au seigneur, et selon la coutume de Reims c'était là la règle à défaut de stipulation contraire ⁽⁶⁾, non seulement en vue de la prestation de foi mais encore pour « conserver ses droits »; le seigneur avait alors le droit de prendre le rachat au décès de l'homme, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ⁽⁷⁾. Mais Buridan, fort de l'avis de Du Moulin et d'autres commentateurs, n'admet pas « l'homme confisquant »; il est injuste, dit-il, de priver les gens de mainmorte d'un bien pour une faute qu'ils n'ont pas commise ⁽⁸⁾.

⁽¹⁾ *Charte de Thibault, comte de Champagne, du 15 avril 1280* (Varin, *Ibid.*, I, p. 971).

⁽²⁾ En juillet 1340, l'archevêque de Reims amortit les fiefs acquis à Champigny de Renaud de Ludes, par l'abbaye de Saint-Denis de Reims, pour la somme de soixante livres parisis (Varin, *Arch. adm.*, II, p. 108, en note).

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 404; N. C. Reims, art. 83; N. C. Laon, art. 209.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 404.

⁽⁵⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 209, pp. 696 et 697.

⁽⁶⁾ N. C. Reims, art. 83.

⁽⁷⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire, art. 209, p. 697.

⁽⁸⁾ Buridan, *Ibid.*, commentaire art. 210, p. 701. Toutefois, en cas de félonie des gens

Cependant dans la pratique les seigneurs exigeaient parfois, semblait-il, la prestation d'un homme vivant, mourant et confisquant ⁽¹⁾.

Contrairement à la règle coutumière, la personne de mainmorte a pu acquérir un fief et négliger de solliciter l'autorisation de le tenir en mainmorte; le seigneur a alors le droit de sommer l'acquéreur d'avoir à « vider ses mains » dans l'an et jour, c'est-à-dire de transférer le fief à un individu capable d'en payer les droits ⁽²⁾. Si l'établissement ecclésiastique ne pouvait ou ne voulait mettre le fief hors de ses mains dans ce délai, le fief faisait anciennement et tout au moins jusqu'au xiv^e siècle retour au seigneur, par voie de commise ⁽³⁾; plus tard, à partir du xv^e siècle, le seigneur eut seulement, en ce cas comme dans beaucoup d'autres, le droit de saisir le fief et d'en faire les fruits siens, jusqu'à ce que la personne de mainmorte « ait vidé ses mains » ⁽⁴⁾. Il est d'ailleurs probable qu'on en venait rarement à ces extrémités; menacées de céder leurs acquisitions à vil prix, les personnes de mainmorte avaient tout intérêt à s'entendre avec les seigneurs de fief, plutôt que de passer outre à leur autorisation et s'exposer ainsi à l'obligation

de mainmorte ou plutôt de la personne physique les représentant, Buridan autorise, avec Du Moulin, la commise du fief, mais seulement pour la vie de la personne physique coupable de félonie.

⁽¹⁾ Cf. *Transaction avec M. l'archevêque portant abandon de plusieurs beaux droits de de l'échevinage*, 25 juin 1639 (Varin, *Statuts*, II, p. 557, en note).

⁽²⁾ A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 61; N. C. Laon, art. 208. Cf. *Coutumier de Vermandois*, § 108, p. 65.

⁽³⁾ Cf. *Charte par laquelle l'abbaye de Saint-Thierry, celle de Saint-Pierre-les-Dames de Reims, le trésorier du chapitre de Reims, Raoul de Vandières, chevalier, le prieur de Corbeny et l'aumonier de Saint-Remi, tous deux au nom de l'abbaye de Saint-Remi de Reims, et le chapitre de Reims défendent à leurs manants d'Hermonville, Toussicourt et Marzilly, d'aliéner au profit d'une personne de mainmorte les immeubles situés dans leurs censives, sans le consentement unanime des seigneurs sus-nommés, sous peine de confiscation de l'immeuble aliéné au profit de celui qui en sera seigneur seulement, sans préjudice de l'amende*, décembre 1272 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 924 et 925); et *Amortissement par l'Hotel-Dieu de Reims des biens acquis à Gomont par le prieur du Val des Ecoliers de Reims*, août 1294 (Robert, *Gomont*, pièce justificative, XI, p. 68 : « ...Noveritis quod cum discordia verteretur inter religiosos viros priorem et fratres Vallis Scolarium Remensis ex parte una et magistros et fratres hospitalis beate Marie Remensis ex altera, super eo quod dicti magistri et fratres competenter monuerant et dicebant predictos priorem et fratres Vallis Scolarium, ut ipsi infra annum et diem extra manum suam ponerent, omnia bona immobilia, que habebant et possidebant in territorio de Gomonte, cujus dominium et juridictio omnimodo temporalis ad dictum hospitale dinoscitur pertinere. Et quia dicti prior et fratres hospitalis predicta bona ad eos pertinere, et se posse de ipsis bonis facere suam omnimodam voluntatem tam de usu quam de usu et consuetudine notoriis et antiquis... ». Ces deux textes concernent, à la vérité, des acquisitions en mainmorte de biens tenus en censive, mais il n'est pas douteux que la même sanction s'appliquait aussi en cas d'aliénation de fiefs à des gens de mainmorte.

⁽⁴⁾ A. C. Laon, III^e partie, chap. 5, art. 61; N. C. Laon, art. 208; *Coutumier de Vermandois*, § 108, p. 65.

de « vider leurs mains » ⁽¹⁾. La mainmise seigneuriale sur le fief en cas d'aliénation non autorisée à une personne de mainmorte subsistait encore au milieu du xvi^e siècle ⁽²⁾; mais pratiquement elle devait être d'une très rare application, puisqu'à cette époque le seigneur féodal ne pouvait plus s'opposer à une acquisition en mainmorte, quand les officiers royaux l'avaient autorisée au nom du roi ⁽³⁾. Peut-être la saisie seigneuriale fonctionnait-elle encore au cas où la personne de mainmorte aurait refusé au seigneur les compensations prévues par la coutume dans l'hypothèse d'une acquisition en mainmorte?

§ 5. — La succession aux fiefs.

Le fief, en tant que tenure particulière, est soumis à des règles spéciales de dévolution; aussi convient-il d'en donner un aperçu dans une étude sur la structure juridique de la tenure féodale. Les textes publiés font malheureusement défaut pour l'époque du moyen âge et l'on ne peut préciser les règles successorales applicables aux fiefs, en usage à cette date dans le droit rémois ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, p. 429.

⁽²⁾ Cf. N. C. Laon, art. 208.

⁽³⁾ Voir *Supra*, p. 192.

⁽⁴⁾ M. Gaston Robert, en rapprochant différents textes, a cependant reconstitué un partage successoral de la fin du xiii^e siècle intéressant le fief de sauvement de Prosnes. (Robert, *Prosnes*, p. 214). Mais, à mon avis, ce partage se réfère aux règles successorales du droit champenois et non à celles de la coutume de Reims. Selon M. Robert, la partie du sauvement appartenant à Marguerite de Prosnes aurait été répartie, à sa mort, entre ses quatre enfants, Guyot, Gérard, Héloïse et Béatrice, de la manière suivante : une part à chacune des filles, deux à Gérard et trois à Guyot le fils aîné (*Ibid.*, p. 214). Or la Coutume de Reims de 1481 réglemeute d'une tout autre façon la succession aux fiefs (*Infra*, pp. 198 et s.) et il me paraît difficile d'admettre que le droit rémois ait été ainsi modifié durant cet intervalle de deux siècles. On ne peut en outre rattacher ce partage à aucune des coutumes voisines de Vermandois et de Champagne, qui suivent en cette matière des règles totalement différentes. Aussi y a-t-il lieu, à mon point de vue, de partager autrement le fief de Marguerite de Prosnes. D'abord, deux faits incontestables : le fief de la dame de Prosnes fut divisé en sept parts (*Ibid.*, pièce justificative XI, p. 241); d'autre part, les mâles eurent dans le partage du sauvement une part double de celle des filles (*Ibid.*, p. 215). Mais le fils aîné n'eut, à mon avis, que deux parts, comme son frère puîné; en effet, chacune des parts du sauvement était estimée valoir 25 sous (*Ibid.*, pièce justificative XI, p. 241; pièce citée p. 215, note 2); si, comme le croit M. Robert, Guyot avait eu trois parts, il aurait dû les vendre 75 sous, or il ne les vend que 60 sous (*Ibid.*, pièce justificative X, p. 240), il n'en a donc que deux, soit 50 sous, les 10 sous supplémentaires représentant sans doute les avantages d'aîné. D'un autre côté, il semble bien que Marguerite de Prosnes avait une troisième fille, Emmeline (*Ibid.*, pièce justificative XII, p. 242 : « ...Nec est pretermittendum quod Girardus, Heluidis et Emmelina, fratres dictæ Beatridis... premissa laudaverunt... »). Dès lors,

Il faut attendre la fin du ^{xv}^e siècle pour trouver, dans la première rédaction officielle des Coutumes de Reims, une réglementation de la succession féodale. A cette époque, il n'y a plus aucun lien entre la condition du possesseur et la qualité de la tenure. Les deux Coutumes de Reims fixent les règles de dévolution des biens indépendamment de la personne du tenancier; seule la nature de « l'héritage » entre en ligne de compte pour régler l'attribution du fief ⁽¹⁾.

La succession aux fiefs est d'ailleurs l'une des parties les moins originales du droit coutumier rémois, nos coutumes reproduisant ici presque *ne varietur* les usages du pays de Laon ⁽²⁾. D'une manière générale et si l'on excepte les fiefs de dignité, indivisibles à Reims comme ailleurs ⁽³⁾ on peut dire que la féodalité rémoise n'a pas su ou pu empêcher le partage indéfini des fiefs ⁽⁴⁾ et nos coutumes ne font que sanctionner cette situation en reconnaissant à tous les successibles, au moins en ligne directe, une part, inégale il est vrai, mais une part tout de même, dans chacun des fiefs de la succession ⁽⁵⁾.

Le sauvement de Prosnes aurait été ainsi partagé : une part à chacune des trois filles, Héloïse, Béatrice et Emmeline et deux parts à chacun des deux fils; de plus Guyot, en qualité d'aîné, avait la suzeraineté sur les parts de ses frères et sœurs (*Ibid.*, pièce justificative X, p. 240). On reconnaît là les règles successorales adoptées en Champagne pour les vavassories (*Anc. Cout. de Champagne*, art. II). Si l'on remarque qu'au début du ^{xiii}^e siècle, figure, parmi les vassaux du Comte de Champagne, un certain Nicolas de Saint-Pierre, pour un fief à Prosnes (Longnon, *Comté de Champagne*, I, les fiefs, *Feoda Campanie*, 6^e partie, 1222-1243, n^o 4097, p. 163) et qu'encore au ^{xvi}^e siècle, le village de Prosnes suivait pour une partie la coutume de Vitry (d'après une liste des « villes, villages et hameaux situés au diocèse de Reims, régis par la coutume de Vitry », publiée par Charles de Saligny, à la suite de ses *Commentaires sur les coutumes de Vitry-le-François*, 4^e édition, Châlons, 1676), il est très vraisemblable que le sauvement de Prosnes fut ainsi partagé conformément aux règles de la Coutume de Champagne, et par suite, nous ne pouvons faire état de ce règlement dans une étude de la succession aux fiefs en droit rémois.

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 325 et 326, 332, 334 et 336; N. C. Reims, art. 41 et 42. Toutefois, la Coutume de Saint-Quentin distingue encore pour la dévolution des fiefs les nobles des roturiers (voir *Supra*, p. 39, note 6).

⁽²⁾ Parlant des successions féodales, en ligne directe, l'A. C. de Laon (art. 7, chap. 2, III^e partie) s'exprime en ces termes : « La coutume générale de la prévôté de Laon sous laquelle sont les villes et cités qui s'ensuivent, Reims, Chalons et Soissons est telle que... »

⁽³⁾ Buridan, commentaire art. 45, p. 105. Mais l'aîné, ajoute Buridan, doit récompenser en argent ses frères et sœurs.

⁽⁴⁾ Le morcellement féodal était déjà très accentué au début du ^{xiv}^e siècle (Cf. *Supra*, p. 19).

⁽⁵⁾ En Vermandois, le principe de l'indivisibilité des fiefs s'est mieux maintenu et au ^{xvi}^e siècle, la Coutume de Saint-Quentin attribue encore, en ligne directe, mais entre nobles seulement, tous les fiefs de la succession au fils aîné, les puînés et les filles n'ayant tous ensemble que l'usufruit du cinquième des fiefs. C'est, à peu de chose près, la reproduction exacte des vieilles règles féodales, déjà en usage en Vermandois, c'est-à-dire

Toutefois, des résistances se firent sans doute sentir, car les coutumes de Reims conservent encore quelques dispositions ayant pour but, sinon d'arrêter, du moins de retarder dans une certaine mesure le morcellement exagéré des fiefs. C'est ainsi que l'A. C. excluait la représentation dans la succession aux fiefs alors qu'elle l'admettait dans les autres successions ⁽¹⁾. Au milieu du xvi^e siècle, la N. C. limite encore la représentation en ligne collatérale aux enfants des frères et sœurs, en matière de fiefs, cette institution s'appliquant, au contraire, *in infinitum*, dans la succession aux rotures ⁽²⁾. De même, l'avantage accordé aux mâles sur les filles en succession directe et l'exclusion des femmes en ligne collatérale peuvent également être considérés comme autant d'obstacles mis par nos coutumes à l'émiettement exagéré des biens féodaux ⁽³⁾. Enfin la même raison explique sans doute le maintien dans la région rémoise du parage, au moins à titre facultatif ⁽⁴⁾.

1. — Des successions féodales en ligne directe.

Le trait caractéristique de la succession noble en ligne directe, c'est la prérogative d'aînesse, ayant pour résultat, contrairement au droit commun, de partager inégalement les fiefs successoraux entre les héritiers du *de cujus*. Si, primitivement, le droit d'aînesse a été établi en vue de garantir aux seigneurs le service correct de leurs fiefs, service que les vassaux n'auraient pu remplir, les tenures à la suite de partages successifs devenant trop petites pour assurer l'entretien et l'équipement d'un chevalier, cette raison n'a plus aucune valeur à l'époque des coutumes rédigées, les services de fiefs et notamment le service d'ost étant alors abolis ou tombés en désuétude. Aux xv^e et xvi^e siècles, d'autres considérations viennent justifier le maintien de la prérogative d'aînesse. Dans une société à tendances aristocratiques marquées les avantages

dans le pays de Saint-Quentin, au temps de Pierre de Fontaines [*Cons. à un ami*, chap. XXXIV, § III, p. 417. Cf. *Coutumier du Vermandois*, § 145, p. 83, qui de plus, en ligne collatérale, donne à l'aîné des successibles tous les fiefs de la succession, sans aucun avantage ni récompense aux autres héritiers (*Ibid.*, §§ 130 à 134, pp. 76 à 79)].

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 329.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 50 et 53.

⁽³⁾ Voir *Infra*, pp. 203 à 205.

⁽⁴⁾ *Infra*, pp. 202 et 203.

réservés par la coutume à l'aîné sont surtout destinés à conserver la « splendeur » des familles nobles en maintenant entre les mains d'un seul héritier considéré comme le chef de la famille la majeure partie des biens féodaux ⁽¹⁾.

En principe, le droit d'aînesse appartient seulement et exclusivement au fils aîné, c'est-à-dire au plus âgé des mâles, quand bien même il serait « maisné » des filles ⁽²⁾. Pour savoir quel est celui des enfants remplissant cette condition, il faut se placer à l'époque de l'ouverture de la succession; si à ce moment le fils aîné est lui-même décédé et que pour une raison ou pour une autre ses héritiers ne puissent invoquer le secours de la représentation, l'aînesse passera au plus âgé des puînés survivants ⁽³⁾. Les Coutumes de Reims font du droit d'aînesse une prérogative des mâles; même entre filles, la fille aînée n'est pas habile à le revendiquer ⁽⁴⁾.

L'A. C. de Reims écartait la représentation dans les successions nobles, il n'y avait donc pas lieu d'appliquer cette institution en matière d'aînesse ⁽⁵⁾. Toutefois, si le fils aîné était mort après son père, mais avant d'avoir opté pour le manoir de son choix, la Coutume de 1481 donnait à ses enfants « masle ou femelle » le même droit « comme héritier de luy, à qui il est desja acquis » ⁽⁶⁾. Au contraire, la représentation au droit d'aînesse fut admise *in infinitum* par la nouvelle rédaction de notre coutume, au moins lorsqu'il y avait des héritiers mâles ⁽⁷⁾. Mais la fille du fils aîné prédécédé ne pouvait représenter son père au droit d'aînesse dans la succession de son grand-père, elle était exclue par le plus âgé de ses oncles, et, en cas de décès de celui-ci, par ses enfants mâles « représentans icelluy » ⁽⁸⁾. La prérogative d'aînesse mise à part, la fille du fils aîné représentait néanmoins son père dans la succession de son

(1) Buridan, commentaire art. 42, p. 100. Cf. Olivier-Martin, I, pp. 345 et 346.

(2) A. C. Reims, art. 326; N. C. Reims, art. 41 et 42; Buridan, commentaire, art. 42, p. 97.

(3) Buridan, commentaire art. 42, p. 97.

(4) A. C. Reims, art. 327; N. C. Reims, art. 41. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. II, art. 12; N. C. Laon, art. 153; C. de Vitry, art. 58. Au contraire la Coutume de Saint-Quentin (art. 33) admet aussi l'aînesse entre filles nobles; la fille aînée recueille alors, comme le fils aîné, tous les fiefs de la succession sous réserve de l'usufruit du cinquième des fiefs accordé aux puînés.

(5) A. C. Reims, art. 329.

(6) A. C. Reims, art. 330.

(7) N. C. Reims, art. 50.

(8) N. C. Reims, art. 50.

aïeul, car elle y prenait une part égale à celle d'un fils puîné : venant de son chef, elle n'aurait eu dans ladite succession que la moitié de la part d'un puîné ⁽¹⁾. Par contre, si le fils aîné avait survécu à son père, ne fût-ce que de quelques instants, sa fille jouissait, en son lieu et place, du privilège d'aînesse dans la succession de son grand-père ⁽²⁾.

Les règles coutumières visant la prérogative d'aînesse sont des dispositions à caractère impératif et il n'est pas permis d'y déroger. Ainsi le père de famille ne peut, ni par acte en vifs, ni par testament, attribuer l'aînesse à l'un des puînés, même du consentement de l'aîné ⁽³⁾. D'autre part, si l'aîné renonce à son privilège, l'aînesse ne passe pas au puîné suivant, mais la part de l'aîné accroît à tous les héritiers sans distinction ⁽⁴⁾.

Toute succession noble en ligne directe donne ouverture au droit d'aînesse et le fils aîné exerce ce privilège à la fois dans la succession de son père et dans celle de sa mère ⁽⁵⁾. Bien mieux, si le *de cujus* laisse des fiefs « assis soubz diverses coutumes », il y a lieu de les répartir en autant de masses qu'il y a de coutumes différentes et sur chaque masse l'aîné prendra son aînesse selon les règles de la coutume dans le détroit de laquelle les fiefs sont situés ⁽⁶⁾.

Comme en droit parisien, le privilège d'aînesse se décompose, d'après nos coutumes, en deux éléments : le préciput et la part avantageuse ⁽⁷⁾. En vertu de son préciput, le fils aîné a le droit de prendre, avant tout partage, le « principal hostel, ou manoir noble », c'est-à-dire celui qui lui agréé le mieux ; même si la succession ne comprend qu'une seule maison féodale, l'aîné peut la réclamer à titre de préciput ⁽⁸⁾. L'A. C. ne visait *in terminis* que le manoir, faisait-elle également rentrer dans le préciput de l'aîné l'enclos attenante à la maison féodale ? Il semble bien que oui, car l'A. C. de Laon donne expressément à l'aîné, avec le principal manoir, « le pourpris et enclos d'iceluy, tant en édifices comme jardins,

(1) N. C. Reims, art. 50.

(2) Buridan, commentaire art. 42, p. 98.

(3) Buridan, commentaire art. 42, p. 99.

(4) Buridan, *Ibid.*, p. 98.

(5) N. C. Reims, art. 42.

(6) A. C. Reims, art. 328. N. C. Reims, art. 49. Selon la N. C., l'aîné peut prendre autant de droits d'aînesse qu'il y a de « bailliages » distincts dans lesquels les fiefs sont situés.

(7) Olivier-Martin, I, p. 348.

(8) A. C. Reims, art. 326 ; N. C. Reims, art. 42.

que cours et fossés » ⁽¹⁾ et nous savons qu'en cette matière la coutume de Reims n'est autre que celle de Laon ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit, la N. C. de Reims accorde en termes exprès au fils aîné la « basse-court destinée audict manoir », ainsi que le jardin « joignant audict manoir ou bassecourt » ⁽³⁾. Selon Buridan, la « basse-court » désigne tous les édifices bâtis pour « la commodité et usage » de la maison féodale, tels que « grange pour renfermer les bleds, et foings, les estables, bergeries et toits pour le bestial » ⁽⁴⁾. Basse-court et jardin doivent d'ailleurs, pour appartenir au fils aîné, être compris dans un même enclos contigu au manoir ⁽⁵⁾. Toutefois s'il se trouve à proximité de la maison féodale quelques parc, verger, vignoble ou garenne « fermez de muraille ou fossez », destinés à l'embellissement et à l'ornementation du manoir, l'aîné peut les joindre à son préciput, mais alors il en doit récompense aux puînés en terres de fief si possible et, à défaut, en autres terres les plus rapprochées « à la commodité des puinez » ⁽⁶⁾.

Tout ce qui se trouve à l'intérieur du manoir et de l'enclos ainsi défini appartient à l'aîné; cependant, la N. C. fait une exception pour les moulins, pressoirs ou fours qui pourraient s'y trouver. Si ces fours, pressoirs ou moulins ne sont pas banaux, ils sont la propriété de l'aîné qui en perçoit les revenus à son profit exclusif. Au contraire, s'ils sont banaux, seuls les bâtiments appartiennent à l'aîné; quant au « prouffict » de la banalité, il se répartit entre aîné et puînés « comme les autres choses partyes noblement » ⁽⁷⁾. Quand le *de cujus* ne laissait aucun manoir ou maison noble, l'aîné avait le droit, selon Buridan, de prendre, à titre de préciput, un arpent de terre à son choix ⁽⁸⁾. Enfin, si le défunt avait vendu le manoir principal, le même auteur autorisait le fils aîné à prélever son préciput sur les deniers provenant de l'aliénation. C'était là une application assez inattendue de la subrogation ⁽⁹⁾.

⁽¹⁾ A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 7.

⁽²⁾ Voir *Supra*, p. 197.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 42. Cf. N. C. Laon, art. 147.

⁽⁴⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 147, p. 491 et 492.

⁽⁵⁾ Buridan, *Vermandois*, *ibid.*, p. 492.

⁽⁶⁾ N. C. Reims, art. 44, Cf. N. C. Laon, art. 148; mais ici l'aîné doit récompenser les puînés en terres mouvant du même fief, s'il y en a.

⁽⁷⁾ N. C. Reims, art. 43; Buridan, commentaire art. 43, p. 103. Cf. N. C. Laon, art. 149, qui permet, en outre, à l'aîné de prendre tous les profits des banalités, à charge de récompense aux puînés dans les conditions de l'art. 148.

⁽⁸⁾ Buridan, commentaire art. 48, p. 112.

⁽⁹⁾ Buridan, commentaire art. 42, p. 101.

En plus du préciput, la Coutume de Reims favorise encore l'aîné en lui conférant, dans le partage des biens du défunt, la moitié des « héritaiges nobles et feudaulx » ⁽¹⁾. De plus, le fils aîné a, d'après la N. C., le droit de prendre dans son lot l'autre moitié du fief où est situé le principal manoir, mais à charge de récompenser ses puînés en autres fiefs « de pareille préhémence, valeur et commodité », et ce dans l'an et jour de l'ouverture de la succession ⁽²⁾. Si le *de cujus* ne laisse que deux fils, l'aîné ne peut, comme en droit parisien, prendre les deux tiers des fiefs successoraux; nos coutumes décident qu'en ce cas aîné et puîné partageront également ⁽³⁾. En revanche, le fils, en concours avec une fille unique, prend les deux tiers des biens nobles, la fille n'ayant que le tiers restant ⁽⁴⁾.

Le privilège d'aînesse favorise d'autant plus le fils aîné qu'il n'est pas chargé des dettes héréditaires; l'aîné est tenu des dettes successorales, non pas en proportion de son émolument, mais seulement pour une part virile ⁽⁵⁾. Toutefois, les charges foncières grevant les fiefs attribués à l'aîné devaient être acquittées intégralement par lui; la coutume n'exceptait que celles constituées par le *de cujus*, pour lesquelles l'aîné, bien qu'obligé pour le tout comme détenteur du fief grevé, ne devait contribuer en définitive que pour sa part ⁽⁶⁾. Les dettes immobilières formant dans l'ancien droit la portion prépondérante du passif, l'avantage ainsi concédé à l'aîné était au fond plus nominal que réel! Le droit d'aînesse, si fort fût-il, ne pouvait cependant faire échec à la légitime des puînés; si la succession ne comprenait que le manoir féodal, l'aîné le prenait bien à titre de préciput d'aînesse, mais il devait remplir les puînés de leur légitime, sinon en nature, tout au moins en argent ⁽⁷⁾.

Avec le préciput et la part avantageuse, l'aînesse donnait de plus au fils aîné le droit de porter l'hommage au seigneur pour les

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 326; N. C. Reims, art. 42. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 7; N. C. Laon, art. 150.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 45.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 327, N. C. Reims, art. 46. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 8; N. C. Laon, art. 151.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 47. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 9; N. C. Laon, art. 151.

⁽⁵⁾ N. C. Reims, art. 303 et Buridan, commentaire art. 300, p. 595.

⁽⁶⁾ N. C. Reims, art. 304 et Buridan, commentaire art. 304, pp. 597 et 598. Cf. N. C. Laon, art. 68 et Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 68, pp. 191 à 195.

⁽⁷⁾ Buridan, commentaire art. 42, p. 99 et commentaire art. 48, p. 111.

fiefs ou portions de fiefs tenus par ses frères et sœurs; à leur tour, les puînés faisaient hommage pour leur part à leur frère qui devenait ainsi leur suzerain; c'était l'hypothèse bien connue de la tenure en parage, si répandue au moyen âge ⁽¹⁾. Dans nos coutumes, le parage n'a plus rien d'obligatoire, il est même doublement facultatif : d'une part, les frères et sœurs puînés, s'ils le préfèrent, ont la faculté de reprendre leur part de fiefs directement du seigneur féodal ⁽²⁾; d'autre part, l'aîné ne peut en aucun cas être contraint de porter la foi pour ses frères et sœurs ⁽³⁾. Aussi, pour permettre aux filles venant à se marier d'être néanmoins exonérées du paiement du relief, une disposition originale de la N. C. de Reims autorisait, au refus de l'aîné, les fils puînés, successivement les uns à défaut des autres, à faire hommage au seigneur pour toute la succession, dans les mêmes conditions que l'aîné ⁽⁴⁾. Quant à l'option réservée par nos coutumes aux frères et sœurs puînés, elle devait s'exercer dans l'année de leur majorité ⁽⁵⁾; les puînés, qui ne s'étaient pas prononcés dans ce délai, étaient tenus d'entrer en la foi de leur frère aîné; le parage en ce cas redevenait obligatoire ⁽⁶⁾.

L'aîné ayant prélevé dans la succession son préciput et sa part avantageuse, les puînés, fils et filles, partageaient entre eux la moitié restante des fiefs héréditaires, mais les fils prenaient dans le partage une part double de celle des filles ⁽⁷⁾. Selon Buridan, ce système, admis également dans le Laonnais et en Champagne, avait pour but de restreindre le morcellement des fiefs; c'est en effet un fait d'expérience courante, au dire de notre commentateur, que les filles naissent plus nombreuses que les garçons et, si la coutume ne diminuait la part des filles, cet état de chose aboutirait à un émiettement exagéré des fiefs ⁽⁸⁾. D'autre part, les filles sortant normalement de leur famille par le mariage, il est légitime que les fils, qui eux perpétuent la famille, reçoivent une part plus forte des fiefs de leurs parents, afin de conserver « la splendeur du nom » ⁽⁹⁾.

(1) A. C. Reims, art. 425 à 429; N. C. Reims, art. 114 et 115; A. C. Laon, III; partie, chap. II, art. 17; N. C. Laon, art. 159.

(2) A. C. Reims, art. 426; N. C. Reims, art. 115.

(3) A. C. Reims, art. 425; N. C. Reims, art. 114.

(4) N. C. Reims, art. 114.

(5) A. C. Reims, art. 427; N. C. Reims, art. 115.

(6) N. C. Reims, art. 115.

(7) A. C. Reims, art. 326; N. C. Reims, art. 42. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 2, art. 7; N. C. Laon, art. 150.

(8) Buridan, commentaire art. 47, p. 110.

(9) Buridan, *Ibid.*, pp. 109 et 110.

2. — *Les successions nobles en ligne collatérale*

En ligne collatérale, le droit coutumier rémois ne reconnaît aucune prérogative d'aînesse ⁽¹⁾. Ici, en effet, l'intérêt de « la splendeur du nom » n'est plus en cause, les collatéraux n'étant pas, à proprement parler, de la famille et portant le plus souvent un autre nom ⁽²⁾. Par contre, à égalité de degré, les femmes sont exclues des successions collatérales au bénéfice des mâles; mais si, dans une succession, une femme se trouve en présence d'un mâle d'un degré subséquent, celui-ci sera écarté par la femme « plus prochaine » en degré ⁽³⁾. Même fonctionnant dans ces limites restreintes, le privilège de masculinité, à l'opposé du droit d'aînesse, ne présentait aucun caractère impératif et le *de cuius* avait la faculté de « rappeler », à sa succession, ses sœurs, ses nièces ou ses cousines, à l'effet de concourir avec ses frères, neveux ou cousins ⁽⁴⁾. Les femmes ainsi « rappelées » avaient toutefois un droit moins fort que les mâles, elles venaient en effet à la succession, non pas *jure hereditario*, mais simplement à titre de légataires ⁽⁵⁾. On veut espérer, pour l'honneur des possesseurs de fiefs, que les rappels à succession aient été d'un usage fréquent en cette matière, dans la région soumise aux coutumes de Reims. D'ailleurs, le droit coutumier rémois marquait lui-même, dans la nouvelle rédaction de notre coutume, une réaction très nette contre l'antique privilège de

(1) A. C. Reims, art. 332 et 333; N. C. Reims, art. 52, Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 3, art. 23; N. C. Laon, art. 162. En Vermandois, au milieu du xv^e siècle, on admet au contraire le droit d'aînesse en ligne collatérale : l'aîné des héritiers mâles, et, entre filles, la fille aînée, succédant seuls et pour le tout à tous les fiefs du *de cuius* « sans ce que les puisnez filz ne fillez qui seroient en pareil degré y eussent quelque droit de quint à vye ou autrement... » (*Coutumier de Vermandois*, chap. IX, §§ 130 à 133, pp. 76 à 78). Le Coutume de Saint-Quentin (art. 48), tout en excluant l'aînesse en succession collatérale, permet encore à l'aîné des successibles de prendre s'il le désire, tous les fiefs héréditaires, à charge de récompenser les puînés en terres féodales ou roturières et à défaut en argent.

(2) Buridan, commentaire art. 52, p. 118.

(3) A. C. Reims, art. 333 et 334; N. C. Reims, art. 54. Cf. A. C. Laon, III^e partie, chap. 3, art. 24 et 25 (cependant, à Soissons, mâles et filles en pareil degré succèdent également, *Ibid.*, art. 25); N. C. Laon, art. 163. La Coutume de Vitry suit également le m. me système (*Fiefs de Vitry*, n^o 49; C. de Vitry, art. 59).

(4) Buridan, commentaire art. 51, p. 117.

(5) Buridan, *Ibid.*, p. 117.

masculinité. Prévoyant l'hypothèse où le *de cujus* laissait, comme plus proches parents, une sœur et un neveu descendant d'un frère prédécédé, l'art. 54 de la N. C. faisait hériter ensemble la tante et le neveu, alors que le jeu combiné du bénéfice de représentation et du privilège de masculinité aurait normalement écarté de la succession la sœur du *de cujus* ⁽¹⁾.

(1) N. C. Reims, art. 54. Cf. N. C. Laon, art. 163. Buridan justifie cette règle par les arguments suivants : la représentation, dit-il, est « un bénéfice que la coutume donne pour succéder et non pour exclure » ; d'autre part, si le neveu excluait sa tante, il réunirait ainsi sur une même tête deux privilèges, à savoir le bénéfice de représentation et le privilège de masculinité, pour une même chose, ce qui serait contraire à la « maxime ordinaire du droit » ; enfin, le neveu est en réalité, par rapport au *de cujus*, d'un degré plus éloigné que sa tante, car la représentation n'est qu'une simple fiction. (Buridan, commentaire art. 54, p. 123).

CHAPITRE DEUXIÈME

LES TENURES ROTURIÈRES

En droit coutumier rémois, comme en droit parisien ⁽¹⁾, on peut distinguer deux variétés de tenures roturières : la censive, concession d'un immeuble à charge d'une redevance fixe ou cens et la tenure en champart, plus connue dans le pays rémois sous le nom de tenure à terrage, ou concession d'une terre moyennant une quotité de la récolte. Sauf cette différence, fondamentale d'ailleurs, censive et tenure à terrage sont soumises aux mêmes règles juridiques.

(1) Cf. Olivier-Martin, I, p. 364.

PREMIÈRE SECTION

LA CENSIVE

Comme le fief, la censive est une tenure, c'est-à-dire « une terre dépendant d'une autre terre » ⁽¹⁾, et il semble qu'à l'origine, tout au moins, censive et fief aient eu la même constitution juridique ⁽²⁾. Mais ce qui différencie ces deux tenures, c'est le but recherché par le seigneur en donnant ses immeubles en fief ou bien en les baillant à cens. Le but poursuivi par le seigneur concédant une de ses terres en fief est avant tout politique : il désire s'assurer par là « les services d'un soldat, l'appui d'un client » ; au contraire, dans la concession en censive, le seigneur vise surtout à « mettre en valeur » les terres de son domaine ; « il poursuit un but économique » ⁽³⁾. De là découlent toutes les différences qui, avec le temps, sépareront de plus en plus nettement ces deux tenures ⁽⁴⁾.

§ 1^{er}. — Les obligations du tenancier.

Le cens et le paiement du cens.

Dans nos régions tout au moins le contrat d'accensement, comme le contrat de fief, engendre des obligations personnelles à la charge du tenancier bénéficiaire. C'est ainsi qu'à l'exemple du vassal le possesseur d'une censive est tenu, au moins en Vermandois au début du xv^e siècle, du devoir de fidélité envers le seigneur concédant ⁽⁵⁾. « Machiner » la mort du seigneur, le « périr » sans motif, lui faire la guerre « sans aultorité ou commandement du Roy », avouer « fraudoulement » tenir sa terre d'un autre seigneur, « transporter » la tenure « en main de gens d'esglise ou communauté » constituent en matière de censive, comme en matière de

⁽¹⁾ E. Chénon, II, 1^{er} fascicule, p. 147.

⁽²⁾ Olivier-Martin, I, p. 364.

⁽³⁾ Olivier-Martin, *Ibid.*, p. 364.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, *Ibid.*, p. 364.

⁽⁵⁾ *Coutumier de Vermandois*, § 124, p. 73.

fief, des manquements graves à ce devoir de fidélité, punis comme tels de la saisie de la tenure ⁽¹⁾.

A ma connaissance, les textes rémois n'imposent pas cette obligation de fidélité au possesseur d'une censive; en revanche certains contrats de concession astreignent parfois le censitaire à des prestations ou à des charges en rapport avec le caractère économique de la censive et qui sont à cette tenure l'équivalent de ce que sont les services de fief à la tenure féodale. Désireux par exemple de donner de l'extension à des anciennes « villae » de sa seigneurie ou de fonder de nouvelles agglomérations sur ses domaines afin d'en accroître la valeur, le seigneur concédera en censive une partie de ses immeubles propres, à charge, par les bénéficiaires d'y construire une maison. C'est ainsi que procède l'archevêque Guillaume aux Blanches Mains pour ses terrains de la Couture et du Jard, contigus à la « cité » de Reims, à la fin du XII^e siècle ⁽²⁾; quelques années plus tard, l'archevêque Guy Paré agira de même pour sa terre de Venise ⁽³⁾. Dans le plat pays, le trésorier de l'Église de Reims, concédant des terres à Courcy à des transfuges de l'abbaye de Saint-Thierry, impose à chacun d'eux l'obligation de bâtir une maison dans l'année et de la garnir de meubles pour une valeur de 40 s. p. ⁽⁴⁾. Voulant fonder, à la fin du XIII^e siècle, un nouveau village près d'Hermonville, en un lieu dit « Folle Peine », l'abbé de Saint-Thierry donne de même en censive, à chaque manant qui voudra bâtir en ce lieu, trois « buissels » de terre ⁽⁵⁾. Toujours pour mettre en valeur son domaine réservé, le seigneur pourra encore stipuler dans l'acte de concession l'obligation pour le tenancier de défricher les terrains incultes qu'il lui donne et d'y faire un genre de culture déterminé. Telle l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims concédant en censive, en 1247, à un certain nombre de manants de Béthancourt vingt-trois jours et un quartier de terres sises au même lieu « ad vineas excolendas » ⁽⁶⁾. Enfin, dans certains

(1) *Ibid.*, § 124, p. 73.

(2) « ...culturam quam habemus extra muros, dedimus Vobis dilecti ac fideles burgenses nostri ad domos construendas, et novum ibidem burgum pariter edificandum... » [*Charte de Guillaume aux Blanches Mains concédant ses terres de la Couture, à charge d'y bâtir, à ses bourgeois de Reims, 1183 (Varin, Arch. adm., I, p. 403)*].

(3) *Charta qua Guido remensis archiepiscopus quibusdam hominibus concedit terram inter vicum Molendinorum B. Remigii et vicum de Jardo, ad domos ibi edificandas, certis conditionibus, 1205 (Varin, Arch. adm., I, p. 458)*.

(4) *Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie super homines suos mansionarios de Courcy, et ad quid ei tenentur*, feuillet 1248 (Varin, Arch. adm., I, p. 704 et 705).

(5) *Conventiones inter abbatem et conventum S. Theoderici et mansionarios de Folle Paina apud Hermundivillam*, mars 1270 (Varin, *Ibid.*, p. 908).

(6) *Charte de Béthancourt*, avril 1247 (Robert, *Béthancourt*, p. 55). Si, après sept ou

villages, les censitaires sont quelquefois astreints à travailler quelques jours par an sur les terres du domaine propre du seigneur censier ⁽¹⁾; ou bien encore, ils lui doivent chaque année, des corvées « de bras et de chevaulx » non autrement spécifiées ⁽²⁾.

Les moyens de contrainte employés par les seigneurs pour forcer les tenanciers récalcitrants à remplir les services de censive semblent avoir beaucoup varié suivant les contrats de concession. Tantôt, comme à Courcy, le censitaire défaillant est frappé d'une amende dont le montant paraît avoir été assez élevé ⁽³⁾; tantôt, comme à Béthancourt, si le tenancier ne satisfait pas à ses obligations, le seigneur se réserve le droit de saisir la tenure et à l'expiration d'un délai plus ou moins long, il peut reprendre la censive et la concéder à un autre individu ⁽⁴⁾. Parfois également, le seigneur ne stipule dans la charte aucune sanction, et semble s'en remettre ainsi au bon vouloir des bénéficiaires ⁽⁵⁾.

Les contrats d'accensement n'imposent pas toujours de tels services personnels aux censitaires; ces charges ne peuvent donc être considérées comme inhérentes à la concession en censive et il nous faut chercher ailleurs la marque distinctive de la tenure roturière. L'élément caractéristique de la censive, nous le trouvons dans le cens, « pension annuelle qui se paye par chacun an par le détenteur de l'héritage censuel, ou roturier, au seigneur censier, en reconnaissance de la seigneurie directe; laquelle par la première concession, ou vesture, que luy ou ses prédécesseurs en ont faite, il s'est réservé, avec les droits seigneuriaux... » ⁽⁶⁾. Comme l'hom-

huit ans, la culture de la vigne ne donnait pas de bons résultats, la charte de concession autorisait les « terriers » à arracher les plantations et à cultiver les terres selon le mode ordinaire (*Ibid.*, p. 59).

⁽¹⁾ A. Sommepey le seigneur exige de chaque possesseur de maison une journée de travail par an; les manants peuvent s'exonérer de cette corvée en payant deux deniers [*Charte de Sommepey de 1186 - 1187* (Robert, *Sommepey*, p. 179)]. A. Alland'huy, à la fin du xv^e siècle, sept tenanciers doivent, en plus du cens ou de la rente, des corvées « lesquelles corvées se appliquent pour soyer ès coustures de monseigneur (*l'abbé de Saint-Remi seigneur censier*) à Alland'huy [*Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne, entre 1488 et 1500* d'après A. Demaison (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, pp. 299 et 300)].

⁽²⁾ Notamment à Crugny et à Juniville [*Déclaration de temporel de l'abbaye de Saint-Remi de Reims, 5 mars 1384* (Varin, *Arch. adm.*, III, pp. 602 et 604)].

⁽³⁾ Cette amende est à Courcy de 40 sous parisis « pro recessu » [*Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie, juillet 1248* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 705)].

⁽⁴⁾ *Charte de Béthancourt, avril 1247* (Robert, *Béthancourt*, pp. 58 et 59). A Béthancourt, ce délai est d'un an.

⁽⁵⁾ Cf. *Charte de Guillaume aux Blanches Mains...* et *Charte qua Guido remensis archiepiscopus...* (*Supra*, p. 209, notes 2 et 3) ainsi que *Conventiones inter abbatem et conventum S. Theodorici...* (*Supra*, p. 209, note 5).

⁽⁶⁾ Buridan, commentaire art. 140, p. 278.

mage dans le fief, le cens est le signe représentatif du droit « éminent » du seigneur sur la terre concédée ⁽¹⁾; par là il marque nettement le caractère seigneurial de la concession en censive, qu'il distingue ainsi de tenures, semblables à tous autres égards, mais n'impliquant entre concédant et concessionnaire aucun rapport seigneurial ⁽²⁾.

Aussi, en raison de l'extrême importance de cette redevance seigneuriale, il importe en premier lieu d'en bien préciser la terminologie. Les documents ne sont malheureusement pas toujours très précis en cette matière. Le terme « cens » ne saurait à lui seul désigner un cens seigneurial, car il peut aussi s'employer pour une simple rente foncière ⁽³⁾. De même, l'expression « reute » prête également à confusion : il y a des rentes seigneuriales qui sont de véritables cens ⁽⁴⁾. Aussi les textes, pour distinguer le cens seigneurial des autres redevances foncières, font-ils généralement accompagner le terme cens d'un qualificatif permettant de reconnaître *de plano* un cens seigneurial. Certains emploient en ce sens l'expression « menus cens » ou « petitiz cens », marquant par là que le cens seigneurial est le plus souvent d'un montant peu élevé ⁽⁵⁾. Mais ce criterium, s'il paraît avoir suffi à caractériser le cens seigneurial dans la région rémoise ⁽⁶⁾, est toutefois peu précis. Aussi, d'autres documents plus nombreux, pour désigner un cens seigneurial, se servent-ils de l'expression « cens portans ventes et vestures » ⁽⁷⁾.

(1) Olivier-Martin, I, p. 378.

(2) Cf. *Transaction avec M. l'archevêque portant abandon de plusieurs beaux droits de l'échevinage*, 25 Juin 1639 : « pour recongnissance du droict de seigneurie et justice foncière » de l'archevêque de Reims, le propriétaire d'une maison nouvellement bâtie en rue de Porte-Mars à Reims, sur la seigneurie de ce dernier, doit créer à son profit « un cens et surcens » de 27 s. et 6 den., payables à la Saint-Remi d'octobre (Varin, *Statuts*, II, p. 557, en note), et Buridan, commentaire, art. 382, p. 784 : « ...le chef-cens, lequel seul est la marque de supériorité et de seigneurie directe... »

(3) Cf. *Liber practicus*, n° CCLXXIX, p. 222; Olivier-Martin, I, p. 380.

(4) Cf. *Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie super homines suos de Courcy...*, juillet 1248 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 705); *Conventiones inter abbatem et conventum S. Theoderici et mansionarios de Folle Paina apud Hermundivillam*, mars 1270 (Varin, *Ibid.*, p. 908); probablement aussi les redevances qualifiées « rentes » dans *Déclaration des droits seigneuriaux*, à Herpy, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, pp. 268 et s.); ainsi que dans *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative, III, pp. 297 et s.).

(5) *Déclaration du temporel de l'abbaye Saint-Pierre-les-Dames, de Reims*, 14 août 1384 (Robert, *Temporel*, pièce justificative II, p. 9); *Déclaration du temporel de l'abbaye Saint-Denis de Reims, au bailliage de Vermandois*, 18 octobre 1384 (Robert, *Ibid.*, pièce justificative VI, p. 48); A. C. Reims, art. 230.

(6) A. C. Reims, art. 230.

(7) Cf. les Déclarations du Temporel des établissements ecclésiastiques et abbayes

Lorsque nous rencontrons ces termes dans un texte, nous sommes sûrs qu'il s'agit d'un cens seigneurial; néanmoins ce critérium est encore insuffisant, car il y a des cens seigneuriaux qui ne sont accompagnés, dans notre région tout au moins, ni du droit de vente, ni du droit de vêtüre⁽¹⁾. Seules les expressions « droit cens », *directus census*, ou encore « chef cens », cette dernière devenue d'usage courant à partir du milieu du xvi^e siècle, sont réellement satisfaisantes, s'appliquant toujours et uniquement à un véritable cens seigneurial⁽²⁾.

Suivant les contrats de concession, le chef cens se paye, tantôt en argent, tantôt en nature. Toutefois, dans la région rémoise, les cens en deniers semblent avoir été le plus répandus, même pour les terres. Quoi qu'il en soit, le montant du cens est le plus souvent assez faible, quelques oboles ou quelques deniers, quelques quartels ou boisseaux d'avoine ou de blé, quelques mesures de vin, quelques poules ou quelques « fouasses »⁽³⁾.

rémoises ou de la région rémoise, publiées par Varin, *Arch. adm.*, t. III, *passim*, et par M. Gaston Robert, *Temporel*, *passim*.

(1) Les censitaires de l'abbaye Saint-Basle de Verzy notamment ne doivent à l'abbaye, ni droit de vente, ni droit de vêtüre pour les terres qu'ils tiennent en censive. [*Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Basle de Verzy*, 15 septembre 1384 (Robert, *Temporel*, pièce justificative IV, pp. 26 et s.)]. Cf. A. C. Reims, art. 222; N. C. Reims, art. 143.

(2) Cf. Varin, *Arch. adm.*, I, p. 992 (acte du 6 juillet 1284); *Jug. échev.*, an. 1294 (Varin, *Ibid.*, p. 1083); Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 (an 1377); *Carl. Signy*, pièce XVII p. 302 (an 1457 et Robert, *Gomont*, p. 51, pour le « droit cens »); et N. C. Reims, art. 382; Buridan, commentaire art. 140, p. 278, pour le « chef cens ».

(3) Cf. *Charte de Sommepey de 1186-1187* (Robert, *Sommepey*, p. 179); Robert, *Chigny*, pièce justificative XIV, pp. 206 et 207, 14 mars 1367 : 3 oboles tourn. de cens pour un pré d'un demi-jour; *Déclaration des droits seigneuriaux de l'abbaye de Saint-Remi à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, pp. 268 et s.); *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, pp. 297 et s.); *Déclaration des droits seigneuriaux de la basse mairie d'Isles-sur-Suippe appartenant à la mense conventuelle de Saint-Remi*, mai 1514 (Robert, *Isles*, pièce justificative X, pp. 19 et s.); *Déclaration des droits appartenant à la mense abbatiale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Ibid.*, pièce justificative XI, pp. 20 et s.). Voir également les textes cités *Infra*, p. 216, note 1. Cependant, dans les concessions en censive faites à des époques de grande prospérité et où, par suite les biens immobiliers prennent d'importantes plus values (notamment au xiii^e siècle), le cens paraît avoir été fixé à un chiffre plus élevé, en rapport avec l'augmentation de la valeur des immeubles. (Cf. *Redditus quos habet thesaurarius remensis ecclesie super homines suos mansionarios de Courcy...*, juillet 1248 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 705) : 3 sous parisis et une poule de « rente » par maison; *Conventiones inter abbatem et conventum S. Theoderici et mansionarios de Folle Paina apud Hermundivillam*, mars 1270 (Varin, *Ibid.*, p. 908) : 3 sous et 6 deniers parisis de rente par terre concédée; *Jug. échev.*, an. 1294 (Varin, *Ibid.*, p. 1083); maison sise « rue de Tillot » en la Couture de Reims, devant 12 sous de droit cens par an à l'archevêque. Pour la région parisienne, voir Olivier-Martin, I, pp. 381 et 382, et note 3, p. 382.

Quelquefois le droit cens est fixé à tant de deniers par jour, arpent ou perche de terrain concédé ⁽¹⁾. Dans d'autres cas le censitaire doit, à titre de cens, une « droiture » comprenant à la fois le paiement d'une somme d'argent et la prestation de quelques denrées ⁽²⁾.

Dans la région rémoise, le cens est, de droit commun, payable annuellement en un seul terme ⁽³⁾. Par là il se distingue nettement des autres redevances foncières, à caractère non seigneurial, qui elles, se payent en plusieurs termes annuels, généralement par quart ⁽⁴⁾. La date de l'échéance varie d'ailleurs énormément avec les localités et dans chaque localité suivant les concessions effectuées. Cependant, la Saint-Remi « en vendanges » (1^{er} octobre) et la Saint-Martin d'hiver (11 novembre) sont les échéances les plus fréquentes; sans vouloir énoncer un principe général, il semble que les cens en argent se payaient de préférence à la première de ces dates, tandis que les cens en grains et surtout en vin étaient généralement dus à la Saint-Martin ⁽⁵⁾. La Saint-Jean-Baptiste

⁽¹⁾ *Charte de Guillaume aux Blanches Mains, concédant ses terres de la Couture à charge d'y bâtir, à ses bourgeois de Reims, an 1183* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 403) : 12 deniers ou 9 deniers, suivant les cas, par perche; *Charta qua Guido remensis archiepiscopus quibusdam hominibus concedit terram inter Molendinorum B. Remigni et vicum de Jardo, ad domos ibi edificandas, certis conditionibus*, an. 1205 (Varin, *Ibid.*, p. 458) : 18 deniers par perche; *Charte de Béthancourt*, an 1247 (Robert *Béthancourt*, pp. 57 et 58) : 2 deniers pari. par jour de terre; *Amortissement par l'Hôtel-Dieu de Reims des biens acquis à Gomont par le prieuré du Val des Ecoliers de Reims*, août 1294 (Robert, *Gomont*, p. 68) : 2 deniers par jour; *Accensement par l'abbé de Saint-Remi à Jean Cossier et Jean Marchant d'un savart à Rilly*, 5 septembre 1377 (Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208) : 3 deniers par jour; Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXVI, pp. 38 et 39 (12 août 1501) (2 deniers pari. par « septier »; Robert, *Ibid.*, document XXXV, p. 62 (21 septembre 1544) : 8 den. tourn. par arpent.

⁽²⁾ A Isles-sur-Suippe, certaines maisons devaient ainsi : un denier paris., un quartel d'avoine et une poule. [Robert, *Isles*, pièce justificative XI, p. 23 (3 janvier 1558)].

⁽³⁾ Je n'ai rencontré qu'un seul exemple de cens seigneurial payable en plusieurs termes : A Herpy, anciennement, quarante quatre tenures devaient à l'abbé de Saint-Remi seigneur du village, un droit cens en argent, exigible en trois termes : la quinzaine après la Saint-Remi d'octobre, la quinzaine après Noël et la quinzaine après Pâques. A la suite d'un accord entre l'abbé et les manants d'Herpy, ces échéances avaient été ensuite remplacées par une échéance unique : le dimanche quinze jours après Pâques [*Déclaration des droits seigneuriaux de l'abbaye de Saint-Remi à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, pp. 270 et 271)].

⁽⁴⁾ *Infra*, pp. 215 et 216.

⁽⁵⁾ Cf. Varin, *Arch. adm.*, I, p. 403 (an. 1183); Varin, *Ibid.*, I, p. 458 (an. 1205); Varin, *Ibid.*, I, p. 705 (juillet 1248); Varin, *Ibid.*, I, p. 908 (mars 1270); Robert, *Gomont*, pièce justificative XI, p. 68 (août 1294); Robert, *Junville*, pièce justificative V, pp. 251 et s. (9 avril 1296); Robert, *Chigny*, pièce justificative XIV, pp. 206 et 207 (14 mars 1367); Robert, *Ibid.*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 (5 septembre 1377); Robert, *Temporel, passim* (an. 1384 et 1385); Robert, *Justine*, p. 184 (an. 1373 et 1426); Varin, *Coutumes*, pp. 561 et 562 (an. 1431); Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 270 (10 mai 1462); Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, pp. 290 et 297 (non datée);

(24 juin), la Saint-André (30 novembre), Noël et Pâques étaient aussi des termes souvent stipulés ⁽¹⁾. En principe, le cens était portable. C'était au tenancier à se rendre, au jour de l'échéance, au lieu fixé dans le contrat de concession, pour en acquitter le montant ⁽²⁾. En fait, cette règle souffrait de nombreuses exceptions et beaucoup de cens devaient « queste », c'est-à-dire que les seigneurs étaient tenus de les réclamer aux tenanciers par l'intermédiaire de leurs sergents ou autres préposés ⁽³⁾.

Droit réel principal, le chef-cens est en principe indivisible tant à l'égard du seigneur qu'à l'égard du tenancier ⁽⁴⁾. Aussi, les héritiers d'un seigneur censier ne peuvent réclamer divisément le cens au censitaire, et de même, les héritiers d'un tenancier n'ont pas le droit de contraindre le seigneur à recevoir de chacun d'eux une portion de cens correspondant à leur part héréditaire ⁽⁵⁾. Toutefois, si le seigneur a accepté un paiement partiel sans faire de réserve pour l'avenir, le cens, au dire de Buridan, sera désormais tenu pour divisé ⁽⁶⁾. Comme le détenteur de l'immeuble hypothéqué, le tenancier n'est obligé au paiement du cens que *propter rem*, il a en conséquence la faculté de se soustraire au paiement en abandonnant sa tenure ⁽⁷⁾. Nos coutumes ne permettent d'ailleurs au censitaire de « déguerpir » que sous réserve d'acquitter au préalable entre les

Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document IX, pp. 17 et 18 (28 décembre 1461); *Ibid.*, document XXVI, pp. 38 et 39 (12 août 1501); Robert, *Isles*, pièce justificative XI, p. 21 (3 janvier 1558); Varin, *Statuts*, II, p. 557, note (25 juin 1639). Encore maintenant, dans certains villages des environs de Reims, les fermages sont payables tous les ans au 11 novembre.

⁽¹⁾ Cens dus à la Saint Jean-Baptiste : Robert, *Béthancourt*, pp. 57 et 58 (an. 1247); *Carl. Signy*, n° XVI, p. 302 (31 mai 1457); Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 270 (10 mai 1462); Robert, *Isles*, pièce justificative XI, p. 21 (3 janvier 1558). A la Saint-André : Robert, *ibid.*, pièce justificative XI, pp. 22 et 23. A Noël : Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXII, pp. 32 et 33 (24 décembre 1486); Robert, *Isles*, pièce justificative XI, p. 23; Robert, *Prosnes*, p. 217. A Pâques : Robert, *Ibid.*, p. 217.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 232. Le paiement se faisait alors dans la maison ou dans la grange du seigneur la plus rapprochée de la censive. [Cf. Robert, *Juniville*, pièce justificative V, pp. 251 et s. (9 avril 1296); Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 (5 septembre 1377)].

⁽³⁾ A. Reims, les cens étaient, tantôt quérables, tantôt portables (Varin, *Coutumes*, p. 714, note 2). Exemples de cens quérables : à Hautvillers et à Cumières, à Romery, à Cormoyeux [*Déclaration du temporel de l'abbaye d'Hautvillers*, (Robert, *Temporel*, pp. 18 et 20)]; à Pomacle, à la Neuville, à Marqueuse [*Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Denis de Reims au bailliage de Vermandois*, 18 octobre 1384 (Robert, *Ibid.*, p. 48)].

⁽⁴⁾ Buridan, commentaire art. 141, p. 280.

⁽⁵⁾ Buridan, commentaire art. 141, p. 280.

⁽⁶⁾ Buridan, *ibid.*, p. 280.

⁽⁷⁾ A. C. Reims, art. 237; N. C. Reims, art. 146.

main du seigneur tous les arrérages du cens échus durant le temps qu'il a possédé la censive ⁽¹⁾. En revanche, le censitaire est libre de délaisser l'héritage « quant bon luy semble » ⁽²⁾. Enfin, signe représentatif de la directe seigneuriale, le droit cens est imprescriptible, tout comme l'hommage dans le fief ⁽³⁾. C'est d'ailleurs seulement la marque de supériorité et de seigneurie directe considérée *in abstracto* qui ne peut se prescrire, car les arrérages et même la « quotité » du chef-cens sont susceptibles d'être prescrits à l'expiration du délai ordinaire de 30 ans ⁽⁴⁾.

Le cens seigneurial, avons-nous dit, est généralement minime. Anciennement, le montant de ce cens correspondait peut-être à la valeur véritable de la terre concédée; mais, avec le temps, les immeubles, surtout dans les villes, acquéraient d'importantes plus-values tandis que le cens, fixé une fois pour toutes, restait immuable, au moins tant que la tenure demeurait en la possession du concessionnaire primitif ou de ses ayants cause ⁽⁵⁾. Parfois cependant, la censive faisait retour au seigneur, soit par suite de déshérence ou de commise, soit même par vente ou donation, soit plus souvent à la suite du déguerpissement du tenancier ⁽⁶⁾. Dans tous ces cas, le seigneur censier avait le droit de faire une nouvelle concession de l'immeuble dont il recouvrait ainsi le domaine utile. Mais alors, à côté du chef-cens primitif maintenu immuable, il avait soin de stipuler d'autres redevances beaucoup plus élevées, en rapport avec la valeur plus grande de la tenure. C'est là l'origine des surcens,

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 237; N. C. Reims, art. 146. Toutefois, si le censitaire s'était obligé personnellement au paiement du cens, il ne pouvait plus délaisser la censive (Buridan, commentaire art. 146, p. 290).

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 237. En Champagne, au début du xiv^e siècle, le censitaire ne peut déguerpir qu'au jour de l'échéance; sinon il doit payer, outre le cens des années « trespasées », celui de l'année à venir (*Abrégé Champenois*, III, p. 149, § XXIII). Il semble avoir été fait un fréquent usage de cette faculté de déguerpissement dans la région rémoise [Cf. *Déclaration du temporel de la mense abbatiale de Saint-Remi*, 16 octobre 1384 (Robert, *Temporel*, pp. 59 et 60) : à Sacy l'abbé avait « sur ceuls qui tenoient héritages en la dite ville et terroir III Cmuys de vin de rente dont on ne paie a présent que environ la moitié, pour ce que on a laissé les héritages qui les devoient... »; *Déclaration des droits seigneuriaux de l'abbaye de Saint-Remi à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, pp. 271 et 272) : « ce sont les terres, prés, bois et héritages seans en la ville et terroir d'Erpy, appartenant à monseigneur de Saint-Remy de Reims à lui délaissiez par cens et rentez non paieiz, bailliez par déclaration par les maieur et eschevins dessusdis... », suit l'énumération de 21 pièces de terre ainsi délaissées; « autres terres renoncées », ici figurent 36 pièces de terre abandonnées.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 382.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 382, Buridan, commentaire art. 382, pp. 783 et 784.

⁽⁵⁾ Olivier-Martin, I, p. 381.

⁽⁶⁾ Olivier-Martin, I, pp. 381 et 382. Voir également, Robert, *Gomont*, p. 51.

trécens, rentes, vinages et autres redevances foncières accompagnant très souvent le cens dans les contrats de concession en censive, au moins à partir du milieu du XIII^e siècle ⁽¹⁾. A l'opposé du chef-cens, ces surcens et autres redevances réelles n'ont pas en principe de caractère seigneurial; aussi, conséquence importante, ces redevances successives sont-elles, contrairement au droit cens, prescriptibles par trente ans ⁽²⁾.

Des moyens de contrainte appartenant au seigneur en cas de non paiement du cens et des autres redevances. — Le très ancien droit coutumier rémois sanctionnait d'une manière particulièrement énergique le défaut de paiement du cens seigneurial : selon le *Liber practicus* en effet, le tenancier qui néglige de payer son cens encourt la commise de sa tenure, à l'exemple du vassal « confisquant » son fief pour défaut d'hommage ⁽³⁾. Peut-être, anciennement, cette commise se produisait-elle automatiquement, faüte de paiement d'une seule échéance. Plus tard, et déjà au XIII^e siècle,

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, pp. 401 et 402; Robert, *Gomont*, p. 51. La plupart des actes de concessions ainsi faites ont soin de séparer nettement le cens seigneurial des autres redevances venant s'y ajouter. [Cf. Robert, *Béthancourt*, pp. 57 et 58 : 2 den. paris. de cens et 2 sous paris. de rente par jour de terre (1247); Robert, *Gomont*, p. 51 : une terre est concédée pour une obole de droit cens et 30 sous paris. de surcens par fournée (7 février 1349); Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 : savart accensé à Rilly pour 3 den. de droit cens et 4 sous paris. de surcens (5 septembre 1377); *Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Nicaise de Reims*, 1384 (Robert, *Temporel*, p. 73) : « Item au Mainieux devant Reins III pièces de vigne contenant un jour ou environ et doivent de vinage VIII stiers de vin et III oboles de cens »]. Parfois cependant, cens et surcens forment un tout indivisible, sans doute afin de donner à l'ensemble le caractère seigneurial attaché seulement au chef-cens. (Cf. Varin, *Statuts*, II, p. 557, en note : création d'un « cens et surcens » de 27 sous 6 deniers, sur une maison de la rue de Porte-Mars, à Reims, au profit de l'archevêque (25 juin 1639); *Ibid.*, pp. 557 et 558 note : constitution d'un « cens et surcens » de 60 s. p. sur une halle place « du Vieil Marché », à Reims, au profit également de l'archevêque. Quelquefois aussi, aux cens et surcens anciens la nouvelle concession ajoute à la fois un nouveau droit cens et un nouveau surcens. [Cf. *Cart. Signy*, n° XVI, p. 302 : concession en censive (qualifiée inexactement de bail à rente perpétuelle, d'une mesure avec ses dépendances à Senuc, moyennant 8 den. parisis de droit cens et 10 sous paris. de surcens à la Saint Jean-Baptiste; le preneur devra également 5 sous parisis de droit cens et 20 sous parisis de surcens dont la maison était anciennement grevée (les anciens tenanciers avaient renoncé à l'immeuble en faveur de leur seigneur l'abbaye de Saint-Remi). La nouvelle concession est du 31 mai 1457].

⁽²⁾ Buridan, commentaire art. 382, pp. 783 et 784.

⁽³⁾ *Liber practicus*, p. 222, n° CCLXXIX : « Item condemnavi domicellam in arrearagiis, licet rea allegasset consuetudinem talem, quod de arrearagiis debet sibi credi solo suo juramento prestito, quod offerebat prestare; et licet videretur probata consuetudo tamen ei non adhesi, quia ut ex deposicionibus testium apparebat, consuetudo loquitur : Ubi dominus temporalis exigit aliquam redibenciam a subjecto; non autem ubi privatus a privato. Et ratio diversitatis apparet propter periculum incidend in commissum, quod non habet locum inter privatos. ».

elle n'a plus lieu qu'à l'expiration d'un certain délai ou bien après plusieurs échéances restées impayées ⁽¹⁾. Même ainsi atténuée, la confiscation de la censive en cas de non paiement du cens semble avoir disparu de bonne heure dans la région soumise aux coutumes de Reims, sans doute dès le xiv^e siècle; en tout cas le coutumier de Gérard de Montfaucon, du début du xv^e siècle, ne mentionne plus la commise parmi les procédés de coercition employés par les seigneurs pour se faire payer le chef-cens.

A la commise pour défaut de paiement du cens, le droit coutumier rémois substitua de bonne heure une sanction plus douce, à caractère pénal également, à savoir le paiement d'une amende au seigneur censier ⁽²⁾. L'amende pour cens non payé présente d'ailleurs des modalités diverses, à la fois dans le temps et dans l'espace. Aux xiii^e, xiv^e et xv^e siècles, le taux de cette amende est ordinairement de 5 sous parisis ⁽³⁾; mais, suivant les conventions et les localités, il est parfois supérieur, parfois inférieur à ce chiffre ⁽⁴⁾. Au xvi^e siècle, la nouvelle rédaction de la coutume de Reims modifia profondément l'état de chose antérieur et fixa d'une manière uniforme le montant de l'amende à 4 sous parisis ⁽⁵⁾. Toutefois, devant leurs réclamations, elle maintint les anciennes prérogatives de plusieurs seigneurs censiers, qui prétendaient avoir le droit de percevoir de leurs censitaires défaillants une amende bien plus élevée de 60 sous parisis ⁽⁶⁾.

En principe, le censitaire doit l'amende dès lors qu'il ne paye pas

⁽¹⁾ Robert, *Béthancourt*, p. 59 : si le tenancier ne paye pas son cens, l'abbaye de Saint-Nicaise, seigneur censier, pourra, un an après, reprendre la tenure et la concéder à un autre. En Vermandois, au milieu du xv^e siècle, la commise n'est encourue que si le censitaire néglige de payer le cens pendant trois années consécutives (*Coutumier de Vermandois*, § 121, p. 71). Cf. pour la région parisienne, Olivier-Martin, I, p. 390.

⁽²⁾ L'amende pour cens non payé était déjà en usage à Reims au milieu du xiii^e siècle [*Juge. echev.*, an. 1252 (Varin, *Arch. adm.*, t. I, p. 737)].

⁽³⁾ Cf. Robert, *Béthancourt*, p. 58 (au 1247); Varin, *Arch. adm.*, I, p. 908. *Charte de Follepaine* (mars 1270); Robert, *Gomont*, p. 68 (août 1294); Robert, *Juniville*, pièce justificative, V, p. 251 (9 avril 1296); Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 (5 septembre 1337); Varin, *Coutumes*, p. 582 (an 1431); Robert, *Herpy*, pièce justificative, XVIII, p. 268 (10 mai 1462); Robert, *Alland'huy*, pièce justificative, III, p. 290 fin du xv^e siècle?) Voir également *Coutumier de Montfaucon*, art. 82; A. C. Reims, art. 232.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 232 : « amende de cinq solz par., en aucuns lieues de II solz six d. par., et en autres lieux plus ou moins;... » A Crugny, pour les héritages dépendant du fief de Montbeton, l'amende est de 7 sous 6 den. par. (Robert, *Fiefs de Reims II*, document IX, pp. 17 et 18 (28 décembre 1461).

⁽⁵⁾ N. C. Reims, art. 148. Cf. N. C. Laon, art. 135.

⁽⁶⁾ *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes* p. 957, note 1.).

le cens le jour même ou au plus tard le lendemain de l'échéance ⁽¹⁾. Toutefois, si le cens est quérable, l'amende n'est encourue que si le tenancier refuse de l'acquitter après une ou même plusieurs sommations ⁽²⁾; bien mieux, au xvi^e siècle, si nous en croyons Buridan, seul le cens « redevable » emporte amende en cas de non paiement ⁽³⁾. L'amende est due, non seulement en cas de non paiement de la totalité du cens, mais encore dans l'hypothèse où le tenancier n'aurait acquitté son cens qu'en partie ⁽⁴⁾. Par contre, le tenancier qui possède plusieurs censives dépendant d'un même seigneur censier, ne doit qu'une seule amende, même s'il ne paye pas plusieurs des cens correspondants ⁽⁵⁾. De même, le censitaire qui a « défailli » d'acquitter son cens pendant plusieurs années n'est passible néanmoins que d'une seule amende, si toutefois le seigneur néglige, durant ce temps, de l'ajourner ou de saisir sa tenure ⁽⁶⁾. Il semble bien d'ailleurs que les seigneurs censiers aient écarté, la plupart du temps, par une clause expresse insérée aux contrats de concession, cette disposition de la coutume rémoise trouvée sans doute par eux trop favorable aux tenanciers ⁽⁷⁾. Enfin, comme le cens, l'amende du non paiement est indivisible ⁽⁸⁾. Toutefois, au cas où le seigneur aurait divisé le cens, chacun des co-tenanciers serait tenu de l'amende, s'il « défaillait » de payer sa portion ⁽⁹⁾.

L'amende n'est toutefois pas une mesure générale de contrainte, elle est en effet inconnue sur certaines censives de la région rémoise ⁽¹⁰⁾. D'autre part, c'est un moyen de coercition peu efficace : le censitaire peut s'obstiner dans sa résistance et refuser de payer à la fois et le cens et l'amende ⁽¹¹⁾. Aussi notre droit coutumier permet-il

(1) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 82; A. C. Reims, art. 232. A Béthancourt, le tenancier a jusqu'au lendemain de l'échéance pour payer son cens, avant d'« être tiré à amende ». (Robert, *Béthancourt*, p. 58).

(2) A. C. Reims, art. 232.

(3) Buridan, commentaire art. 148, p. 293.

(4) Cf. Robert, *Gomont*, p. 68 (août 1294) : « et si deficiant in solutione hujusmodi census in toto vel in parte, tenebuntur... ad emendam quinque solidorum... »; Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 (5 septembre 1377) : « Et se il avenoit que les dessus dis,... fussent défaillans de paier les cens et sorcens ou partie d'iceulz... ils paieront cinq solz parisis pour dette recongneue en jugement ».

(5) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 82; Buridan, commentaire art. 148, p. 296.

(6) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 84; A. C. Reims, art. 236.

(7) Cf. *Charte de Follepainc* (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 908 (mars 1270); Robert, *Gomont* p. 68 (août 1294); Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 268 (10 mai 1462).

(8) Buridan, commentaire art. 148, pp. 294 et 295.

(9) Buridan, *Ibid.*, pp. 294 et 295.

(10) A. C. Reims, art. 232.

(11) Olivier-Martin, I, p. 387.

au seigneur censier, en présence d'un tenancier récalcitrant, de procéder à la saisie de la tenure, à l'exemple du seigneur féodal, qui a également le droit de s'en prendre à son fief quand un vassal négligent tarde à lui faire hommage ⁽¹⁾. La saisie censuelle diffère cependant essentiellement de la saisie féodale. Alors que la mainmise féodale est ouverte à tout seigneur de fief, la saisie censuelle n'est permise au seigneur censier que s'il est haut justicier ou s'il a « coutume » de saisir ⁽²⁾. S'il n'exerce pas la haute justice ou bien s'il n'a pas « possession de user de saisine » par sa propre justice, le seigneur censier ne peut saisir l'héritage de son autorité privée, mais il est tenu de s'adresser au haut justicier, dans le ressort duquel la censive est située, seul capable de procéder à la saisie ⁽³⁾. Telle était la règle suivie par l'A. C. de Reims. La N. C., au contraire, probablement devant les réclamations des seigneurs, concède à tout seigneur censuel « ores qu'il ne soit hault justicier » le droit de « procéder par voye d'arrest ou brandons sur les fons, et fruitcz pendans par les racines, des héritaiges à luy redevables d'aucuns cens, pour les arrérages à luy deubz »; le seigneur censier était pour cela « censé et réputé avoir justice foncière et domaniale ⁽⁴⁾ ».

De plus, dans la saisie pour non paiement du cens, le seigneur, de droit commun, ne fait pas les fruits siens ⁽⁵⁾. La saisie a seulement pour effet de les rendre indisponibles entre les mains du censitaire ⁽⁶⁾, qui, s'il les « levait » pendant ce temps en connaissance de cause, serait astreint « avant toute œuvre » de les rendre au seigneur et de lui payer en outre l'amende de « main brisée », généralement d'un montant très élevé, 60 sous parisis ⁽⁷⁾. Toutefois, ici aussi, on pouvait déroger à la coutume et en certains endroits de la région rémoise, les censiers saisissants avaient le droit d'appliquer à leur profit « toute la revenue » des héritages saisis, tant que les tenanciers défaillants ne leur avaient pas payé le cens et l'amende dont ils

⁽¹⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 83 et 84; A. C. Reims, art. 233; N. C. Reims, art. 144. Cf. *Coutumier de Vermandois*, § 120, pp. 70 et 71; N. C. Laon, art. 136.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 233.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 228. L'article 228 ne vise *in terminis* que la saisie pour non paiement des droits de vêtture et de ventes; mais nul doute qu'il ne s'applique également à la saisie pour défaut de paiement du cens.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 144.

⁽⁵⁾ Buridan, commentaire art. 144, pp. 287 et 288; la même règle était aussi en usage dans le pays de Laon (Buridan, *Vermandois*, commentaire, art. 136, p. 438).

⁽⁶⁾ Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 136, p. 438.

⁽⁷⁾ A. C. Reims, art. 229; IV C. Reims, art. 145. Sauf quelques exceptions (voir *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims*, (Varin, *Coutumes*, p. 956, note 2) la Coutume de 1556 fixe, en règle générale, l'amende de « main brisée » à 6 sous parisis.

étaient redevables ⁽¹⁾. La saisie censuelle, moins rigoureuse que la saisie féodale, était par contre plus compréhensive et le seigneur censier avait la faculté d'« arrêter », non seulement les fruits attachés au fonds, mais aussi ceux venant d'être coupés et non encore enlevés au moment de la saisie ⁽²⁾.

Jusqu'au xvi^e siècle, dans certaines localités tout au moins, la saisie censuelle, lorsqu'elle portait sur un immeuble bâti, revêtait une forme particulière. En ce cas, le seigneur censier, non payé du cens à l'échéance, avait le droit de faire « despendre » et enlever l'« huis » fermant l'entrée de la maison, « sans user d'autre forme d'exécution » ⁽³⁾. Si le tenancier, enfreignant cette mainmise, reposait la porte sans avoir « satisfait » du cens au préalable, le censier pouvait la « redespandre » et la confisquer à son profit ⁽⁴⁾. De plus, le tenancier encourait l'amende de « main brisée » de 60 sous parisis ⁽⁵⁾. Cette mainmise particulière, d'usage courant à Reims dès le xiii^e siècle ⁽⁶⁾, semble avoir été supprimée lors de la réformation de la Coutume de Reims en 1556. Déjà à la fin du xv^e siècle, les rédacteurs de l'A. C. avaient conseillé, afin d'« eschuer » l'incertitude et la confusion résultant de l'emploi de différents moyens de contrainte, d'abolir cette antique forme de saisie et de la remplacer par la saisie ordinaire, faite immédiatement après l'expiration de terme si le cens était portable et huit jours après la « queste » lorsqu'il s'agissait d'un cens quérable ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ Cf. Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document IX, pp. 17 et 18 (28 décembre 1461); Robert, *Ibid.*, document XXII, pp. 32 et 33 (24 décembre 1486) : « ...et pendant icelle saisine prendra et levera ledit seigneur de Montbéchon ou son commis toute la revenue desdiz héritages jusques à ce que les debtenteurs ou achecteurs auront payé l'amende de sept solz six deniers tournois par deffault de payer les cens »; Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 296 (non datée) : « et es autres héritages qui ne sont clos l'en puet » procéder par saisine et les exploiter ».

⁽²⁾ Buridan, commentaire art. 144, p. 287.

⁽³⁾ *Juge, échev.*, an. 1294 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1083 : (le maire de la Couture de Reims fait « oster les us de une maison » de la rue de Thillois, pour défaut de paiement du droit cens dû à l'archevêque; *Enqueste A future fort ample et notable pour la reconnaissance des droicts de la terre et justice du ban de Saint-Remi de Reims*, 1431 (Varin, *Coutumes*, p. 563) : Le maire de Saint-Remi accompagné de deux sergents, dépend à Vrilly « l'uy de l'ostel » d'un certain Jean Oudart, pour non paiement des cens qu'il devait à l'abbaye, à cause de sa maison et de ses terres de Vrilly; *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 296) : « ... en deffault de paye desquelles rentes audit jour l'en puet procéder par abatre les huys de la maison... », et A. C. Reims, art. 234.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 234.

⁽⁵⁾ Robert, *Alland'huy*, pièces justificative III, p. 296; A. C. Reims, art. 234.

⁽⁶⁾ Cf. *Juge, échev.*, an. 1251 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 729).

⁽⁷⁾ A. C. Reims, art. 234.

Le censitaire qui laissait saisir sa tenure devait, outre l'amende ordinaire de non paiement, une amende spéciale « pour la saisine », amende variable, fixée par l'A. C., à défaut de conventions contraires, à 2 sous 6 deniers parisis ⁽¹⁾. Le tenancier, qui avait « juste raison de refuser le cens au seigneur saisissant » ⁽²⁾ pouvait d'ailleurs faire opposition à la saisie ⁽³⁾. En attendant l'issue du procès, la coutume lui permettait d'obtenir mainlevée, à charge de « garnir la main » du seigneur ou de la justice, anciennement de l'intégralité de la demande ⁽⁴⁾, puis, selon les coutumes rédigées, du montant d'une année de cens ⁽⁵⁾, enfin, depuis l'ordonnance de Charles IX de novembre 1563, des arrérages de trois années ⁽⁶⁾.

Outre la saisie, le seigneur censier avait encore à sa disposition une action en justice pour contraindre le tenancier récalcitrant au paiement du cens. Production originale du droit coutumier rémois, cette action fonctionne, non seulement à Reims, mais encore dans les campagnes même très éloignées, dès le XIII^e siècle ⁽⁷⁾. Ce n'est pas d'ailleurs une action personnelle en paiement du cens : anciennement il n'y a, semble-t-il, dans la concession en censive aucun rapport de créancier à débiteur entre seigneur censier et tenancier ; ce n'est pas le censitaire qui doit le cens, mais bien plutôt l'immeuble lui-même ⁽⁸⁾. L'action donnée par notre coutume au seigneur présente tous les caractères de l'action réelle : elle s'intente « par raye de terre » ⁽⁹⁾, la procédure suivie est celle relative aux actions réelles immobilières ⁽¹⁰⁾ et, à notre avis, on ne peut mieux

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 233.

⁽²⁾ Olivier-Martin, I, p. 389.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 236 ; N. C. Reims, art. 144.

⁽⁴⁾ *Juge. échev.*, année 1294 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 1083).

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 236 ; N. C. Reims, art. 144.

⁽⁶⁾ Buridan, commentaire art. 144, p. 286.

⁽⁷⁾ Cf. *Juge. échev.*, année 1253 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 745 : « Li maires de Mon Valois (à Reims), fit semondre Williaume d'Aufort, le cler chanoine de Sainte-Nourrice, par roie de terre, et li demanda cens de terres et de vignes... et de maisons... qui n'avoit mie paiet à jour si comme il devoit ». Pour les campagnes, voir Robert, *Béthancourt*, p. 58 (an. 1247) ; Varin, *Arch. adm.*, I, p. 908 (*Charte de Follepaine*, mars 1270) ; Robert, *Juniville*, pièce justificative V, pp. 251 à 253 (9 avril 1296).

⁽⁸⁾ Olivier-Martin, I, pp. 391 et 392. Les textes du XVI^e siècle expriment encore nettement cette manière de voir (Cf. *Déclaration des droits seigneuriaux de la basse mairie d'Isles-s-Suippe, appartenant à la mense conventuelle de Saint-Remi*, mai 1514 (Robert, *Isles*, pièce justificative X, pp. 19 et 20) ; *Déclaration des droits appartenant à la mense abbatale de Saint-Remi à Isles-sur-Suippe*, 3 janvier 1558 (Robert, *Ibid.*, pièce justificative XI, pp. 20 et s.).

⁽⁹⁾ Cf. *Juge. échev.*, an. 1253 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 745) ; *Coutumier G. de Montfaucou*, art. 84.

⁽¹⁰⁾ *Juge. échev.*, an. 1252 [Varin, *Arch. adm.*, I, p. 738 (procédure de « monstrée »)].

la caractériser qu'en la comparant à l'action hypothécaire ⁽¹⁾. Comme au cas de saisie, le tenancier qui se laissait poursuivre en justice devait également une amende spéciale d'ajournement, qui venait s'ajouter à l'amende ordinaire pour défaut de paiement ⁽²⁾. Encore mentionnée au début du xve siècle dans le Coutumier de Girard de Montfaucon ⁽³⁾, peut-être encore en usage lors de la première rédaction de la Coutume de Reims ⁽⁴⁾, l'action réelle en paiement du cens seigneurial semble avoir disparu au milieu du xvie siècle; en tout cas, la N. C. n'y fait aucune allusion.

En ce qui concerne le paiement des surcens et autres redevances accompagnant le cens, le seigneur censier n'aurait pas dû logiquement jouir des mêmes moyens de coercition que pour le droit cens. Ces redevances sont en effet de nature fort différente, n'étant pas, comme le chef-cens, le signe représentatif de la seigneurie directe du censier sur le fonds ⁽⁵⁾. En fait cependant, les contrats de concession, au moins anciennement, ne faisaient aucune distinction entre les deux redevances et réservaient aux seigneurs les mêmes moyens de contrainte en cas de non paiement de l'une ou de l'autre. Ainsi à Béthancourt, les « terriers », comme les désigne la charte de 1247, sont astreints à l'amende s'ils ne payent pas, le lendemain de l'échéance, la rente adjointe au cens seigneurial. Si le seigneur est obligé de les citer en justice, ils sont passibles de la même amende d'ajournement que pour le cens. Bien mieux, la commise de la tenure est également encourue quand, dans le délai d'un an, le terrier n'a pas acquitté les arrérages de la rente relatifs à l'année précédente ⁽⁶⁾. Toutefois, aux xve et xvie siècles, si nous en croyons les coutumes rédigées, tous les seigneurs censiers ne jouissaient pas des mêmes moyens de contrainte en cas de défaut de paiement des redevances seigneuriales autres que le cens. En principe, seules les redevances grevant les censives appartenant aux seigneurs haut

(1) Sur l'action hypothécaire, voir A. C. Reims, seconde partie, titre VII.

(2) Robert, *Béthancourt*, p. 58 (an. 1247) : amende de 2 sous-1/2; Varin, *Arch. adm.*, I, p. 908 : *Charte de Follepaine*, mars 1270, amende de 30 den. paris. par terme dû; Robert, *Juniville*, pièce justificative V, p. 251 (9 avril 1296) : amende de 7 sous-1/2.

(3) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 84.

(4) A. C. Reims, art. 238. Comparez avec l'art. 147 de la N. C.

(5) Buridan, commentaire art. 161, p. 313.

(6) Robert, *Béthancourt*, pp. 58 et 59 (an. 1247). Cf. également, Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208 : *Accensement par l'abbé de Saint-Remi à Jean Cossier et Jean Marchant d'un savart à Rilly*, 5 septembre 1377 : « Et se il avenoit que les dessusdis.... fussent defaillans de paier les cens et surcens ou partie d'iceux au jour et au lieu dessus dis en temps présent ou advenir, ils paieront cinq solz parisis pour debte recongneue en jugement.

justiciers étaient aussi « prévilégiez en perception, contraincte et exécution » que le chef-cens ; quant aux redevances dues aux autres seigneurs, elles n'étaient pas « si prévilégiez » ⁽¹⁾ ; notamment, alors que depuis 1556 tout seigneur censier avait le droit de saisir lui-même l'héritage en défaut de paiement du cens seigneurial, seuls les haut justiciers pouvaient user de la saisie censuelle en cas de non paiement des surcens et autres redevances accompagnant le cens ⁽²⁾. Ce n'était d'ailleurs là que des dispositions interprétatives et nos coutumes disposaient formellement qu'en cette matière il fallait suivre « l'usage et joyssance » des seigneurs, auxquels ces redevances étaient dues ⁽³⁾.

§ 2. — Les mutations de censive et les droits casuels.

Comme le fief, la censive était primitivement indisponible entre les mains du tenancier ⁽⁴⁾. Celui-ci, à son décès, ne la transmettait pas à ses héritiers ; à *fortiori* ne pouvait-il l'aliéner de son vivant. Concédée pour un temps limité, généralement pour la vie du censitaire, la censive faisait, à l'expiration de ce délai, retour au seigneur concédant. C'était là un procédé d'exploitation économique du sol peu satisfaisant ; le tenancier, connaissant le caractère précaire de sa concession, ne devait guère se soucier de cultiver d'une façon rationnelle et de mettre en valeur la terre concédée ⁽⁵⁾. Aussi les seigneurs censiers, à l'exemple des seigneurs féodaux, prirent-ils l'habitude, à la mort d'un tenancier, de laisser la tenure à ses héritiers ⁽⁶⁾. Ils y trouvaient doublement leur compte : outre qu'ils assuraient ainsi une meilleure exploitation de leurs domaines, c'était pour eux l'occasion de percevoir un droit de mutation analogue au droit de relief en matière de fief et connu dans la région rémoise sous le nom de droit d'essoigne ⁽⁷⁾.

La censive devenue héréditaire n'en demeurait pas moins inaliénable entre vifs, sans le consentement du seigneur censier. Ici aussi, les seigneurs permirent aux tenanciers, de bonne heure et

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 235 ; N. C. Reims, art. 161.

⁽²⁾ Buridan, commentaire art. 161, p. 314.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 235 ; N. C. Reims, art. 161.

⁽⁴⁾ Olivier-Martin, I, p. 365.

⁽⁵⁾ Olivier-Martin, I, p. 366.

⁽⁶⁾ Sur cette évolution dans la région parisienne, voir Olivier-Martin, I, pp. 365 à 368.

⁽⁷⁾ *Infra*, pp. 225 à 227.

assez facilement semble-t-il, de disposer de leurs tenures ⁽¹⁾. Peut-être encore interdite à la fin du XI^e siècle ⁽²⁾, l'aliénation des censives ne paraît plus contestée dans notre région à la fin du XII^e siècle, au moins en règle générale ⁽³⁾. Cependant, même au XIII^e siècle, d'assez nombreuses chartes apportent encore quelques restrictions au droit de libre disposition du tenancier : celui-ci notamment ne peut très souvent disposer de sa tenure au profit d'un étranger au domaine ⁽⁴⁾; par là, le seigneur marque son intention de fermer ses possessions à toute personne étrangère ⁽⁵⁾.

Ces entraves durent bientôt céder devant les nécessités économiques ⁽⁶⁾. Toutefois, le droit coutumier conserva jusqu'à la fin des vestiges de l'ancien état de choses. Si l'aliénation entre vifs des censives est libre, par contre l'acquéreur doit, dans la plupart des cas, avant d'entrer en possession effective de l'héritage, se faire ensaisiner ou « vestir » par le seigneur ou sa justice, et payer à cette occasion un droit généralement peu élevé, dit droit de vêtüre ⁽⁷⁾. Survivance de l'antique pouvoir arbitraire du seigneur, cette obligation imposée au nouvel acquéreur marque nettement que l'héritage objet de la transaction fait partie de la censive du seigneur et que nul ne peut le posséder que par son intermédiaire ⁽⁸⁾. De plus, en cas de vente ou d'aliénations équivalentes, le seigneur censier a le droit d'exiger de l'acquéreur un droit de « ventes » correspondant au droit de quint dans le fief ⁽⁹⁾. « Ce droit représente la somme, primitivement déterminée dans chaque cas concret, que payait

⁽¹⁾ A Paris, la censive est pleinement aliénable dès la première moitié du XIII^e siècle (Olivier-Martin, I, p. 369). Sur l'historique de cette évolution en droit parisien, voir Olivier-Martin, I, pp. 368 à 378.

⁽²⁾ Cf. *Jusjurandum archiepiscoporum remensium continens summam privilegiorum canonicorum cathedralis ecclesiae remensis*, vers 1068 d'après Varin (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 226). Au nombre des privilèges des chanoines de la cathédrale figure celui de donner, de vendre ou d'échanger librement leurs maisons « infra claustrum » sans opposition de qui que ce soit, « absque ullius persone contradictione »; donc, semble-t-il, la liberté d'aliénation n'était pas alors reconnue d'une manière générale.

⁽³⁾ Cf. *Charte de Beaumont-en-Argonne*, 1182 (Bonvalot, § X, pp. 100 et 101, et pp. 121 et 122; Defourny, p. 267).

⁽⁴⁾ Cf. *Charte de Guillaume archevêque sur l'accord passé entre le chapitre et Renaut de Rozoy sur la ville de Fraillécourt*, 1182 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 388; *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, p. 187); *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473). En outre, à Justine, l'acheteur ne peut acquérir qu'une « muyée » de terre au maximum [*Charte de Justine* (Robert, *Justine*, p. 187)].

⁽⁵⁾ Olivier-Martin, I, p. 369.

⁽⁶⁾ A Justine, elles avaient disparu à la fin du XIV^e siècle (Robert, *Justine*, p. 184).

⁽⁷⁾ *Infra*, pp. 228 et s.

⁽⁸⁾ Olivier-Martin, I, p. 370.

⁽⁹⁾ *Infra*, pp. 228 et s.

l'acquéreur, pour obtenir l'agrément du seigneur à l'aliénation ⁽¹⁾ ».

Sous réserve du paiement des droits de mutation précités, le tenancier, dans le système définitif du droit coutumier, dispose de la censive, « comme de son propre héritage » ⁽²⁾ et sa situation est en somme assimilable à celle d'un propriétaire véritable ⁽³⁾. Cependant, comme le vassal, le censitaire ne peut aliéner sa tenure à une personne de mainmorte, sans le consentement du seigneur censier ⁽⁴⁾ et, d'autre part, il n'a également pas le droit, sans la même autorisation, de la concéder à charge d'un nouveau cens, par application du célèbre adage « cens sur cens n'a lieu » ⁽⁵⁾.

1. — *Les transmissions à cause de mort et le droit d'essoigne.*

Le droit d'essoigne est à la censive ce que le rachat est au fief. Toutefois, bien qu'ayant historiquement la même origine, ces deux droits présentent entre eux de notables différences. Tout d'abord, le champ d'application de l'essoigne est moins étendu que celui du rachat. Le droit d'essoigne en effet est seulement exigé dans l'hypothèse d'une succession, c'est-à-dire d'une transmission à cause de mort d'un patrimoine; seuls le doivent les héritiers proprement dits et les légataires universels ⁽⁶⁾. D'autre part, le droit d'essoigne n'offre pas, dans notre coutume, le caractère de généra-

⁽¹⁾ Olivier-Martin, I, p. 370.

⁽²⁾ Cf. *Accensement par l'abbé de Saint-Remi à Jean Cossier et à Jean Marchant d'un savart à Rilly*, 5 septembre 1377 (Robert, *Chigny*, pièce justificative XV, pp. 207 et 208. « Sachent tuit que nous,... avons baillié a nos bien amez (*les tenanciers*)... et baillons par ces presentes a chascun d'iceulx un jour et demi et une perche de un savart, que nous aviens en nostre terroir de Rilly, ... a ycellui tenir et posséder des dessusdis, de leurs hoirs et de ceulx qui de eulx averont causes des la date de ces presentes comme de leur propre héritage perpetuelment et a tous jours... »

⁽³⁾ Olivier-Martin, I, p. 394.

⁽⁴⁾ Cf. *Charte par laquelle l'abbaye de Saint-Thierry, celle de Saint-Pierre-les-Dames de Reims, le trésorier du Chapitre de Reims, Raoul de Vandières, chevalier, le prieur de Corbény et l'aumônier de Saint-Remi, tous deux au nom de l'abbaye de Saint-Remi, ainsi que le Chapitre de Reims, défendent à leurs manants d'Hermonville, Toussicourt et Marzilly, d'aliéner au profit d'une personne de mainmorte leurs immeubles « sub dominio protectione et censiva nostris », sans le consentement unanime des seigneurs sus-nommés, sous peine de confiscation et sans préjudice de l'amende*, décembre 1272 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 924 et 925); *Amortissement par l'Hôtel-Dieu de Reims des biens acquis à Gomont par le prieur du Val des Ecoliers de Reims*, août 1294 (Robert, *Gomont*, p. 68).

⁽⁵⁾ Buridan, commentaire art. 141, p. 279. Mais il a la liberté de la bailler à surcens et aussi de constituer une rente dessus (*Ibid.*, p. 280).

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 254.

lité du relief. Certaines censives ou même, comme à Reims, toutes les censives d'une même localité en sont affranchies ⁽¹⁾. Enfin le relief en censive présente une variété de réglementation qu'on ne rencontre pas dans le relief féodal. Ainsi, suivant les endroits, un seul droit d'essoigne est dû pour toute une succession, « posé qu'ilz soyent pluseurs chiefz de personnes succédans »; ailleurs, chaque héritier est tenu d'« essoigner » quel que soit par ailleurs le nombre de censives qu'il recueille dans la succession; dans d'autres localités au contraire, c'est chaque héritage tenu en censive qui doit « ensoigner pour sa portion » ⁽²⁾. Même diversité dans la détermination du montant du relief censuel : tantôt, c'est une somme fixe, indépendante de la valeur de la tenure : généralement un, deux ou douze deniers; tantôt, c'est au contraire une somme proportionnelle à la valeur de l'héritage : le plus souvent, c'est une année de cens, ou la moitié, ou le double du cens annuel ⁽³⁾. Les délais de paiement étaient également très variables; en certaines localités, il fallait « essoigner avant que le corps du trespasé soit enterré », en d'autres, les héritiers jouissaient d'un délai plus long : huit, neuf jours, ou « autre nombre de jours », après le décès du tenancier, leur étaient laissés pour se libérer ⁽⁴⁾. Le défaut de paiement de l'essoigne paraît avoir été moins énergiquement sanctionné que le non paiement du cens seigneurial : le coutumier rémois de la fin du xiv^e siècle et l'A. C. de Reims ne punissent en effet les héritiers défaillants que de l'amende, d'un chiffre également variable selon les lieux et pouvant s'élever jusqu'à 60 sous parisis ⁽⁵⁾. Les seigneurs censiers ne semblent pas avoir été autorisés à saisir la tenure en cas de non paiement de l'essoigne; du moins les textes précédents n'y font aucune allusion.

La diversité des usages en matière de droit d'essoigne, cause d'incertitude et de confusion, engendrait de nombreux procès et les praticiens réclamaient une réglementation uniforme « ès lieux esquelz l'en a acoustumé d'ancienneté essoigner » ⁽⁶⁾. Déjà, au début du

(1) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 89; A. C. Reims, art. 254 et 255.

(2) A. C. Reims, art. 254. A Gomont, les héritiers « tous ensemblez » doivent de droit d'essoigne « autretant comme le trespasé devoit de cens ». [*Extrait relatif à Gomont du « Bourdureau de l'ostel Dieu Nostre Dame de Reims »*, an. 1596 (Robert, Gomont, pièce justificative XXII, p. 93)].

(3) A. C. Reims, art. 254.

(4) *Ibid.*, art. 254. A Gomont, ce délai était de huit jours [*Extrait relatif à Gomont*, (Robert, Gomont, pièce justificative XXII, p. 93)].

(5) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 89; A. C. Reims, art. 254. Voir également, *Extrait relatif à Gomont...* : l'amende est la seule sanction prévue à défaut de paiement.

(6) A. C. Reims, art. 254.

xv^e siècle, on avait posé en coutume générale que le droit d'essoigne serait dû de chaque héritage tenu en censive, que sa quotité serait fixé à une année de cens et que, faute de paiement, le tenancier devrait une amende fixée uniformément à 22 sous 6 deniers parisis ⁽¹⁾. Mais ces dispositions ne furent pas suivies et les usages locaux continuèrent à s'appliquer ⁽²⁾; aussi, à la fin du xv^e siècle, les auteurs du projet de rédaction de la Coutume de Reims insistaient-ils vivement pour que l'on réglementât le droit d'essoigne d'une manière uniforme, sans toutefois y « asservir » les villes et lieux esquelz n'a esté acoustumé d'en user », et, à l'appui de leur demande, ils proposaient que dorénavant « ès lieux subjectz, l'en fust tenu payer pour une succession II den. par. pour l'essoigne, dedans le neufiesme jour ensuivant le trespas, sur l'amende de XXII solz VI den. par. ⁽³⁾ ». C'était, à leur avis, la réglementation la plus « convenable ⁽⁴⁾ ». La N. C. coupa court à toute difficulté en supprimant purement et simplement le droit d'essoigne. Déjà, dès le xv^e siècle, le relief censuel était, semble-t-il, en régression; à Reims notamment, à la fin du xiv^e siècle, sauf quelques exceptions, il était encore dû en règle générale sur tous les héritages tenus en censive ⁽⁵⁾; au contraire, un siècle plus tard, au dire de l'A. C., on n'y levait plus « aucunes essoignes ⁽⁶⁾ ». Quoi qu'il en soit, le relief censuel, tel qu'il a fonctionné jusqu'au xvi^e siècle, est intéressant à étudier, car il montre nettement la ressemblance de constitution juridique, existant au moins anciennement entre la tenure en fief et la tenure en censive ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 89.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 637.

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 254.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 721.

⁽⁵⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 89. « ...et n'y a point d'ensoingne en la ville de Reims en quelque terre ».

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 255.

⁽⁷⁾ Anciennement, les héritiers attributaires de bien tenus en censive devaient, avec le paiement du droit de mutation, demander la saisine au seigneur censuel (Cf. *Carta libertatum et consuetudinum hominum de Coulommès prope Attigniacum*, juillet 1223 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 527). Toutefois, la règle « le mort saisit le vif » fut appliquée de bonne heure dans la région rémoise; dès le milieu du xiii^e siècle, il est d'usage à Reims qu'on peut « en eschéance d'ammis charneis » se mettre de soi-même en saisine, « sans meffait au signeur » [*Coutumier rémois du XIII^e siècle* (Varin, *Statuts*, I, p. IV et Giraud, *Droit français au Moyen Age*, II, p. 418, art. 10). Cf. *Carta libertatum et consuetudinum...*, juillet 1223 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 527) : « Nullus requirit hereditatem suam post mortem antecessoris sui, quia non est consuetum in villa, sed tenebit sicut heres ». En Vermandois, il y avait encore, au milieu du xv^e siècle, certaines localités dans lesquelles les héritiers possesseurs de censives étaient contraints de « prendre tenance par la basse justice » (*Coutumier de Vermandois*, § 90, pp. 56 et 57; § 123, pp. 72 et 73).

2. — *L'aliénation de la censive; la vêtiture et les ventes.*

La censive, au moins à l'époque où sa constitution juridique est définitivement assise, est, avons-nous vu précédemment, pleinement patrimoniale. Le tenancier peut la vendre, la donner, d'une manière générale l'aliéner entre vifs, sans avoir besoin de l'autorisation du seigneur censier ⁽¹⁾. Toutefois, le seigneur censuel ne reste pas étranger aux aliénations qui ont sa censive pour objet. Son intervention est nécessaire pour mettre en saisine l'acquéreur, pour le « vêtir », comme disent nos coutumes, et, d'autre part, il a le droit de percevoir, à l'occasion de certaines aliénations, un droit généralement proportionnel à la valeur de l'héritage, appelé droit de ventes, qui est à la censive ce que le droit de quint est au fief.

Plaçons-nous dans une hypothèse essentiellement pratique : celle de la vente. En dehors du seigneur, tenancier et acheteur, après avoir débattu librement les clauses de la convention, se sont mis d'accord : le contrat est conclu. Mais l'acquéreur n'est pas encore devenu « seigneur » de l'héritage, il lui reste, pour en être véritable propriétaire, à se faire « vêtir » par le seigneur ⁽²⁾. Pour cela, vendeur et acheteur, en personne ou par procureur, se « transportent » devant le seigneur censier, ou plus souvent devant sa « justice ». Là, le vendeur se dessaisit « dans la main » du seigneur, de la censive, en déclarant « qu'il se deveest et démet de la possession dudit héritaige » en faveur de l'acheteur ⁽³⁾. Le seigneur doit alors ensaisiner l'acquéreur par une cérémonie symbolique, nécessitant, même encore au xvi^e siècle, la remise à l'acheteur d'un petit bâton ou « buschette » ⁽⁴⁾. Contrairement à ce qui a lieu dans

⁽¹⁾ *Supra*, p. 224.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 165. Cf. A. C. Laon, II^e partie, chap. 2, art. 9 et 10; N. C. Laon, art. 126. L'A. C. de Reims ne disait pas *in terminis* si la saisine seule était attributive de propriété; malgré tout, il n'est pas douteux que cette règle était déjà suivie à cette époque dans la région rémoise [Cf. *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims*, 31 octobre 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 961, note 3)].

⁽³⁾ Cf. *Vente par Raoul Gourdin à l'abbé de Saint-Remi, d'une pièce de bois sise à Rilly, au lieudit la Fortelle dans la seigneurie de Colesson Hubert*, 14 mars 1367 (Robert, *Chigny*, pièce justificative XIV, p. 207); N. C. Reims, art. 163. Voir également A. C. Laon, II^e partie, chap. 2, art. 8; N. C. Laon, art. 126.

⁽⁴⁾ Cf. *Vente par Raoul Gourdin à l'abbé de Saint-Remi, d'une pièce de bois...*, 14 mars 1367 (Robert, *Chigny*, pièce justificative XIV, p. 207); N. C. Reims, art. 165. Voir également, A. C. Laon, II^e partie, chap. 2, art. 8; N. C. Laon, art. 126.

l'investiture féodale, le seigneur censier ne peut prendre l'acquisition pour son compte, en remboursant à l'acquéreur le prix de la « vendition ». Le retrait censuel, s'il a peut-être existé antérieurement, n'est, en tout cas, plus admis dans la région rémoise à la fin du xv^e siècle ⁽¹⁾. Le seigneur a seulement le droit d'exiger de l'acheteur le paiement d'un double droit : l'un, pour la saisine, c'est le droit de vêtture, l'autre en compensation de son ancien pouvoir arbitraire d'approbation désormais aboli, c'est le droit de ventes ⁽²⁾.

La vêtture est fondamentale; comme l'hommage dans le fief, elle est, dit Buridan, le signe de reconnaissance de la seigneurie directe du seigneur sur la censive ⁽³⁾. D'autre part, l'ensaisinement avertissant le seigneur censier « du changement des tenanciers des héritages assis en sa juridiction » lui est un moyen commode « pour se conserver et se faire payer » ses droits de mutation ⁽⁴⁾. Aussi la vêtture est-elle obligatoire et l'acheteur qui se mettrait en possession sans avoir demandé la saisine au seigneur encourrait l'amende de « tost entrée », variable suivant les localités jusqu'en 1556 et fixée uniformément à cette époque par la N. C. de Reims à 6 sous parisis ⁽⁵⁾. De plus, le seigneur pourrait le contraindre à se faire « vêtir », soit par « adjournemens » devant sa justice, soit

(1) Du moins, nos deux coutumes n'y font aucune allusion; mais l'abolition du retrait censuel ne peut être mise en doute : lors de l'« assemblée des trois Estats » réunie en 1556 aux fins de révision des coutumes de Vermandois, le bailli de Marle demanda « qu'il fut permis au Seigneur foncier, de retenir les choses tenues en censive ainsi qu'il est permis au Seigneur de fief, de retenir par puissance de fief, les fiefs vendus mouvans de luy »; mais sa requête ne fut pas prise en considération et l'assemblée décida « que ce droict de retention n'aurait lieu es choses tenues en censive » (Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 259, pp. 870 et 871). Le retrait en censive était encore en usage dans la région de Saint-Quentin au milieu du xv^e siècle (*Coutumier de Vermandois*, § 36, pp. 24 et 25). La Coutume de Vitry (art. 18) l'admettait également.

(2) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 86; A. C. Reims, art. 214 et 222; N. C. Reims, art. 142 et 143.

(3) Buridan, commentaire art. 140, p. 279; commentaire art. 142, p. 282.

(4) Buridan, commentaire art. 142, p. 282. La vêtture n'était pas exigée sur les censives mouvant de l'abbé de Saint-Basle, qui ne « portaient » pas droit de vente. [Cf. *Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Basle de Verzy*, 15 septembre 1384 (Robert, *Temporel*, pp. 26 et s.)]. La Coutume de Châlons (art. 123) ne requiert la saisine que pour les rotures « portans lots et ventes, saisines et amendes » (Buridan, commentaire, art. 142, p. 282).

(5) *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 86, d'après lequel l'amende d'« estoute entrée » est de 22 sous 6 deniers; A. C. Reims, art. 214 et 215 : amendes les plus usuelles, 60 sous parisis (notamment à Reims) et 22 sous 6 deniers parisis; N. C. Reims, art. 150. Dans la région parisienne, la dessaisine-saisine a perdu son caractère obligatoire en 1510, lors de la rédaction de la première coutume de Paris; celle-ci en effet, dans son article 56, décide que « il ne prend saisine qui ne veut ». (Olivier-Martin, I, p. 411). A Laon, au contraire, la vêtture resta, comme à Reims, obligatoire jusqu'à la fin de l'ancien régime (Cf. N. C. Laon, art. 133).

encore par la saisie de la terre ou la « deppendue » de l'« huis » de l'héritage tenu en censive ⁽¹⁾. D'ailleurs, l'acheteur a tout intérêt à accomplir le plus rapidement possible cette formalité. L'investiture en effet, outre qu'elle marque le point de départ du délai d'an et jour donné aux lignagers du vendeur pour procéder au retrait ⁽²⁾, confère à l'acquéreur tous les avantages de la saisine, notamment les actions possessoires ⁽³⁾; de plus et surtout, les coutumes de Reims faisant partie des coutumes de nantissement, la vêtue seigneuriale seule donne à l'acheteur la propriété incommutable de l'héritage, et de deux acquéreurs est vrai propriétaire celui qui s'est fait ensaisiner le premier, quand bien même son titre d'acquisition serait postérieur à celui du premier acquéreur ⁽⁴⁾.

Les droits de vêtue et de ventes étaient dus uniquement par l'acheteur ⁽⁵⁾. Cependant, au moyen âge, en certaines localités tout au moins, un double droit de mutation était exigé : l'un, du vendeur, c'était le droit de lods, l'autre, de l'acheteur, c'était le droit de ventes proprement dit ⁽⁶⁾. Mais le droit de lods disparut

(1) « ...dit qu'il (*un témoin*) a veu plusieurs fois contraindre plusieurs qui avoient acheté des héritaiges assis esdis bans redevables de ventes et vestures ausdis religieux, lez aucuns par la saisine d'iceulz héritaiges, les autres par adjournemens par devant la justice d'iceulz à eulz faire vestir de leursdis héritaiges par eulz achetez. » [*Enquête A future fort ample et notable pour la recognoissance des droicts de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reims*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 511 et 512; voir également, *Ibid.*, p. 552 et p. 597); voir aussi *Coutumier G. de Monfaucon*, art. 86; A. C. Reims, art. 227 et 228.

(2) A. C. Reims, art. 195; N. C. Reims, art. 189.

(3) A. C. Reims, art. 215; N. C. Reims, art. 150. Toutefois, l'acheteur non ensaisiné jouissait également des actions possessoires, après un an de possession paisible. (N. C. Reims, art. 167. Cf. A. C. Laon, II^e partie, chap. 2, art. 9 et 10; N. C. Laon, art. 129).

(4) N. C. Reims, art. 162 et 166. Toutefois l'acheteur non vêtu pouvait acquérir la propriété de la censive par une jouissance paisible de dix ans entiers, qui « équipollait » à tradition et vêtue (N. C. Reims, art. 168). L'A. C., bien qu'ayant négligé cette question de propriété, abondait dans le même sens. [Cf. *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 961, notes 1, 2 et 3)]. Les mêmes règles étaient aussi en usage à Laon, (Cf. A. C. Laon II^e partie, chap. 2, art. 9, 10 et 11; N. C. Laon, art. 126, 128, 129 et 130).

(5) *Charte de Fraillicourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 385 et 386); *Sentence du lieutenant du bailli de Vermandois du 6 février 1422* (v. s.), portant condamnation contre Jean Sobieteau, bourgeois de Reims, de paier au Chapitre de Saint-Thimothée les ventes d'une maison par lui acquise dans ladite ville (Varin, *Statuts*, III, p. 33, en sous-note); *Enquête a future fort ample et notable pour la recognoissance des droicts de la terre et justice du ban de Saint-Remy de Reims*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 511 et 512, p. 532); A. C. Reims, art. 214 et 222; N. C. Reims, art. 142 et 143. Cf. A. C. Laon, II^e partie, chap. 2, art. 12, N. C. Laon, art. 137.

(6) Cf. *Charte de Beaumont-en-Argonne*, 1182 (Bonvalot, pp. 100 et 101, § X; De-fourny, p. 267) : en cas de vente d'un héritage, le vendeur et l'acheteur donneront chacun un « nummus » aux maire et jurés; *Chartes des villages de la région rémoise mis à la loi de Beaumont*; *Charte de Saint-Oricle*, juin 1232 (Bonvalot, appendice, pièce justifi-

de bonne heure et nos coutumes rédigées ne font plus mention que d'un droit de mutation unique, à la charge de l'acheteur ⁽¹⁾.

Jusqu'en 1556, le montant du droit de vêtture variait énormément avec les localités. En certaines, il était d'un denier, en d'autres, de deux deniers, en d'autres encore de douze deniers « ou plus, ou moins, selon la diversité des usaiges locaux » ⁽²⁾. La N. C. abolit tous ces usages et fixa uniformément le droit de vêtture à la somme de 2 deniers parisis ⁽³⁾. Le droit de vêtture était donc généralement peu élevé et, en tout cas, toujours invariable, quelle que soit la valeur de l'héritage vendu ⁽⁴⁾.

A tous ces points de vue, le droit de ventes s'opposait nettement au droit de saisine. Si les seigneurs avaient également la liberté de fixer, à leur gré, dans les contrats de concession, le chiffre des ventes, il semble cependant que, de bonne heure, à défaut de convention contraire, l'usage ait établi un taux uniforme pour ce droit de mutation ⁽⁵⁾. Comme beaucoup d'autres, nos coutumes firent dépendre le montant des « ventes » de la plus ou moins grande valeur de l'héritage vendu et elles les fixèrent au douzième « du pris de la vendicion », soit, d'après la N. C., à raison de « vingt deniers pour livre » ⁽⁶⁾. Le droit de ventes n'avait pas le caractère de généralité

cative n° 29, p. 43); *Charte de Maisoncelles*, février 1236 (Bonvalot, *ibid.*, pièce justificative n° 31, p. 44); *Charte de Semuy*, mai 1258 (Bonvalot, *ibid.*, pièce justificative n° 32, p. 45); *Charte de La Besace*, mars 1246 (Bonvalot, *ibid.*, pièce justificative n° 41, p. 56); *Charte de Villers-le-Tilleul*, avril 1262 (Bonvalot, *ibid.*, pièce justificative n° 47, p. 71); *Chartes du Chesne, de Sauville, de Terron-sur-Aisne et de Senne* (Robert, *Beaumont*, pièce justificative II, pp. 102 et s., voir aussi pp. 83 et s.); *Carta Ecclesie remensis pro villa de Mauberti Fonte*, octobre 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473) : pour toute vente de terre, maison ou héritage, le vendeur doit quatre deniers et l'acheteur six deniers; le maire en prend deux et le Chapitre de Reims, seigneur du village, huit.

⁽¹⁾ *Supra*, p. 230, note 5.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 214.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 142.

⁽⁴⁾ A Prosnes, le nouvel acquéreur d'un héritage tenu en censive, outre le droit de vêtture, devait, avant d'entrer en possession, payer au seigneur censier la moitié d'une année de cens (Robert, *Prosnes*, p. 217).

⁽⁵⁾ Certaines chartes de la fin du XII^e siècle le fixent déjà au douzième du prix. [Cf. *Charte de Fraillicourt*, 1181 (Varin, *Arch. adm.*, I, pp. 385 et 386) : « Ad hec si possessionnes immobiles vendideritis, vel emeritis, ab emptore solvetur consuetudo que redemptio vel vendicio dicitur; scilicet pro solido denarius unus... »]. Toutefois, au XIII^e siècle tout au moins, les chartes dérogeaient assez fréquemment à cette règle. [Cf. *Charte de Mauberti-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473) : droit de « ventes » fixé invariablement à 4 deniers pour le vendeur et 5 deniers pour l'acheteur, quel que soit l'importance de la censive vendue]. *Charte de Folle-Peine*, février 1269 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 909) : droit de « ventes » d'une obole au moment de la vente, en plus, redevance annuelle et perpétuelle de 12 deniers].

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 222; N. C. Reims, art. 143. Mais, selon l'A. C., il y avait des localités où les « ventes » étaient tantôt supérieures tantôt inférieures à ce chiffre.

du droit de vêtture : il était « espécial ès lieux esquelz d'ancienneté l'en a acoustumé de payer ventes » ⁽¹⁾; parfois aussi il n'était dû que sur certaines catégories d'immeubles : ainsi à Prosnes, il frappait seulement les maisons tenues « en censive » à l'exclusion des immeubles non bâtis ⁽²⁾. En principe, les « ventes » étaient exigibles aussitôt le contrat « passé et accordé ⁽³⁾ »; toutefois, selon la N. C. de Reims, si vendeur et acheteur annulaient sans « fraude » la vente dans la huitaine, le seigneur censier ne pouvait les réclamer à l'acheteur ⁽⁴⁾. Il en était autrement dans la région parisienne et le « jeu de censive » n'y était pas permis par la coutume ⁽⁵⁾. Comme le seigneur féodal, le seigneur censier avait la faculté de remettre à l'acheteur tout ou partie des droits de mutation ⁽⁶⁾. En fait, semble-t-il, ces compositions amiables étaient assez fréquentes ⁽⁷⁾.

Pour se faire payer ses droits de vêtture et de ventes, le seigneur censier est dans une situation privilégiée : il n'a qu'à refuser d'ensaisiner l'acheteur jusqu'à ce que celui-ci lui ait versé le montant de ses droits ⁽⁸⁾. Nos coutumes, il est vrai, ne font pas mention de ce moyen indirect de contrainte, de pratique courante dans la région parisienne au xiv^e siècle ⁽⁹⁾; mais il dut sans doute être également en usage à Reims et vraisemblablement il dut s'y maintenir plus longtemps qu'à Paris, car, dans notre région, la vêtture seigneuriale resta, au moins en principe, toujours obligatoire.

La plupart du temps, l'acheteur, afin de jouir immédiatement

⁽¹⁾ A. C. Reims, art. 222; N. C. Reims, 143. Notamment, les censives mouvant de l'abbaye de Saint-Basle de Verzy en étaient exemptées. [*Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Basle de Verzy*, 15 septembre 1384 (Robert, *Temporel*, pp. 26 et s.)]. De même, à Reims et au terroir, les héritages tenus en censive, situés dans la seigneurie de l'archevêque, étaient pour la plupart affranchis du droit de ventes. [Cf. *Arrêt du Parlement de Paris du 6 septembre 1586* (Varin, *Statuts*, II, pp. 320 à 326); Rogier, *Mémoires* (Varin, *Ibid.*, pp. 321 et 322, en note); Bidet, *Histoire de l'Echevinage* (Varin *Ibid.*, pp. 322 et 323, en note)].

⁽²⁾ Robert, *Prosnes*, p. 217.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 157.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, *Ibid.* Cf. N. C. Laon, art. 138.

⁽⁵⁾ Olivier-Martin, I, pp. 397 et 412.

⁽⁶⁾ Buridan, commentaire art. 143, p. 284. Cf. *Transaction d'avril 1257 entre le chapitre de Reims et Guichard Nanin « au sujet du droit de lods et ventes exigé par le Chapitre, et refusé par ledit Guichard, sur la maison en laquelle il demeure, située devant la porte de la cour de l'église de Reims »*. (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 774 : « a été convenu que toutes les fois que ladite maison serait vendue, ledit Guichard Nanin sera tenu d'en payer 10 tournois à MM. du Chapitre; et si la maison n'était vendue qu'en partie, il ne serait payé qu'au prorata des 10 s. »).

⁽⁷⁾ Buridan, commentaire art. 143, p. 284.

⁽⁸⁾ Olivier-Martin, I, p. 395.

⁽⁹⁾ Cf. Olivier-Martin, *Ibid.*, p. 395.

des avantages de la saisine, devait s'empressez d'acquitter entre les mains du seigneur le montant des droits d'ensaisinement et de ventes; cependant, le seigneur censier pouvait se trouver en présence d'un acheteur entré « estoutement » en possession, ou bien le seigneur censuel a ensaisiné le nouveau tenancier sans exiger le paiement de ses droits, et celui-ci une fois vêtu refuse de payer, quels moyens de contrainte le seigneur va-t-il pouvoir mettre en œuvre pour obliger le censitaire à s'acquitter de sa dette?

Comme au cas de non paiement du cens, le seigneur a le droit de saisir la tenure, si c'est un héritage non bâti, ou d'en enlever la porte d'entrée s'il s'agit d'une maison ⁽¹⁾. Toutefois, ici aussi, le seigneur ne peut user de ce procédé de coercition, tout au moins au xv^e siècle, que s'il est haut justicier ou s'il a coutume de saisir; autrement il ne peut saisir que par l'intermédiaire du haut justicier du lieu de l'héritage ⁽²⁾. L'acheteur a, d'ailleurs, le droit de faire opposition à la saisie; pendant le procès, il obtiendra mainlevée à charge de garnir la main du seigneur du montant des droits ⁽³⁾. A l'exemple de la saisie pour cens non payé, la saisie pour défaut de paiement des vêtures et des ventes n'emportait pas perception et acquisition des fruits par le saisissant ⁽⁴⁾, du moins en règle générale, car, en ce cas également, certains seigneurs jouissaient du droit de « lever » les fruits, à leur profit, durant la saisie ⁽⁵⁾.

Si le seigneur censier le préférait, il pouvait également citer devant sa justice l'acheteur défaillant aux fins de paiement de ses droits de mutation ⁽⁶⁾. Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, le choix de l'un ou de l'autre de ces deux moyens de contrainte paraît avoir été laissé au libre arbitre du seigneur ⁽⁷⁾. Mais, en 1556, et vraisem-

⁽¹⁾ *Enquête A future fort ample et notable pour la reconnaissance des droicts de la terre et justice du ban de Saint-Remi de Reims*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 511 et 512, 552, 563 et 597); A. C. Reims, art. 227 et 228.

⁽²⁾ A. C. Reims, art. 227 et 228. Au ban de Saint-Remi, tant à l'intérieur de Reims qu'au dehors de la ville, les ventes et les vêtures des censives mouvant de l'abbaye appartiennent, soit à l'abbaye, soit aux chanoines de Saint-Thimothée, soit aux cœuvres, soit à l'aumônier de Saint-Remi. A défaut de paiement, les chanoines et les cœuvres doivent s'adresser à la justice de l'abbaye pour la contrainte (*Enquête A future...* 1431 (Varin, *Coutumes*, p. 597)].

⁽³⁾ A. C. Reims, art. 227.

⁽⁴⁾ Buridan, *Vermandoïs*, commentaire art. 140, p. 455.

⁽⁵⁾ *Aveu de Nicolas Gouvion pour les fiefs de Montbeton et de la Fontaine Gérard à Crugny*, 28 décembre 1461 (Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document IX, p. 18). *Aveu de Nicolas Gouvion pour les fiefs de Montbeton et de la Fontaine Gérard sis à Crugny*, 24 décembre 1486 (Robert, *Ibid.*, document XXII, pp. 32 et 33).

⁽⁶⁾ *Enquête A future...*, 1431 (Varin, *Coutumes*, pp. 511 et 512, 563 et 597).

⁽⁷⁾ Voyez la note précédente.

blement sous l'influence de la pratique parisienne, les rédacteurs de la N. C. de Reims abolirent la saisie pour défaut de paiement des droits de ventes et de vêtture, malgré les protestations de plusieurs seigneurs rémois et notamment du chapitre de Reims et de l'abbé de Saint-Remi ⁽¹⁾. Seule l'action en justice resta désormais à la disposition du seigneur censier ⁽²⁾. Cette action présente d'ailleurs des caractères propres; c'est une action réelle qui s'intente toujours devant la justice du seigneur censuel, quand bien même il ne serait pas seigneur justicier ⁽³⁾. Elle est en principe dirigée contre l'acheteur, débiteur personnel des droits de mutation; mais le seigneur a également le droit de l'intenter contre le détenteur de l'héritage pour se faire payer des droits de vêtture et de ventes dus par un acquéreur antérieur, au moins tant que la prescription n'est pas intervenue ⁽⁴⁾. Enfin le non paiement des droits de mutation, comme le défaut de paiement du cens, constituait un délit, punissable d'une amende de 22 sous et 6 deniers, à la fin du xiv^e siècle, ramenée à 6 sous parisis en 1556 ⁽⁵⁾. Toutefois, durant toute la période d'application de l'A. C. de Reims, le défaut de paiement des ventes n'entraînait pas, par lui-même, d'amende; ce n'était qu'au cas où le seigneur faisait saisir l'héritage qu'il lui était dû une amende « pour raison de la saisine ⁽⁶⁾ ». La N. C., peut-être en compensation de la suppression de la saisie, rétablit l'amende de non paiement des droits de vente, mais en abaissa considérablement le taux.

En dehors de la vente, la censive peut faire l'objet de bien d'autres actes de disposition entre vifs; quels sont, parmi ces actes, ceux qui, comme la vente, astreignent le nouvel acquéreur à se faire vêtir par le seigneur et à payer à celui-ci le droit de ventes? D'une manière générale, on peut répondre à cette question en disant que la nécessité de l'ensaisinement constitue le droit commun des

⁽¹⁾ N. C. Reims, art. 158; *Procès-verbal de la réformation des Coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 959, note 3). Cf. N. C. Laon, art. 140. Sur la disparition de la saisie pour ventes non payées en droit parisien, voir Olivier-Martin, I, pp. 412 et 413.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 158. Toutefois les abbés de Saint-Remi et de Saint-Nicaise de Reims, l'abbesse de Saint-Pierre-les-Dames de Reims, le Chapitre métropolitain, celui de Saint-Symphorien ainsi que l'abbé de Signy furent maintenus dans leurs « droietz et possessions » antérieurs [*Procès-verbal de la réformation des Coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 959, note 3)].

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 158; Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 140, pp. 455 et 456.

⁽⁴⁾ N. C. Reims, art. 158; Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 140, p. 456. A Laon, le nouvel acquéreur n'était tenu des « ventes antérieures que si l'héritage était revendu dans l'an et jour de la première vendition » (N. C. Laon, art. 140).

⁽⁵⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 88; N. C. Reims, art. 148.

⁽⁶⁾ A. C. Reims, art. 222. L'amende était en ce cas de 2 sous 6 deniers parisis.

mutations entre vifs translatives de propriété, tandis que le paiement des ventes est restreint aux seules aliénations comportant versement d'une somme d'argent par l'acquéreur à l'aliénateur, en échange de la propriété ou de la jouissance de l'héritage tenu en censive. Toutefois, si l'on étudie dans le détail chacune des principales mutations entre vifs, on peut constater que, suivant les époques, ces principes ont été suivis plus ou moins exactement.

Au xiv^e siècle et au commencement du xv^e siècle, les ventes n'étaient pas dues en cas de donation entre vifs de censives; il en était ainsi non seulement dans l'hypothèse d'une donation pure et simple, mais même, semble-t-il, et quoiqu'alors la donation participât de la nature des contrats à titre onéreux, s'il s'agissait d'une donation faite en récompense de quelque service ou à charge de certaines prestations. Du moins, c'était l'opinion de « notables conseillers » rémois et laonnois ⁽¹⁾.

Mais cette opinion ne prévalut pas et, à la fin du xv^e siècle, l'A. C., établissant une similitude complète entre les ventes et le quint, obligea au paiement du droit de ventes les bénéficiaires de dispositions à titre gratuit, pour lesquelles l'« animus donandi » du donateur n'était pas la cause exclusive ⁽²⁾. Seule, la donation pure et simple était dispensée des ventes ⁽³⁾. Courte fut la durée d'application de ces règles coutumières. En 1556, en effet, la N. C. de Reims, malgré l'opposition de certains seigneurs ⁽⁴⁾, revisa une nouvelle fois les dispositions antérieures. Comme le quint en matière de fief, les ventes ne furent plus désormais exigées des donations entre vifs, même non purement gratuites. Cependant, s'il y avait eu « bourse deslyée » par le donataire, le seigneur censier pouvait lui réclamer ses ventes « à la concurrence des deniers desboursez » ⁽⁵⁾.

(1) « J'ay veu par délibération de notables conseillers de Laon, et de Reims que en donacion, transport faict par aucune personne de ses biens à autrui pour estre à l'autre gouverné par tout les cours de sa vie, et par vesture, faicte de héritage transporté pour ladicte cause, et, n'y a, ne doit avoir, quelques ventes pour le seigneur, pour ce de ventes est des coustumes, non pas de droit; *ideo, restringendum est*, et est à tenir en ses termes, c'est assavoir ou il y a vendage; or convient-il en vendage qu'il y eut pris et somme d'argent, ce qui n'est pas au cas dessusdit » (*Coutumier G. de Monifaucon*, note sur art. 87). Par contre, en Champagne, au début du xiv^e siècle, le seigneur prend les ventes « de tous dons d'éritaige qui ne sont fait proprement por Dieu ou por cause de pitié à povre home ou à povre fame » [*Abrégé Champenois*, art. XXXI (Viолlet, III, p. 150)].

(2) A. C. Reims, art. 224.

(3) A. C. Reims, art. 224.

(4) *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 958, note 1).

(5) N. C. Reims, art. 151.

Quant à la vêtue, aussi bien au ^{xiv}^e siècle qu'aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, elle était requise pour les donations entre vifs ⁽¹⁾, à cause, dit Buridan, du « danger de fraude », une donation apparente pouvant dissimuler en réalité une véritable vente ⁽²⁾. Toutefois, les donations en faveur du mariage faites à des successibles, ainsi que les « convenances mutuelles » entre époux, étaient dispensés de l'ensaisinement : les fraudes n'étaient pas ici à redouter, comme dans les donations ordinaires ⁽³⁾.

L'échange avec soulte donnait également lieu au paiement des ventes, mais seulement au prorata de la valeur de la soulte ⁽⁴⁾. Selon l'A. C., les ventes étaient aussi dues en cas d'échange sans soulte, lorsque les héritages échangés étaient « assis » dans deux censives différentes, « esquelles, ou en l'une d'icelles, ventes ont cours » ⁽⁵⁾. La N. C., plus libérale, abolit le droit de ventes dans tous les cas d'échange « but à but », que les immeubles échangés fussent ou non situés sur une même censive ⁽⁶⁾. Cependant, quelques seigneurs qui avaient revendiqué le droit de percevoir les ventes dans les conditions de l'A. C. furent maintenus dans leur ancienne jouissance ⁽⁷⁾.

Nos deux coutumes passaient sous silence l'hypothèse de la mise en gage de la censive, peut-être parce que l'engagement était peu usité. La constitution de rente sur un héritage était par contre d'un usage fréquent dans l'ancien droit. Lorsqu'une rente était ainsi constituée sur une censive, l'acquéreur de la rente devait-il se faire ensaisiner par le seigneur et payer les ventes? Ici, la vêtue n'était pas obligatoire pour devenir propriétaire de la rente ⁽⁸⁾; mais le crédi-rentier avait tout intérêt à demander la saisine au seigneur. L'ensaisinement seul rendait en effet la rente opposable aux tiers, c'est-à-dire à tous ceux qui auraient acquis par la suite un droit réel sur la censive, acquéreurs de la propriété, crédi-

⁽¹⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 86 et 87; A. C. Reims, art. 214 et 215; N. C. Reims, art. 150.

⁽²⁾ Buridan, commentaire art. 171, p. 328.

⁽³⁾ *Coutumier G. de Montfaucon*, art. 87; A. C. Reims, art. 220 et 221; N. C. Reims, art. 171.

⁽⁴⁾ A. C. Reims, art. 225; N. C. Reims, art. 152.

⁽⁵⁾ A. C. Reims, art. 226. Cf. pour la Champagne, *Abrégé Champenois* (Viollet, III, p. 149), art. XXV.

⁽⁶⁾ N. C. Reims, art. 152; N. C. Laon, art. 139.

⁽⁷⁾ *Procès-verbal de la réformation des coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 958, note 2).

⁽⁸⁾ A. C. Reims, art. 221 *1er* (Varin, *Statuts*, I, p. X); N. C. Reims, art. 172. Cf. N. C. Laon, art. 132.

rentiers ou créanciers hypothécaires subséquents, et qui se seraient fait vêtir ou « nantir », suivant les cas, par le seigneur ou sa justice⁽¹⁾. Quant aux ventes, l'A. C. ne disait pas si elles étaient dues ou non au seigneur. Tranchant la question, sans doute demeurée en suspens lors de la discussion de la rédaction de la Coutume de 1481, la N. C. de Reims décida que les ventes ne seraient pas exigées dans l'hypothèse d'une constitution de rente sur une censive nommément désignée, que la rente soit rachetable ou non, et même si l'acquéreur de la rente s'était « pour l'assurance d'icelle » fait vêtir par le seigneur censier⁽²⁾.

En ce qui concerne le bail à rente, nos coutumes l'assimilent à une véritable vente lorsqu'il est accompagné d'une stipulation de rachat; en conséquence, elles obligent le preneur à payer le droit de ventes au seigneur, et cela dès la conclusion du contrat, et non pas seulement au jour du rachat, car, dit l'A. C., « sy on attendoit jusques au temps du rachapt, il se pourroit faire secrètement, sans en advertir la justice; par quoy le droit de seigneur seroit perdu »⁽³⁾. Au contraire, la vêtture étant requise après la passation du bail, le seigneur n'a rien à craindre du moment que les ventes sont exigibles à ce moment. La même solution était également admise dans l'hypothèse d'une vente « à faculté de rachapt »; mais, lors du rachat, un nouveau droit de mutation n'était pas exigé⁽⁴⁾. Quant aux baux emphytéotiques ou à louage « à plus de trente ans », ils ne donnaient pas lieu à perception des ventes; toutefois, d'après la N. C., le preneur qui avait acheté le bail devait au seigneur censuel les ventes, à concurrence des deniers déboursés⁽⁵⁾; c'était déjà la solution admise par la Coutume de 1556, pour le droit de quint en matière de fief. Dans tous les cas, ancienne et nouvelle Coutume dispensaient le preneur de l'investiture⁽⁶⁾.

(1) A. C. Reims, art. 221 *ter*; N. C. Reims, art. 173 et 176. Cf. N. C. Laon, art. 119.

(2) N. C. Reims, art. 154. La coutume de Laon est muette sur cette question.

(3) A. C. Reims, art. 224 *bis* (dans Varin, *Statuts*, I, p. X); N. C. Reims, art. 156.

(4) N. C. Reims, art. 155; *Procès-verbal de la réformation des Coutumes de Reims*, 1556 (Varin, *Coutumes*, p. 959, note 1).

(5) N. C. Reims, art. 153.

(6) A. C. Reims, art. 221 *bis* (dans Varin, *Statuts*, I, p. X); N. C. Reims, art. 172. Cf. N. C. Laon, art. 132.

DEUXIÈME SECTION

LA TENURE A TERRAGE

Contrairement à la censive, la tenure à terrage est une concession de terre faite à charge d'une redevance proportionnelle au montant de la récolte. Le terrage, à l'opposé du cens, est donc essentiellement variable. Associant étroitement seigneur et tenancier dans l'exploitation du sol, le contrat de champart est, par certains côtés, plus avantageux que la concession en censive. D'une part, il fait participer le seigneur concédant au progrès de la culture ⁽¹⁾; d'autre part, dans les années déficitaires, il affranchit, dans une mesure correspondante, le tenancier d'une charge qui autrement pèserait lourdement sur son exploitation. Par contre, le terrage, comme la dîme, entraîne des difficultés de perception ignorées dans la censive, il nécessite notamment « un personnel spécial et des bâtiments nombreux d'exploitation » ⁽²⁾.

La tenure à terrage a été très répandue dans la région rémoise durant tout le moyen âge ⁽³⁾. Toutefois, alors que la censive était le mode normal d'amodiation des terres dans la partie méridionale de la région rémoise, la tenure à champart, au contraire était, semble-t-il, surtout usitée dans la partie septentrionale de la même région, Reims formant à peu près la ligne de démarcation entre ces deux contrées. On s'explique aisément cet état de choses si l'on remarque qu'au nord de Reims on s'adonnait principalement à la culture des céréales, tandis qu'au sud de la même ville on pratiquait surtout la culture de la vigne; or, dans la région rémoise, les vignes ne paraissent jamais avoir été concédées à champart; la tenure à vinage, en usage dans le vignoble rémois, n'est qu'une

(1) Olivier-Martin, I, p. 420.

(2) Olivier-Martin, I, p. 422.

(3) Voir notamment, les déclarations du temporel des Etablissements ecclésiastiques de la région rémoise (des années 1384 et 1385) publiées par Varin, *Arch. adm.*, III, *passim* et par M. Gaston Robert, *Temporel, passim*. A la fin du xv^e siècle, le terrage était encore très usité dans la région rémoise [Cf. Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, pp. 272 et 273 (10 mai 1462); Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 308].

variété de censive où la redevance, appelée vinage, est une certaine quantité de vin fixe et indépendante de la récolte ⁽¹⁾.

Dans la région rémoise, les immeubles concédés à terrage sont principalement les terres labourables productives de grains ou de légumes ⁽²⁾; parfois aussi, les bois font l'objet d'une concession en champart ⁽³⁾; par contre, les prés et les vignes ne paraissent jamais avoir été tenus à terrage; ils sont toujours, semble-t-il, concédés en censive ⁽⁴⁾. Souvent, le seigneur donne à champart des terrains incultes ou peu productifs, notamment des bois, à charge de les défricher et de les cultiver ⁽⁵⁾. Le tenancier ne peut, sans le consentement du seigneur, faire sur la terre des transformations qui empêcheraient celui-ci de percevoir son champart. S'il l'aménage en pré ou en pâture, s'il y édifie des constructions sans autorisation, il est passible d'une amende et il doit de plus réparer à ses frais le dommage causé au seigneur ⁽⁶⁾.

Le champart se perçoit d'une manière assez curieuse. A l'époque de la moisson, la récolte coupée et mise en gerbes, le « terrageur », préposé du seigneur chargé spécialement de cette mission, sur réquisition du tenancier, se rend sur le champ pour y « terragier » ⁽⁷⁾, c'est-à-dire pour y « compter les gerbes et mettre de côté le champart du seigneur » ⁽⁸⁾. Tant que le terrageur n'est pas passé, le

(1) Cf. les déclarations de temporel citées à la note précédente.

(2) Buridan, commentaire art. 382, p. 784.

(3) Cf. *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 272).

(4) *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473); Buridan, commentaire art. 382, p. 784; et les textes cités à la page précédente note 3. Dans la région parisienne étaient seules tenues à Champart les terres labourables « productives de blé, seigle, avoine ou autres grains » (Olivier-Martin, I, p. 421).

(5) Cf. *Charte de Beaumont-en-Argonne*, 1182 (Bonvalot, art. IV, p. 99; Defourny, p. 266; *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, p. 187).

(6) Buridan, commentaire art. 382, p. 784.

(7) Cf. *Accord entre l'abbaye de Saint-Remi et les habitants de Juniville en vertu duquel le terrage perçu sur les lieux dits en Fosse et en Commandain est remplacée par un droit d'un quartel d'avoine par jour*, 9 avril 1296 (Robert, *Juniville*, pièce justificative V, p. 252); *Cens et rentes dus à l'archevêque de Reims dans la prévôté de Bétheniville en 1376* (Varin, *Arch. adm.*, III, p. 411, note 1) : terrages de Saint-Clément; *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (M. Demaison, la place entre 1488 et 1500). (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 308; Buridan, commentaire art. 382, p. 784].

(8) Olivier-Martin, I, p. 421. Dans certaines localités, les tenanciers devaient seulement appeler le terrageur au moment d'engranger la récolte (*Charte de Terron-sur-Aisne* mars 1213 d'après M. Robert (Robert, *Beaumont*, p. 102 en note); *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 272) : « et ne puellent ne ne doivent les laboureurs d'illecques (*Herpy*) departir, deschargier ne des loier leurs voyteures sans appeller le maire ou le commis de mondît seigneur et la luy doient baillier et délivrer pour icelui terrage la dite XI^e partie. »

tenancier ne peut enlever la récolte. Si, malgré tout, il le fait, il est passible d'une amende de soixante sous parisis envers le seigneur ⁽¹⁾.

Le montant du terrage était variable suivant les coutumes locales et les contrats de concession. Au moyen âge, il était généralement d'une gerbe sur douze ⁽²⁾; au xv^e siècle, on rencontre aussi des terrages de la onzième gerbe, tandis qu'au xvi^e siècle on trouve des champarts de dix ou de treize gerbes sur cent ⁽³⁾. Très souvent, les chartes de concession font une distinction entre les terres anciennement cultivées et les novales. Pour ces dernières, le terrage est moins élevé : une gerbe sur quatorze, sur seize ou même sur vingt-quatre ⁽⁴⁾. A l'opposé du cens, le champart semble avoir toujours été portable, les gerbes seigneuriales devaient être amenées à la grange du seigneur, avec les voitures et aux frais des tenanciers ⁽⁵⁾. Il y avait une très grande analogie entre le terrage et la dîme : beaucoup de chartes de concession de terres stipulent une redevance de tant de gerbes, à la fois « pro decima et terragio » ⁽⁶⁾.

Comme le cens, le terrage présente tous les traits caractéristiques d'une redevance seigneuriale ⁽⁷⁾. Si le tenancier enlève la récolte

(1) *Accord entre l'abbaye de Saint-Remi et les habitants de Juniville...* 9 avril 1296 (Robert, *Juniville*, pièce justificative V, p. 252); *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 272); *Déclaration des droits seigneuriaux appartenant à l'abbaye de Saint-Remi à Alland'huy, Ecordal et Amagne*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 308).

(2) *Charte de Beaumont-en-Argonne*, 1182 (Bonvalot, art. IV, p. 99 et Defourny, p. 266); *Loy de Belmont* (Bonvalot, appendice, pièce justificative n° 3, art. 42, p. 10 et Defourny, art. 46 et 47, p. 286); *Charte de Justine*, 1201-1202 (Robert, *Justine*, p. 187); *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208 (Varin, *Arch. adm.*, I, p. 473); *Déclaration des droits seigneuriaux... à Alland'huy*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 308).

(3) *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 272) : terrage de la « XI^e partie »; Buridan, commentaire art. 382, p. 784.

(4) *Charte de Beaumont-en-Argonne* : 1 gerbe sur 14; *Loy de Belmont* : 1 gerbe sur 24; *Charte de Justine* : terrage de la 16^e gerbe. A Justine, en 1623, le champart était tombé au 24^e pour les novales; il disparut peu de temps après (Robert, *Justine*, pp. 148 et 185).

(5) *Charte de Terron-sur-Aisne*, mars 1213 (Robert, *Beaumont*, p. 102 en note); *Accord entre l'abbaye de Saint-Remi et les habitants de Juniville...*, 9 avril 1296 (Robert, *Juniville*, pièce justificative V, p. 252); *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 272); *Déclaration des droits seigneuriaux... à Alland'huy...*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 308).

(6) *Charte de Beaumont-en-Argonne*, 1182; *Charte de Terron-sur-Aisne*; *Charte de Maubert-Fontaine*, octobre 1208. Dans la région parisienne, certaines dîmes se percevaient « more campipartis » (Olivier-Martin, I, p. 421).

(7) Cf. Olivier-Martin, I, pp. 421 et s.

sans avoir appelé le sergent terrageur, le seigneur peut lui réclamer une amende, généralement de 60 sous ⁽¹⁾. Quand le tenancier ne paie pas le champart, le seigneur a, comme dans la censive, le droit d'exiger du tenancier défaillant une amende et même de saisir la tenure ⁽²⁾. A l'exemple du cens seigneurial, le terrage est également imprescriptible ⁽³⁾. Enfin, en cas d'aliénation de la tenure à terrage, le nouvel acquéreur doit payer au seigneur champarteur le droit de ventes ⁽⁴⁾, et il est, sans doute, également tenu de se faire vêtir par lui et d'acquitter entre ses mains le droit de vêtire. Cependant, au xvi^e siècle, Buridan, reproduisant une distinction admise par Bacquet, ne reconnaît le caractère seigneurial au terrage que s'il est constitué sur l'héritage « avant toute autre charge »; le champart est alors « de mesme nature que le chef-cens portant lots ventes, saisine et amende, contenant en soy la seigneurie directe ». Par contre, le terrage établi après « quelque autre droit » n'est pas, dit-il, réputé seigneurial « non plus qu'un second cens ou surcens, comme nous l'appelons » ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy*, 10 mai 1462 (Robert, *Herpy*, pièce justificative XVIII, p. 272); *Déclaration des droits seigneuriaux à Alland'huy...*, non datée (Robert, *Alland'huy*, pièce justificative III, p. 308). D'après la *loy de Belmont*, le tenancier, coupable d'avoir emporté subrepticement et de nuit une partie de la récolte, était « luy, ses choses ou ses biens, à la volonté du seigneur » (Bonvalot, appendice, pièce justificative, n° 3, art. 42, p. 10, et Defourny, art. 46 et 47, p. 286).

⁽²⁾ *Déclaration des droits seigneuriaux à Herpy* (Robert, *Herpy*, p. 272); Buridan, commentaire art. 117, p. 241.

⁽³⁾ Buridan, commentaire art. 117, p. 241.

⁽⁴⁾ *Déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Pierre-les-Dames de Reims*, 14 août 1384 (Robert, *Temporel*, p. 15) : à Somme-Tourbe et à Saint-Jean-sur-Tourbe, l'abbaye a « justice fonssiere portans los et ventez avecques certains terragez qui valent à aveinne XXIX stiers. »; Buridan, commentaire art. 117, p. 241.

⁽⁵⁾ Buridan, commentaire art. 117, p. 241.

CHAPITRE TROISIÈME

LES ALLEUX

L'alleu ou franc-alleu s'oppose nettement au fief et à la censive. Ce n'est pas une tenure, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà indiqué, « une terre dépendant d'une autre terre » ⁽¹⁾; aussi, est-il en dehors de l'organisation féodale. Dans une situation identique au propriétaire du droit moderne, l'allentier possède sur son alleu « pleine et absolue propriété, sans redevance d'aucuns droits, ny reconnoissance d'aucun seigneur » ⁽²⁾.

En dehors des immeubles possédés par les grands seigneurs ecclésiastiques, tous tenus en « franche aumône » sous la suzeraineté, il est vrai, du roi de France, les alleux étaient, semble-t-il, assez nombreux, au moyen âge, dans la région rémoise. A Reims même, dès le XI^e siècle, chaque chanoine de la cathédrale tenait en alleu la maison qu'il occupait, à l'intérieur du cloître du chapitre ⁽³⁾. Surtout, à partir d'une époque malheureusement impossible à préciser ⁽⁴⁾, les héritages situés dans la « cité », au ban de l'archevêque, sont exempts des droits de cens et de lods et ventes, ainsi que de tout autre droit représentatif de la « directe seigneurie » ⁽⁵⁾. Ce sont en définitive de véritables alleux. En dehors de Reims, on rencontre également des alleux dans toute l'étendue de la région rémoise. Dans le pays rémois proprement dit, les textes

⁽¹⁾ *Supra*, p. 208.

⁽²⁾ Buridan, commentaire art. 40, p. 89.

⁽³⁾ *Jusjurandum archiepiscoporum remensium continens summam privilegiorum canonicorum cathedralis ecclesiae remensis* (vers 1068 d'après Varin) [Varin, *Arch. adm.*, I, p. 226].

⁽⁴⁾ D'après Rogier, à la fin du XIII^e siècle, certains héritages de Reims étaient déjà « franchises et quictes de toutes charges et servitudes quelconques comme en franc alleu » (Rogier, *Mémoires*, dans Varin, *Statuts*, II, p. 321, en note).

⁽⁵⁾ *Mémoire pour les officiers du bailliage et siège présidial de Reims contre l'archevêque de Reims*, 18 novembre 1770 (Varin, *Statuts*, III, p. 607 en note). Il y avait toutefois des exceptions (Cf. *Transaction avec M. l'archevêque portant abandon de plusieurs beaux droits de l'échevinage*, 25 juin 1639 (Varin, *Statuts*, II, pp. 557 et 558, en note).

mentionnent des propriétés libres à Isles-sur-Suippe ⁽¹⁾, à Rilly et à Chigny ⁽²⁾, à Bezannes ⁽³⁾, à Champigny ⁽⁴⁾, à Arcis-le-Ponsart ⁽⁵⁾, à Aussonce, à la Neuville-les-Aussonce et à Saint-Médard-les-Pont-Faverger ⁽⁶⁾ ainsi que dans la prévôté de Chaumuzy ⁽⁷⁾ et à Warmeriville ⁽⁸⁾. Dans la région ardennaise soumise aux coutumes de Reims, il y avait aussi des alleux, notamment à Fraillicourt ⁽⁹⁾ et à Herpy ⁽¹⁰⁾.

Ces alleux étaient, pour le plus grand nombre, des domaines de peu d'importance, possédés par de petits propriétaires. Au cours du moyen âge, beaucoup d'entre eux s'intégrèrent dans la féodalité et l'on peut dire, sans paradoxe, que les alleux rémois nous sont surtout connus par leurs actes de décès. Tantôt, l'alleutier cède son immeuble à un puissant seigneur féodal voisin et le reprend en foi et hommage de ce seigneur ⁽¹¹⁾; tantôt, il l'aliène totalement, sans réserve d'aucun droit ⁽¹²⁾. De toute façon, l'alleu disparaît en tant que propriété libre et indépendante. Toutefois, tous les francs-alleux ne furent pas absorbés par la féodalité; au ^{xvii}^e siècle, il en subsiste encore dans la région rémoise ⁽¹³⁾, et la Coutume de Reims

⁽¹⁾ Robert, *Isles*, p. 1 et pièce justificative II, p. 10 (mars 1229).

⁽²⁾ Robert, *Chigny*, pièce justificative IX, pp. 195 et 196 (avril 1242); *Ibid.*, pièce justificative X, pp. 196 et 197 (25 janvier 1247); *Ibid.*, pièce justificative XI, pp. 197 et 198.

⁽³⁾ Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 18, p. 15 (4 janvier 1243).

⁽⁴⁾ Varin, *Arch. adm.*, II, p. 100, en note (août 1258).

⁽⁵⁾ Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document 77, pp. 49 et 50.

⁽⁶⁾ Varin, *Arch. adm.*, I, p. 711 (24 août 1249).

⁽⁷⁾ Varin, *Ibid.*, II, pp. 709 à 711 (23 avril 1333).

⁽⁸⁾ Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXXV, p. 62 (21 septembre 1544).

⁽⁹⁾ *Cart. Signy*, p. 287, n° CXLIX (vers 1270 d'après E. de Barthélemy).

⁽¹⁰⁾ Robert, *Herpy*, pièce justificative V, p. 243 (1238).

⁽¹¹⁾ Cf. Robert, *Chigny*, pièce justificative IX, pp. 195 et 196 (avril 1242) : Waucher de Rilly donne à l'abbaye de Saint-Remi tous les biens qu'il tient à Rilly en alleu, sauf deux sous de cens; il les reprend en fief de l'abbé; Robert, *Fiefs de Saint-Remi I*, document 18, p. 15 (4 janvier 1243) : Guillaume de Bezannes reconnaît être « homme lige » de l'abbaye de Saint-Remi pour vingt muids de vin de ses vinages, qu'il tenait en franc-alleu, au territoire de Saint-Remi.

⁽¹²⁾ Cf. *Cart. Signy*, n° CLIX, p. 290 : Sicard d'Aumont et ses frères donnent leur alleu à l'abbaye de Signy; Hilaire de Bertincourt et autres donnent leur alleu de Saint-Pierre (1135); Robert, *Isles*, p. 1 et pièce justificative II, p. 10 : vente par Jean de Pocancy à l'abbaye de Saint-Remi de 14 setiers et demi d'avoine et de 22 sous rémois de cens, tenus en alleu à Isles-sur-Suippe (mars 1229); Robert, *Chigny*, pièce justificative X, pp. 196 et 197 : vente par Waucher de Rilly à l'abbaye de Saint-Remi de tous les biens qu'il possède à Chigny en alleu (25 janvier 1247); Robert, *Ibid.*, pièce justificative XI, pp. 197 et 198 : Gérardon et Jesson Cauchon vendent à Saint-Remi tous les cens et rentes qu'ils tiennent en franc-alleu à Rilly et à Chigny (décembre 1277); Robert, *Fiefs de Saint-Remi II*, document XXXV, p. 62 (21 septembre 1544).

⁽¹³⁾ Cf. Robert, *Hermonville*, p. 1.

de 1556 n'oublie pas de mentionner l'alleu parmi les formes de propriété immobilière, à côté du fief et de la censive ⁽¹⁾.

Propriétaire indépendant, l'alleutier ne doit à personne aucun service, ni aucune redevance recognitives de suzeraineté; notamment, il n'est tenu ni à l'hommage ni au paiement du cens envers aucun seigneur ⁽²⁾. Il dispose librement de son alleu soit entre vifs soit à cause de mort, sans autorisation, et sans payer aucun droit de mutation ⁽³⁾. A l'opposé du vassal ou du censitaire, il peut aliéner son alleu à une personne de mainmorte, sans solliciter le consentement de qui que ce soit ⁽⁴⁾. Toutefois, au cas d'aliénations entre vifs, nos coutumes exigent pour l'alleu les « veest et deveest » dans les mêmes conditions que pour la censive; le nouvel alleutier, comme le nouveau censitaire, ne devient propriétaire qu'après avoir rempli cette formalité et sans doute payé le droit de vêtüre ⁽⁵⁾; s'il se met en possession sans s'être au préalable fait ensaisiner par la justice dans le ressort de laquelle l'alleu est enclavé, il encourt, comme le censitaire, l'amende de « tost entrée ».

La Coutume de Reims était muette sur le régime successoral applicable aux alleux. Suivaient-ils les règles de dévolution relatives aux fiefs ou bien celles du droit commun? Il est probable qu'à Reims et dans la région les alleux étaient assimilés aux censives en matière successorale; je n'en veux pour preuve que la place même des articles de la Coutume traitant des alleux : ils se trouvent en effet insérés dans le chapitre des héritages tenus en rotüre, au même titre que la censive ⁽⁶⁾. D'ailleurs, dans les régions voisines de Vermandois et de Champagne, il n'y avait également pour les alleux ni privilège d'ainesse, ni privilège de masculinité ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ N. C. Reims, art. 40.

⁽²⁾ N. C. Reims, art. 139. et la note 1, même page; Buridan, commentaire art. 40 p. 89.

⁽³⁾ N. C. Reims, art. 139 et note 1, même page; Buridan, commentaire art. 40, p. 89. Voir également les ventes citées, *Supra*, p. 244, note 12. Pour les transmissions à cause de mort, cf. Olivier-Martin, I, p. 221.

⁽⁴⁾ Cf. les donations et les ventes, citées *Supra*, p. 244, note 12.

⁽⁵⁾ N. C. Reims, art. 139 et note 1 même page, art. 150. A Laon, pays de nantissement également, la dessaisine-saisine n'était pas exigée en acquisition d'alleu (N. C. Laon, art. 133).

⁽⁶⁾ N. C. Reims : « Des héritaiges tenuz en rotüre et droicts de cens, vestures et ventes deues à cause d'iceulx. »

⁽⁷⁾ *Anc. Cout. de Champagne*, art. VIII : « ...Et d'eschange qui mueve d'aluef, ou de censives, une suers prent contre un frere »; *Coutumier de Vermandois*, § 130, p. 77 (succession collatérale), § 148, p. 84, § 159, p. 89 (succession en ligne directe). La Coutume de Vitry (art. 19, 20 et 59) distingue entre l'alleu noble, c'est-à-dire celui comportant

Outre leur qualité de propriétaire indépendant, beaucoup d'alleutiers possèdent, au moins aux XIII^e et XIV^e siècles, des droits de justice plus ou moins importants dans l'étendue des terres qu'ils tiennent en alleu. Si certains n'exercent que la justice foncière ⁽¹⁾, d'autres au contraire ont pleine juridiction dans leurs domaines et ne relèvent, aussi bien au point de vue de la justice que de la propriété, d'aucun seigneur ⁽²⁾.

Nos coutumes laissaient sans réponse une question d'une grande importance pratique : en cas de conflit entre un seigneur et un alleutier au sujet de l'allodialité d'une terre, à qui incombait la charge de la preuve, à l'alleutier ou au seigneur? Selon Buridan, les avis des praticiens étaient partagés; d'après l'opinion « la plus probable et commune », il fallait distinguer entre les régions allodiales et non allodiales. Dans les contrées non allodiales, et c'était le cas de la région rémoise, car une disposition expresse de la Coutume était nécessaire pour admettre l'allodialité, c'était à l'alleutier à prouver la franchise de sa terre et il ne pouvait fournir cette preuve que par titre; la maxime générale est en effet qu'il n'y a « nulle terre sans Seigneur » ⁽³⁾. Toutefois, dit Buridan, le fait par un alleutier d'avoir payé un cens, même pendant trois années consécutives, ne l'empêcherait pas de revendiquer la liberté de sa propriété, à charge d'en rapporter la preuve dans les conditions indiquées ⁽⁴⁾.

droit de justice ou ayant dans sa mouvance des fiefs ou des censives, et l'alleu roturier. Les règles de dévolution du premier sont celles des fiefs; au contraire, le second suit celles des censives. A Châlons, l'alleu noble se partage également entre fils et filles, sans avantage d'aînesse, parce que, dit Buridan, « il y a fort peu de franc alleu en ladite Coustume » (Buridan, *Vermandois*, commentaire art. 133, p. 429).

⁽¹⁾ Robert, *Chigny*, pièce justificative XI, pp. 197 et 198 (décembre 1277).

⁽²⁾ Robert, *Isles*, p. 1 et pièce justificative II, p. 10 (mars 1229); Robert, *Chigny*, pièce justificative X, pp. 196 et 197 (25 janvier 1247); Varin, *Arch. adm.*, I, p. 711 (24 août 1249); Varin, *Ibid.*, II, pp. 709 à 711 (23 avril 1333). Au XVII^e siècle, Buridan n'admet pas que l'alleutier soit exempt de la juridiction du seigneur dans le ressort duquel l'alleu est situé et où il demeure. En effet, dit-il, « toute justice émane du Roi qui l'a communiquée aux seigneurs et les seigneurs à leurs vassaux sur leurs sujets » (Buridan, commentaire art. 40, pp. 89 et 90). Déjà, au début du XVI^e siècle, l'abbaye de Saint-Remi prétendait avoir juridiction sur tous les francs-alleux sis au terroir d'Hermonville (Robert, *Hermonville*, p. 1).

⁽³⁾ Buridan, commentaire art. 40, pp. 90 et 91.

⁽⁴⁾ Buridan, commentaire art. 139, p. 277.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	I
BIBLIOGRAPHIE	V
INTRODUCTION. — Aperçu sur le détroit des coutumes de Reims et l'organisation seigneuriale de la région rémoise aux XIV ^e , XV ^e et XVI ^e siècles	15

PREMIÈRE PARTIE

Condition des personnes.

CHAPITRE PREMIER. — Condition des nobles et des clercs . . .	29
SECTION I. — Condition des nobles.	35
§ 1 ^{er} . — Acquisition et perte de la noblesse	35
§ 2. — Privilèges des nobles	35
SECTION II. — Condition des clercs.	44
CHAPITRE II. — Condition des bourgeois de Reims.	51
SECTION I. — Les bourgeois de l'Echevinage.	55
§ 1 ^{er} . — Sources de la bourgeoisie de l'Echevinage.	55
§ 2. — Privilèges des bourgeois de l'Echevinage.	56
§ 3. — Charges des bourgeois de l'Echevinage.	66
§ 4. — Situation particulière des bourgeois des Mairies de la Couture et de Venise.	71

	Pages.
SECTION II. — Les bourgeois du Chapitre	75
§ 1 ^{er} . — Les francs-sergents du Chapitre et les bourgeois-chanoines.	75
§ 2. — Les bourgeois des dignitaires du Chapitre.	81
§ 3. — Les bourgeois du ban du Chapitre.	85
SECTION III. — Les bourgeois du ban Saint-Remi.	86
§ 1 ^{er} — Privilèges des bourgeois de Saint-Remi	87
§ 2. — Charges des bourgeois de Saint-Remi.	88
CHAPITRE III. — Condition des bourgeois et des roturiers hors de Reims.	91
§ 1 ^{er} . — Privilèges des bourgeois et des roturiers hors de Reims.	96
§ 2. — Charges des bourgeois et des roturiers hors de Reims.	106
CHAPITRE IV. — Condition des serfs.	119
§ 1 ^{er} . — Traits généraux de la condition servile	121
§ 2. — Acquisition et perte du servage.	128

SECONDE PARTIE

Condition des terres

CHAPITRE PREMIER. — Le fief ou tenure noble.	155
§ 1 ^{er} — Introduction. La structure juridique du fief au moyen âge.	155
§ 2. — Les services de fief. La foi et l'hommage. L'aveu et le dénombrement.	158
§ 3. — Les mutations de fief et les droits casuels.	159
1. — <i>Les mutations de fief par vente ou actes équivalents : le droit de quint et le droit de retrait.</i>	160
2. — <i>Les mutations de fief, autres que la vente et le droit de relief</i>	170

§ 4. — Les aliénations interdites au vassal sans le consentement du seigneur féodal : le démembrement et l'amortissement des fiefs	181
1. — <i>Le démembrement de fief</i>	185
2. — <i>L'amortissement des fiefs</i>	190
§ 5. — La succession aux fiefs.	196
1. — <i>Les successions féodales en ligne directe</i>	198
2. — <i>Les successions nobles en ligne collatérale</i>	204
CHAPITRE II. — Les tenures roturières.	207
SECTION I. — La censive.	208
§ 1 ^{er} . — Les obligations du tenancier. Le cens et le paiement du cens	208
§ 2 — Les mutations de censive et les droits casuels.	223
1. — <i>Les transmissions à cause de mort et le droit d'essoigne</i>	225
2. — <i>L'aliénation de la censive. La vêtue et les ventes</i>	228
SECTION II. — La tenure à terrage	238
CHAPITRE III. — Les alleux	245

Vu :

Le Président de la thèse,
OLIVIER-MARTIN.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
H. BERTHÉLEMY.

Vu

et permis d'imprimer :

Le Recteur
de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

99674. — IMPRIMERIE LAHURE

9, rue de Fleurus. Paris. — 1930.
